TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 9976 — 40 PAGES — VENDREDI 25 FÉVRIER 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 120 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,85; Danemark, 3 kr.; Espagne, 28 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 32

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 Paris Télex Paris n° 650572 Tél. : 246-72-23

M. Ian Smith assouplit la discrimination raciale en Rhodésie

LIRE PAGE 3

M. AMALRIK SERA REÇU A BONN par un membre du gouvernement

Les « trois principes » de Paris

M. Giscard d'Estaing a-t-il eu raison de ne pas recevoir André Amalrik ? La politique affichée par Paris à propos des droits de l'homme dans les pays de l'Est est-elle bien fondée sur le plan du droit, de la morale et de l'efficacité ? A elle seule, la conjugaison de ces trois notions *contradictoires illustre la* complexité du problème.

Il est naturel, mais un peu vain, d'opposer à cet égard le président de la République à M. Carter, la timidité du premier aux audaces du second pour parler, comme l'a fait M. Amalrik, de France « finlandisée », voire transformée en « cheval de Troie » au service de M. Brejnev. Par delà les valeurs communes, chaque pays a ses traditions, sa façon d'affirmer ses positions politiques. De la même manière, qu'on ne saurait critiquer M. Carter pour avoir écrit à M. Sakharov et laissé entendre qu'il recevra M. Boukovski, il ne saurait être imputé comme une « faute » à M. Giscard d'Estaing de n'avoir pas reçu M. Amalrick. Si d'ailleurs de telles audiences devaient devenir la règle, comment s'arrêter en si bon chemin ? Les exilés ou persécutés de tous pays, du Chili au Vietnam en passant par la Tchécoslovaquie et l'Uruguay, ne seraient-ils pas en droit de forcer à leur tour la porte du chef de l'Etat ? Cela dit, le président de la République aurait pu trouver une solution plus honorable que d'orienter le dissident soviétique vers un obscur fonctionnaire du Quai d'Orsay, ou de laisser M. Lecanuet offrir ses services. M. Schmidt s'en est mieux tiré en désignant lui-même un de ses ministres pour le recevoir.

Les contestataires de l'Est ont en effet raison d'affirmer que la conférence d'Helsinki et celle qui se prépare actuellement à Belgrade justifient un traitement spécial en leur faveur. Pour cette raison aussi, la position laborieusement formulée en trois principes par le gouvernement français — non-ingérence, détente et respect des accords conclus — paraît insuffisante. Car, s'il est vrai que le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats a été dûment ratifié à Helsinki, celui du respect des droit de l'homme l'a été aussi et avec la même force. Il est même admis que les pays signataires peuvent et doivent promouvoir le respect de ces droits non seulement conjointement, mais « séparément », tandis que le principe de la non-ingérence interdit de soutenir les seules activités « terroristes ou subversives » visant au « renversement violent » d'un autre régime. Le moins que l'on puisse dire est que les participants du mouvement démocratique en U.R.S.S. ne tombent pas dans cette catégorie.

Le gouvernement français pourrait donc sortir des considérations générales qui n'embarrassent guère le Kremlin et aller un peu plus loin dans les précisions sur les violations des droits de l'homme, sans pour autant violer les accords d'Helsinki. Même s'il considère, pour des raisons d'efficacité, qu'une action discrète est préférable, il serait plus judicieux de présenter cette attitude comme un choix politique, choix révocable selon les circonstances et le comportement de Moscou, non comme la conséquence logique et inévitable d'une « doctrine » érigée en dogme. Il s'agit non seulement de préserver la nécessaire souplesse dans l'action diplomatique, mais d'appuyer celle-ci sur les seules valeurs essentielles dont devraient se réclamer en fin de compte, comme le *rappellent* à *juste titre* les contestataires soviétiques, les civilisations occidentales : l'épanouissement des droits civiques et des libertés.

La France est finlandisée *jusqu'à un certain point* estime le *contestataire soviétique*

Econduit mercredi 23 février devant l'Elysée où il a observé une grève de la faim symbolique, l'écrivain soviétique contestataire André Amalrik compte se rendre, sous peu, en République fédérale. Un porte-parole du gouvernement de Bonn a indiqué, à ce sujet, que le chancelier Schmidt n'avait pas l'intention de lui accorder un entretien, mais qu'il serait reçu par M. Hans Jurgen Wischnewski, ministre d'Etat à la chancellerie.

Commentant pour le journal *Libération* le refus d'audience qui lui a été opposé par M. Giscard d'Estaing, M. Amalrik a déclaré que la France est *« indubitablement finlandisée jusqu'à un certain point »*, car, *« pour bâtir une diplomatie indépendante, elle s'est trouvée piégée par son partenaire soviétique »*.

A Paris, M. Lecat, porte-parole de l'Elysée, a rendu publique, mercredi en fin d'après-midi, la mise au point suivante : *« Il n'appartient pas aux étrangers en visite en France de fixer eux-mêmes une audience au président de la République. »*

(Lire page 2.)

AU JOUR LE JOUR

LIBRE ET DÉTENDU

Dans ce dernier quart du vingtième siècle, et pour la première fois de son histoire, le monde vit dans la détente. C'est le paradis terrestre, la civilisation humaine atteint des sommets de perfection : les gouvernements se détendent à l'abri d'une quincaillerie atomique susceptible de faire sauter la planète à tout moment ; certains peuples se détendent en crevant de faim ; d'autres se détendent dans les bras des polices politiques ; d'autres, enfin, les plus décrispés, se bouchent les yeux, les oreilles et la bouche pour ne pas troubler cette détente

Bref, on a enfin compris que le véritable ennemi de la détente, c'est la liberté. Et tant pis si des utopistes comme Amalrik en concluent que les hommes libres ne sont pas nécessairement ceux qui vivent en liberté.

BERNARD CHAPUIS.

M. Rabin l'emporte sur M. Peres au congrès travailliste israélien

Le congrès du parti travailliste israélien a désigné, dans la nuit de mercredi à jeudi 24 février, M. Itzhak Rabin — qui l'a emporté de peu sur son concurrent, M. Péres, ministre de la défense, — pour *conduire la liste* du parti aux *élections* législatives anticipées du 17 mai prochain.

La décision du congrès de Tel-Aviv a renforcé — dans la perspective des négociations au Proche-Orient — la position de M. Rabin, qui est attendu à Washington le 7 mars. En annonçant, mercredi soir, cette visite, le président Carter a indiqué qu'il comptait s'entretenir avec tous les autres protagonistes du conflit *israélo-arabe avant la fin du mois de mai. Il a ajouté que les* Etats-Unis étaient prêts à jouer un rôle majeur, afin de promouvoir la paix au Proche-Orient, mais que, en dernier ressort, il appartenait aux parties directement concernées de faire la paix entre elles.

Les dirigeants socialistes étrangers qui ont assisté au congrès du parti travailliste ont fait comprendre, tant dans leurs discours *que dans les conversations avec leurs interlocuteurs israéliens,* qu'ils attachaient une grande importance à la solution du problème palestinien.

A Paris, l'ambassadeur d'Israël a renouvelé à M. d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, l'invitation à se rendre en visite à Jérusalem.

De notre correspondant

Jérusalem. — C'est donc à M. Itzhak Rabin qu'il incombe de porter la bannière travailliste dans la bataille électorale. La lutte entre le premier ministre et son concurrent, M. Shimon Péres, a été serrée de bout en bout au congrès du parti, et le dépouillement du scrutin, dans la nuit de mercredi à jeudi, a entretenu l'incertitude jusqu'à l'ouverture de la dernière enveloppe, bien après minuit.

Sur 2 865 votants, 1 445 ont donné leur voix à M. Rabin, et 1 404 au ministre de la défense ; 16 ont glissé des bulletins blancs dans l'urne. C'est donc par 41 voix de majorité que M. Rabin l'emporte, pour la deuxième fois, sur M. Péres qu'il avait déjà affronté à la veille des précédentes élections législatives. En 1974, au lendemain de la guerre d'octobre, le comite central, qui compte cinq cent soixante-dix membres, accordait 56 % des voix à M. Rabin, et 44 % à M. Péres.

Dès la proclamation du résultat du scrutin, le président du congrès, M. Shlomo Hillel, ministre de la police, a demandé et obtenu un deuxième vote à main levée *sur la candidature* unique du premier ministre. Ainsi l'unanimité symbolique a été faite sur le nom de M. Rabin.

Le premier résultat de la décision de la nuit dernière est le maintien de l'alliance travailliste — Mapam dans le Front ouvrier (Mapam) dans le Front ouvrier annoncé que cette alliance serait rompue si M. Pères remplaçait M. Rabin. Mais en optant pour la continuité plutôt que pour le *« changement dans la continuité »* que proposait M. Péres, le parti travailliste n'a-t-il pas pris de grands risques pour l'échéance du 17 mai ?

ANDRÉ SCEMAMA.

(Lire la suite page 9.)

Un « collectif » va confirmer le déficit de 10 milliards du budget de l'État en 1977

Les détails du plan d'aide à la sidérurgie ne seront pas connus avant avril

M. Raymond Barre a informé le conseil des ministres, mercredi 23 février, qu'il présenterait au Parlement, à la session de printemps, un collectif budgétaire fixant à environ 10 milliards de francs le déficit des finances publiques en 1977 (au lieu de l'excédent symbolique voté par le Parlement en décembre dernier).

Ce déséquilibre du budget de l'Etat était prévisible depuis trois mois. Plusieurs des postes principaux de dépenses avaient, en effet, été sous-évalués : la dette publique (parce que le budget était supposé équilibré), les traitements et les retraites (parce que le taux d'inflation se trouvait minoré), les subventions aux entreprises nationales (parce que la hausse de leurs tarifs, cette année, sera probablement inférieure à ce que nécessiterait la situation financière de ces firmes). En dépit de 2 milliards de francs d'économies à réaliser par les entreprises nationales, le déséquilibre d'ensemble des finances publiques sera, cette année, encore considérable, bien qu'inférieur de moitié à celui de 1976.

Au cours du même conseil des ministres, M. d'Ornano a présenté les grandes orientations du plan gouvernemental d'aide à la sidérurgie. Le détail de ce programme ne sera connu, au mieux, qu'en avril, après que l'Etat — qui compte contrôler davantage l'emploi de son aide — en aura discuté les modalités avec le patronat et que les conséquences sociales du dispositif auront fait l'objet d'un débat entre les employeurs et les syndicats (lire page 37).

M. Barre a surpris tout le monde, mercredi 23 février, en annonçant, au cours du conseil des ministres, que le budget de l'Etat pour 1977 serait révisé dès avril. *« Le budget initial de 1977 ne peut plus être considéré comme reflétant de manière vraisemblable les dépenses réelles de cette année »*, a déclaré en substance le premier ministre.

La décision de M. Barre n'implique pas de nouvelles économies budgétaires pour cette année. On en reste à la réduction de 2 milliards de francs des subventions de l'Etat aux entreprises publiques, annoncée il y a déjà quelques jours (*le Monde* du 4 février). Le fait de rectifier le budget dans un mois et demi a une autre signification : le premier ministre annonce, dix mois à l'avance, que les comptes de l'Etat seront encore déficitaires en 1977.

Cet « aveu » est-il une mauvaise nouvelle pour l'économie française ? Non, dans la mesure où chacun savait que l'équilibre annoncé dans la loi de finances pour 1977, votée à la fin de l'année dernière par le Parlement, était parfaitement illusoire. A plusieurs reprises d'ailleurs nous avons dit dans ces colonnes que l'impasse avoisinerait encore 10 milliards de francs cette année.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 37.)

L'ÉVOLUTION DE LA Ve RÉPUBLIQUE

LA FIN DE LA TRANSITION

Par MAURICE DUVERGER

Les difficultés internes de la majorité tiennent moins aux hommes qu'aux structures. Avant le 19 mai 1974, le président de la République était le chef de son *principal parti. Les deux réunis* ressemblaient au corps d'une sorte de têtard où les giscardiens et les centristes ralliés figuraient le petit appendice. La *disparité* des deux éléments ne tenait pas seulement à l'écart des sièges, mais à la *différence des organisations*.

Au début de la Ve République, le général était obéi par ses partisans à cause de son prestige personnel. En retirant son investiture à un membre de l'U.N.R., il le condamnait à l'échec électoral ou à la retraite politique. Les choses ont commencé à changer après les législatives de 1967 et surtout après mai 1968. Par lui-même Georges Pompidou n'était pas *toujours écouté* des barons et de leurs féaux, mais la grogne de leurs rangs était contenue par la discipline d'un parti *fortement* structuré dont les militants et les parlementaires se trouvaient encadrés par un appareil solide. Le gaullisme institutionnel avait relayé le gaullisme personnel.

M. Giscard d'Estaing se trouve désavantagé à deux points de vue par rapport à son prédécesseur. D'une part, il n'est plus le chef du principal parti de la majorité, mais d'une petite fraction de celle-ci. D'autre part, ses amis ne sont reliés entre eux par aucune organisation véritable. Il s'agit d'un conglomérat d'individus plutôt *que* d'un parti au sens propre du terme. La comparaison des listes Chirac et des listes d'Ornano pour les élections parisiennes est très éclairante à cet égard. Dans les premières figurent un bon nombre de giscardiens et de centristes qui restent membres de leurs partis respectifs. Dans les secondes les rares candidats se réclamant du R.P.R. n'en sont pas de véritables membres (comme le général de Bénouville, simple « apparenté ») ou en seront exclus.

On mesure ici la différence entre un vrai parti du vingtième siècle et les pseudo-partis de type *dix-neuvième siècle. Ces derniers* sont probablement plus efficaces pour mener une action subtile d'opposition restreinte à l'intérieur d'une majorité où l'on est très faible, comme l'ont fait les républicains indépendants au temps du « Oui, mais... ». Aussi pour rallier à celle-ci les éléments centristes un à un, clientèle par clientèle.

La situation est très *différente* quand un président de la République veut se donner un instrument d'action politique. Alors la cohésion, la discipline, l'organisation sont nécessaires à la fois pour tenir le Parlement et pour mobiliser l'opinion, au moins quand on n'a pas le prestige personnel d'un de Gaulle.

(Lire la suite page 10.)

LE PHÉNOMÈNE CHIRAC

par ALFRED FABRE-LUCE

Le 20 mars, nous verrons sans doute se produire, entre la tour Montparnasse et Matignon, un mouvement de courtisans. N'évoquons pas pour autant la *mort* ou l'avènement d'un dauphin à la cour de Louis XIV. Quand on parle de M. Chirac, les comparaisons sont *plutôt* impériales. *(« Vous êtes un aigle aux ailes déployées »*, lui disait, il y a quelques jours, M. Jacques Chancel avant de *l'interviewer.)* D'ailleurs, le 20 mars, c'est le jour anniversaire du retour de l'île d'Elbe. Disons plutôt qu'en cas de succès chiraquien, nous verrons un mouvement de maréchaux et de « barons ». *Pour* Cent Jours, avant un Waterloo d'élections anticipées ?

Tout se *décidera* peut-être bientôt. Une tendance s'esquissant, beaucoup de Français seront tentés de se conformer à l'image qu'ils auront commencé à *donner d'eux-mêmes,* pour *ne* pas rester en dehors du « mouvement de l'histoire ». Aujourd'hui, il est encore temps de réfléchir sur ce *qu'on* peut appeler le phénomène Chirac.

Nous avons vu naître, paradoxalement, un mouvement de défi au président de la République, centré sur un homme qui venait d'être pendant deux ans son premier ministre. Ce *mouvement prétendait opposer un* style à un autre, une fermeté à un laxisme. Mais c'était justement là le comble du paradoxe ! M. Giscard d'Estaing, après avoir paru espérer que la crise économique française pourrait être traitée en douceur, s'est décidé en 1976 à combattre énergiquement une de ses origines : l'inflation. Ce changement d'orientation s'est traduit par le choix d'un nouveau second — M. Raymond Barre — entré au gouvernement en janvier, promu en août. M. Chirac, quand il a démissionné avec éclat, n'était pas renvoyé pour avoir voulu prendre des mesures courageuses, et son attitude à Matignon n'avait pas été celle d'un *homme d'énergie affirmant l'autorité* de l'Etat face aux groupes de pression. Depuis l'été dernier, une presion.

(Lire la suite page 10.)

Dix ans de lecture

Le *Monde* des livres a dix ans.

En dix ans, la vie littéraire a beaucoup changé. Contrairement à ce qu'on croit, les Français lisent davantage. Mais ils lisent autre *chose*, et autrement.

Tout un jeune public, enfin ouvert à la littérature mondiale, prend un intérêt et un plaisir croissants aux livres comme aux films étrangers.

Les sciences humaines, les documents *d'histoire immédiate et les* débats d'idées ont été popularisés par les nouvelles techniques d'édition et de diffusion, avec le risque accepté de valser comme les modes.

La littérature française n'occupe plus qu'un rayon parmi d'autres. *Les grands écrivains humanistes* d'avant guerre ont presque tous disparu. La philosophie ayant jeté la suspicion sur le langage, les jeunes romanciers versent dans la théorie ou l'exercice souvent peu communicable. Le grand public se replie vers les écrivains qui racontent encore des histoires ou les livres-reportages et les témoignages de célébrités dont les médias lui ont donné le goût.

Le *Monde des livres* résume, des pages 19 à 22, quelques aspects de cette évolution. Il inaugure d'autre part une présentation plus aérée, synthétique et proche de la vie.

J. F.

Lire page 8 :

CROISSANCE ET CONTRAINTE

IV. - L'ère de discipline en Asie et l'ombre de Washington

par GÉRARD VIRATELLE et JACQUES DECORNOY

DROITS DE L'HOMME

LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES ET LES

Libres opinions

Le cinéaste emprisonné

par JEAN VIDAL (*)

IL y a en U.R.S.S. aujourd'hui au moins deux cinéastes que l'histoire louera comme elle le fit, cinquante ans plus tôt, en consacrant les noms d'Eisenstein, de Poudovkine, de Dovjenko. Il s'agit de Serge Paradjanov et d'Alexandre Tarkovsky.

Si ce dernier, auteur notamment d'*André Roublev* — biographie de grande classe du grand peintre russe d'icônes du quinzième siècle — passe encore, aux yeux des critiques soviétiques, pour un « opposant récupérable », il en va autrement de Serge Paradjanov qui, depuis le 17 décembre 1973, subit, dans la région de Kiev, les rigueurs d'un camp à régime sévère. Celui-ci a été d'abord accusé de trafic de devises et de recel d'antiquités. Faute de preuves suffisantes, il fut ensuite inculpé d'homosexualité. Le K.G.B. lui a également reproché son refus catégorique de témoigner contre Valentin Moroz, historien ukrainien, frappé, en 1971, de sept années de captivité. Finalement, la police fit courir le bruit que Paradjanov était responsable du suicide du fils d'un haut fonctionnaire. Si cette dernière « rumeur » avait été fondée, il est probable que le tribunal qui le condamna à cinq ans de réclusion lui aurait infligé une peine plus lourde...

***

L'œuvre de Paradjanov nous a été révélée par *les Chevaux de feu*, film que l'Occident a honoré de plusieurs prix, qui tint l'affiche pendant un mois aux Champs-Elysées et poursuit à présent une carrière indécise due aux aléas du procédé Sovcolor qui, au lendemain des premières projections, tire sur le pourpre. Le septième art doit également à Paradjanov une dizaine de courts métrages. Mais, avant de créer des images mouvantes, Paradjanov peignait sur chevalet. Son œuvre plastique, déjà considérable, anima un jour une caméra. Après *les Chevaux de feu* apparut son chef-d'œuvre, *Saïat Nova*, que j'ai réussi à voir et revoir en U.R.S.S. en séance privée aux côtés de son auteur avant sa mutilation par la censure et sa disparition immédiate des réseaux de distribution

Saïat Nova est le nom d'un troubadour arménien du dix-huitième siècle, un poète lyrique qui composa de nombreuses œuvres en arménien, en géorgien, en azerbaïdjanais. Il exprima tout ce qu'il y avait alors de vivant dans la poésie arménienne qui, au sortir des monastères, devint celle de tout un peuple déshérité. Comment transmettre par écrit les images d'un tel film, immense fresque dont il serait commun de dire qu'elle est d'inspiration surréaliste ?

Sur le toit pointu d'une vieille église arménienne, l'herbe pousse entre les pierres. Un homme la fauche dans un geste d'ampleur inusitée. La moisson est aérienne...

L'église vide est soudain envahie par un immense troupeau de moutons qui retrouve le cadavre du Bon Pasteur gisant sur la dalle en chasuble et mitre d'or. Les moutons se perchent jusque dans les niches des saints absents...

Ces images ont contrarié les fonctionnaires soviétiques qui, faute d'en apprécier la beauté, les ont trouvées nationalistes et subversives.

« *Je m'appelle Paradjanian et non Paradjanov*, m'avait dit celui-ci. *Mes parents ont dû russifier leur nom comme d'autres familles de républiques soviétiques non russe.* » Les critiques de cinéma que j'ai rencontrés à Erevan, capitale de l'Arménie soviétique, comme à Moscou ont été stupéfiés à la projection privée de *Saïat Nova*. Les éloges discrets l'emportèrent au point que l'un d'eux me glissa : « *Fellini a enfin trouvé un rival, et ce rival est soviétique.* »

Le lendemain, les mêmes gens, trahissant leur propre goût, vouaient le cinéaste aux gémonies. Le film *Saïat Nova* fut le détonateur qui provoqua la disgrâce de mon ami : l'arrestation suivit l'interdiction du film.

Si les anciens maîtres du cinéma soviétique ont créé en noir et blanc d'inoubliables tableaux en mouvement, Serge Paradjanov, avant même les heureuses tentatives de Michiangelo Antonioni, est le premier réalisateur en U.R.S.S. à avoir fait valoir sur l'écran les rapports de couleur d'une scène mobile. Il est normal, semble-t-il, que, quelque cinquante ans après la révolution russe, le film soviétique, dans son contenu — y compris les bandes agréées par la censure, — ait pris ses distances tant à l'égard des effluves d'Octobre que de la construction du socialisme. Un nouveau septième art devait naître en U.R.S.S., un cinéma dont Serge Paradjanov est l'initiateur. Cette audace-là ne lui a pas été pardonnée ni sa détermination de ne pas chanter en ténor, en basse, ni même en sourdine, les vertus d'un régime qui n'en avait plus guère...

***

A quarante ans, Paradjanov portait déjà quinze ans de plus. Malgré son visage buriné qu'il soutenait dignement, il gardait la stature haute et valide. Sa sobriété était proverbiale. Pendant le tournage en extérieur de *Saïat Nova*, il mangeait sur le pouce et dormait souvent à la belle étoile, enroulé dans une couverture. Nous avions élaboré ensemble un scénario destiné à un projet de télévision franco-soviétique. Hélas ! après *Saïat Nova*, il fut interdit au cinéaste de vivre du produit de son travail. Même un sujet sur la... sécurité aérienne qu'il avait écrit pour subvenir à ses besoins ne put voir le jour. Paradjanov ne survécut alors que grâce à la solidarité de son entourage, qui veillait sur lui, à Kiev, où il exerçait son art au Studio ukrainien avant son chômage forcé. Vint son arrestation.

En prison et dans le camp à régime sévère, Paradjanov a été brutalisé à diverses reprises. Alors qu'il souffrait d'une maladie des yeux, on l'obligea à coudre des sacs au risque de perdre la vue. En 1975, il faisait savoir à l'un de ses amis qu'il ne survivrait pas longtemps à ses peines. Ensuite le bruit courut qu'il s'était suicidé. Nous avons appris récemment qu'il vivait et travaillait comme balayeur dans le camp.

Serge Paradjanov sera-t-il maintenu dans ses geôles parce que les grands cinéastes occidentaux se refuseraient d'intervenir en sa faveur ? C'est un double élargissement que l'opinion publique est en droit d'exiger : celle du grand réalisateur et celle de son chef-d'œuvre : *Saïat Nova*.

(*) Réalisateur de la Télévision française.

M. Amalrik se félicite

Après douze heures d'un « forum » ininterrompu et improvisé sur un trottoir proche du palais de l'Elysée (« le Monde » du 24 février), M. André Amalrik a mis un terme, peu après 22 heures, mercredi 23 février, à la « grève de la faim symbolique » qu'il avait commencée la veille. Il a alors quitté les abords du palais présidentiel où, durant toute la journée, il avait répondu aux questions de nombreux journalistes, mais aussi à celles de curieux qui, pour la plupart, lui manifestaient leur sympathie.

Outre quelques commentaires acerbes sur l'attitude de la police française — qui l'avait interpellé dans la matinée, puis systématiquement tenu à bonne distance de l'Elysée, — M. Amalrik a multiplié des déclarations concernant tout aussi bien le sort actuellement réservé aux dissidents soviétiques que les buts de son action en France. M. Amalrik a notamment affirmé que « la situation des dissidents soviétiques était critique, le K.G.B. voulant détruire totalement leur mouvement avant la réunion de Belgrade ». Interrogé sur sa rencontre avec M. Georges Marchais, lundi soir, à Antenne 2, M. Amalrik s'est « félicité de l'audace dont le secrétaire général du parti communiste français avait fait preuve en acceptant de dialoguer avec un dissident soviétique », avant d'ajouter : « Je suis étonné de constater que les communistes français sont plus soucieux de défendre les droits de l'homme que ne l'est le gouvernement français. Ou alors, il faut croire que M. Giscard d'Estaing a plus peur de Brejnev que de M. Marchais. »

Le dissident soviétique a encore précisé qu'il

M. Sakharov : j'espère que le refus de M. Giscard d'Estaing n'est pas définitif

« *Je me demande s'il s'agit d'un refus définitif de votre président. J'espère que ce n'est pas le cas* », a déclaré M. André Sakharov, président du comité (officieux) pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S., appelé au téléphone par R.T.L. M. Sakharov a ajouté : « *Je pense qu'Amalrik pourra malgré tout avoir un certain contact avec les autorités officielles.* »

L'organe du gouvernement soviétique, les *Izvestia*, écrit de son côté : « *Un certain Amalrik, expulsé d'Union soviétique et décrit par la presse bourgeoise comme un défenseur des « droits de l'homme », a été interpellé par la police française pour avoir grossièrement perturbé l'ordre public devant la résidence du président de la République française. Il a été emmené dans un commissariat.* » Le journal ne précise pas que l'auteur de *L'U.R.S.S. survivra-t-elle jusqu'en 1984 ?* voulait obtenir un entretien avec M. Giscard d'Estaing.

***

● EN REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE, l'attitude de la France à l'égard du dissident soviétique est vivement critiquée ce jeudi dans un article du journal ouest-allemand *Die Welt* (groupe Springer).

Sous le titre : « *Grandeur à crédit* », l'article indique qu'Amalrik reproche au président Giscard d'Estaing d'avoir sacrifié le principe des droits de l'homme à la raison d'Etat et de s'être incliné devant M. Brejnev. « *Amalrik*, poursuit *Die Welt*, *n'a-t-il pas compris entre-temps qu'il s'était trompé d'adresse ? La France croit toujours être restée une grande puissance. Cette idée s'appuie entre autres sur la bonne entente avec cette autre grande puissance qu'est l'U.R.S.S. Entente machiavéliquement cultivée par Moscou et qui peut être remplacée à tout moment par une autre.* » Cette idée de la France, poursuit le journal, est souvent interprétée comme de la « *grandeur* ». « *Ce serait de la grandeur*, ajoute *Die Welt*, *si elle était inspirée dans le cas d'Amalrik, des traditions libérales de l'ex« grande nation ». Au lieu de cela Paris préfère — comme dans le cas Abou Daoud — s'inspirer de la raison d'Etat plutôt que de la morale.* »

● A WASHINGTON, le département d'Etat a soigneusement évité mercredi de commenter le refus de M. Giscard d'Estaing de recevoir M. Amalrik. « *Il appartient à chaque pays de décider* » de son attitude face aux problèmes des droits de l'homme, pour leur part, les Etats-Unis « *font ce qu'ils pensent être le mieux* », a déclaré le porte-parole, M. Fred Brown, interrogé à ce sujet. — (*A.F.P., Reuter.*)

● *La Grande-Bretagne* a évoqué officiellement mercredi 23 février, auprès de l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Londres, et « *dans le contexte des accords d'Helsinki* », le cas de quarante-quatre ressortissants soviétiques qui désirent se rendre à titre définitif ou temporaire au Royaume-Uni. — (*A.F.P.*)

DEVANT UNE COMMISSION DU CONGRÈS AMÉRICAIN

M. Boukovski souhaite « une détente à visage humain »

Washington (*A.F.P., A.P., Reuter*). — M. Vladimir Boukovski a déclaré, mercredi 23 février, devant la commission du Congrès sur la sécurité et la coopération en Europe, qu'il fallait que « *la détente soit à visage humain* ». M. Boukovski estime qu'une pression constante doit être exercée sur l'U.R.S.S. afin d'assurer l'application des accords d'Helsinki sur les droits de l'homme. Le dissident soviétique a rappelé en particulier qu'en vertu de l'article 64 du code pénal de la République fédérative de Russie, tout citoyen fuyant l'U.R.S.S. et refusant d'y retourner est considéré comme un traître, et donc passible de dix à quinze ans de prison ou même de la peine capitale. « *Il est évident que l'U.R.S.S. n'a pas la moindre intention de conformer son système juridique intérieur aux accords internationaux* » a affirmé M. Boukovski.

Pour que les accords d'Helsinki soient respectés, il faudrait, selon le dissident soviétique, que les pays occidentaux « *réclament l'admission d'observateurs dans les camps politiques, dans les prisons, dans les hôpitaux psychiatriques et aux procès politiques en Union soviétique* ». M. Boukovski a également recommandé de faire « *dépendre les liens économiques et commerciaux (entre l'Occident et l'U.R.S.S.) de l'observation des accords sur les droits civiques* ». L'amendement Jackson (liant les avantages commerciaux en faveur de l'U.R.S.S. à une attitude plus libérale en matière d'émigration) représente, selon lui, une « *énorme victoire morale pour les Etats-Unis* ». Si, malgré l'amendement, l'émigration juive a sensiblement diminué, c'est, estime-t-il, que les Soviétiques ont pensé que les Américains abandonneraient bientôt un moyen de pression que les autres pays occidentaux n'avaient pas adopté.

« *Les Occidentaux sont trop impatients*, a-t-il dit. *Après quelques tentatives sans résultat, ils baissent les bras et se désespèrent. Je n'hésite pas à dire que le sort du monde dépend du comportement des puissances occidentales en cette heure de crise. Une attitude ferme, constante et inflexible obligera l'Union soviétique à reconnaître les réalités politiques.* »

M. Boukovski a, d'autre part, adressé, mercredi, une lettre au président de la commission des droits de l'homme de l'ONU, qui siège actuellement à Genève, et devant laquelle il souhaite témoigner.

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE PARISIENNE

LE FIGARO : manque de dignité.

« *En quoi consiste donc cette détente, si fragile qu'un mot ou une rencontre de trop menace de mort ? Echanges économiques ? L'Union soviétique achète à l'Ouest des usines clés en main, de la technique de pointe. (...) Pourquoi les Occidentaux achèteraient-ils par des concessions ou par un manque de dignité ce que les Soviétiques leur accordent gratuitement parce qu'ils y trouvent leur avantage ? (...) Nous ne devons pas promettre une aide que nous ne pouvons pas donner, mais nous nous trahirions nous-mêmes si nous refusions à un Sakharov ou à un Soljenitsyne — à tous ceux qui incarnent les valeurs dont nous nous réclamons et que nous sacrifions trop souvent — l'admiration qu'ils méritent et l'appui moral auquel ils ont droit.* »

(RAYMOND ARON.)

L'AURORE : fâcheux.

« *Il apparaît que M. Carter peut prendre certains risques que M. Giscard d'Estaing ne s'estime pas en droit d'assumer. On devine où va le cœur du président français, ce n'est pas dans le même sens que sa raison (...).*

» *Il serait fâcheux pour le renom de la France lorsque Lazare, encore enveloppé de son suaire, sort du tombeau qu'il ne trouve désormais en face de lui qu'un commissaire de service qui le prie d'aller se rhabiller.* »

(DOMINIQUE JAMET.)

L'HUMANITE : deux poids et deux mesures.

« *Ce n'est pas nous qui leur tiendrons rigueur de défendre les victimes de l'arbitraire. Andreï Amalrik a été jeté injustement en prison parce qu'il avait pris position contre la politique du gouvernement de son pays. Nous avons déjà exprimé clairement notre désaccord avec de telles méthodes et nous nous réservons de condamner encore à l'avenir toutes les atteintes aux libertés, où qu'elles se produisent. Personne ne doit être poursuivi à cause de ses convictions, même si ces convictions contredisent les nôtres. (...) Que l'on accorde un droit d'asile à Andreï Amalrik, c'est bien, même si c'est un adversaire du régime soviétique, mais pourquoi le refuse-t-on encore à Dolores Ibarruri, qui fut une militante admirable du combat contre le fascisme ? Pourquoi ? Parce qu'il y a deux poids et deux mesures.* »

(RENE ANDRIEU.)

LA LETTRE DE LA NATION : pas de quoi être fier.

« *Si le président de la République a peut-être des raisons sérieuses de ne pas recevoir en personne Amalrik, on ne voit pas au nom de quel principe on persiste, en haut lieu, à garder le silence sur une affaire dans laquelle c'est la dignité même du pays qui est en cause. Et l'on ne voit pas, surtout, au nom de quelle conception du maintien de l'ordre le ministre de l'intérieur envoie la police bousculer et appréhender un émigré dont le seul tort est d'avoir voulu, envers et contre tout, témoigner de sa confiance dans la France, « la première, en Europe, à avoir proclamé le principe des droits de l'homme ». Résultat, ce commentaire amer d'Amalrik :* « L'attitude de la police à mon égard est tout à fait comparable à celle du K.G.B. à Moscou, qui montre toutefois plus de prudence lorsque les journalistes sont présents... » *Même s'il convient — Dieu merci — de nuancer ce jugement, il n'y a vraiment pas de quoi être fier !* »

(YVES MICHELET.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : veulerie.

« *Les voilà qui deviennent soudain gênants, ces contestataires hier héroïques. Les voilà qui brouillent le jeu politique international, qui dérangent l'équilibre la coexistence, qui troublent le confort, qui révèlent au grand jour le mensonge d'Helsinki et la complicité de l'Occident. C'en est trop ! Qu'ils existent, soit, et tant mieux pour nos intérêts bien compris, mais pourvu que l'ordre soit respecté (...). Un rideau de fer se baisse devant lui, encore un, et la gauche et la droite françaises, unies dans la même veulerie, laissent faire. Laissent sans dégoût l'Elysée dire que « la » France veillera sans complaisance à ce que les accords » d'Helsinki soit correctement » appliqués », odieuse hypocrisie.* »

(PHILIPPE TESSON.)

LIBERATION : ils dérangent.

« *Amalrik, lui et ses compagnons de dissidence, avec leurs exigences de respect littéral des accords d'Helsinki commettent une faute impardonnable : rappeler à des dirigeants politiques la nécessité, la priorité de la morale. (...)*

» *En renversant les termes traditionnels qui de droite à gauche ont toujours commandé la pratique politique, les dissidents soviétiques dérangent tout le monde. Leur bannière ne peut illustrer aucune cause, sauf celle, absolue, irréductible, des droits de l'homme qui n'a pas trouvé preneur sur cette planète.* »

ROUGE : seule la classe ouvrière...

« *La courte expérience que vous venez de faire en France confirme que la véritable liberté pour les travailleurs, les bourgeois n'en veulent pas, les staliniens mal repentis et les sociaux-démocrates la craignent.*

Seule la classe ouvrière organisée démocratiquement peut, lorsqu'elle a le pouvoir, construire une société véritablement libre, débarrassée d'un système d'exploitation de l'homme par l'homme, une société socialiste garantissant la liberté d'expression pour tous sans aucune exclusive. »

(ALAIN KRIVINE.)

هكذا من الأصل

DROITS DE L'HOMME

CONTESTATAIRES SOVIÉTIQUES

de l'audace de M. Marchais

n'avait pris aucune initiative en vue de rencontrer M. Chirac. « J'ai voulu m'adresser au président de la République et à l'opinion publique française, a-t-il dit, mais ceux qui s'intéressent à la défense des droits de l'homme peuvent toujours s'adresser à moi. Je discuterai avec M. Chirac, s'il me le demande, ainsi qu'avec tout dirigeant politique français qui m'y inviterait. »

*Dans l'après-midi, M. Amalrik devait également indiquer qu'il avait demandé au gouvernement yougoslave l'autorisation de se rendre en juin prochain en Yougoslavie pour être présent pendant la conférence de Belgrade qui doit faire le point sur les accords d'Helsinki. « J'ai également demandé au gouvernement de la Chine populaire à me rendre dans ce pays pour me faire une idée de ce qui se passe afin de ne pas écouter seulement les « on dit », a précisé le dissident soviétique qui a affirmé que « la première et excellente occasion pour l'opinion publique mondiale de faire pression sur les autorités soviétiques est offerte par les prochains Jeux olympiques de 1980 à Moscou ».

André Amalrik, un collier d'œillets rouges, offert par un inconnu, autour du cou, a également dit qu'il comptait rencontrer prochainement le chancelier Schmidt. Comme on lui demandait quelle serait son attitude en cas de refus de ce dernier et s'il avait l'intention de faire une manifestation similaire devant son domicile, l'historien a répondu : « Certainement, je ferai la même chose, et il se peut que ma manifestation soit encore plus sévère. Mais, si je suis reçu par un collaborateur du chancelier, il n'y aura pas de problème. »

Les réactions dans les milieux politiques français

M. LECAT : il n'appartient pas aux étrangers de fixer une audience au chef de l'État.

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a rendu publique, mercredi 23 février en fin d'après-midi, la mise au point suivante : *« La France est un pays de liberté et où l'expression est libre. C'est pourquoi M. Amalrik peut se rendre comme il l'entend en France et y faire connaître son point de vue.*

» La France est signataire des accords d'Helsinki et veillera, sans préjugés ni complaisance, à ce que ceux-ci soient correctement appliqués. Tous ceux qui disposent d'informations à ce sujet peuvent les faire connaître directement, s'ils le souhaitent, aux autorités françaises compétentes.

» En revanche, il n'appartient pas aux étrangers en visite en France de fixer eux-mêmes une audience au président de la République française. »

M. LECANUET : s'il frappait à ma porte je le recevrais.

M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates-sociaux, ministre d'Etat chargé de l'aménagement du territoire, a déclaré mercredi 23 février : « *Si M. Amalrik frappait à ma porte, je le recevrais.* » Il a ajouté : *Ce que nous devons faire, ce que le gouvernement français fera, c'est dresser le bilan de tous les manquements aux engagements de l'accord d'Helsinki, car cet accord devrait permettre la liberté des échanges, la liberté de déplacement des personnes, la liberté de pensée tout simplement... Il nous faut maintenir nos relations de détente, mais, en même temps, affirmer que la France est un pays de liberté.* »

M. CHIRAC : la liberté est indivisible.

Le service de presse de M. Jacques Chirac a publié, mercredi 23 février, la déclaration suivante de l'ancien premier ministre : *« M. Amalrik a déposé une demande d'audience au gouvernement de mon pays et il ne m'appartient pas de répondre à la place de celui-ci. La liberté est pour moi, comme la République, une et indivisible, et je ne lui reconnais pas de frontières dans le monde. En France, le R.P.R. est fondé sur ce principe avec lequel nous ne transigerons jamais, et toute l'action que nous avons entreprise tend à faire prendre conscience à nos concitoyens que la liberté risque d'être menacée et qu'il est temps de se lever pour la défendre. »*

M. ROBERT FABRE : le silence du gouvernement est regrettable.

M. Robert Fabre, président du *Mouvement des radicaux de gauche*, a publié mercredi la déclaration suivante : *« Le M.R.G., qui a toujours lutté pour la défense des droits de l'homme et pour la liberté, déplore l'attitude du gouvernement français et du président de la République, qui, s'abritant derrière le principe de non-ingérence et la « raison d'Etat », refuse tout contact avec les contestataires des pays de l'Est contraints à l'exil (...). Les radicaux de gauche regrettent le silence du gouvernement français devant les atteintes aux libertés, où qu'elles aient lieu et quel que soit le régime du pays en cause. Chaque pays signataire des accords d'Helsinki doit respecter les principes de libre circulation des idées et des hommes et faire concrétiser ses engagements dans les faits. »*

L'AGENCE CHINE NOUVELLE IRONISE SUR L'« ESPRIT D'HELSINKI »

Pékin (A.F.P.). — L'agence Chine nouvelle a évoqué, mercredi 23 février, la polémique entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. au sujet des droits de l'homme et ironise sur l'« esprit d'Helsinki », dans lequel elle ne voit que l'« esprit de la lutte pour l'hégémonie ».

« C'est une habitude des révisionnistes *soviétiques* de dire des absurdités dans le but de tromper les gens », écrit l'agence chinoise. « Ils ont évoqué l'« esprit de Camp-David » dans les années 50, inventé l'« esprit de Vienne » et l'« esprit de Glassboro » dans les années 60 et *concocté* l'« esprit d'Helsinki » dans les années 1970. Ce sont vraiment des maniaques de l'« esprit » (1).

Chine nouvelle conclut ainsi : « En fait, le prétendu esprit d'Helsinki — aussi nommé esprit de la détente — n'existe pas. »

(1) La rencontre de Camp-David, aux Etats-Unis, eut lieu en 1959, entre Khrouchtchev et Eisenhower : celle de Vienne permit à Kennedy de s'entretenir avec le même Khrouchtchev, en 1961. Les entretiens de Glassboro eurent lieu en 1967 entre Johnson et M. Kossyguine en visite aux Etats-Unis. (N.D.L.R.)

M. MARCHAIS : les contestataires soviétiques préconisent le retour à la guerre froide.

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a déclaré mercredi, au micro de R.T.L., à propos de l'action en France des contestataires soviétiques :

« Il apparaît que ces personnes, tout en se réclamant de la défense des libertés en U.R.S.S., interviennent activement dans la vie politique française en se livrant à des opérations politiciennes dirigées contre les communistes. Il apparaît également qu'ils prétendent demander aux Français d'opposer la lutte nécessaire pour la défense des libertés partout à la lutte nécessaire pour la coexistence pacifique et la détente. En somme, ils préconisent le retour à la guerre froide. Nous refusons catégoriquement une telle proposition. Elle est insensée. (...) La détente favorise l'essor de la lutte pour la démocratie. Nous poursuivrons donc, quant à nous, conjointement notre action pour la liberté et notre action pour la paix. »

● *Le bureau exécutif du parti socialiste* a démenti, mercredi 23 février, des informations selon lesquelles la direction du P.S. aurait refusé de recevoir M. Amalrik. Il a précisé que celui-ci n'avait déposé aucune nouvelle demande d'entrevue et rappelé que M. Mitterrand avait reçu, le 2 décembre 1976, le dissident soviétique. Le bureau exécutif a déclaré : « *Le parti socialiste juge positive la campagne d'information menée par M. Amalrik et ses amis. Le soutien qu'il continuera à manifester à ceux qui luttent pour les libertés, à l'Est comme ailleurs, est pour lui inséparable de son action en faveur d'une détente véritable.* »

● *Le Parti des forces nouvelles* (extrême droite) : « *L'homme qui a serré la main des condamnés de droit commun dans une maison centrale a refusé de serrer la main d'Amalrik, porte-parole des victimes du Goulag. L'homme qui a été contraint, à Moscou, à une attente humiliante pour la France avant d'être reçu par Brejnev, a fait refouler par sa police le défenseur des libertés alors que le président Carter va accueillir Boukovski. L'homme qui a le temps de déjeuner avec Jean-Louis Bory n'a pas un quart d'heure pour un rescapé de l'enfer des camps. Cette attitude du président de la République est scandaleuse. Certains déploraient les incertitudes de Valéry Giscard d'Estaing. D'innombrables Français n'auront plus désormais d'incertitude sur ses sympathies et sur ses choix.* »

AFRIQUE

La tournée diplomatique de M. Ceausescu

PREMIÈRE VISITE D'UN CHEF D'ÉTAT D'EUROPE ORIENTALE AU SÉNÉGAL ET EN COTE-D'IVOIRE.

(De notre correspondant.)

Dakar. — M. Nicolas Ceausescu, président de la République socialiste de Roumanie, est arrivé mercredi 23 février à Dakar, en provenance de Nouakchott, dans le cadre d'un voyage officiel d'une semaine en Afrique de l'Ouest. Après la Mauritanie et le Sénégal, le chef de l'Etat roumain se rendra au Ghana et en Côte-d'Ivoire.

Bien qu'elle dispose de moyens relativements limités, la Roumanie a une politique africaine assez active.

C'est la première fois que la Côte-d'Ivoire et le Sénégal accueillent un chef d'Etat de l'Europe de l'Est. A Abidjan aussi bien qu'à Dakar, on accorde une certaine importance à cette visite. On considère en effet que la Roumanie, par sa politique d'indépendance, est devenue l'un des Etats européens les plus proches du *tiers-monde*.

Elle est, avec la Yougoslavie et la Hongrie, l'un des trois seuls pays socialistes à entretenir des relations diplomatiques normales avec la Côte-d'Ivoire. Ni Moscou ni Pékin ne sont représentés à Abidjan. Cette double absence est désormais une chose exceptionnelle en Afrique. En octobre 1975, une délégation du parti communiste roumain a même assisté au congrès du parti démocratique de Côte-d'Ivoire (P.D.C.I.), dont l'orientation idéologique est pourtant très différente de la sienne.

Le président Senghor s'est déjà rendu à deux reprises en Roumanie. Il a effectué une visite privée en juillet 1975 et un séjour officiel en avril 1976. Ces deux voyages paraissent avoir, par la suite, joué un rôle dans la réaffirmation du caractère socialiste de la formation gouvernementale sénégalaise aux assises extraordinaires de laquelle, en décembre dernier, le parti communiste roumain était également représenté.

PIERRE BIARNES.

Rhodésie

POUR FACILITER UN « RÈGLEMENT INTERNE »

M. Smith propose un assouplissement de la législation raciale

De notre envoyé spécial

Salisbury. — M. Ian Smith, le premier ministre rhodésien, a déposé devant son Parlement, mercredi 23 février, un projet de loi qui constitue la première atténuation de la discrimination raciale. Cette initiative, attendue, s'inscrit dans le cadre des efforts du régime minoritaire européen pour convaincre les puissances occidentales et les dirigeants africains « modérés » de sa volonté d'aboutir à un « *règlement interne* ».

M. Smith a proposé l'intégration raciale des terres agricoles réservées jusqu'ici aux Européens, *lesquelles couvrent* près de la moitié de la superficie du pays. Faute d'un organisme de crédit agricole, cette mesure aura cependant des effets limités à court terme, car le pouvoir d'achat africain demeure réduit.

Lintégration n'affectera au demeurant ni les terres communales des *Tribal Trust Lands* (réserves africaines), qui occupent 45 % de la superficie du territoire (1), ni les quartiers résidentiels européens en secteur urbain, ni les *townships* africaines, ni les écoles et hôpitaux du gouvernement.

En revanche, la discrimination foncière sera levée dans les centres industriels et commerciaux, ainsi que sur les terres agricoles réservées jusqu'à présent à la propriété privée africaine (3,8 % du territorie). Une intégration sans restrictions sera autorisée dans les écoles et hôpitaux privés. L'Etat compte demander aux municipalités concernées de désigner les quartiers susceptibles de devenir multiraciaux.

Le dépôt de ce projet de loi, présenté sous forme d'amendement au *Land Tenure Act* (loi d'occupation des terres), fait suite à des débats serrés au sein du Front rhodésien, parti de M. Smith, lequel contrôle les cinquante sièges réservés eux Europénes sur les soixante-cinq sièges du Parlement de Salisbury. Une majorité des deux tiers, nécessaire à son adoption, devrait donc être obtenue aisément.

Dans son intervention devant la Chambre, M. Ian Smith n'a pas caché son intention de favoriser ainsi l'apparition d'une « *solution politique correcte* ». « *Si nous devons réussir, il est nécessaire que les Rhodésiens noirs acceptent, en retour, le besoin d'assurer un avenir permanent à notre communauté blanche* », a-t-il dit.

Ce premier pas vers le démantèlement de la discrimination raciale n'en demeure pas moins limité. « *C'est trop peu et trop tard* », jugent de nombreux observateurs, alors que la faction la plus intransigeante du Front rhodésien semble penser exactement le contraire.

Le sénateur Chirau, chef africain qui a quitté le gouvernement de M. Smith pour former son propre parti (la Zupo), s'est félicité de ce « début ». On s'attend, en revanche, que le mouvement nationaliste africain le plus modéré, l'United African Council, de l'évêque Muzorewa, exprime pour le moins de sérieuses réserves.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) Dans les « tribal trust lands », la propriété privée n'existe pas à proprement parler. Sous l'autorité des chefs coutumiers, les terres sont allouées individuellement ou collectivement.

● *UN « MASTIC »* a rendu incompréhensible la fin du troisième *paragraphe de* l'article sur le régime de l'empereur Bokassa Ier (*le Monde* du 24 février). Il fallait lire : « L'empire ne modifiera pas le cours du coton et ne rendra pas le sous-préfet plus juste ou moins autoritaire. » D'autre part, le nom du premier ministre de l'empire centrafricain cité dans notre correspondance datée de Bangui (*le Monde* du 24 février) s'orthographie Patasse et non Patassay.

Ouganda

Le maréchal Amin Dada entend être reçu à Londres « avec les plus grands honneurs »

La présidence de la République tanzanienne a vigoureusement démenti, ce jeudi 24 février, les allégations de Radio-Kampala selon lesquelles « *une force d'invasion* » serait rassemblée en territoire tanzanien « *à 10 kilomètres de la frontière ougandaise* ». « *Ce ne sont que des fadaises* », s'est contenté de dire M. Sammy Mdee, secrétaire de presse du président Nyerere.

Ouvrant mercredi à Kampala la douzième session du conseil des ministres des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), associés à la C.E.E., le maréchal Amin a évoqué le « *complot* » dont son pays vient, selon lui, d'être victime, affirmant notamment qu'« *un pays souverain ne peut permettre que ses citoyens, fussent-ils archevêques, cardinaux ou cheiks, introduisent secrètement des armes pour troubler la paix et le développement* ». Il a nié avoir personnellement tué l'archevêque Luwum. S'adressant aux journalistes, il a assuré : « *Les conspirateurs avaient demandé aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à Israël de lâcher des parachutistes sur certaines villes ougandaises.* »

Le président ougandais a confirmé son « *intention catégorique* » d'assister à la conférence du Commonwealth à Londres en juin prochain à la tête d'une délégation de deux cent ciquante personnes. Il entend être reçu par la reine « *avec les plus grands honneurs* ».

Les excès du régime ougandais continuent de susciter des réactions en Afrique et dans le monde. A Washington, le président Carter a souligné mercredi que les événements d'Ouganda ont « *écœuré le monde civilisé* ».

Des jugement analogues ont été émis mercredi dans plusieurs pays africains. Le président Diawara, de Gambie, a condamné les « *massacres* » d'Ouganda. Le quotidien gouvernemental nigérian *Herald* estime que « *la série d'actes sadiques commis par le président Amin entame la crédibilité de l'Afrique noire dans sa condamnation des régimes racistes d'Afrique australe* ». — *(A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)*

DIPLOMATIE

M. RENÉ SERVOISE EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN INDONÉSIE

Le *Journal officiel* du 24 février annonce la nomination de M. René Servoise comme ambassadeur en Indonésie en remplacement de M. Pierre Gorce, nommé, en octobre dernier, ambassadeur au Danemark.

[Né en 1917, M. Servoise a commencé sa carrière dans les services de la France d'outre-mer (1942-1953) et a été détaché de 1945 à 1952 auprès de l'ONU. A partir de 1953, il a appartenu à plusieurs cabinets ministériels et au commissariat au Plan. Entré aux affaires étrangères en 1958, détaché au ministère de la coopération jusqu'en 1963, il a été ensuite consul général, puis chargé d'affaires à Nairboi, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (M. Habib-Deloncle, 1963-1964), chargé d'affaires à Nicosie (1969), délégué général à Hanoï (1969-1970), ministre conseiller à Rome (1972-1974). M. Servoise a été ensuite chargé de diverses missions, notamment à Luanda, pour l'établissement de relations diplomatiques entre la France et l'Angola.]

● *Le président Sadate* a déclaré, mercredi 23 février, dans une interview à TF 1, qu'il espérait faire escale à Paris, à l'occasion de sa prochaine visite à Washington, « *afin de rencontrer son ami, le président Giscard d'Estaing* », car ce dernier « *joue un rôle de pionnier en tentant de construire la paix au Proche-Orient* ».

M. Sadate a ajouté : « *Nos relations avec la France sont très bonnes et mes rapports avec mon cher ami, le président Giscard d'Estaing, sont excellents, car c'est avec lui que j'ai eu les entretiens les plus fructueux. Nos relations vont au-delà de l'amitié simple, et j'en suis très fier.* »

● *M. David Owen*, nouveau secrétaire au Foreign Office, viendra s'entretenir vendredi 25 février avec le ministre des affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud, annonce-t-on au Quai d'Orsay. Il continuera samedi sa visite à titre privé.

● *La session ministérielle de l'O.U.A. à Lomé.* — La délégation marocaine à la réunion de Lomé a protesté, mercredi 23 février, contre la présence d'une délégation du Front Polisario, qui « *risque d'être lourde de conséquences pour l'avenir même de notre organisation* ».

Le conseil ministériel de l'O.U.A. a décidé, d'autre part, de dépêcher une mission à Cotonou pour enquêter sur le « *raid* » dont les autorités béninoises affirment avoir été victimes le 16 janvier. Elle sera composée des représentants de sept pays : Guinée, Nigéria, Mozambique, Libye, Niger, Angola et Zambie. — *(A.F.P., Reuter.)*

EUROPE

Portugal

M. Lopes Cardoso a présenté la nouvelle Association de culture socialiste

De notre correspondant

Lisbonne. — Plusieurs dirigeants socialistes, parmi lesquels M. Lopes Cardoso, viennent de créer une « *Association de culture socialiste - Fraternité ouvrière* » qui se propose de regrouper tous ceux qu'intéresse « *la formation et la consolidation d'une culture socialiste* » dans le but de parvenir « *à la société sans classes proclamée par la Constitution* ».

Au cours d'une conférence de presse l'ancien ministre de l'agriculture a *souligné, le 23 février*, que la nouvelle association ne correspondait pas à la formation d'un nouveau parti politique « *qui diviserait la gauche portugaise* ». Compte tenu des divergences qui se manifestent au sein du parti socialiste, des rumeurs avaient circulé, en effet, sur l'éventuelle *création d'un* « parti socialiste ouvrier portugais ». M. Lopes Cardoso paraît plutôt soucieux d'éviter la rupture dans le camp socialiste tout en regroupant des militants déçus par la politique suivie par le premier ministre, *M. Mario* Soares. *Aucun des éléments* qui ont été suspendus ou exclus du parti socialiste ces derniers temps ne figure sur la liste des fondateurs.

M. Lopes Cardoso était entouré, *au cours de sa conférence de* presse, de deux syndicalistes qui s'étaient opposés entre eux au sujet de la tactique à adopter face au problème de la centrale syndicale unique : MM. Kalidas Barreto et Luis Gaspar. Le premier a été élu au secrétariat de l'Intersyndicale lors du congrès réuni en janvier dernier ; le second est président du syndicat des employés de bureau, qui s'était fortement engagé dans l'initiative de la « Lettre ouverte » dirigée contre l'emprise du P.C. sur les structures du travail.

Les prochaines élections syndicales risquent de porter au pouvoir des directions proches du parti social-démocrate dans les syndicats appartenant notamment au secteur des services. Pour beaucoup de militants de gauche l'heure est donc venue de chercher des formes de dialogue entre les tendances divergentes du monde ouvrier. Telle est, dit-on, une des aspirations essentielles de l'Association de culture socialiste, qui organisera dès le mois de mars prochain un séminaire sur le mouvement syndical au Portugal. — J. R.

● *M. Carvalho Neto*, ancien secrétaire de l'ex-premier ministre portugais Marcelo Caetano, a été acquitté mercredi 23 février par un tribunal de Lisbonne. M. Neto était accusé d'avoir détruit et détourné des *documents importants appartenant* à M. Caetano, au moment du coup d'État militaire du 25 avril 1974 qui a renversé l'ancien régime portugais. Le tribunal a reconnu que ces accusations n'avaient pas pu être prouvées. — *(A.F.P.)*

Les centristes du C.D.S. se rapprochent du parti socialiste

De notre correspondant

Lisbonne. — Trois des principaux partis politiques portugais : le parti socialiste, le parti social-démocrate et le centre démocratique et social (C.D.S.), ont réuni, à la mi-février, leurs commissions nationales.

Celle du P.S. a approuvé les articles du projet de statut qui, faute de quorum, n'avaient pu être discutés au congrès réuni le *30 janvier, à Porto. (Le Monde* du 1er février.) Selon le nouveau statut, les commissions de travail (où avait été vivement critiquée la politique du gouvernement) auront un caractère uniquement consultatif. Elles dépendent désormais des fédérations régionales du P.S., et perdent ainsi une large part de leur *autonomie*. D'une façon générale, les propositions présentées par le secrétariat national du P.S. ont été adoptées, et l'aile gauche du parti n'a pu compter que sur un quart des voix.

La commission nationale du parti social-démocrate a vivement critiqué, *de son côté, l'action* du gouvernement socialiste, jugée « ruineuse » pour le pays, et a invité le général Eanes, président de la République, à constituer une nouvelle majorité. Les dirigeants du C.D.S. ont été, en revanche, beaucoup plus nuancés à l'égard du P.S., préférant une attitude d' « *opposition civilisée* ».

Les divergences entre le parti social-démocrate et le C.D.S. ne font que s'amplifier. Tandis que les sociaux-démocrates profitent de toutes les occasions pour condamner la politique de M. Soares, les centristes multiplient les gestes de « bonne volonté » à l'égard des socialistes. Le rapprochement tactique entre le C.D.S. et le P.S. est ainsi de plus en plus sensible. Il s'est déjà manifesté à trois reprises depuis le début de l'année : lors de la discussion au *Parlement* du plan et du budget pour 1977, *le C.D.S. est abstenu alors que* le P.S.D. a voté contre les projets *du gouvernement*. C'est grâce à un vote favorable du C.D.S. que le P.S. a vaincu les sociaux-démocrates et les communistes qui, à l'Assemblée législative, s'étaient opposés à la politique du gouvernement à propos des salaires des *fonctionnaires*.

Si les relations entre le P.S. et le C.D.S. *s'améliorent, celles entre* socialistes et communistes se détériorent. M. Cunhal, secrétaire général du P.C.P. a manifesté catégoriquement son opposition à toute stratégie « eurocommuniste » au Portugal (*le Monde* du 16 février). Selon lui, l'eurocommunisme serait valable pour les pays de l'Europe *capitaliste*. Or, les « *mesures révolutionnaires* » prises par le Portugal après le 25 avril 1974 auraient complètement modifié les rapports économiques dans ce pays. « *Pour nous, il ne s'agit plus de limiter les pouvoirs des monopoles ; il s'agit plutôt d'empêcher leur retour* », a affirmé M. Cunhal.

JOSÉ REBELO.

Espagne

Le gouvernement exploite les divergences entre formations socialistes

Madrid (*A.F.P.*). — La légalisation, mercredi 23 février, du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) « historique », refusée pour « vices de forme » le jour-même où, voici une *semaine, le* P.S.O.E. « rénové » obtenait son autorisation, a *surpris les observateurs*.

Le refus de la semaine dernière paraissait définitif et il semblait *que le gouvernement* voulait faire du P.S.O.E. « rénové » de M. Felipe Gonzalez son interlocuteur privilégié au sein de la gauche. La décision prise mercredi consacre la division, intervenue au congrès de Suresnes en 1974, du plus ancien parti socialiste d'Europe après le parti allemand.

Seuls les tribunaux pourront désormais statuer sur le double *utilisation du sigle* P.S.O.E. Cette décision pourrait prendre plusieurs mois et n'intervenir qu'après les élections. D'un autre côté, la guerre des sigles va reprendre et les divisions s'accentuer dans le camp socialiste qui, outre les deux *P.S.O.E., comprend le parti socialiste* populaire (P.S.P.) et la Fédération des partis socialistes.

D'autre part, le parti communiste espagnol va poursuivre sa campagne électorale, sans tenir compte du refus du gouvernement de lui accorder sa légalisation.

En attendant la décision du *tribunal suprême qui dispose désor*mais d'un mois pour se prononcer sur sa reconnaissance légale, le parti orientera toute son action sur le thème « *les libertés démocratiques, conditions* sine qua non *à des élections libres* ».

Pour cela, tous les candidats aux *prochaines élections* législatives vont se rendre dans leurs différentes *circonscriptions*, organiser des réunions publiques, mettre au *point* leur campagne d'affichage, faire distribuer des tracts. Seule manquera à l'appel la présidente du P.C.E., Mme Dolorès Ibarruri, la Pasionaria qui n'a toujours pas obtenu le passeport qu'elle a sollicité il y a une dizaine de jours à Moscou.

● *La réunion des secrétaires généraux des partis communistes* d'Italie, de France et d'Espagne, MM. Berlinguer, *Marchais* et Carrillo, aura lieu à Madrid les 28 février et *1er mars*, annonce mercredi l'agence Europa Press, citant des sources dignes de foi. — *(A.F.P.)*

● *Un professeur a été grièvement blessé* au cours de heurts qui se sont produits mercredi 23 février à la faculté des sciences *de l'information* de Madrid. Un commando d'extrême droite a pénétré dans une salle où des professeurs non titulaires, en grève depuis plusieurs semaines, tenaient une réunion. Les membres du commando, armés de barres de fer et de chaînes, ont crié à plusieurs reprises « *Liberté pour Sanchez Covisa* », leader de l'organisation d'extrême droite Les guérilleros du Christ-Roi, arrêté mardi à la suite de la découverte d'une fabrique d'armes clandestine. La police n'a procédé à aucune arrestation. — *(A.F.P.)*

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● PLUSIEURS DIZAINES DE PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES récemment en Bolivie. La liste officielle donnée par le ministère de l'intérieur, le mardi 22 février, fait état de vingt et un détenus. Ils appartiendraient au *parti communiste*, au *Mouvement de la gauche* révolutionnaire (MIR) et au parti ouvrier révolutionnaire (POR). Parmi eux figure M. Hector Chavez, universitaire de l'établissement San Anmrej, de la Paz.

Colombie

● QUATRE CIVILS ONT ÉTÉ TUÉS ET ONZE PERSONNES BLESSÉES, dont deux gendarmes et un inspecteur de police, au cours d'émeutes qui ont éclaté ces derniers jours dans différentes régions de Colombie. A la suite de ces *affrontements*, les autorités colombiennes ont instauré un couvre-feu à Barragan, à l'ouest du pays, et le syndicat des manœuvres de Cartagène, sur la côte Atlantique, a lancé un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures. Une patrouille de police a été attaquée, d'autre part, à Sévilla, au nord du pays. — *(A.F.P.)*

El Salvador

● L'UNION NATIONALE DE L'OPPOSITION a lancé mercredi 23 février un appel à la grève générale pour contraindre le gouvernement à admettre la victoire de l'opposition à *l'élection présidentielle* du 20 février. Le général Romero, candidat du gouvernement, s'est lui-même proclamé vainqueur du scrutin *(le Monde* du 24 février). — *(A.F.P.)*.

● DEUX PRÊTRES CATHOLIQUES, le Belge Guillaume Denaux et l'Américain Bernard Anthony Survil, ont été expulsés, dimanche 20 février, pour « ingérences dans la politique ».

Pays-Bas

● LA GRÈVE DE HUIT MILLE OUVRIERS DU BÂTIMENT, déclenchée il y a dix-sept jours sur cent quatre-vingt-cinq chantiers néerlandais, a pris fin mercredi 23 février, quelques heures avant l'ouverture des négociations sur une *hausse de 2 % du salaire de* base, demandée par les syndicats. Dans la *métallurgie*, où sept mille ouvriers ont débrayé, les négociations salariales s'engagent ce jeudi. — *(Reuter.)*

Taiwan

● LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LE LIBERIA ont été rompues par Taipeh le mercredi 23 février, immédiatement après que les autorités de Monrovia eurent annoncé qu'elles reconnaissaient le gouvernement de Pékin *comme le « seul représentant légal de tout le peuple chinois » (le Monde* du 24 février). Les experts agricoles et les techniciens de Taiwan en poste au Libéria vont regagner leur pays. — *(A.F.P.)*

هكذا من الأصل

EUROPE

Italie

CORRESPONDANCE

A propos de M. La Pira et du rapport Khrouchtchev

A la suite de l'article sur la communication à M. La Pira du rapport Khrouchtchev (le Monde *du 18 février), nous avons reçu de M. Amintore Fanfani, président du Sénat italien, la lettre suivante :*

Dans un article paru dans *le Monde* du 18 février 1977, je viens de lire que, mis au courant du texte *qui dénonçait les crimes* de Staline, d'autres et moi-même nous nous *serions tus*.

Je vous prie de vouloir noter que je m'étais penché sur la question bien avant le 3 juin 1956, date de publication du rapport Khrouchtchev dans le *New York Times* et dans *le Monde*, et avant même le 9 avril 1956, *date à* laquelle, selon des informations d'agence, l'ambassadeur Bogomolov aurait remis à M. La Pira le texte du rapport (par ailleurs, je n'ai jamais eu connaissance d'une telle démarche).

En effet, déjà le 31 mars 1956, en ma qualité de secrétaire de la démocratie chrétienne, j'avais attiré sur l'affaire l'attention de la direction du parti. Celle-ci, sur ma proposition, approuva au sujet des crimes de Staline une résolution très sévère, qui prévoyait les conclusions à tirer des décisions du XX[e] congrès du P.C. soviétique.

Le texte de cette résolution a été publié par *Il Popolo* le lendemain, 1[er] avril 1956. Si *on* veut bien lire ce texte, on pourra constater que ni Fanfani ni la direction de la démocratie chrétienne ne se sont tus dès qu'ils ont eu connaissance de ce qui s'était passé au XX[e] congrès du P.C.U.S. Au *contraire*, ils ont *immédiatement* réagi, sans attendre ni le texte du rapport qui, dit-on, aurait été remis à M. La Pira le 9 avril, ni sa publication dans la grande presse internationale le 3 juin 56.

Grande-Bretagne

UN ESPION TCHÉCOSLOVAQUE SE RÉFUGIE A LONDRES

(De notre correspondant.)

Londres. — Un journaliste tchécoslovaque qui, depuis six ans, travaillait à Bonn *pour* le *compte* des services de renseignements *militaires de son pays, a cherché* refuge en Grande-Bretagne durant le dernier week-end. Il s'agit de M. Svetozar Simko, âgé de trente-six ans, qui était officiellement accrédité dans la capitale ouest-allemande comme correspondant de l'agence Ceteka. Arrivé en Grande-Bretagne avec son épouse et son fils âgé de douze ans, il a obtenu le statut de *réfugié politique.*

Bien que le *Home Office* observe beaucoup de discrétion sur cette affaire, on croit savoir que depuis son arrivée à Londres le transfuge aurait fourni aux services britanniques d'abondantes *informations* sur le réseau d'espionnage tché*coslovaque en Allemagne fédérale.* Selon le *Daily Telegraph*, M. Simko aurait notamment révélé que des émetteurs de radio et des sommes d'argent avaient été cachés en Allemagne fédérale par les services d'espionnage des pays de l'Est. En cas de guerre, ces cachettes pourraient être utilisées par *des saboteurs. Le transfuge aurait* aussi fourni une liste d'agents tchécoslovaques actuellement en activité sur le territoire de la R.F.A. Ces renseignements auraient déjà été transmis aux autorités ouest-allemandes. — J. W.

● *MM. DUNCAN CAMPBELL* ET CRISPIN AUBREY, deux journalistes britanniques qui avaient été arrêtés (*le Monde* du 22 février) en relation avec l'expulsion de deux Américains, MM. Agee et Hosenball, *soupçonnés de travailler* pour la C.I.A., ont été mis en liberté sous caution. — *(A.F.P.)*

● DEUX CHALUTIERS DANOIS ont été arraisonnés mercredi soir 23 février, au large de Plymouth, sur la côte sud-*ouest de l'Angleterre, par un* dragueur de mines de la *Royal Navy*, pour avoir violé la nouvelle zone de pêche britannique de 200 milles entrée en vigueur le 1[er] janvier. — *(A.F.P.)*

R. F. A.

APRÈS LA BASSE-SAXE

Les libéraux et les chrétiens-démocrates forment une coalition en Sarre

De notre correspondant

Bonn. — Dans son traditionnel discours du mercredi des cendres, à Passau, M. Franz-Josef Strauss, président de l'Union chrétienne-démocrate bavaroise, a mis en garde, le 23 février, l'opposition *chrétienne-démocrate* contre des alliances qui pourraient compromettre sa *majorité* au Bundesrat. Mais le même jour l'Union chrétienne-démocrate et le parti libéral de Sarre concluaient un accord sur un gouvernement de coalition. La Sarre sera ainsi, après la Basse-Saxe, le deuxième Land de la République fédérale, où les libéraux forment un gouvernement « bourgeois » avec la C.D.U.

Depuis les élections régionales *de 1975, le gouvernement* chrétien-démocrate homogène de *M. Röder ne disposait* pas de la majorité au Landtag. La C.D.U. avait vingt-cinq députés, les sociaux-démocrates vingt-deux et les libéraux vingt-trois. Dans le nouveau gouvernement, les libéraux ont deux portefeuilles, ceux *de l'économie et des affaires sociales*. Le président du F.D.P. sarrois, *M. Klumpp*, était venu en Sarre il y a quelques années pour convaincre les libéraux sarrois d'accepter au niveau national la formation d'une coalition libérale-socialiste. Depuis quelques mois, il a mis toute son énergie au service d'une *coalition régionale* entre le F.D.P. et la C.D.U.

Aux termes de *l'accord*, qui n'est valable que jusqu'aux élections de 1980, le gouvernement sarrois déterminera cas par cas son attitude au Bundesrat. D'autre part, M. Röder, ministre, président depuis le rattachement de la Sarre à la R.F.A., a exprimé son intention de se retirer avant la fin de la législature.

Cette coalition régionale ne saurait être interprété comme le *signe avant-coureur d'un* renversement d'alliance à, Bonn. Elle peut même contribuer à renforcer la position du gouvernement fédéral, si elle permet de mettre fin à la politique d'obstruction de la démocratie chrétienne au Bundesrat. En s'alliant avec la C.D.U. dans les Länder, le F.D.P. montre cependant qu'il n'est pas lié éternellement au parti social-*démocrate*. — D V.

● *Les employés des services publics* (transports et administrations) ont cessé le travail pendant quelques heures le mercredi 23 février dans plusieurs *grandes villes d'Allemagne* fédérale pour appuyer leurs revendi*cations salariales*. Les *négociations* entre les syndicats et les pouvoirs publics devaient reprendre ce jeudi 24 février. Les syndicats demandent des augmentations de salaires de 8 %, un allongement des vacances pour les ca*tégories* les *plus* basses, *et* une prime de vacances de 300 deutschemarks égale pour tous. *Les* pouvoirs publics proposent 5,2 % de hausse des salaires, et une journée de vacances supplémentaire. — *(Correspondance.)*

Union soviétique

MOSCOU MET EN GARDE CONTRE UNE LIAISON AÉRIENNE BERLIN-OUEST - ZURICH

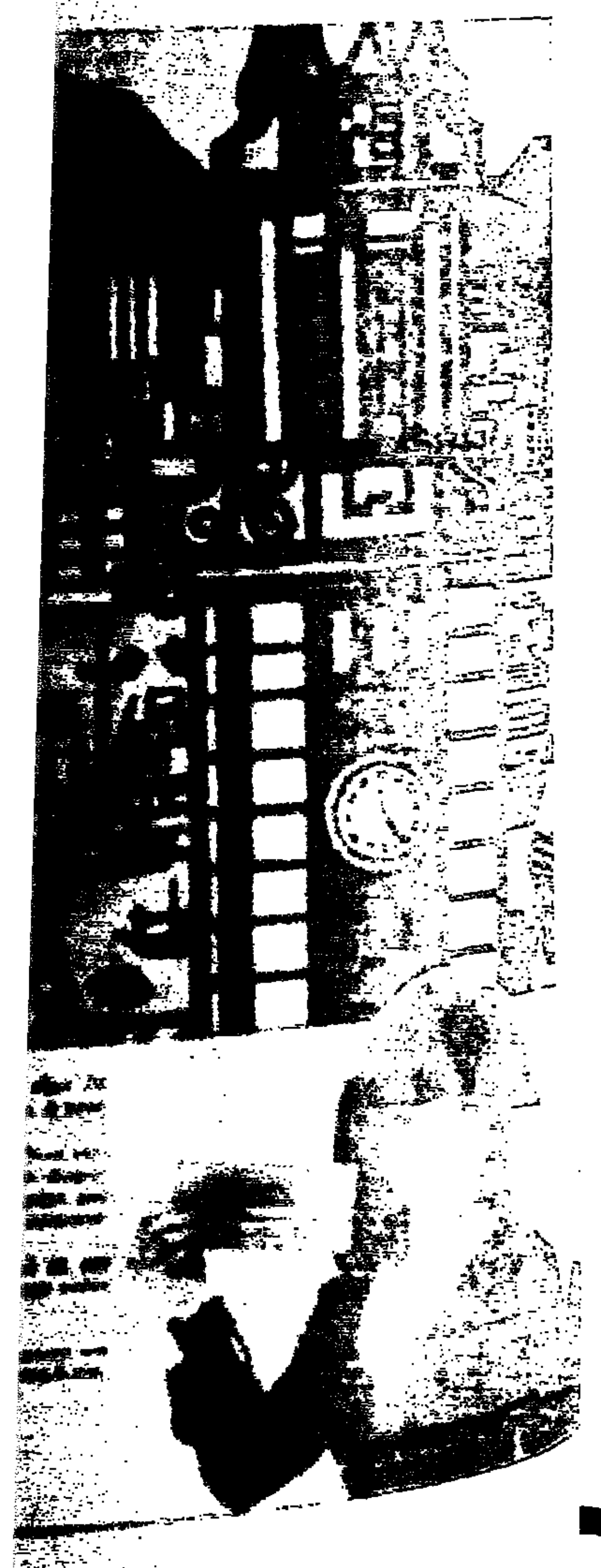
Berlin *(A.F.P.)*. — Un représentant de l'ambassade d'U.R.S.S. a Berlin-Est a remis à un représentant des trois alliés occidentaux une mise en garde contre l'ouverture d'une ligne aérienne directe entre Berlin-Ouest et Zurich *par la compagnie* américaine PANAM.

Cette information, donnée sans autres précisions, par l'agence est-allemande A.D.N., ajoute que la déclaration soviétique affirme que « *de tels vols constituent une violation des accords existant sur l'utilisation des voies aériennes* ».

Un porte-parole du gouvernement militaire américain de Berlin-Ouest, a déclaré à ce propos que « *les alliés continueront d'exercer leurs droits et satisferont à leurs obligations au sujet des couloirs aériens* ».

[Au terme des accords quadripartites, les lignes aériennes desservant Berlin ne peuvent assurer de liaison qu'avec des aéroports des anciennes zones d'occupation : Hambourg, Cologne, Francfort, Munich. Les routes aériennes passent par des couloirs *précis. Pour anachronique ou* irrationnelle que soit cette situation, les Occidentaux sont contraints *de la* respecter, puisqu'ils sont les premiers à invoquer la validité du statut quadripartite de Berlin.]

● M. VASSILI DOIENINE, mi*nistre soviétique* de la cons*truction* de machines pour *l'industrie légère et* alimentaire depuis 1965 est décédé, mercredi 23 février, à l'âge de soixante-huit ans, a annoncé l'agence Tass. Il était membre du comité central du P.C. soviétique et membre du Soviet *suprême*. — *(A.F.P.)*



AMÉRIQUES

LE CANADA MALADE DU QUÉBEC

II. — Scénarios pour l'indépendance

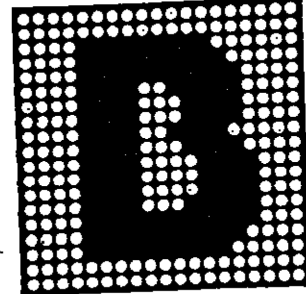
De notre correspondant A.-M. CARRON

Dans un précédent article (« le Monde » du 24 février), notre correspondant à Montréal, Alain-Marie Carron, a décrit les cheminements de l'identité québécoise, depuis les silences, la soumission (entrecoupée de révoltes violentes) des débuts de la colonisation, jusqu'au réveil du sentiment national dans les années 60. Il envisage dans le second article divers cas de figure d'un accès éventuel du Québec à l'indépendance.

Montréal. — Si l'on écoutait la rumeur confuse qui monte des dîners en ville et des couloirs parlementaires, on se persuaderait facilement que le parti québécois n'ira pas jusqu'à rendre le Québec indépendant. « *J'ai rencontré plusieurs responsables péquistes après l'élection, et non des moindres*, dit un ancien ministre fédéral, membre du parti libéral, *ils n'iront pas jusque-là.* » Ailleurs, un professeur anglophobe, ancien ministre provincial, se réjouit de l'idée de soumettre l'indépendance à un référendum : « *Qu'ils le fassent, ce référendum. Ils vont le perdre, et ils le savent. Mais cela les arrangera bien d'être débarrassés d'un tel fardeau.* »

Pour le moment cependant, ni le nouveau premier ministre, M. René Lévesque, ni ses principaux adjoints n'ont laissé entendre en public qu'ils songeraient à se décharger du « fardeau » de l'indépendance. Ils insistent, avec une vigueur nouvelle il est vrai, sur toutes les possibilités d'« association » avec le Canada dont pourrait profiter un Québec souverain. Mais l'indépendance reste l'idée maîtresse du programme du parti québécois, conçu et adopté selon un processus démocratique comparable à celui qui est pratiqué par les partis de masse européens. De ce point de vue, le P.Q. est différent des autres partis nord-américains. L'idéologie que défendent ses représentants est couchée sur le papier, structurée dans un souci cartésien. La base est active et militante, elle a ses courants théoriques, qui s'expriment avec force au cours des congrès, elle contrôle jusqu'à un certain point ses instances représentatives. On est bien loin du « flou anglo-saxon » que l'on rencontre chez les libéraux ou les conservateurs canadiens.

Aussi faut-il s'en tenir, pour le moment, au programme du parti tel qu'il est rédigé, et qui ne pourra être modifié avant le prochain congrès, au printemps 1977. La version actuelle a été définie au dernier congrès, en octobre 1974. Elle inclut l'idée nouvelle qui a permis au parti québécois de gagner les élections de novembre 1976 : le référendum sur l'indépendance. Cette « percée conceptuelle », électoralement profitable, ne s'est pas faite sans douleur. Elle a été présentée le 29 septembre 1974, au cours d'une réunion du conseil exécutif du parti, par le député Claude Morin, aujourd'hui ministre des affaires intergouvernementales (relations avec les autres provinces). Auparavant, il était entendu que l'indépendance du Québec suivrait immédiatement l'arrivée au pouvoir du parti québécois. Un certain nombre de membres du parti, souvent militants de longue date des mouvements indépendantistes (voir article précédent), ont fort mal pris la chose et voyaient là une quasi-trahison de leurs idéaux. Aucun ne pouvait prévoir (même des « électoralistes » comme MM. Lévesque et Morin ne l'avaient pas prévu) que leur parti gagnerait si facilement les élections de novembre 1976.



BNP

La BANQUE NATIONALE DE PARIS

met à votre disposition son réseau international et, en particulier, ses 8 implantations à HONG KONG

CENTRE DE REDISTRIBUTION pour vos exportations dans les pays d'Extrême-Orient

et

CENTRE FINANCIER en mesure de faciliter des investissements productifs de toute nature dans ces mêmes pays

B.N.P. HONG KONG (Succursale principale)

Central Building - Queen's Road Central

Tél. : 5-246081 — Télex : 73442

Une « interdépendance ouverte »

La campagne électorale de novembre 1976 a amené les responsables du parti québécois à assouplir encore leurs positions sur l'indépendance. Les objectifs généraux restent les mêmes, mais les modalités d'accession à l'indépendance sont quelque peu modifiées et on doit lire le programme lui-même en tenant compte des promesses faites avant la prise du pouvoir.

Le programme précise, dès son premier article, que le parti n'entend pas isoler le Québec en le faisant accéder à la souveraineté : « *Les Québécois disposent de toutes les ressources humaines et matérielles pour assumer leur indépendance politique, en la conciliant avec une interdépendance ouverte et nécessaire avec les autres pays.* » En conséquence, un gouvernement du parti québécois s'engage à « *réaliser la souveraineté politique du Québec par les voies démocratiques et à proposer au Canada une association économique mutuellement avantageuse* ». Pour ce faire, ce gouvernement devra « *mettre immédiatement en branle le processus d'accession à la souveraineté en proposant à l'Assemblée nationale, peu après son élection, une loi l'autorisant à exiger d'Ottawa le « rapatriement » au Québec de tous les pouvoirs, à l'exception de ceux que les deux gouvernements voudront, pour des fins d'association économique, confier à des organismes communs, à entreprendre, en vue d'atteindre cet objectif, des discussions techniques avec Ottawa sur le transfert ordonné des compétences, et à élaborer, avec le Canada, des ententes portant notamment sur la répartition des avoirs et des dettes ainsi que sur la propriété des biens publics, conformément aux règles habituelles du droit international* ».

La volonté politique a, sur ces points, évolué. Le caractère « immédiat » de l'indépendance est oublié, les « exigences » aussi. Le nouveau gouvernement du Québec a affirmé qu'il se considérerait comme un gouvernement provincial semblable aux autres, jusqu'à ce qu'un référendum lui dise si la population veut qu'il fasse l'indépendance ou non. Voilà donc le référendum devenu une sorte de « feu vert » autorisant l'ouverture de pourparlers et de négociations, alors que, aux termes mêmes du programme, il était plutôt un blanc-seing donné au gouvernement péquiste pour imposer l'indépendance après qu'Ottawa eut fait la preuve de sa mauvaise volonté. « *Dans le cas*, affirme le programme du parti, *où il faudrait procéder unilatéralement* (un gouvernement du parti québécois s'engage à) *assumer méthodiquement l'exercice de tous les pouvoirs d'un Etat souverain, en s'assurant au préalable de l'appui des Québécois par voie de référendum.* » On voit que la tactique a bien changé en deux ans. Cela nourrit évidemment l'inquiétude de ceux qui craignent que le contenu même de cette indépendance ne soit, lui aussi, édulcoré.

L'arbitrage formel de la Grande-Bretagne

En supposant que le référendum ait lieu et que s'ouvrent des pourparlers entre Québec et Ottawa, que se passerait-il ? Si la province de Québec et le reste du pays se mettent d'accord, l'indépendance pourra se faire légalement. L'élément principal de la Constitution canadienne, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (A.A.N.B.) de 1867 n'autorise aucune province à faire sécession, avec ou sans l'accord des autres provinces et d'Ottawa. Mais elle ne l'interdit pas non plus. Se fondant sur la jurisprudence constitutionnelle canadienne, les juristes concluent dans leur ensemble qu'il faut considérer dans ce cas que « *ce qui n'est pas défendu est permis* ».

Un amendement à la Constitution sera donc nécessaire. Or, en 1977, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 demeure une loi britannique que, seul en vertu du statut de Westminster de 1931, le Parlement de Londres peut modifier. Depuis 1875, la procédure que la tradition a imposée est celle d'une « adresse à la reine » présentée conjointement par la Chambre des communes et le Sénat canadiens et transmise en principe par le gouverneur général. La souveraine, par l'entremise de son cabinet, communique alors le projet d'amendement au Parlement britannique, qui l'entérine automatiquement.

Se trouvera-t-il au Parlement canadien une majorité suffisante pour adopter un projet commun d'amendement sur la question du Québec ? Depuis 1930, c'est l'unanimité des provinces concernées par un amendement qui a été jugée nécessaire pour que celui-ci soit soutenu par le Parlement d'Ottawa.

Les juristes constitutionnels canadiens ne sont pas d'accord entre eux. Certains estiment que les provinces autres que le Québec n'auraient pas d'arguments valables pour s'opposer à une sécession qui ne les priverait d'aucun de leurs droits et prérogatives constitutionnelles. D'autres font remarquer au contraire que plusieurs provinces seraient gravement affectées dans leur vie économique et qu'il y a là un motif suffisant de rejet. La plupart, cependant, estiment que l'opposition d'une ou deux « petites » provinces n'empêcherait pas le Parlement canadien de soutenir la demande d'amendement.

Les droits des provinces canadiennes

Le statut de Westminster autorise les provinces canadiennes à modifier elles-mêmes leur Constitution, sauf en ce qui concerne la charge de lieutenant-gouverneur, représentant la reine. Un parti souhaitant instaurer un régime présidentiel ne pourrait évidemment conserver cette aimable survivance, mais il lui faudrait de toute façon passer par Londres. De même, le Québec pourrait s'adresser directement à Londres pour demander son indépendance. Le procédé est légal et a déjà été utilisé, notamment par la Nouvelle-Ecosse en 1868. Mais la Grande-Bretagne s'est fait une règle de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de ses anciens ou actuels « dominions ».

On comprend l'importance que revêt le débat sur le rapatriement — il n'y a pas de meilleur mot — de la Constitution. Les négociations entre les provinces et le gouvernement fédéral durent depuis des années, et n'avancent guère. La pierre d'achoppement a toujours été la définition d'une procédure d'amendement de la Constitution « rapatriée ». La règle de l'unanimité a été proposée par plusieurs provinces. Le Québec — dont le destin est lié à un amendement de la Constitution où qu'elle se trouve — l'a toujours refusée.

En supposant qu'un moyen légal de sanctionner la volonté d'indépendance du Québec soit trouvé, ni les gouvernements provinciaux ni le gouvernement fédéral ne se résigneront à l'indépendance du Québec sans avoir obtenu des garanties dans divers domaines. Le gouvernement d'Ottawa est à la fois responsable devant la population québécoise et devant la population du reste du Canada. Il est peu vraisemblable qu'il puisse accepter de négocier le problème de l'indépendance avec le gouvernement du Québec aussi longtemps que la population de cette province n'aura pas fait connaître son opinion à ce sujet. Il est donc tout aussi intéressé que le gouvernement québécois à l'organisation d'un référendum dans cette province.

Un « référendum », dans le sens que lui donne le parti québécois, n'est pas constitutionnel au Canada. Les provinces et le gouvernement fédéral ont le droit de recourir à des référendums consultatifs ou délibératifs et l'Etat conserve sa liberté de décision. Certains constitutionnalistes anglophones préfèrent le terme de « plébiscite » (ainsi la plupart des provinces ont-elles tenu, à la fin du dix-neuvième siècle, des plébiscites sur la prohibition de l'alcool). Le gouvernement n'est pas lié par le résultat de cette consultation : en 1889, la majorité des provinces canadiennes se prononcèrent en faveur de la prohibition, mais le Québec s'y opposa ; le gouvernement fédéral abandonna l'idée d'imposer celle-ci.

La position des Québécois une fois connue, il est vraisemblable que le gouvernement fédéral éprouvera le besoin d'être investi par la population du reste du Canada d'un mandat pour négocier. Un « référendum » ou « plébiscite » se révélerait sans doute dans ce cas peu pratique ; il ne saurait tenir compte des nuances inévitables. En outre, s'il était tenu aujourd'hui, il ne fait pas de doute qu'il serait hostile à la sécession du Québec.

Le gouvernement d'Ottawa pourrait préférer retourner devant les électeurs pour leur présenter son plan de négociations. Elu ou réélu sur cette base, parvenu à un accord avec le Québec, le gouvernement fédéral ne devrait-il pas à nouveau obtenir l'aval de ses électeurs ? C'est ce que plusieurs observateurs pensent ; ils font remarquer qu'on peut être d'accord sur le principe de l'indépendance et y renoncer lorsqu'on en connaît le prix exact.

Il ne faut pas exclure non plus l'hypothèse d'une sécession décidée unilatéralement par le Québec. Celle-ci serait illégale selon le droit canadien. Elle ne le serait pas nécessairement vis-à-vis des principes du droit international. Et le programme du parti québécois se réfère explicitement à ceux-ci dans son article 3 : « *Le droit des peuples à l'autodétermination, c'est-à-dire le droit de choisir eux-mêmes leur régime politique, est inscrit dans la charte de l'Organisation des nations unies, que le Canada a lui-même signée.* » Le livre le plus lu actuellement dans les milieux politiques canadiens est sans conteste un ouvrage monumental du professeur Jacques Brossard, de l'université de Montréal, qui pose le problème de l'accession du Québec à l'indépendance (1). L'impression dominante qu'on en tire est que la variété des problèmes soulevés par l'indépendance du Québec est infinie. Cela va du sort futur des anglophones du Québec ou des Inuit (Esquimaux) à celui de territoires contestés comme le Labrador, les territoires du nord de la province, en passant par la position internationale du nouvel Etat à l'égard des traités signés antérieurement à sa création. Les occasions de confrontations, d'arguties et, heureusement sans doute, de compromis, ne manqueront pas.

Les conditions nécessaires

Le gouvernement fédéral pourrait difficilement, en cas d'« internationalisation » du problème, contester le principe du « *droit des peuples à l'autodétermination* » ainsi que les qualités qui font du Québec et de son gouvernement un ensemble territorial et humain capable de se gouverner lui-même. Le professeur Brossard énumère les conditions nécessaires à un pays pour « mériter » le droit à l'indépendance, et il estime que le Québec remplit ces conditions : « *1) Il doit s'agir d'un « peuple » distinct au sens de la charte des Nations unies ; 2) ce peuple doit avoir une certaine dimension politique et doit disposer d'un territoire et de structures propres afin de pouvoir constituer un Etat ; 3) le futur Etat doit être viable ; 4) il doit accepter de se conformer aux principes de la charte des Nations unies et du droit international ; 5) la décision prise doit correspondre à la volonté du peuple.* »

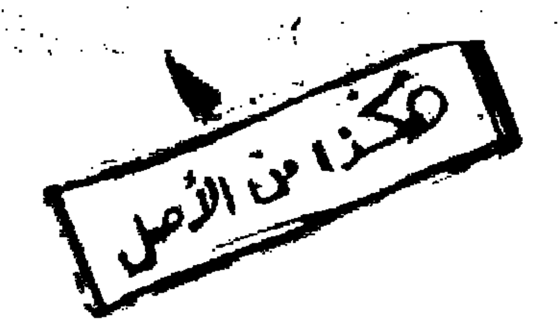
C'est cette volonté populaire qui devrait s'exprimer un jour au Québec par référendum... Mais avant de pouvoir solliciter un siège aux Nations unies, le gouvernement du parti québécois aura dû faire la preuve de ses qualités de gestionnaire dans le cadre constitutionnel actuel et convaincre, chiffres en main, ses électeurs que la souveraineté sera économiquement supportable. Ce n'est pas une mission facile que de donner forme à un rêve séculaire. En allant trop loin, ne risquerait-on pas de le briser ? En restant à mi-chemin, d'aggraver les frustrations anciennes d'une nostalgie née de l'occasion manquée ?

(1) *L'Accession à la souveraineté et le cas du Québec*, de Jacques Brossard. (Les Presses de l'université, Montréal.)

Prochain article :

Y A-T-IL UN NATIONALISME FÉDÉRAL ?





Etats-Unis

M. Carter commente avec une grande prudence les activités de la C.I.A.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter commente avec une grande prudence les activités de la C.I.A.

Au cours d'une conférence de presse, mercredi 23 février, M. Carter a refusé de dire si le prochain budget militaire des Etats-Unis (qu'il proposera en janvier 1978) sera inférieur à celui qu'il vient de soumettre au Congrès (« le Monde » du 23 février). Il a cependant évoqué le problème du bombardier B-1, sur lequel son avis a parfois varié. Si l'Union soviétique s'engageait d'une manière nette dans la voie du désarmement, « il y a des chances pour que nous ne poursuivions pas » la mise en œuvre de ce bombardier, a affirmé le président.

En matière d'énergie, M. Carter a indiqué son intention de présenter au Congrès, vers le 20 avril, une « politique d'ensemble », comportant notamment la création d'un véritable « secrétariat » (ministère).

M. Carter a enfin estimé que la normalisation des rapports entre Washingtnon et La Havane dépendait de l'assurance que les Cubains ne participeront plus à l'avenir à des « aventures outre-mer », comme ils l'ont fait en Angola. Le gouvernement américain désire également avoir « la preuve tangible du rétablissement des droits de l'homme à Cuba ».

De notre correspondant

Washington. — A la grande *déception d'un certain nombre de* ses amis de l'aile libérale du parti démocrate, M. Carter est intervenu, *mercredi 23 février, en faveur* de la C.I.A. au cours d'une conférence de presse. Le président, *a déclaré qu'à la lumière des* rapports réunis pour une étude approfondie des activités des services de *renseignements, il n'avait* relevé aucune illégalité ni aucun abus à reprocher à la centrale *américaine. Il s'est refusé à toute* déclaration sur les versements faits au roi Hussein de Jordanie *ainsi qu'à diverses personnalités* étrangères, rappelant qu'il avait établi comme principe de ne pas faire de commentaires sur une action de la C.I.A.

M. Carter n'a donc pas voulu confirmer s'il avait arrêté les versements faits au souverain jordanien, comme l'affirmait le *Washington Post*, le vendredi 18 février. Le quotidien précisait même que la commission de surveillance de la C.I.A. avait jugé illégaux ces soutiens financiers. *Il semble plutôt que selon cette* commission, seul le retard avec lequel l'affaire a été soumise au *Congrès était illégal*, non pas le principe même des versements au roi Hussein.

Dans ses réponses aux journalistes, *le président Carter a tenu* un langage proche de celui de ses prédécesseurs MM. Ford et Nixon, pour justifier, *au nom de la sécurité* du pays, certaines pratiques douteuses ou répréhensibles.

« C'est un problème très sérieux », a déclaré M. Carter ajoutant *qu'il comptait sur l'amiral* Stanfield Turner, nouveau chef de la C.I.A., pour s'assurer que les *activités des services de renseignements* seraient légales et correctes. M. Carter a affirmé qu'il *informerait le peuple américain* de toute illégalité ou abus dont il prendrait connaissance. Cependant, *comme ses prédécesseurs*, il a critiqué indirectement mais fortement la presse pour des *révélations qui, même en temps de paix*, peuvent être *« extrêmement dommageables »* aux relations des Etats-Unis avec les autres nations. Il a indiqué qu'il avait consulté le Congrès afin de réduire le *nombre* des personnes ayant accès aux informations secrètes sur les activités de la C.I.A.

A propos des droits de l'homme, le président Carter a estimé que les violations n'étaient pas limitées à *la seule* U.R.S.S. *« Il y en a de plus brutales »*, a-t-il dit, en parlant de l'Ouganda, qui *« ont dégoûté le monde civilisé... »*. Il a rappelé qu'il avait exprimé ses préoccupations sur le sort des *prisonniers politiques* en Corée du Sud, à Cuba, en Amérique latine. Les Américains, a-t-il reconnu, *sont également coupables en limitant* la liberté de déplacement ou l'entrée aux Etats-Unis de personnes ne partageant pas leurs convictions politiques. *« J'ai bien expliqué à l'Union soviétique et aux autres pays de l'Europe orientale que je n'engageais pas contre eux une critique unilatérale »*, a déclaré M. Carter.

HENRI PIERRE.

Chili

Le gouvernement militaire cherche à diviser l'épiscopat

déclare un jésuite français

« Le dernier espace de liberté qui existe encore au Chili, c'est l'Eglise qui en jouit, et l'opinion publique chilienne est parfaitement consciente du fait que le seule conflit dans le pays est celui qui oppose l'Eglise à la dictature militaire. »

La Père François Francou, jésuite français, résume ainsi la situation qui prévaut au Chili, pays où il exirce depuis huit ons son ministère pastoral dans une paroisse populaire.

De même qu'elle avait accepté le régime d'unité populaire, tout *en manifestant son inquiétude* devant les *tendances* marxistes du gouvernement Allende, l'Eglise a accepté le coup d'Etat militaire tout en faisant part de ses réserves trois jours après l'installation de la *junte*. Le Père Francou rappelle qu'à cette dernière occasion les évêques chiliens avaient publié une lettre pastorale commune dans laquelle ils demandaient aux militaires : de respecter la mémoire du président Allende ; de respecter les conquêtes des travailleurs ; de ne pas se livrer à des représailles.

Depuis, souligne le jésuite, en avril 1974 et en septembre 1975, les évêques ont *de nouveau* publié des documents dans lesquels ils ont demandé : le respect des droits de l'home (évoquant à ce propos la torture, les disparitions et les brutalités policières) ; le *retour aux libertés, en particulier* la suppression de l'état de siège, le droit de réunion (*surtout de réunion syndicale*), et la promulgation d'une Constitution démocratique.

D'autre part, ajoute le Père *Francou, des organisations* catholiques ont effectué des démarches à plusieurs reprises, *en particulier en novembre* et décembre dernier, auprès des autorités militaires au sujet du sort d'un premier *groupe* de cent dix-neuf disparus et d'un autre groupe de quatre cent quinze *disparus, se heurtant* à une fin de non-recevoir.

Jouant sur les tendances intégristes *de trois ou quatre* prélats, le gouvernement militaire cherche à diviser l'épiscopat (vingt-quatre évêques), maniant tour à tour la détente ou la tension. Il n'en demeure pas moins, affirme le Père Francou, que *« l'opinion publique considère l'Eglise comme la seule opposition organisée capable, avec l'opinion internationale, d'ébranler le régime Pinochet »*. A propos de l'opinion internationale, le Père Francou *considère* le désaveu par le président Carter du régime chilien comme de grande importance après la position capitale qu'il a prise vis-à-vis des dissidents soviétiques.

De l'avis du Père Francou, c'est la situation économique qui, *en fin de compte*, peut décider du sort du régime Pinochet. *« En attendant, le rôle de l'Eglise doit être de créer, autour des valeurs spirituelles qui sont sa raison d'être, une sorte de consensus sur les valeurs éthiques et morales qui sont la base de toute vraie démocratie »*, ajoute-t-il.

● *La commission des Nations unies sur les droits de l'homme* a reçu un rapport de quatre-vingt deux pages sur la situation au Chili. *« La torture des personnes*, lit-on dans ce document, *reste une pratique régulière de la Dina, la police d'Etat, qui continue à exercer des pouvoirs illimités. Le nombre des personnes torturées semble avoir diminué, mais les méthodes de torture sont devenues plus subtiles. »*

« Les endroits où l'on torture, poursuit le document, *sont passés « des camps officiels » de détention à des places « non officielles », ce qui rend plus difficile pour les familles et les avocats de déterminer le sort des victimes. »*

Le rapport signale par ailleurs que le nombre des disparitions au *Chili s'est considérablement accru*, et qu'il est fréquent que les personnes portées disparues soient *retrouvées mortes*, leurs décès étant intervenus dans des circonstances suspectes. — *(U.P.I.)*

Mexique

LES DÉLÉGUÉS DES CINQ MILLIONS D'INDIENS MEXICAINS PRÉSENTENT LEURS REVENDICATIONS AU GOUVERNEMENT.

Mexico (A.F.P.). — Cinq mille délégués représentant cinq millions de personnes, issues de soixante-dix-huit groupes ethniques d'Indiens du Mexique, ont demandé au gouvernement que les Indiens soient traités *« comme des êtres humains »*, à l'ouverture du second congrès des peuples indigènes, à Mexico, le mercredi 23 février.

Les principales revendications des *Indiens* portent sur la propriété terrienne. Les délégués à ce congrès ont indiqué à ce propos qu'ils allaient demander la régularisation de la possession de 10 millions d'hectares de terres. *Ils ont également demandé que le gouvernement fasse des efforts sur* l'éducation, introduise une législation favorable aux Indiens et établisse des circuits commerciaux supprimant les intermédiaires.

Les thèmes abordés au cours de la première journée du congrès ont également porté sur la nécessité d'enrayer l'émigration de la main-d'œuvre indigène vers les zones urbaines, sur l'augmentation *des salaires et de la sécurité* sur les lieux de travail, ainsi que sur la participation de représentants des communautés à la gestion des fonds des programmes gouvernementaux d'aide aux Indiens.

● *Dix personnes auraient été tuées* et plusieurs autres blessés *mardi 23 février dans un affrontement* devant la prison de Juchitan (900 kilomètres au sud de *Mexico*), *où une manifestation* avait été organisée pour demander la libération de trente-huit *étudiants arrêtés pour avoir lapidé* l'hôtel de ville et des magasins de Juchitan. — *(A.F.P.)*

Croissance et contrainte

III. — L'« ère de discipline » en Asie et l'ombre de Washington

par GÉRARD VIRATELLE et JACQUES DECORNOY

« décollage » économique s'accompagne à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud d'une restriction de la consommation au profit de l'investissement. Même là où la richesse coule à flots, du fait du pétrole, la contrainte et la répression s'installent, profondément enracinées dans l'histoire. (« Le Monde » des 22, 23 et 24 février 1977.)

A peine quittée la gare de New-Delhi, le Radjani Express longe les vestiges de bidonvilles rasés depuis la proclamation de l'état d'urgence pour ne plus choquer les regards des privilégiés qui empruntent le plus prestigieux train indien. *« Nous passerons près de Kota, où se trouve une centrale atomique puis nous atteindrons Baroda, où un grand complexe pétrochimique est en construction »*, annonce une hôtesse. Le compartiment de quatre personnes est un modèle d'aménagements luxueux (double vitrage teinté, climatisation, lavabo dissimulé sous une tablette). Trois serviteurs (*un maître d'hôtel*, un serveur, un balayeur) se maintiennent en permanence à la disposition des occupants : le directeur d'une fabrique de tubes en acier, qui exporte vers les pays du Golfe et va « s'attaquer » au marché américain parce *que « ses produits sont moins chers »* ; un ingénieur-conseil, qui, ayant voyagé à l'étranger, doute des capacités de son pays à parvenir à un développement *accéléré* sans *« une véritable dictature »* ; un fabricant de tapis, qui tire son profit pour l'essentiel du travail de mineurs. Tous les trois louent les changements intervenus en Inde depuis qu'en juin 1975 Mme Gandhi a proclamé l'état d'urgence

Ces hommes sont satisfaits d'une évolution qui a renforcé leurs positions et favorisé leurs intérêts. Jamais le patronat et le pouvoir politique n'avaient si bien accordé leurs *violons*. *L'annonce* de la tenue des élections générales, en mars, a été accompagnée de la levée de la censure sur la presse indienne et de la libération des parlementaires — pour la plupart modérés — emprisonnés, mais non pas de tous les détenus politiques. La nouvelle Constitution, taillée sur mesure par Mme Gandhi, qui donne une légitimité à l'état d'urgence et consacre *les atteintes* portées aux libertés fondamentales, demeure en vigueur. Naguère exemple de libéralisme politique dans les pays en développement, l'Inde possède aujourd'hui une législation répressive parmi les *plus élaborées qui* soient. Celle-ci est destinée à frapper, certes, en premier lieu l'extrême droite et l'extrême gauche, l'une et l'autre *hors la loi*, mais aussi *toute* personne dont les prises de position « dérangent » les autorités.

Nul ne conteste que ce régime n'ait produit des résultats « positifs », notamment dans le domaine économique. New-Delhi, en tout cas, *ne manque pas* de le rappeler pour justifier, *a posteriori*, et maintenir les contraintes politiques.

La production industrielle n'est plus perturbée par d'incessantes grèves. Les causes des mouvements sociaux n'ont pas disparu, mais ceux-ci sont interdits. Après tout, fait remarquer un fonctionnaire, la « classe ouvrière » est privilégiée *et ne représente que 5 % de la* population active !

C'est sans doute pourquoi le *programme publié* par le gouvernement après juin 1975 a prévu des mesures en faveur des millions de ruraux-manœuvres, paysans sans terre et exploités — et notamment l'abolition du servage et des dettes. Mais une enquête récente du *Times of India* a montré que les principaux intéressés n'étaient pas au courant de ces dispositions. La tradition veut qu'un emprunteur travaille pour son créancier jusqu'à l'extinction de sa dette et après paiement d'intérêts exorbitants. Or *comment offrir* à ces ruraux d'autres sources de crédit lorsqu'ils ne possèdent aucun bien, *n'ont* aucun emploi fixe ? Bénéficieront-ils des réformes agraires, qui sont loin encore de faire sentir leurs effets ou des stimulants prévus pour *développer* la *production* ? Les inégalités dans la répartition des richesses, un système social fondé sur l'exploitation humaine et une hiérarchie inflexible, ne constituent-ils pas la source de la pauvreté et un obstacle au développement ? Mme Gandhi reconnaît volontiers que ce n'est pas faute de réformes que cet état de choses subsiste. Les gros propriétaires s'opposent *généralement* à l'application de ces réformes lorsque celles-ci menacent leur position (1).

« Travailler dur »

Les autorités font entendre aux Indiens que le pays est entré dans une « ère de discipline », que le moment est venu de « travailler dur ». Il en va ainsi notamment pour les employés de l'Etat. La *productivité et* la *production* ont augmenté dans les entreprises publiques.

Mais il est permis de se demander *pourquoi ces résultats, encore* bien fragiles — la reprise ayant été *finalement moins forte* et durable qu'il était espéré, — n'ont pas été atteints plus *tôt*. *Etait-il* nécessaire, pour y parvenir, d'imposer un régime à poigne ? Les laudateurs du pouvoir expliquent volontiers que, jusqu'à 1975, l'opposition compromettait toute action gouvernementale et menaçait les institutions et la *sécurité*. A la vérité, le « coup » de juin 1975 a plutôt représenté une fuite en avant, un réflexe d'autodéfense de *la part d'une élite dirigeante qui* a régné sans partage sur l'Inde depuis l'indépendance de 1947, et qui voyait ses privilèges, les échecs de sa gestion, la corruption de certains de ses membres, dénoncés par une coalition hétéroclite et nullement révolutionnaire. La censure rigoureuse imposée pendant de longs mois aux moyens d'information a surtout prouvé à quel point les *dirigeants supportaient* mal la critique

Aussi bien ne parle-t-on plus de crise de l'économie, mais de *relance*, *plus de révolution*, mais de redressement. Le gouvernement voudrait mettre les bouchées doubles pour mieux rattraper le temps perdu. Sans doute se fonde-t-il sur les énormes capacités de résignation et de détachement du peuple. Mais la violence des réactions à quelques stérilisations par la force ont montré quels risques les autorités prenaient en portant *atteinte à la* liberté de procréer.

La politique indienne de développement demeure le résultat d'un compromis. Cependant, le rôle de l'Etat est au cœur du débat. Il n'est pas question de renoncer au secteur public, présent dans les principales branches d'activité, mais de lui imposer une gestion plus rigoureuse. Le capital national et étranger est, d'autre part, sollicité pour aider à ranimer un corps économique atteint de langueur ces dernières années. Les ressources publiques sont limitées, d'abord parce qu'une très *faible proportion des contribuables* sont imposés. Le parti du Congrès, qui plonge ses racines socio-économiques chez les possédants du monde rural, s'est toujours opposé à ce que la richesse agricole soit assujettie à l'impôt. Il est vrai que l'accumulation de capital dans l'agriculture peut être compromise par les aléas climatiques, la fragilité de l'équilibre budgétaire des *exploitations qui, dans la grande* majorité des cas, sont de petite taille, le grand nombre de bouches à nourrir par famille, les remboursements d'annuités d'emprunts.

La production reste limitée par le fait qu'un propriétaire n'essaie pas d'accroître sa productivité si sa récolte lui semble suffisante, et qu'un métayer doit partager la sienne avec le propriétaire, qui est *souvent son créancier*. La richesse n'entraîne pas partout — comme au Pendjab — un progrès ; elle alimente, en revanche, la spéculation. Les riches ruraux, lorsqu'ils n'habitent pas la ville, y placent souvent une partie de leurs économies dans des opérations spéculatives d'un confortable profit.

Inversement, on voit depuis plusieurs années des hommes d'affaires, des fonctionnaires ou des militaires à la retraite se transformer en *gentlemen farmers*, sans doute parce que l'opération est « profitable ».

Toujours le chômage

Les conditions créées par l'état d'urgence ont stimulé les industries qui jusqu'alors n'utilisaient pas à fond leurs capacités de production, mais le chômage de surpeuplement n'est pas résorbé pour autant. L'industrie capitaliste, déjà puissante et très concentrée, *voit son développement freiné* par la faiblesse de la demande intérieure. D'autre part, la peur du gendarme gêne le trafic de devises ; les mesures incitant les Indiens de l'étranger à rapatrier leurs capitaux portent leurs fruits, ce qui contribue largement au redressement de la balance des paiements.

Mais si les autorités tentent *ainsi de mobiliser* les ressources disponibles, c'est aussi parce que les investissements sociaux (qu'impose le croît démographique) et les dépenses militaires (plus de 20 % du budget) absorbent une partie importante des sommes qui pourraient être affectées à des investissements productifs.

Une partie également des ressources *nationales* va à la consommation. La classe privilégiée trouve sur le marché des produits locaux que seule elle est en mesure d'*acheter*, puisque 40 % des Indiens, selon certaines études, vivent en deçà de ce qu'il est convenu d'appeler la ligne de pauvreté.

Enfin, bien qu'elle affirme vouloir instaurer le socialisme et parvenir à l'autosuffisance, l'Inde est placée sous la double dépendance de l'aide et du capital étrangers. L'assistance extérieure représente environ le dixième de l'accumulation du capital national ; elle finance certains programmes de développement, mais New-Delhi rembourse chaque *année un peu moins de la moitié* du montant des sommes reçues (ces remboursements représentent bon an mal an 20 à 25 % du montant des exportations). Une aide qui provient surtout des Etats-Unis, de la Banque mondiale et des organismes qui lui sont affiliés. La Banque s'est félicitée du redressement de l'économie indienne et s'est déclarée *prête à accorder de nouveaux* crédits. Le progrès dans la dépendance implique aussi un renforcement de cette dernière.

Quant aux capitaux étrangers, s'ils ne jouent pas un rôle aussi important qu'au lendemain de l'indépendance, ils constituent un apport notable ; le principal flux d'investissements provient de nos jours des Etats-Unis, bien que les *intérêts britanniques restent* les plus importants. L'aide de l'U.R.S.S. enfin, qui a permis, à l'époque de Nehru, l'installation d'*industries lourdes*, s'étend à d'autres secteurs miniers et industriels, et joue un rôle de plus en plus comparable à celui des pays capitalistes. Cependant, les dirigeants ne considèrent plus que l'U.R.S.S. leur offre un modèle de développement à suivre.

Sous la férule américaine

De modèle, un autre grand pays asiatique qu'est l'Indonésie ne semble pas en avoir retenu. Mais elle n'a pas pour autant de « voie propre ». Qui visite Djakarta — désespérante métropole dont l'activité économique est sans commune mesure avec l'énorme population — ou traverse les villages de Java comprend rapidement le sens de cet autre échec du développement dans la région.

L'archipel constitue, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, une des pièces maîtresses de la stratégie américaine dans la zone. Dès les années 50, les rapports du Pentagone mettaient l'accent sur la richesse du pays en matières premières. La *politique neutraliste* de Sukarno irrita l'Occident, qui, à plusieurs reprises, complota pour renverser le chef de l'Etat et monta en épingle le déficit extérieur... mais ne se moque en rien, dix ans après la chute du potentat, de l'impressionnante dette extérieure de l'actuel régime.

Lorsque, quittant au moment *opportun la « barque indochinoise »* de Johnson qui coulait, M. McNamara prit la direction de la Banque mondiale, c'est à Djakarta qu'il se rendit en priorité : ce n'était pas un hasard. L'Indonésie sortait à peine alors d'un terrible bain de sang qui coûta des centaines de milliers de morts (dix ans plus tard, le bagne de Buru demeure plein) et rentrait dans la sphère d'influence *occidentale*.

Plus de cent soixante-dix millions d'Indonésiens jouent — on le leur fait jouer — un rôle important dans une stratégie mondiale décidée *loin* de chez eux. Il n'est qu'à regarder la carte : l'archipel la barre, au sud de *l'Indochine*, au nord de l'Australie. Contrôler l'Indonésie, c'est *contrôler*, outre les richesses locales, les océans, ou, plus exactement, les passages entre l'océan Indien et le Pacifique, donc entre l'Afrique-Proche-Orient et la zone *de coprospérité* américano-nippone du Pacifique du Nord.

Dans ces conditions, toute *remise en question* du système est exclue. Il est possible qu'actuellement Washington prépare une carte de rechange à l'équipe du président Suharto, mais dans le seul but de mieux adapter le système local aux intérêts du système global. Il n'est pas sûr qu'à Washington, et ailleurs en Occident, le scandale de la compagnie nationale pétrolière Pertamina *ait été* ressenti comme tel par les milieux dirigeants Toute velléité d'indépendance est considérée comme dangereuse. Après tout, les *capitaux étrangers investis en* Indonésie représentent 5,1 milliards de dollars, entre 60 et 65 % du total du capital investi dans l'archipel. Si l'on sait que la dette extérieure de l'Indonésie est de 6,8 milliards de dollars — l'énorme dette de la Pertamina étant exclue de ce total, — on mesure le degré de dépendance du pays.

Depuis 1945, l'armée, au cours d'*une histoire extraordinairement* complexe, s'était portée garante de l'accomplissement de la « révolution », mais derrière cette phraséologie, elle camouflait ses intérêts de caste. Cette « mission » n'a pu être accomplie dans la *mesure où* le mélange n'a jamais pu se faire entre l'armée et les forces révolutionnaires. Du temps de Sukarno, l'armée participait au *pouvoir*. Après *le coup d'Etat* de 1965, elle l'a conquis. La bourgeoisie nationale quasiment inexistante, n'étant pas à même de s'emparer de l'Etat, le régime alors mis en place a été une association d'officiers et de techniciens de formation occidentale (américaine surtout), les experts de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développe*ment dictant leur loi en même* temps que les gouvernements du consortium d'aide.

Il serait faux de dire que l'Indonésie stagne. Peu importe d'ailleurs, à la limite, les statistiques globales. Mieux vaut avoir en tête le labeur ininterrompu des dizaines de millions de paysans qui œuvrent sur la partie la plus peuplée de l'archipel, et la quête de millions de chômeurs urbains à la recherche d'un gagne-pain. La masse urbaine n'a pas davantage droit à la parole que la masse rurale (70 % de la population). Le système n'est pas celui de leur choix et n'est pas destiné à promouvoir leur dignité. Ces masses ignorent que le service de la dette extérieure représentera bientôt quelque 20 % des recettes d'exportation, mais elles savent que l'écart croît entre la minorité des possédants (non de l'économie, mais du pouvoir et de ses « retombées ») et ses propres revenus.

On comprend, dans ces conditions, que Djakarta ait reçu l'appui tacite de l'Occident dans son entreprise de conquête de Timor-Oriental (anciennement portugais). Toute remise *en cause* du système doit être écrasée : Timor en était, en demeure une. Doublement : le FRETILIN est révolutionnaire, et l'exemple d'un Timor indépendant serait « mauvais » pour les mouvements autonomistes indonésiens.

Répression et « potion magique »

Mais ce qui frappe plus encore, c'est l'absence fondamentale de « projet » pour l'Indonésie. Il y a combinaison, de la part des élites au pouvoir, de la répression et de la « potion magique » de l'aide extérieure. Pourquoi faire ? Nul ne le sait. On copie l'Occident (les libertés en moins...) dans des poches minuscules à l'intérieur des zones urbaines. Mais pourtant l'impasse apparaît clairement. La survie du régime passe par une répression accrue, tant il est vrai que le développement à *l'occidentale* ne saurait être appliqué à l'ensemble de la population et que s'aiguisent les frustrations. Il n'y a pas d'accumu*lation réelle* du capital *local* (lorsqu'elle se produit, elle sort du pays). Le paysan javanais s'use à travailler pour manger sa maigre ration, non pour édifier une société dite de consommation. A défaut de projet révolutionnaire, l'Indonésie, celle du centre Java en tout cas, est mûre pour l'accueil de ces mouvements millénaristes qui la secouent périodiquement. Faute de pouvoir accumuler du capital, l'Indonésie accumule de la misère. La poudrière est là. Simplement, elle est régulière*ment mouillée* par l'Occident pour prévenir l'explosion.

(1) Cf. *Bonded Labour in India*, par Dileep Padgaonkar (*Times of India*, 10 et 11 décembre 1976).

Prochain article :

« EFFETS PERVERS » CONTRASTÉS EN AFRIQUE

PROCHE-ORIEN

M. RABIN L'EMPORTE SUR M. PERES

ASIE

Vers 15 pays d'

PROCHE-ORIENT

Israël

En marge du congrès du parti travailliste

Le chancelier Kreisky : les dirigeants de l'O.L.P. m'ont dit qu'ils considèrent l'existence d'Israël comme un fait

Tel-Aviv (A.F.P.). — Le chancelier autrichien Bruno Kreisky a déclaré, mercredi 23 février à Tel-Aviv, au cours d'une conférence de presse, qu'un « *profond changement* » s'était produit au sein de l'O.L.P. depuis sa première entrevue avec ses dirigeants, il y a trois ans.

Ceux-ci, a-t-il dit, « *se refusaient alors à admettre l'existence de l'Etat d'Israël, mais, il y a dix jours, lors de notre dernière entrevue, ils m'ont clairement dit qu'ils considéraient cette existence comme un fait* ».



(Dessin de PLANTU.)

Le chancelier a souligné qu'il fallait « *comprendre les problèmes psychologiques* » des dirigeants palestiniens. « *Il leur est difficile, pour le moment, de le déclarer publiquement, après avoir tant proclamé qu'ils n'accepteraient rien d'autre qu'un Etat sur l'ensemble de la Palestine, où juifs et Arabes vivraient côte à côte.* »

M. Kreisky a lancé un véritable appel aux dirigeants israéliens, *leur demandant* de faire preuve de souplesse et de ne pas laisser, pour une raison ou une autre, passer l'*occasion*.

Le chancelier autrichien, s'adressant par la suite aux délégués du congrès travailliste, a affirmé qu'il n'appartenait pas à Israël de « *décider qui doit représenter les Palestiniens dans d'éventuelles négociations* ».

M. Mitterrand, pour sa part, a déclaré devant le congrès que tout processus de paix au Proche-Orient devrait passer par la « *reconnaissance publique d'Israël* ».

S'adressant aux délégués travaillistes, le premier secrétaire du parti socialiste a indiqué que ce serait « *un bien mauvais marché que de faire des concessions qui ne déboucheraient pas en échange sur ce droit de l'Etat d'Israël* ».

« *Vous n'êtes pas des gens faciles*, a-t-il poursuivi, *vous posez des problèmes à tout le monde, y compris à vous-mêmes, mais les socialistes français restent fidèles aux engagements qu'ils ont pris à l'égard d'Israël.* »

Si la gauche vient au pouvoir en France, a-t-il ajouté en substance, elle n'emploiera plus le « *double langage si commun aux chancelleries* », selon les « *besoins du moment* », et utilisera le même vocabulaire avec Jérusalem, Le Caire ou Damas.

Enfin, M. Mitterrand a souligné que, s'il préférait, par principe, la négociation directe entre les partis au conflit, il ne se plaindrait évidemment pas *si « une conférence internationale en pays étranger »* permettait de le régler.

Enfin, M. Olof Palme, président du parti social démocrate suédois, a estimé, au cours d'une conférence de presse à Tel-Aviv, que l'O.L.P. est l'organe « *le plus représentatif* » des Palestiniens. « *L'O.L.P.*, a-t-il dit, *devrait avoir le droit de décider de son destin conformément au principe selon lequel tout le monde à ce droit, même si vous n'aimez pas cela. L'O.L.P. n'est pas une organisation terroriste, comme le prétend Israël, même s'il y a des groupes terroristes en son sein.* »

M. RABIN L'EMPORTE SUR M. PÉRES

(*Suite de la première page.*)

Très tôt, ce jeudi, l'ancien général Ezer Weizmann, chef du P.C. électoral du groupe nationaliste Likoud, a déclaré qu'il se félicitait de la désignation de M. Rabin, « *qui facilitera grandement la victoire du Likoud* ».

Au mouvement DASH (Mouvement démocratique pour le changement) du professeur Ygaël Yadin, on compte trop de transfuges du parti travailliste pour ne pas se réjouir. « *Il est prouvé une fois de plus* », dit-on au DASH, « *qu'il n'est pas possible d'apporter de l'intérieur le moindre changement aux structures du parti* ».

Pendant que les délégués faisaient la queue devant les isoloirs, d'autres, en attendant leur tour, ont eu droit aux discours de quelques chefs des délégations socialistes étrangères. C'est ainsi qu'entre deux escapades qui ont vivement inquiété les services de police chargés de sa sécurité, les milieux politiques israéliens, et les ambassades étrangères, qui se demandaient s'il n'allait pas à quelque mystérieux rendez-vous politique en Cisjordanie, M. François Mitterrand, toujours très applaudi, a pris la parole devant un congrès épuisé par ses travaux. Comme M. Kreisky, Joop den Uyl et Palme, le premier secrétaire du parti socialiste français a exprimé sa solidarité à Israël, et rappelé la nécessité de garantir les droits des Palestiniens.

ANDRÉ SCEMAMA.

LES ISRAÉLIENS RÉITÈRENT LEUR INVITATION A M. D'ORNANO

M. Gazit, ambassadeur d'Israël, a été reçu mardi 22 février à sa demande par M. d'Ornano, indique-t-on au ministère de l'industrie et de la recherche.

M. Gazit a confirmé l'invitation de son gouvernement à M. d'Ornano. à se rendre en Israël, à une date qui sera fixée ultérieurement.

Le ministre de l'industrie et de la recherche devait aller en Israël le 7 février, mais, après l'affaire Abou Daoud, sa visite avait été ajournée à la demande des Israéliens (*le Monde* du 21 janvier).

M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, doit faire de son côté, les 30 et 31 mars, la *visite en Israël* primitivement prévue pour le 17 février.

ASIE

LE PRÉSIDENT KIM IL SUNG AURAIT CHOISI SON FILS POUR LUI SUCCÉDER

Tokyo (A.P., A.F.P.). — Citant des milieux nord-coréens, l'agence japonaise Kyodo a annoncé mercredi 23 février que le président nord-coréen Kim Il Sung a choisi son fils aîné, Kim Jung Il, âgé de trente-six ans, pour lui succéder. Selon l'agence, cette décision serait annoncée officiellement à l'occasion du soixante-cinquième anniversaire du président de la Corée du Nord, le 13 avril. La désignation de M. Kim Jung Il comme successeur de son père a récemment été recommandée par l'instance suprême nord-coréenne, la commission politique du comité central du Parti du travail.

Selon certaines rumeurs, le président Kim Il Sung est atteint d'une tumeur cancéreuse.

[A l'ambassade de la Corée du Sud à Paris on considère que la désignation de M. Kim Jung Il va rendre encore plus difficile le dialogue entre le Sud et le Nord. On estime que le fils de M. Kim Il Sung, chargé notamment de la propagande du parti, est lui-même « le produit de cette *propagande* » et figure parmi les éléments les plus intransigeants du régime. *Selon les représentants du gouvernement de Séoul*, la décision du président Kim Il Sung mécontentera de nombreux cadres du parti, plus âgés et moins doctrinaires.]

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 23 février au palais de l'Elysée sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Le communiqué officiel suivant a été rendu public :

● LE BUDGET DE 1978

Le conseil des ministres du 23 février a entendu une communication du *premier ministre* sur la politique budgétaire de 1977 et de 1978 et une communication du ministre délégué à l'économie et aux finances sur les conditions de préparation du *projet de loi de finances* pour 1978.

Donnant la priorité à la définition et à la mise en œuvre du programme de lutte contre l'inflation, le gouvernement s'est borné, en septembre dernier, en matière budgétaire, à prendre les premières mesures de *redressement permettant* un retour progressif à l'équilibre des finances publiques.

La deuxième loi de finances rectificative pour 1976 a ainsi financé, *par des recettes définitives*, certaines dépenses supplémentaires dont le principe était déjà acquis. De *septembre à décembre 1976, le gouvernement* n'a engagé aucune dépense nouvelle. Enfin, en dépit de la *charge imposée à l'Etat par* le plafonnement de la taxe professionnelle, il s'est efforcé de limiter le déficit d'exécution du budget de 1976.

En ce qui concerne le budget de *1977, il a retenu, sans aucune modification*, les plafonds de dépenses fixés par le précédent gouvernement, *et il a prévu les* recettes fiscales appropriées.

L'effort d'assainissement que le *gouvernement* a engagé depuis le début de l'année dans les domaines des structures industrielles, des entreprises nationales et de la Sécurité sociale, trouve maintenant son application dans *l'exécution* du budget de 1977 et la préparation du budget de 1978.

Le président de la République a demandé au gouvernement de préparer une loi de finances rectificative *mettant à jour le budget de* 1977, compte tenu des dépenses effectivement constatées en 1976. Cette loi *de finances d'ajustement serait* présentée dès le début de la prochaine session du Parlement. « Ainsi la gestion du budget de 1977 et la préparation du budget de 1978 pourront s'effectuer sur des bases claires et assainies », a-t-il déclaré.

Le président de la République a également précisé que, pour assurer la sécurité et la stabilité de notre économie et de notre monnaie, il convient de présenter et d'exécuter pour 1978 un budget en équilibre.

● LA SIDÉRURGIE

Le ministre de l'industrie et de la recherche a présenté au conseil une communication sur la situation et les *perspectives de la sidérurgie* française.

I. — Cette branche de l'industrie française se trouve *actuellement* dans une situation particulièrement grave qui résulte de la dégradation persistante *du marché de l'acier provoquée* par le ralentissement de la croissance économique internationale et la mise *en exploitation* d'installations sidérurgiques dans de nouveaux pays producteurs. Par ailleurs, la sidérurgie française ne dispose pas, en dépit de l'ampleur des investissements réalisés depuis dix ans, avec l'aide de l'Etat, d'un appareil de production entièrement compétitif. Elle est de surcroît considérablement endettée. Cette situation ne peut durer sans remise en cause de l'existence même d'une branche qui emploie environ cent cinquante mille personnes.

Le gouvernement a examiné les conditions du redressement de la sidérurgie. Il a fixé comme objectif *fondamental, en prolongement* de l'effort qu'il a soutenu dans le passé, de rendre durablement compétitives les entreprises de ce secteur. La réorganisation de l'outil de production implique la fermeture de certaines des installations les plus vétustes et la mise en œuvre d'un programme important d'investissements de modernisation assurant le maintien de la capacité de production existante.

II. — Si un tel programme de réorganisation doit entraîner inévitablement des suppressions de postes *de travail, le gouvernement entend* limiter au maximum les licenciements qui en résulteront et ainsi le *nombre des personnes* mises au chômage. Le gouvernement invite les organisations professionnelles et syndicales de la branche à entreprendre la négociation d'une convention sociale *qui devrait aboutir* à un accord avant le 15 avril 1977.

L'Etat, pour ce qui le concerne, *prendra les mesures d'accompagnement* indispensables pour sauvegarder l'équilibre économique des zones concernées et contribuer à y assurer un niveau satisfaisant d'emploi. Ces mesures comporteront à la fois l'accélération de la réalisation des infrastructures, l'implantation de nouvelles entreprises créatrices *d'emplois* et la mise en œuvre de mécanismes d'incitation au développement des petites et moyennes entreprises. Un effort particulier sera consenti en faveur de la Lorraine.

III. — L'Etat contribuera, sous forme de prêts, au financement de *l'effort d'investissement de la sidérurgie*, sous réserve que les groupes concernés effectuent de leur côté des apports importants de capitaux nouveaux.

En outre, les concours de l'Etat seront assortis des contreparties et conditions suivantes :

— L'Etat sera *intéressé, par* une clause de participation aux résultats, au redressement financier des groupes bénéficiaires de ces concours.

— Une mission *interministérielle* de contrôle économique et financier sera instituée auprès de ces sociétés afin de s'assurer du *respect* des engagements qui leur sont demandés en matière industrielle, sociale et financière.

— Les sociétés concernées devront remettre à la Caisse des dépôts et consignations à titre de garantie une partie des actions qu'elles détiennent.

— Enfin, les groupes intéressés devront apporter leur contribution à la création d'activités et d'emplois nouveaux dans les zones touchées par la réorganisation de la sidérurgie.

Un protocole sera signé entre chacun des groupes concernés et l'Etat, définissant de manière précise le montant et les modalités de l'aide *de l'Etat*, ainsi que ses contreparties.

IV. — Le gouvernement considère *que ce programme de redressement* doit s'inscrire dans une perspective européenne, son succès étant subor*donné à une régulation convenable* du marché communautaire conforme aux objectifs du traité de Paris. Il appuiera les initiatives en ce sens des instances communautaires et demandera le concours de la Communauté pour la mise en œuvre des mesures sociales et financières de ce programme.

Le gouvernement souhaite que les problèmes généraux de la sidérurgie européenne soient soumis à l'examen du prochain Conseil européen.

Le gouvernement mesure pleinement l'ampleur des efforts requis, mais c'est à ce prix que pourra être assuré un redressement véritable et durable de la sidérurgie française et que seront maintenus l'équilibre économique et l'emploi dans les régions concernées.

● LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le ministre de l'industrie et de la recherche a présenté une communication sur l'approvisionnement de la France *en matières premières*.

Après avoir rappelé que la politique française, en ce domaine, a pour objet *de réduire à terme les risques* de tension entre l'offre et la demande de matières premières, notamment en *aménageant les relations* entre pays producteurs et consommateurs, de mettre en valeur *les ressources minérales nationales* et de mener une politique active d'économies, de lutte contre les gaspillages et d'encouragement à la récupération et au recyclage des matériaux, le ministre a dressé le bilan des orientations définies par le conseil de planification de janvier 1975 et dégagé les perspectives d'avenir.

L'inventaire quinquennal des ressources nationales se déroule conformément au programme établi, dans le Massif armoricain, le Massif Central, *la Guyane, ainsi que* dans les sables côtiers riches en métaux lourds.

Un projet de loi a été déposé au Sénat modifiant la législation minière, afin de la rendre plus incitative à l'égard des exploitants et d'assurer une meilleure protection du milieu environnant.

Une taxe *sur les granulats*, créée en 1975, a permis de financer plus de 20 programmes de travaux de réaménagement.

Plusieurs réalisations marquent le début de l'application de la politique d'économie des matières premières. Cette politique, qui répond à l'objectif général de redressement *de notre balance commerciale*, sera poursuivie.

Elle visera tout d'abord à tirer profit des techniques dont la mise au point a pu progresser grâce aux actions d'aide au développement engagées ces dernières années pour l'exploitation des déchets urbains, le recyclage direct des déchets de cuivre des usines de première transformation du métal, l'extraction du cuivre contenu dans les déchets de l'industrie électrique et électronique, *ou dans les alliages complexes*, la récupération des vieux papiers et des emballages de verre.

En ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement, 258 millions de francs ont été consacrés à la constitution de la première tranche du stock de précaution.

La coopération bilatérale, avec les pays africains notamment, sera développée en 1977.

Par ailleurs, le gouvernement renforcera son action en vue de favoriser la contribution de l'industrie française des métaux non ferreux à la sécurité de notre approvisionnement en matières premières et à l'équilibre de nos échanges extérieurs.

● RÉORGANISATION MILITAIRE DANS LA RÉGION PARISIENNE

Le ministre de la défense a exposé *au conseil un projet de* réorganisation territoriale militaire en région parisienne rendu nécessaire *par la nouvelle organisation* de la région Ile-de-France et du département de Paris.

La 12e division militaire territoriale, dont le siège est à Versailles, *et la place de Paris, dont le* commandant est directement rattaché à la première région militaire, seront *fusionnées en une seule division* militaire territoriale dont le siège sera fixé à Paris. Le général désigné *pour exercer ce* nouveau commandement sera commandant de la division militaire territoriale et adjoint au *gouverneur* militaire de Paris. La mise en place de cette organisation sera menée à son terme le 1er septembre 1977. La 12e division militaire englobera les départements de Paris, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, du Val-d'Oise, ainsi que ceux *de la Seine-et-Marne* et des Yvelines.

Ces mesures, qui harmonisent les *organisations civiles et militaires* en région parisienne auront pour effet de simplifier cette réorganisation, *d'alléger la hiérarchie du commandement* et d'en faciliter l'exercice.

● SOLIDARITÉ ENVERS LES HANDICAPÉS

Le secrétaire d'Etat à l'action sociale a fait le point devant le conseil des ministres de l'application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 *en faveur des handicapés* qui intéresse deux millions de personnes, dont plus de la moitié, par la gravité de leur état, relèvent d'une aide directe de la collectivité. Cette loi concerne tous les *aspects* de leur vie : éducation, soins, insertion professionnelle, ressources, vie quotidienne ; elle nécessite la publication avant le 31 décembre 1977 d'une cinquantaine de décrets. Dix-huit décrets ont déjà été publiés. Ils ont eu, notamment, pour objet les deux principales *allocations créées* par la loi, qui sont en cours d'attribution, ainsi que la mise en place des nouvelles commissions d'orientation. Les commissions pour enfants sont installées *dans tous les départements* et les commissions pour adultes sont sur le point de l'être.

Les décrets qui sont en préparation concernent en particulier la garantie de ressources assurée à tout travailleur handicapé, la prise en charge par l'Etat des *frais d'enseignement et de première formation professionnelle* des jeunes *dans les établissements* d'éducation spéciale. Des mesures seront prises pour que les bâtiments et installations ouverts au public et les moyens de transport soient rendus accessibles à ces personnes. Ces mesures entreront en vigueur le 1er janvier 1978 ; à cette *date, la loi d'orientation sera entièrement* appliquée et les Français bénéficieront alors de la législation la *plus complète qui* existe actuellement en ce domaine.

Le président de la République a ajouté : « Il s'agit d'une œuvre de justice et de solidarité qui permettra à un grand nombre de nos concitoyens de jouir des droits que la société reconnaît à tous ses membres. Cette œuvre de justice sera menée à son terme dans le délai prévu. Je suis sûr que les Français *sauront aussi* manifester à l'égard des personnes handicapées la considération personnelle à laquelle elles *ont droit, mais que* la loi ne peut édicter à elle seule. »

● PROCHE-ORIENT

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la mission d'information qu'il vient d'effectuer au Liban, en Syrie, en Jordanie et en Egypte. Il a souligné la volonté manifestée par tous ses interlocuteurs d'entreprendre le plus rapidement possible la recherche d'un règlement du conflit israélo-arabe, ainsi que leur souci de voir la France et la Communauté européenne user de leur influence pour encourager cette recherche.

***

Sur proposition du ministre d'Etat, *garde des sceaux, ministre* de la justice, M. Robert Bordaz, conseiller d'Etat, ancien directeur du Centre national d'art moderne, est admis à al retraite sur sa demande à compter du 1er mars 1977.

● *Le Grand Orient de France*, à l'occasion du centième anniversaire de son convent de 1877, qui proclama la liberté de conscience, publie un communiqué dans lequel il rappelle que « *la liberté de conscience constitue un des droits essentiels du citoyen* ».

« *Le combat*, déclare-t-il, *que mène le Grand Orient de France depuis deux siècles contre l'intolérance et le dogmatisme et pour le progrès et la justice le conduit à rejeter toute forme de république conservatrice qui instaurerait sous couvert d'un ordre moral quelconque l'injustice et l'oppression.* »

CORRESPONDANCE

L'unité des Comores

A propos de l'affaire de Mayotte, M. Hubert Deschamps, professeur honoraire à la Sorbonne, auteur d'une « Histoire de l'Afrique », nous adresse les remarques suivantes :

1° Le gouvernement français s'est efforcé, semble-t-il, pour éviter tous ennuis internationaux, de traiter les Comores comme un ensemble (cf. la déclaration du président Giscard d'Estaing du 24 octobre 1974) et n'a cédé que plus tard à un vote des habitants de Mayotte, confirmé depuis. Ceux-ci, seuls, semblent donc *responsables*. *Si ces référendums* sont suspectés par l'ONU, que ne les refait-on sous contrôle d'un *organisme international* qui n'a pas pris parti (par exemple la Cour de La Haye) ? Il paraît peu souhaitable de condamner définitivement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, proclamé et, d'ailleurs non respecté, par la résolution française. Si cette légitimité disparaît, il ne reste que celle de la force, chère à Bismarck. Il est d'ailleurs évident qu'à l'heure actuelle, *en matière* internationale, Bismarck triomphe.

2° *Je reviens sur la déclaration* du président concernant « l'unité de ce qui a toujours été le seul archipel des Comores ». Qui a trompé cet homme de bonne foi ? Les quatre îles ont toujours mené des existences politiques séparées, avec leurs sultans propres. Il est vrai qu'Anjouan a parfois temporairement soumis Mohéli et Mayotte. Mais cette dernière a été conquise au début du XIXe siècle par le sultan Andriatsoli, chassé de Madagascar par les Mérinas. En 1843, il cédait l'île à la France. Mayotte est donc française depuis cette date.

Les trois autres îles sont devenues protectorats français en 1886 et réunies par la suite à Mayotte. En 1912, l'ensemble des Comores a été rattaché à Madagascar et n'en a été détaché qu'après la seconde guerre mondiale, pour former un territoire d'outre-mer au sein de la République française.

C'est donc la France qui a fait l'unité politique des Comores, à une époque récente. En revanche, il y a entre les quatre îles une unité linguistique et, à un moindre degré, ethnique (puisque les apports Sakalau ne sont pas *négligeables à Mayotte*). Enfin, il y a cette volonté des Mahorais qu'on peut vérifier à nouveau, *mais qu'il est difficile* de mépriser à priori. Tout cela, sans doute, mérite réflexion, contacts et vérification. Il est regrettable que la France ait été condamnée par l'unanimité des Africains et des Arabes. *Ont-ils vraiment* voulu condamner le principe de libre détermination des peuples ou, en l'espèce, ses modalités d'application?

LE PHÉNOMÈNE CHIRAC

(Suite de la première page.)

Depuis l'été dernier, un premier ministre qui agit sans trop parler se trouve pratiquement contesté par un ancien premier ministre qui parle très haut sans avoir agi. Les nouveaux adhérents du Rassemblement ont donc été séduits, non par une politique, mais un *ton*. Ce réflexe est propre à inquiéter.

On dira qu'une telle présentation des événements est tendancieuse, puisque *M. Chirac soutient M. Barre* et évite de mettre nommément en cause M. Giscard d'Estaing. Telle est en effet la version officielle de son action. Mais le président du R.P.R. emploie un langage inutilement codé, que la plupart des Français déchiffrent aisément. Quand M. Chirac parle des « mauvais conseillers du président de la République », ils savent lire : « *Giscard* ». *Quand* M. Chirac se targue d'avoir « provoqué un sursaut », ils ne confondent pas ce sursaut partisan avec le sursaut national (contre l'inflation) qui est *l'œuvre de M. Raymond Barre*. Quand M. Chirac dénonce l'absence au « niveau suprême » d'une « volonté nationale », ils ne prennent pas cette accusation pour un soutien.

Les coups de théâtre de M. Chirac ayant rendu dominantes les considérations de personnes, on lit dans la presse des questions proprement stupéfiantes. Celle-ci, par exemple : *M. Chirac sera-t-il plus* ou *moins* apaisé s'il devient maire de Paris ? De telles supputations nous entraînent hors du cadre normal de la démocratie. M. Chirac ne souhaite pas, j'en suis persuadé, une telle évolution. Mais il se trouve victime de l'attente qu'il a voulu créer. S'il se modère, il déçoit ses partisans. S'il ne se modère pas, il choque un grand nombre de Français. D'où l'alternance des *fortissimo* de Saint-Nazaire et des *pianissimo* des explications postérieures. A quand le prochain éclat des cuivres ? Ceux qui voteront pour M. Chirac s'exposeront à cautionner par avance les surprises qu'il devra continuer à apporter pour que la température du R.P.R. ne baisse pas.

Paris restera-t-il la ville d'impulsion qui, à travers l'histoire, a fabriqué des événements éphémères, bientôt annulés par des réactions provinciales ? Cette fois, l'événement ne passerait pas à la légende, comme ceux de 1871 et de 1968. Le « soufflé Chirac » ne retomberait pas non plus dans le ridicule et le suicide comme le « soufflé Boulanger ». L'ex-futur *maire de Paris reprendrait simplement* sa place normale de leader d'un des partis de la majorité, après un épisode qui ressemble beaucoup à une tentative d'usurpation.

Au-delà de la lutte municipale, la lutte législative déjà se profile. Je ne songe pas sans effroi au long abêtissement que nous allons subir. D'un côté, on dénoncera comme un « *progrès du collectivisme* » *tout* projet d'une meilleure surveillance par l'Etat des entreprises privées qu'il subventionne. De *l'autre* côté, on dira que toute réforme est impos*sible* si *50 %* des investissements ne tombent pas sous le contrôle de l'Etat. On nous invitera à « changer de société », bien que cette opération soit pratiquement impossible sans l'appui (fort improbable) d'une *large* majorité des Français. On nous invitera à choisir entre la jungle et le Goulag. On essaiera de nous faire prendre pour l'expression d'une pensée profonde la conséquence mécanique d'un système électoral. Je *plains les intellectuels qui devront* se coucher sur ces lits de Procuste. Il s'en trouvera tout de même, j'espère, quelques-uns pour dire que la France souffre surtout d'une maladie *corporative, commune à la droite* et à la gauche, et que celles-ci s'efforcent ensemble de cacher.

Après nous être demandé passionnément lequel des deux blocs va *l'emporter, nous réveillerons-nous,* comme les Italiens, tâtonnant péniblement dans l'intervalle ? Une chose paraît sûre : dans la confusion des idées et des chiffres, nous aurons *grand besoin de l'action modératrice* du président de la République, seul garant de la continuité de l'Etat. Les Français semblent s'en être avisés récemment. Le bouc émissaire, qu'on était d'accord pour immoler, survit. D'où un désarroi des augures, et la tentation pour *certains de « se racheter », comme des vendeurs à* découvert surpris par un retournement de la Bourse des sondages.

Tel magnat, après avoir arrosé les gaullistes, aidé les socialistes, logé le CERES, *ménagé* les communistes, soutenu M. Chaban-Delmas, financé M. Chirac, subventionné le club de M. Edgar Faure et fait un clin d'œil à M. Mitterrand, risque une mise prudente — et, j'espère, non rentable — sur une liste d'Ornano. (Du côté de M. Chirac, il est déjà tranquille.) C'est un signe des temps. Hâtons-nous d'en rire, de crainte d'être *tentés d'en pleurer. Demain peut-être,* nous aurons (que dis-je, nous avons déjà) des collusions de municipalités de gauche avec les entrepreneurs de leurs régions, un accroissement de *la publicité capitaliste dans la presse* communiste et des annonceurs d'apéritifs aux fêtes de *l'Humanité*. Lisons sur tout cela *l'Argent secret* d'André Campana, et essayons de garder une *foi politique*.

Il faudra, en effet, à la fin, choisir *entre* des inconvénients. Mais puisque nous disposons d'un premier tour de scrutin, nous pouvons nuancer nos options. *Dans la capitale*, qui n'est pas une ville de gauche, il s'agira d'abord d'exprimer une préférence entre des listes modérées. *Tempérer le « phénomène Chirac »*, ce sera, sur le plan national, *limiter* une entreprise personnelle, sur le plan local, arrêter l'enlaidissement de Paris, mettre fin à une époque de gigantisme et d'éventrations.

ALFRED FABRE-LUCE.

LA FIN DE LA TRANSITION

(Suite de la première page.)

Rééquilibrer la majorité aurait exigé non seulement qu'on diminue le nombre des élus U.D.R.-R.P.R. et qu'on augmente celui des élus giscardiens et centristes, mais aussi qu'on soude ces derniers au sein d'un appareil structuré au lieu de le maintenir dans une anarchie distinguée.

Non seulement on ne s'est pas engagé dans cette voie, mais on a pris la voie opposée en favorisant le maintien plus le renforcement de l'organisation gaulliste. Faire de M. Chirac un premier ministre n'avait de sens que si l'on se servait de lui pour briser l'U.D.R., en regroupant les éléments qui avaient trahi M. Chaban-Delmas et en faisant savoir que le ralliement à ce noyau serait payant. Mais créant ainsi un nouveau leader pour le parti tout entier, on offrait à celui-ci une occasion de trouver un nouvel avenir et à ses députés de sauver leurs sièges parlementaires. La différence de « simulation » faite par les instituts de sondage fin 1975 et fin 1976 mesure l'efficacité du résultat. La première suggérait qu'une partie notable de l'électorat U.D.R. était prête à *glisser du côté des candidats giscardiens* ; la seconde montre que le mouvement s'est inversé et que le R.P.R. a maintenant plus de chances de dominer la droite après les élections de 1978.

•*•

Il est sans doute trop tard pour faire ce que l'on n'a pas fait depuis deux ans et demi. Chercher à substituer des giscardiens aux chiraquiens dans la prochaine législature, comme on le tente au Conseil de Paris, cela paraît presque impossible dans les jours qui viennent. Peut-être obtiendrait-on quelques résultats si l'on regroupait fortement derrière M. Raymond Barre tous les républicains et les centristes, en les obligeant à s'organiser en un parti cohérent et discipliné, mais une telle entreprise ne paraît guère réalisable, surtout dans les délais rapides qui seraient nécessaires.

Tout porte à croire désormais que si la majorité actuelle revient au pouvoir l'année prochaine, le R.P.R. continuera à y occuper une position prépondérante. On ne pourra donc pas gouverner sans lui. Ne faudrait-il pas s'en aviser dès maintenant en préparant les compromis nécessaires, plutôt qu'en continuant un échange d'imprécations homériques ?

En toute hypothèse une période nouvelle paraît en train de s'ouvrir dans la Ve République. Depuis 1974 nous vivons une phase de transition entre le système gaullien et un système plus proche de la lettre de la Constitution. Sous le général et sous Georges Pompidou, le président avait pratiquement ajouté aux siens les pouvoirs du premier ministre réduit au rôle d'un chef d'état-major, suivant l'expression de René Capitant. Il n'avait pu le faire que parce qu'il dominait le parti qui dominait lui-même la majorité. *M. Giscard d'Estaing* a pu lui-même proroger le système jusqu'à ces derniers mois, parce que l'U.D.R. était réduite à l'impuissance par sa défaite de 1974. Grâce à son nouveau leader, la voici maintenant sortie de cet hibernage. Peu importe que le style de M. Chirac soit fasciste ou non. Son ascension actuelle se traduira nécessairement par une extension des prérogatives du Parlement dans le couple président-majorité, s'il n'est pas désuni par une victoire de la gauche. Et s'il l'est, l'Assemblée nationale et le gouvernement retrouveront la plénitude des pouvoirs que leur confère la loi fondamentale, le chef de l'Etat étant lui-même confiné dans ceux qu'elle lui attribue, qui ne sont point négligeables.

MAURICE DUVERGER.

D'OU VIENT M. JOYEUX ?

Le secrétariat de M. Michel d'Ornano a publié, mercredi 23 février, une mise au point précisant que M. Denis Joyeux, conseiller de Paris sortant, et qui figure sur la liste soutenue par M. Chirac dans le seizième arrondissement, n'avait pas, auparavant, été inscrit sur la liste des candidats giscardiens de ce secteur. Le secrétariat de M. d'Ornano affirme : « M. Denis Joyeux n'a pu être retenu parmi les candidats de cette liste. En conséquence, il ne peut l'avoir quittée puisqu'il n'y a jamais figuré. »

M. Chirac ne donne pas la même interprétation. Il a déclaré, mercredi, au micro de Radio-Monte-Carlo : « A l'heure où Mme Binoche, qui n'a jamais appartenu au R.P.R., mais qui est une vieille gaulliste, passait sur la liste de M. Chinaud dans le dix-huitième, dans le seizième, M. Joyeux, conseiller sortant centriste C.D.S., quittait la liste de M. d'Ornano et passait sur la mienne. »

LA « BATAILLE DE PARIS »

Le contentieux entre le R.P.R. et M. de Bénouville porte sur la candidature de M. Olivier Dassault

Le comité fédéral parisien du R.P.R. s'est réuni mercredi 23 février en présence de *M. Jacques Chirac*. Dans un communiqué, le comité, après avoir exprimé « *sa confiance dans la victoire des listes Union pour Paris* », a condamné « *les initiatives personnelles de division prises par certains de ses membres qui font, en définitive, le jeu de la coalition marxiste. Il a relevé de ses fonctions le secrétaire de la douzième circonscription. Il souligne qu'aucun candidat ne peut se réclamer du Rassemblement s'il figure sur une autre liste que celle de l'Union pour Paris constituée sous l'égide de Jacques Chirac* ».

M. André Planchet, conseiller sortant, a été suspendu de ses fonctions de secrétaire de circonscription du R.P.R. dans le 12e arrondissement et remplacé par un jeune militant, M. Lainé.

Cette décision a été motivée par la constitution, dans cet arrondissement, d'une liste conduite par M. Planchet sur laquelle figurent les *candidats désignés* par M. d'Ornano ainsi que M. de Bénouville, député apparenté R.P.R. alors que M. Chirac y soutient une liste dirigée par M. Charles Magaud, autre député R.P.R. du 12e *arrondissement*. (*Le Monde* du 24 février.)

Au moment de la constitution définitive des listes patronnées par M. Chirac, M. de Bénouville *avait demandé* à M. Magaud d'accueillir sur sa liste — à la place de Mme Legrand, membre du Nouveau Contrat social de M. Edgar Faure — M. Olivier Dassault, *petit-fils* du *constructeur* d'avions. M. Chirac, saisi de cette demande, a alors, dans la semaine qui a *précédé* la mort de M. Bernard Lafay, le 13 février, réuni tous les *députés* R.P.R. *de Paris pour* les consulter. A l'unanimité, ils ont refusé que M. Olivier Dassault figure sur une de leurs listes. Ils ont estimé — bien que la personnalité de celui-*ci ne fût pas en cause* — qu'il leur était impossible de prêter le flanc aux reproches qui ne manqueront pas de leur être adressés s'ils se *présentaient* aux côtés d'un *homme* dont le nom pour beaucoup, est devenu le symbole du capitalisme. Malgré cette décision, M. Planchet a lancé une invitation à une réunion pour le 18 *février* au nom notamment de MM. Olivier Dassault, de Bénou*ville et Magaud*. Ce dernier, qui n'avait pas été prévenu, a obtenu l'annulation de la réunion et M. de Bénouville *l'a* reportée au 11 mars.

C'est sur ces entrefaits que M. de Bénouville (directeur de *Jours de France* et collaborateur direct de M. Dassault) a annoncé, lundi 21 février, la constitution d'une liste auto*nome. Bien que le nom de M. Olivier* Dassault ne figure pas parmi les candidats, les membres du R.P.R. du 12e arrondissement et les députés gaullistes de Paris assurent que le *petit-fils* de M. Marcel Dassault sera le suppléant de M. de Bénouville, qui est lui-même en dernière position sur la liste. Ils affirment aussi qu'en cas de victoire de cette liste la démission ultérieure de M. de Bénouville permettrait alors à M. Olivier Dassault de siéger *ipso facto* au conseil de *Paris*. — *A. P.*

LYON : le pradélisme (suite)

De notre correspondant

Lyon. — M. Francisque Collomb, sénateur et maire de Lyon, a rendu publics les noms des soixante et un candidats et de leurs suppléants des listes PRADEL, dans les neuf arrondissements de la ville. Rajeunies ? Elles le sont incontestablement, il est *vrai*. *Alors que le conseil sortant* comprend vingt-sept membres âgés de plus de soixante-cinq ans, il n'y en a plus que sept auprès de M. Collomb.

Vingt-quatre nouveaux visages apparaissent, mais la composition sociologique des listes est très proche de celle retenue par M. Louis Pradel. Les professions libérales — médecins (sept), *chirurgiens-dentistes* (un), *avocats* (quatre), experts, assureurs, conseillers juridiques, etc. (sept) et *les chefs d'entreprise ou* directeurs commerciaux (onze) représentent la moitié des titulaires. Quant aux *femmes*, leur nombre passe de six à huit. Une seule tête de liste, dans le premier arrondissement, a été réservée à une femme, Mme Simone Balas, autant sans doute pour marquer que la suppléante de M. Jacques Soustelle n'avait pas suivi le député du Rhône dans sa démarche parallèle pour la conquête de la mairie.

Plus de la moitié des conseillers, trente-trois sur soixante et un, se considèrent comme non engagés politiquement, même si onze d'entre eux peuvent être classés sans équivoque « favorables à la majorité ». Les vingt-huit sièges réservés aux représentants des partis politiques ont été attribués dans des proportions presque identiques à celles de 1971. Le R.P.R. conserve les neuf sièges de l'U.D.R., le C.D.S. les sept accordés en 1971 au Centre démocrate (six) et au *C.D.P. (un) et les radicaux socialistes* leurs quatre sièges. Les républicains indépendants voient leurs représentants passer de deux à cinq, dont un jeune giscardien, M. Jean-Claude Pfeffer, membre du comité directeur national des républicains indépendants et membre du bureau politique du G.S.L.

Le C.N.I. perd en revanche un siège sur les quatre qu'il détenait. Enfin, les cinq « soustelliens » qui *ont abandonné leur chef de file* pour soutenir M. Francisque Collomb préfèrent se fondre dans *l'anonymat plutôt que de polémiquer* avec le président national du Mouvement progrès et liberté sur *la propriété régionale* de ce sigle.

TOULON : incident entre le P.C.F. et le P.S.

(De notre correspondant.)

Toulon. — Les rapports entre socialistes et communistes se sont brusquement dégradés mercredi 23 février. Le bureau exécutif du parti socialiste demande que le vice-amiral Sanguinetti prenne la tête d'une liste d'union de la gauche. Ce choix est récusé par les communistes, qui entendent conduire la liste et proposent Mme Danièle De March, suppléante du député communiste de la quatrième circonscription, *M. Giovannini*.

Mardi soir, M. Roger Fajardie, membre du secrétariat du P.S., rappelait notamment, dans un communiqué : « *Aucune décision définitive relative aux élections municipales de Toulon n'a été prise par le bureau exécutif du parti socialiste.* »

Cette déclaration a été mal accueillie chez les communistes, et, mercredi soir, un incident significatif a éclaté au cours d'une manifestation pour l'emploi organisée par les syndicats à Toulon. Des cris hostiles ont été poussés au moment où le cortège *défilait devant le siège du parti* socialiste, boulevard de Strasbourg. Cette réaction a entraîné *le départ des militants de la* C.F.D.T. et de la FEN. Les deux organisations ont déploré l'état d'esprit des manifestants qui s'en sont pris au P.S.

Les communistes demandent l'ouverture de tous les grands dossiers d'urbanisme

MM *Henri Fiszbin, député de* Paris, candidat communiste à la mai*rie* de Paris, et Alain Lhostis, conseiller de Paris, qui conduit la liste d'union de la gauche dans le Xe arrondissement, ont réuni le 23 février, une conférence de presse pour dénoncer, à nouveau « *le secret qui entoure les grands projets concernant l'aménagement de la capitale et plus particulièrement celui du canal Saint-Martin* ».

M. Fiszbin a notamment déclaré : « *Depuis dix-huit ans, le secret le plus absolu recouvre les études de tous les grands projets. Les Parisiens sont mis devant le fait accompli. C'est le secret qui favorise les dérogations et les passe-droits, les gâchis et les saccages si préjudiciables à Paris et aux Parisiens... Rien ne peut être réglé sans rompre définitivement avec de telles pratiques.* »

M. Fiszbin a encore précisé : « *Le 11 juin 1976, à l'Assemblée nationale, le gouvernement Chirac, par la voix de M. Taittinger, secrétaire d'Etat à l'intérieur, en réponse à ma question orale, demandant que les dossiers en possession de l'administration, soient ouverts, rejetait ma demande, mais il s'engageait néanmoins à dresser un bilan et à le communiquer aux élus avant la fin de leur mandat. Cet engagement n'a pas été tenu* »

Les élus communistes demandent donc l'ouverture de tous les dossiers, la communication de toutes les études dont le préfet de Paris dispose, notamment de celles des *services techniques de l'administration* et de l'Atelier parisien d'urbanisme ; la mise à la disposition des mairies d'arrondissement de la « banque des données urbaines » qui *contient tous les renseignements sur* la situation de la capitale. Au-delà, le député de Paris a demandé que les futures commissions d'arrondissements, qui siégeront dans les mai*ries, soient consultées « sur toutes les affaires concernant leur quartier »*.

STRASBOURG : M. Bord est arrivé

De notre correspondant

Strasbourg. — M. Pierre Pflimlin a fait connaître la composition de sa liste. Les 47 postes (contre 37 en 1971) se répartissent de la façon suivante : R.P.R., 17 sièges ; C.D.S., 16, dont le maire sortant, M. Pflimlin ; rép. indép., 5 ; rad. soc., 3 ; non-inscrits, 6. Compte tenu du passage de 37 à 47 mem*bres du futur conseil municipal*, du départ volontaire d'un certain nombre de conseillers sortants, du « rajeunissement et renouvellement » opéré dans la représentation du R.P.R., la nouvelle liste compte 26 candidats nouveaux ; parmi eux, M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, et des radicaux, dont le leader, le docteur Leissner, conduisait en 1971 la liste d'opposition réformatrice, tandis que les républicains indépendants voient passer leur nombre de 3 à 5.

Dans la présentation de la liste, M. André Bord, président du conseil général du Bas-Rhin, vient immédiatement après M. Pflimlin, tête de liste. Faut-il voir, dans cette position privilégiée, la reconnaissance d'un statut de dauphin ? C'est d'ailleurs l'opération « rajeunissement et renouvellement » de la fraction R.P.R. qui a retardé la publication de la liste. Il a fallu quinze jours de négociations entre M. Bord et le *chef de* la fraction sortante, le premier adjoint, M. Robert Baillard, qui *défendait pied à pied les anciens*, notamment les deux députés et adjoints au maire, MM. René *Radius et Ernest Rickert, le propre* suppléant de M. Bord. Le secrétaire d'Etat a réussi à faire éliminer les deux élus, qui ont intenté un recours auprès des instances nationales du mouvement.

M. Bord règle ainsi un vieux compte. Il avait essayé, en 1971, de monter une liste U.D.R. contre M. Pflimlin. La plupart de ses amis politiques, MM. Radius et Rickert en tête, restèrent colistiers du maire sortant, empêchant ainsi M. Bord de mener à bien son projet. Par ailleurs, l'éviction de M. Rickert de son mandat municipal annonce déjà celle de son mandat de député suppléant qu'il exerce depuis onze ans sans discontinuer.

La liste « Pour Strasbourg » compte quatre femmes, dont une nouvelle arrivée, Mme Alice Mosnier, déléguée départementale à la condition féminine et présentée *comme personnalité non inscrite* par M. Bord. Quant à sa composition socio-professionnelle, elle est marquée par une nette prédominance des professions libérales et des cadres dirigeants de sociétés industrielles et commerciales.

● *M. Raymond Barre* sera mercredi 2 mars l'hôte du dîner annuel de l'American Club, qui regroupe la colonie américaine de Paris. Pendant la campagne électorale pour les municipales le premier ministre s'abstiendra de tout déplacement et de toute intervention politique. Après celle-ci M. Barre se rendra à Lyon pour l'inauguration de la *Foire internationale. Début avril* il participera à Strasbourg à une réunion du groupe sénatorial réformateur qui tiendra ses journées d'études. Dans le courant du mois le premier ministre se rendra à Mulhouse.

DANS LES AUTRES DÉPARTEMENTS

BOUCHES-DU-RHONE

MARSEILLE. — Avant de se rendre à Marseille vendredi 25 février, M. Marchais a espéré que M. Defferre répondrait favorablement aux offres du P.C. pour la constitution de listes l'union.

« *Je crains beaucoup que le comportement anti-unitaire, non conforme à l'accord national du 28 juin 1976 de Gaston Defferre ait eu des répercussions négatives*, a-t-il ajouté. *S'il changeait de positions, dans tout le Midi de la France il y aurait des listes d'union et je m'en féliciterais.* »

Le comité de ville du P.C.F. de Marseille a fait une nouvelle démarche auprès des socialistes pour obtenir la constitution de listes d'union.

LOIRE

ROANNE. — *Face à la liste* soutenue par les partis de la majorité conduite par le maire sortant, M. Paul Pillet (C.D.S.), sénateur, la liste d'union de la gauche comprendra 15 P.S., 16 P.C., 3 M.R.G. et 1 P.S.U. Elle sera conduite par MM. Jean Auroux, conseiller général socialiste et Serge Feugère, P.C. En cas de succès, l'accord prévoit que le maire sera socialiste et le premier adjoint communiste. — *(Corresp.)*

MEURTHE-ET-MOSELLE

NANCY. — La gauche n'entend pas rester spectatrice du duel que se livrent MM. Martin et Coulais *(le Monde* du 23 février). M. Gérard Cureau, P.S., qui conduit la liste d'union de la gauche, rappelle qu'en 1974 M. Mitterrand a obtenu 40,4 % des suffrages exprimés à Nancy et qu'aux dernières élections cantonales le parti socialiste a progressé de 4 %. Il ajoute que les sondages créditent la gauche d'un potentiel de suffrages de 45 %.

NORD

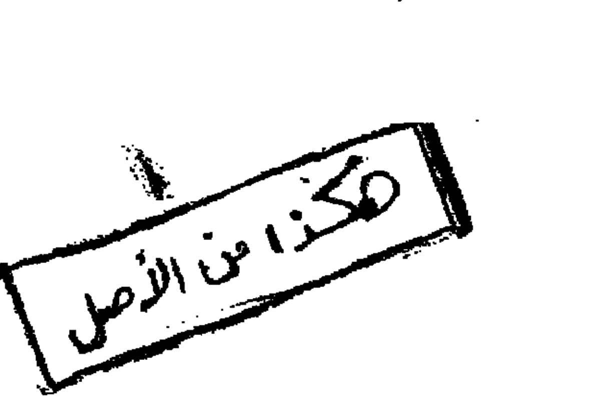
ROUBAIX. — M. Victor Provo est maire depuis 1942 — et non depuis 1972, — et le successeur qu'il a proposé aux électeurs est M. Pierre Prouvost — et non Jean —, comme nous l'avons indiqué par erreur dans *le Monde* du 22 février.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

ARTIX. — La cour d'appel de Toulouse, après renvoi de la Cour de cassation, a rendu, le 12 janvier 1977, son arrêt dans le procès en dénonciation calomnieuse intenté par M. Maurice Plantier, député R.P.R., maire d'Artix (Pyrénées-Atlantiques), et son *conseil municipal*, contre ses adversaires, MM. Elissonde et Sabarots, du parti socialiste, qui l'avaient accusé, en *juillet 1973*, de détournement et de dilapidation de fonds publics : ces derniers n'ont pu apporter la preuve de leur dénonciation devant le tribunal administratif, qui les a déboutés sans qu'ils relèvent appel. Finalement, la cour d'appel de Toulouse les a condamnés au franc symbolique de dommages et intérêts réclamés par M. Plantier et ses colistiers.

VIENNE

CHATELLERAULT. — La liste d' « action municipale et sociale », *que conduira le maire* sortant, M. Pierre Abelin, ancien ministre, vice-président du C.D.S., comptera seize conseillers municipaux sortants. Pour les trente et un sièges à pourvoir, sont candidats huit C.D.S., deux R.I., deux R.P.R., huit centre gauche, neuf divers modérés et deux ex-socialistes.



Ceux qui partent à l'assaut

Dans quelques villes, la bataille municipale ne se joue pas seulement entre les notables qui *ont fait leurs classes sur place.* Des nouveaux venus, généralement connus sur le plan national, parfois étrangers à la région, s'attaquent au maire sortant. Soit qu'ils poursuivent implacablement un travail d'investissement déjà *commencé, soit qu'ils se « parachutent » d'eux-mêmes,* soit qu'ils offrent une solution commode là où il n'y avait que problèmes.

L'un des cas les *plus remarqués,* à cet égard, est celui de Toulon (« le Monde » du *23 février), où l'exemple donné par M. Simon-*Lorière a été imité par les socialistes avec le vice-amiral Antoine Sanguinetti. M. Simon-Lorière se *sentait à l'étroit dans sa mairie voi*sine de Sainte-Maxime. « M. Arreckx, partez », a-t-il *lancé* au maire de Toulon. Depuis, il a couvert la ville d'immenses affiches et on ne voit plus que lui sur le marché du cours La Fayette, *selon une technique électorale qui* avait fait le succès, avant la guerre, de l'ancien maire Marius Escartefigue, nous signale notre correspondant. M. Simon-Lorière vient aussi devant les portes de l'arsenal maritime, où *travaillent dix mille Toulonnais,* et prospecte les boutiques et les H.L.M. sans oublier les foyers de jeunes et de vieillards et les rapatriés.

Un peu plus loin, M. Lucien Neuwirth, député R.P.R. de la Loire, qui se sent de trop à Saint-Etienne, où le maire sortant, M. Durafour, est entré dans la majorité et au gouvernement, *a jeté son dévolu sur Cannes, contre* M. Cornut-Gentille, député non inscrit, maire depuis 1958 et qui est toujours dans l'opposition.

A Nîmes, l'ancien préfet du Gard, M. Michel Grollemund, est devenu l'homme providentiel *de la majorité, celui* capable de réconcilier les R.P.R. conduits par M. Jean-Claude Servan-Schreiber et les R.I. de Mme Hélène Dorlhac, ancien *secrétaire* d'Etat, au prix d'un apolitisme de façade. Il défie le maire en place, *M. Jourdan, député communiste, et sa muni*cipalité d'union de la gauche.

Au Havre, M. Antoine Rufenacht, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, s'attaque au maire communiste, M. André Duroméa. La tâche sera *difficile* pour le « *jeune loup* » *R.P.R.*

Dans tous les cas, se sont des candidats de la majorité qui partent à l'assaut. Villeurbanne *fait exception.* Là, *c'est* un leader de l'*opposi*tion, M. Charles Hernu, membre du bureau exécutif du parti socialiste, ami personnel de M. François Mitterrand, qui tente de battre le maire sortant, M. Gagnaire, député réformateur, ex-S.F.I.O. *Les sondages lui sont favora*bles et en 1974 M. François Mitterrand a obtenu 54 % des suffrages. M. Charles Hernu peut donc espérer : un espoir que son concurrent communiste veut à tout prix lui enlever... Autre *exemple d'un assaut mené* par la gauche et incarné par une personnalité de stature nationale : celui de Bordeaux, où Me Roland Dumas se présente contre M. Jacques Chaban-Delmas (« le Monde » du 19 février).

***La* querelle des générations, les ambitions des « jeunes loups », le désir de trouver un fief confortable en fin de carrière ou simplement *celui de participer* à un baroud d'honneur viennent troubler ces explications en famille que sont souvent les élections municipales.**

VILLEURBANNE : droit « historique » contre droit « moral »

De notre envoyé spécial

Villeurbanne. — *Cette* ville de *119 000* habitants, la seconde du département, est l'enjeu d'une âpre *bataille* que se livrent communistes et socialistes pour conquérir la mairie dirigée depuis *1954 par M.* Etienne Gagnaire, alors député S.F.I.O., aujourd'hui député réformateur et vice-président de la communauté urbaine de Lyon. Bataille « âpre », l'adjectif est même faible car la désignation de M. Charles Hernu par le bureau exécutif du parti socialiste pour conduire ici la *liste d'union de la gauche,* a déclenché chez les « partenaires » communistes une irritation, pour ne pas dire une colère, que les divers incidents de la campagne ne cessent *d'alimenter et d'ampli*fier.

Pour beaucoup de militants communistes, Villeurbanne conserve le prestige de la « ville rouge », et demeure le symbole d'un passé glorieux. « *Trois de ses maires ont appartenu à notre parti*, nous dira M. René Desgrand, conseiller général et tête de liste du P.C. *Villeurbanne fut aussi une citadelle de notre Résistance après avoir été quelques années plus tôt le lieu où Maurice Thorez lança sa politique de la « main tendue » aux catholiques.* »

Les communistes réagissent comme si l'on voulait violer leurs frontières : celles d'un territoire conquis de haute lutte et que l'histoire leur aurait légué, la *gestion centriste* de la mairie n'étant qu'un intermède malheureux. Ces militants attachés à leur tradition sont les mêmes qui contestèrent récemment les positions de *M. Jean Elleinstein,* considéré par eux comme déviant. Ces communistes invoquent aussi pour condamner l'entreprise socialiste les résultats des dernières élections.

Au mois de mars 1973, M. Etienne *Gagnaire,* réélu à l'Assemblée nationale, était, en effet, talonné par *M.* René Desgrand, qui devançait le candidat socialiste avec 25,68 % des suffrages exprimés contre 18,68 % à M. Massard (P.S.). La même année 1973, dans le canton *nord* de Villeurbanne, M. Desgrand était élu à l'assemblée départementale, battant M. *Chiado,* premier adjoint de M. Gagnaire et devançant M. Valance (P.S.). « *Je suis ici le seul élu de gauche. En 1973, nous avons rassemblé environ 60 % de l'ensemble des voix de gauche. Nous ne demandons donc,* proclame M. Desgrand, *que le respect de l'accord conclu entre les partis de gauche.* »

Sur la liste qu'il a constituée, et qui s'affirme « d'union de la gauche » (19 P.C., 4 P.S.U., 3 radicaux de gauche, désavoués par *la* direction de leur parti, et 11 « personnalités »), M. Desgrand a décidé que dix-huit places seraient cédées au parti socialiste s'il le désirait. La liste « d'union de la gauche », *conduite par M.* Charles Hernu (18 P.S., 4 radicaux de gauche investis par le bureau national du M.R.G.) ne sera complétée, elle aussi, que le 3 mars au moment du dépôt officiel. En attendant, dix-neuf places sont réservées aux candidats communistes. Mais rien ne permet de croire à une fusion de dernière heure entre candidats rivaux.

Aux arguments du parti communiste, M. Jean-Jack Queyranne, trente et un ans, chargé de cours à l'université Lyon-II et à l'Institut d'études politiques de Lyon, secrétaire de la section socialiste, oppose d'abord un chiffre : « *En 1974,* souligne-t-il, *année de la dernière consultation électorale à Villeurbanne, M. François Mitterrand a obtenu 53,95 % des voix, récupérant ainsi une fraction de l'électorat qui avait suivi M. Gagnaire. Seul un socialiste peut espérer rassembler les voix qui se portaient sur l'ancien socialiste, aujourd'hui maire sortant. M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S., délégué général de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, directeur de la revue municipale* Communes de France, *et surtout ami personnel de M. François Mitterrand, nous paraît le mieux placé pour conduire au succès une liste d'union de la gauche et réussir l'exploit du premier secrétaire de notre parti en 1974.* »

M. Charles Hernu complète l'énoncé de ses titres en précisant : « *Je suis aussi lié à Villeurbanne par toute ma jeunesse. J'y ai grandi, étudié, milité, résisté.* »

En plus de l'efficacité probable de cette candidature (et le contrat entre les partis de gauche recommande « *le meilleur accord possible pour battre la droite* »), les socialistes invoquent un « droit moral ». Aux élections législatives de 1967, au nom de l'union de la gauche, les socialistes *ont exclu* de leur parti M. Gagnaire, qui refusait de se retirer devant M. Houel (P.C.) arrivé en tête au premier tour. En 1971, aux municipales, les socialistes qui acceptaient de se présenter sur la liste *de M. Gagnaire ont été,* à *leur* tour, exclus. Une telle rigueur, estiment les candidats socialistes fidèles à l'union de la gauche et victimes, une première fois, de leur fidélité, mérite qu'on ne nous fasse pas de procès d'intention. *Or ce* procès, *M. Desgrand ne se* prive pas de l'engager, déclarant notamment : « *M. Gagnaire aussi est socialiste...* » et insinuant « *Voyez... !* » sous-entendant : le résultat. Mais la résolution de l'équipe, qui s'est soudée autour de *M.* Charles Hernu, ne paraît pas entamée par ces attaques. « *M. Desgrand se trompe de combat* », répète M. Hernu. Au milieu du champ de bataille, le maire *sortant compte les coups. « Je serai réélu,* proclame M. Gagnaire, *car les élections municipales ne sont pas politiques. On approuvera ma gestion.* »

Pour les socialistes, et en particulier pour M. Queyranne qui deviendrait premier adjoint en cas de succès, le bilan de cette gestion, précisément, est « *accablant* » : triomphe des promoteurs privés, spéculation foncière, ségrégation *sociale, disparition* des espaces verts, etc. « *Notre liste,* affirme-t-il, *forme une équipe jeune, quarante-trois ans de moyenne d'âge ; elle est à l'image de la diversité sociale et intellectuelle de Villeurbanne. Quatre centrales syndicales, C.G.T. (M. Séguy n'a pas découragé ses représentants), C.F.D.T., F.O. et FEN, y sont représentées. L'enjeu, on le voit, est considérable, et les résultats influeront aussi sur l'avenir de la communauté urbaine de Lyon, puisque notre ville y dispose du dixième des sièges.* » (9 sur 90.)

M. Charles Hernu, se fondant *sur l'évolution sociologique* de Villeurbanne, pense que les socialistes ont *le vent en poupe. Un* sondage, *le Progrès*-IFOP, effectué au mois de janvier, avant que la campagne ne s'engage vraiment, est, en effet, encourageant pour lui. Selon cette enquête, la liste Gagnaire obtiendrait au pre*mier tour 44 %* des suffrages, la liste Hernu, 33 % et la liste Desgrand, 23 %. Au second tour, les résultats seraient les suivants : la liste Hernu (52 %) battrait celle de M. Gagnaire (48 %).

Dans l'hypothèse Desgrand contre Gagnaire, le maire sortant, au contraire, obtient 59 % des intentions de vote, contre 41 % à son challenger communiste.

Une sérieuse menace pèse néanmoins sur la liste de M. Charles Hernu, qui tient à l'hostilité *foncière des communistes.* M. Desgrand nous a dit : « *Nous ne céderons jamais. Nous ne passerons pas sous la table. M. Hernu peut récupérer des voix à droite. Nous ne sommes pas électoralistes.* » Manifestement, les communistes semblent préférer ici le *statu quo,* aux inconvénients *d'un maire socialiste.* C'est cette position que M. Georges Marchais a entérinée récemment devant le Club de la presse de Lyon, lorsqu'il a déclaré : « *Ce sera Desgrand ou Gagnaire !* »

ALAIN GUICHARD.

LE HAVRE : fiches et affiches

De notre envoyé spécial

Le Havre. — Pour le voyageur qui sort de la gare, l'image de M. Antoine Rufenacht est omni*présente.* Les grandes affiches s'étalent sur les panneaux publicitaires perchés le plus haut possible. Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre ne cherche pas seulement à se faire connaître, il veut convaincre qu'il se bat *pour* gagner. Le handicap est rude, en effet. En 1971, le chef de file de la majorité, M. Hirsch, ancien préfet, venu au Havre pour l'occasion, s'inclinait nettement devant la municipalité sortante à direction communiste, qui obtenait près *de 60 % des suffrages exprimés.* Issu d'une famille connue de la bourgeoisie havraise, M. Antoine Rufenacht, R.P.R., proche de M. Olivier Guichard, veut absolument réaliser un score plus honorable, ne serait-ce que pour s'im*poser comme* le *porte-parole de* la majorité.

C'est pourquoi, outre une campagne d'affichage impressionnante, il a entrepris de visiter la ville quartier par quartier, y compris dans les fiefs de ses adver*saires, y compris quand* des *tracts* le précèdent, dénonçant sa présence. Les thèmes de sa campagne ne portent pas seulement sur la gestion de la municipalité sortante. Ils sont ouvertement politiques et tendent à récuser le parti *communiste,* les autres *formations* de gauche étant présentées comme des otages.

Et, pour tenter d'écarter le P.C.F. de l'hôtel de ville, le secrétaire d'Etat joue de manière privilégiée sur la défense des libertés. Il *reproche* en particulier à M. André Duroméa, député communiste, maire sortant, d'*avoir, pour pré*parer son programme électoral, adressé un questionnaire à quelque cent dix mille électeurs du Havre. C'est là, estime-t-il, une utilisation abusive des moyens municipaux au profit d'une formation *politique. M. Lecanuet,* à Rouen, a fait faire une enquête analogue, réplique M. Duroméa. A un *détail* près, riposte M. Rufenacht, les questionnaires rouennais ne portent pas de numéros d'identification, à l'inverse de ce qui s'est fait au Havre. Et le secrétaire d'Etat R.P.R. accuse le P.C.F. de mettre en fiche la population.

C'est dire que le climat électoral est tendu. Quand la permanence électorale du chef de file de la majorité a été saccagée (*le Monde daté 20-21 février*), M. *Duroméa* y a vu une « provocation » et a aussitôt accusé son adversaire de « mensonge » et de « calomnie ». M. Rufenacht a répondu sur le même ton. Il estime que le maire du Havre, « *en insinuant que la victime pourrait bien être le coupable, choisit la même technique que celle utilisée contre Soljénitsyne et Sakharov* ».

Au Havre, au moins, on ne *pourra pas* dire que les élections municipales ne sont pas politiques.

T. P.

NIMES : la casquette contre l'écharpe

De notre correspondant

Nîmes. — L'union de la gauche dirigée ici par M. Jourdan, député communiste, tient la municipalité de Nîmes depuis douze ans. *Honnêtement, mais* sans trop d'éclat si l'on se réfère à l'opinion publique. Nombre de petits projets ont vu le jour, mais rien qui puisse atténuer le chômage ici plus vif que dans les grandes villes de la région, en l'absence *d'équipements générateurs d'em*plois, du fait sans doute aussi d'une active propagande politique qui ne séduit pas le petit industriel à la recherche d'une implantation sans problème, également parce que les élus actuels n'ont pas réussi à décrocher à Paris quelque classement en zone *aérée ou* autres avantages, Nîmes somnole, Nîmes s'endort. Jusqu'ici la popularité du maire, « *Mimile* » pour ses familiers, peu avare de poignées de mains, simple, affable, ouvert, a fait passer les choses. En sera-t-il toujours ainsi ?

Les socialistes ont bataillé pour obtenir une nouvelle répartition *des sièges et ces querelles* n'avaient d'égales que celles de la majorité. Personne n'ignorait que la forte personnalité de Mme Hélène Dorlhac, ancien secrétaire d'Etat, et de M. Jean-Claude Servan-Schreiber, ancien député U.D.R., opposaient R.I. et R.P.R. A la fin de 1976 un accord est survenu. Les deux concurrents s'affronteraient sans doute aux législatives, *mais pour les muni*cipales, les *formations* politiques, les clubs hostiles au programme commun trouvaient un homme providentiel, l'ancien préfet du Gard (1964-1968) et de région (1968), M. Michel Grollemund, présentement directeur des relations extérieures de Peugeot-*Citroën.*

M. Michel Grollemund a laissé à Nîmes le souvenir d'un bon préfet ; ses attaches familiales sont incontestables, ses amis nombreux. La liste qu'il conduira ne comprend aucun des leaders politiques locaux. Elle s'affirme apolitique. Il répète *qu'on* a assez agité le drapeau rouge à propos de tout et de rien, qu'il est temps de gérer, de ne pas se disperser et de donner l'absolue priorité à la solution du problème de l'emploi. Ses chances ne sont pas illusoires de prendre l'écharpe du maire *après avoir quitté la casquette du* préfet si l'on se souvient qu'aux dernières législatives, M. Jourdan battu sur Nîmes par M. Jean-Claude Servan-Schreiber ne l'avait emporté de peu que grâce aux voix de la périphérie.

CANNES : les héliotropes

De notre correspondant régional

Cannes. — *M. Lucien Neuwirth,* député gaulliste de la Loire, ancien conseiller municipal et premier adjoint au maire de Saint-Etienne de 1947 à 1965, ne peut éviter à Cannes, où il dispose cependant d'attaches anciennes, de faire figure de « parachuté » : « *Mais,* dit-il, *mon adversaire l'a été avant moi...* »

Le député de la Loire est incontestablement l'adversaire le plus redou*table qu'ait eu à affronter* M. Bernard Cornut-Gentille, maire depuis 1959 avec une interruption de 1968 à 1971, député U.N.R. puis non-inscrit depuis 1958, sauf de 1968 à 1973. En 1961, les élections de 1959 *ayant été annulées,* le maire de Cannes avait conforté ses positions en triomphant du candidat du P.C. et d'un modéré dès le premier tour de scrutin avec près de 70 % des suffrages exprimés. En 1965, contre son seul opposant communiste, il avait été plébiscité par près de 84 % *des voix. Après avoir démissionné* de son mandat de maire — et décidé de ne pas se représenter aux élec*tions législatives, — il s'était fait* réélire également au premier tour avec près de 70 % des voix en 1971, *en battant le représentant* du P.C. et un candidat gaulliste local.

Le scrutin de 1977 est d'un type *nouveau, puisqu'il se résumera, sauf* imprévu de dernière heure, à un affrontement entre l'opposition et la *majorité, entièrement regroupées,* l'une et l'autre, respectivement derrière M. Cornut-Gentille et son challenger. « *Jamais,* souligne M. Neuwirth, *les choses n'ont été aussi claires.* »

« *Les positions de M. Cornut-Gentille à l'Assemblée nationale et son action comme maire font que nous n'avons aucune raison de ne pas le soutenir* », déclare le premier secrétaire de la fédération socialiste des Alpes-Maritimes, M. Jean de Bengy. *Mais nous ne lui demandons pas de prendre des engagements politiques qu'il ne prendra pas. Ce n'est pas un homme de parti ni de système.* »

A l'inverse du P.S., absent depuis longtemps de toutes les batailles *électorales locales — sauf aux der*nières cantonales, — le P.C., lui, s'était toujours trouvé, jusqu'ici, sur *le chemin de* M. Cornut-Gentille. « *Nous n'approuvons pas tous les aspects de sa politique locale,* explique l'un des responsables de la section de Cannes, M. Charlie Salvadore, *mais nous ne voulons pas faire le jeu du candidat de la droite.* » D'où la démarche du P.C. en vue d'aboutir à un « *accord pour une liste d'union conduite par M. Cornut-Gentille, comprenant des représentants de toutes les forces démocratiques de la ville* ».

La campagne ne sera cependant qu'en partie politique, car M. Neuwirth a élaboré avec l'aide de plusieurs commissions de travail constituées dès le milieu de l'été dernier un projet municipal très complet, passant au crible la gestion du maire sortant. Le diagnostic est sans nuances : « *Cannes est encore sous le coup d'une administration coloniale,* affirme-t-il ; *on improvise sans aucune ligne d'action. C'est un happening permanent.* » Le député de *la Loire se trouve* incontestablement des oreilles attentives dans les milieux de l'hôtellerie et du commerce, *qu'une saison médiocre a rendus* inquiets, lorsqu'il promet de s'attaquer en priorité à la relance du tourisme et à l'animation de la ville. « *Cannes,* dit-il, *s'est laissé décrocher par ses voisines Nice et Monte-Carlo, qui se sont dotées de casinos et d'hôtels modernes. Il faut redonner à cette ville le rang qui est le sien.* »

Aux critiques de son adversaire, M. Cornut-Gentille oppose son bilan : l'achèvement de la couverture de la *voie ferrée,* la réalisation d'un important programme d'assainissement, des constructions scolaires, un parc des sports et une piste cyclable, seule du genre sur la Côte d'Azur, de nombreux équipements sociaux allant des crèches aux clubs du troisième âge, une maison des associations, un *musée de la mer sur l'île Sainte-*Marguerite, etc.

M. Neuwirth mène, en tout cas, *une campagne active et onéreuse par* affiches, tracts, journaux, réunions, autour de membres du gouvernement *ou porte-à-porte dans les quartiers.* « *Elu ou battu,* dit-il, *je reste à Cannes. Je suis un obstiné.* » Ce que d'aucuns ont interprété comme une déclaration de candidature aux prochaines législatives.

GUY PORTE.

SOCIÉTÉ

Le Mouvement des démocrates veut revaloriser le rôle de la mère de famille

L'Etat doit « planifier le bien-être » afin que la famille cesse de s'affaiblir. Tel est le sens des propositions du Mouvement des démocrates, que préside M. Michel Jobert, pour une politique de la famille.

« *Nous ne sommes ni missionnaires ni polémiques* », a précisé M. Jobert en présentant à la presse, le mardi 22 février, le n° 8 des *Cahiers de Michel Jobert* (1), qui contient ces propositions. Sans volonté « polémique », le *Cahier*, cependant, prend nettement position sur la contraception et l'avortement : « *On peut développer à l'infini les méthodes contraceptives ou donner des arguments en faveur de l'avortement, un fœtus mort ne remplacera jamais un sourire d'enfant.* » Et M. Jobert qualifie la baisse de la natalité d'« *auto-génocide* ».

A propos du travail féminin, « *source de tension* » dans la famille, les auteurs affirment qu'il « *n'y a pas lieu d'opposer la femme au foyer et la femme au travail* ». *Mais ils soulignent* — sans « polémique » — que « *la fécondité réelle des femmes actives est inférieure de 30 à 45 % à celle des femmes non actives* » ou jugent « *évident que la mère n'assume pas son rôle de la même manière et avec la même intensité selon qu'elle travaille à l'extérieur ou qu'elle reste chez elle* »...

Corvée ou enrichissement

Le Mouvement des démocrates souhaite une revalorisation du rôle de la mère et de la famille : « *Le travail accompli au sein de la famille est par lui-même pleinement productif (...). La fonction de consommation de la famille est devenue particulièrement complexe. Les choix à faire, et dans lesquels les mères de famille ont un rôle souvent prépondérant, supposent une information, voire une documentation impensables autrefois. L'organisation des tâches familiales suppose aussi une infinité de contacts extérieurs : visites médicales, contacts avec les services officiels (Sécurité sociale, caisse d'allocations familiales, services du logement), avec les enseignants et éducateurs divers des enfants...* »

Ce plaidoyer ne va-t-il pas contre les objectifs affirmés ? Ces tâches sont plus souvent vécues *comme une corvée que comme un* enrichissement. Et si les auteurs du Cahier plaident pour une égalisation des rôles de l'homme et de la flamme dans la famille comme à l'extérieur, ils n'ignorent pas — et certaines de leurs expressions en témoignent — qu'une *telle réforme suppose* un bouleversement des mentalités, bien loin d'être accompli.

Certaines des mesures proposées par le Mouvement des démocrates peuvent cependant y contribuer : elles comportent, outre la revalarisation et l'indexation des allocations familiales, la création d'un salaire maternel ou parental et d'un congé postnatal de deux ans, susceptible d'être prolongé et partagé par l'un et l'autre des parents, l'encouragement au développement du travail à temps partiel...

Une telle politique coûterait, selon les auteurs du cahier, environ 15 milliards de francs. Ce qui ne représenterait pas, selon eux, un « *bouleversement des finances publiques* », d'autant qu'elle contribuerait à réduire les besoins en crèches et que l'absence de politique de la famille risque, à terme, d'être plus coûteuse.

CATHERINE ARDITTI.

(1) Mouvement des démocrates, 49, quai de Grenelle, 75015 Paris, 15 F.

ÉDUCATION

A l'université de Provence

L'enseignement supérieur de photographie suscite un vif intérêt

De notre correspondant

Marseille. — Dans les anciens laboratoires de chimie organique du centre Saint-Charles, vingt-quatre étudiants suivent, depuis le 2 novembre, un cycle d'études universitaires de photographie. *Cet enseignement, créé par le* conseil de l'université de Provence (Aix-Marseille-I), dure deux années et sera sanctionné par un diplôme d'université « *photographie théorique et appliquée, techniques de l'audio-visuel* ». *En outre, une* « année préparatoire » accueille vingt-cinq non-bacheliers qui devront, pour accéder en première année, passer l'examen d'entrée à l'université.

Cette « première » met fin à une carence d'enseignement officiel de la photographie dans le pays où elle a vu le jour, puisqu'il existe peu d'établissements en dehors de la vétuste Ecole nationale de photographie Louis-Lumière (encore dite école Vaugirard) qui prépare à un brevet de technicien supérieur, alors que la Belgique compte quatorze écoles d'Etat, l'Allemagne vingt, l'Angleterre vingt-six. D'autre part, quatre cent cinquante universités et deux mille écoles officielles américaines enseignent la photographie. *Jusqu'à présent*, en France, cet enseignement était aux *mains* du secteur privé ; les universités n'avaient jusqu'alors organisé que des unités de valeur destinées à compléter un enseignement de communication ou d'arts plastiques.

Les enseignants qui ont pris en *charge* ce cycle d'études (pour la plupart des passionnés de photo) ont repris à leur compte les conclusions des Rencontres internationales d'Arles 1973, organisées à l'initiative de Lucien Clergue, et qui réclamaient « *un enseignement officiel et public, diversifié et de haute qualité, auquel les photographes soient directement associés sur les plans de la conception et de la mise en place* ».

Avec les professionnels

Aux côtés des universitaires, qui donnent l'enseignement général (de la chimie et physique photographiques à l'histoire de l'art, en passant par l'anglais, le droit et, en deuxième année, les techniques de stratégie de l'image et même de marketing), on trouve des *professionnels de grande valeur* tels Lucien Clergue, Denis Brihat, Jean-Pierre Sudre, Yann Le Goff, Yannick Bouvier et Jacques Windenberger, qui se chargeront de l'enseignement spécialisé (histoire de la photographie, prises de vue, laboratoire, imprimerie, techniques de l'audio-visuel, communication et sémiologie de l'image) ainsi que de certains stages pratiques. Les étudiants feront — entre autres — un *reportage auprès* des Ballets de Marseille-Roland Petit, sous la direction de Lucien Clergue, et réaliseront, d'après des photographies d'époque, les décors de Mario Prassinos pour le *Cripure*, que monte, à Marseille, Marcel Maréchal.

Les responsables de l'enseignement ont eu l'occasion de se « roder » lors de stages de formation, destinés aux jeunes demandeurs de premier emploi, organisés au cours de l'année universitaire 1974-1975. Des laboratoires de développement et de tirage noir et couleur, un studio de prises de vue, un *studio vidéo* et un *laboratoire* son ont été aménagés au centre Saint-Charles.

Malgré le caractère « pléthorique » des programmes, l'initiative de l'université de Provence a été accueillie avec enthousiasme puisque le « plein » d'étudiants a été réalisé en quelques jours. Le recrutement s'est opéré sur la base du baccalauréat et sur présentation d'un dossier de photos ou d'un « entretien de motivation ».

JEAN CONTRUCCI.

★ Renseignements : Roland Cottet, photographie et audiovisuel, centre Saint-Charles, université de Provence, 3, place Victor-Hugo, Marseille Cedex 3. Tél. 95-90-71, poste 507, et 62-13-90.

● *Le sort de l'enseignante de Vernon.* — Le rectorat de l'académie de Rouen annonce, dans un communiqué, qu'à la demande du ministre de l'éducation « *le recteur recherche une solution permettant de proposer à Mme Bodéré, professeur au lycée de Vernon, dont la titularisation a été refusée par une commission médicale* (le Monde *du 23 février*), *un nouveau travail compatible avec son état de santé* ». D'autre part, le rectorat a précisé que c'est seulement le 21 janvier dernier que la commission médicale académique a décidé de refuser la titularisation : la commission médicale, qui s'était réunie en février 1976, avait seulement ajourné la décision pour un an.



Anglo-Continental... pour l'anglai

Tout

Quand on mè
irritant d'être gêné
d'intendance. Ave
Diners Club, part
...aires comme les loisirs d
faciles. La carte du Diners vous per
disposer des 100 plus grandes compa
dizaines de milliers d'hôtels, de resta
grandes chaînes de location de voitu

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ÉDUCATION

Les étudiants américains le délaissent

« VENDRE » LE FRANÇAIS

Un professeur de langue vivante ne peut constater sans tristesse que la matière qu'il enseigne s'apparente de plus en plus, aux yeux des élèves, à une langue morte. C'est ce qu'a dû subir Mme Monique Bras, une Française qui, depuis seize ans, enseigne sa langue maternelle aux étudiants américains de l'université de Durham, en Caroline du Nord. « Pour eux le français, c'est le latin des temps modernes, *constate-t-elle.* Il évoque Versailles, Louis XIV et Victor Hugo, mais le fait français contemporain est totalement ignoré. *Les jeunes Américains* ne voient pas à quoi l'étude de notre langue — langue de culture — pourrait leur servir. » *Les statistiques attestent l'effondrement de l'étude du français aux* Etats-Unis. La Caroline du Nord *ne fait pas exception : entre 1973 et 197C, le nombre d'étudiants inscrits aux cours de français y a diminué de 13 %. (1).*

Femme énergique et passionnée, Mme Bras ne s'est pas laissé gagner par la passivité et a entrepris de réagir vigoureusement. Foin des traditions de l'enseignement, il fallait imposer l'idée que le français est une langue vivante, répandue et utile Pour la culture, on verrait plus tard. Il fallait « vendre » le français, à l'américaine, en évitant la nostalgie de cette époque lointaine (1968 !) où « mes étudiants de Durham étudiaient Claudel dans le texte ».

Le réalisme a pris la forme d'un programme soutenu par le ministère fédéral de la santé, de l'éducation et des affaires sociales. Ramisant provisoirement les textes littéraires, Mme Bras a introduit dans l'université de Durham un cycle audiovisuel — en anglais — destiné à montrer aux jeunes Américains que la francophonie est une réalité, la langue française complémentaire de l'anglais et qu'elle est utile pour les échanges internationaux, y compris dans le domaine commercial. Ce programme — sanctionné par une « unité de valeur » d'éducation générale — fait alterner les montages audiovisuels et les tables rondes. Après quatorze semaines — au cours desquelles on n'a pas utilisé un mot de français — les étudiants intéressés peuvent suivre un enseignement à option sur trois thèmes : le français et les affaires, le français et la médecine, le français et le journalisme.

L'expérience de Mme Bras est trop récente pour qu'on puisse affirmer qu'elle sauvera l'enseignement du français — outre-Atlantique — de la mort lente Mais elle représente un sursaut courageux qui ne correspond pas à l'idée traditionnelle qu'on se fait de la diffusion de notre langue. La « sensibilisation » qu'elle se propose d'obtenir — en préalable à tout enseignement — paraît être une bonne voie pour faire admettre que le français n'est pas une langue de salon ou de musée.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Voir les articles de Philippe Almeras dans *le Monde* daté 26-27 et 28 novembre 1972 et 10 janvier 1974. D'autre part, l'Association linguistique franco-européenne a publié récemment le compte rendu des *Journées* d'études sur la diffusion de la langue française aux Etats-Unis, qui ont eu lieu en Virginie en juin 1974. ALFE, 117, rue de Rennes. 75006 Paris.

DÉFENSE

Nominations militaires

LE GÉNÉRAL JEAN FAVREAU REÇOIT SA CINQUIÈME ÉTOILE

Sur proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 23 février a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● TERRE. — Est promu aux rang et appellation de général d'armée, *le général de corps* d'armée Jean Favreau.

[Né le 12 avril 1917 à Libourne (Gironde), le général Jean Favreau est sorti de Saint-Cyr dans l'arme du génie. En captivité de juin 1940 à mai 1945, il a servi en Indochine *de 1946 à 1949, puis* à nouveau de 1951 à 1954, dans des régiments d'infanterie ou des bataillons du génie. Il sert à l'état-major du corps d'armée d'Alger, puis à celui d'Oran, *de 1959 à 1962, date à laquelle il* est à la direction spéciale des travaux du génie de Mers-El-Kébir. Il commande en 1966 le 13ᵉ régiment de génie à Trèves (République fédérale *d'Allemagne) et en 1971 l'Ecole* d'application du génie. Inspecteur du génie depuis décembre 1973, il avait reçu sa quatrième étoile en janvier 1975 et avait été nommé gouverneur militaire de Paris et commandant de la Iʳᵉ région militaire depuis le 1ᵉʳ mai 1975.]

Sont nommés membres du Conseil supérieur de l'armée, le général de corps d'armée Jean-Paul Etcheverry en remplacement du général d'armée Edouard Mathou; le général de division Michel Duval en remplacement du général de corps d'armée Paul Lescure.
de corps d'armée Paul Lescure.

● MARINE. — Est nommé membre du conseil supérieur de *la marine, l'amiral Jean Le Franc* en remplacement de l'amiral Gérard *Dallié*.

Est nommé adjoint au préfet maritime de *la IIIᵉ Région* maritime, le contre-amiral Alain *Fatou*.

● ARMEMENT. — Est promu ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Yves Rocquemont.

Est nommé adjoint au délégué général de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Alain Guigue.

● *M. Yvon Bourges, ministre de la défense,* a *quitté* Orly ce jeudi 24 février pour la Libye. Cette *visite fait suite* aux *récents* voyages de M. Bourges en Arabie Saoudite, en Tunisie et en Egypte.

Libres opinions

De quelques mauvais arguments sur le service national

par GEORGES-ANTOINE CHRESTEIL (*)

SUR la lancée de l'opinion exprimée par M. Messmer lors du *débat sur le budget de la défense, M. Chirac a fait connaître* qu'il était partisan d'une armée de volontaires. S'agit-il de l'idée nouvelle d'un système militaire fondé *sur* le dévouement de certains citoyens qui accepteraient spontanément d'accomplir un service militaire dans les mêmes conditions que les appelés d'aujourd'hui ? Certainement pas.

La formule déguise en réalité — levons l'équivoque — le concept *d'une armée de métier*, dont on ne parle plus ouvertement pour des raisons évidentes de politique électorale.

En effet, les prétendus volontaires s'enrôleraient nécessairement pour une certaine durée recevraient une solde, tout comme les douze mille engagés que l'on recrute actuellement chaque année avec les plus grandes difficultés.

Voilà donc reposé par d'éminentes personnalités de la majorité le problème de la survie de la conscription sur lequel tout ou presque a déjà été dit.

Il faut cependant revenir aux motifs donnés par MM. Messmer et Chirac pour justifier leur conversion. Ce dernier a déclaré au rédacteur du journal *Tintin : « Un pourcentage trop important de jeunes sont dispensés du service militaire parce que les structures de notre défense, les évolutions de la technique ne permettent pas de recruter la totalité d'une classe d'âge chaque année. »* Il est de fait que plus de 30 % de jeunes Français sont exemptés pour des motifs divers, *familiaux ou sociaux, ou des raisons médicales. Sait-on que* cette proportion, qui paraît à première vue anormale, est une des plus *faibles par rapport à ce qui se pratique dans les pays où demeure* le système de la conscription.

L'argument n'est pas bon, le véritable problème est en réalité *celui de l'inégalité que crée* l'exemption devant cette forme d'impôt que le jeune doit payer en contrepartie des avantages qu'il reçoit de son pays. La solution à *une disparité de traitement doit être cherchée,* non pas dans le prétendu volontariat, mais bien dans d'autres formes de *service national qu'accompliraient les exemptés de l'obligation* militaire.

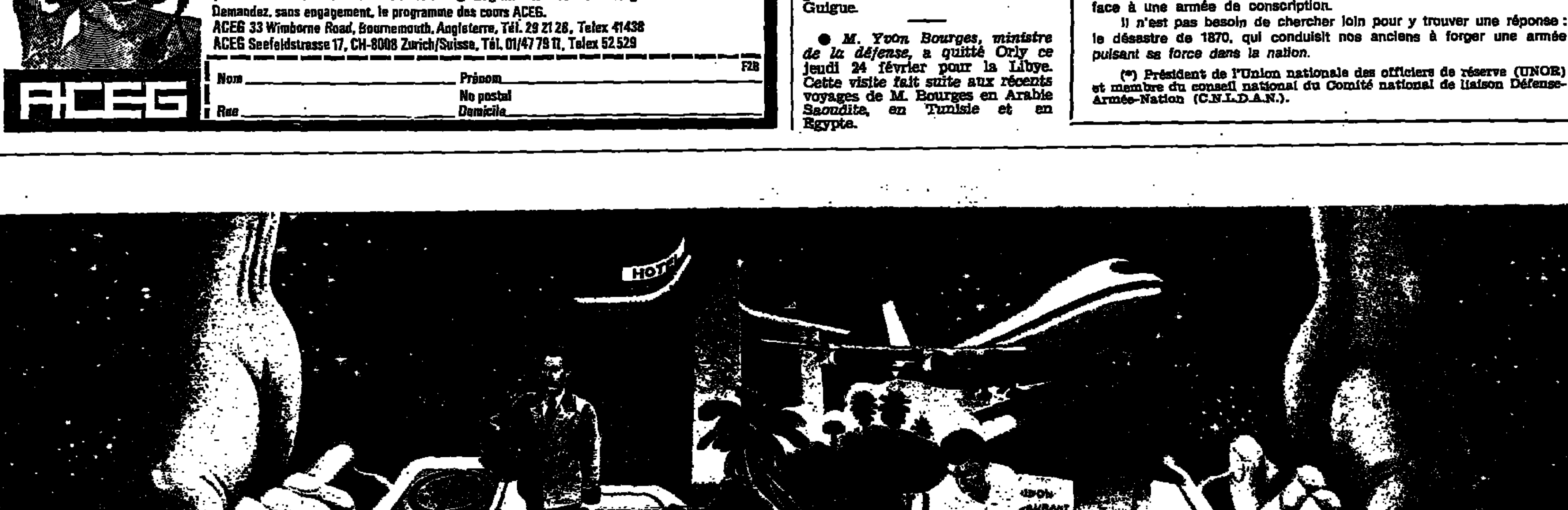
Le second motif donné est que *le* « prêt » des appelés a été et sera relevé à un niveau tel qu'il permettrait, sans charge budgétaire notable, de solder les engagés volontaires.

Il est à craindre qu'en exprimant cette opinion, M. Messmer n'ait pas fait ses comptes avec le soin qu'il y apportait lorsqu'il *assumait la responsabilité des armées.*

Ne faut-il pas plutôt se poser la question fondamentale de savoir ce que peut être le sort d'un pays qui s'en remettrait du soin de la défense de son sol et de sa liberté à une armée de professionnels face à une armée de conscription.

Il n'est pas besoin de chercher loin pour y trouver une réponse : le désastre de 1870, qui conduisit nos anciens à forger une armée *pulsant sa force dans la nation.*

(*) Président de l'Union nationale des officiers de réserve (UNOR) et membre du conseil national du Comité national de liaison Défense-Armée-Nation (C.N.L.D.A.N.).



RELIGION

UN DÉBAT A LA FNAC

Les avocats du diable

« Qui est le prince de ce monde ? », a demandé Paul VI le 23 février, jour d'ouverture du carême, après avoir stigmatisé le monde dominé par « la laïcité, la sécularité, l'anticléricalisme et l'athéisme ». « C'est le démon, a répondu le pape. Ce monde est sous la domination d'une puissance qui est grande et indéfinissable, mais qui est à l'œuvre : l'esprit de Satan travaillant au milieu de l'humanité et refusant d'avoir Dieu avec lui. »

Le diable se porte très bien. Il fait toujours recette, que ce soit dans les livres, à l'écran ou, *tout simplement..., à la FNAC*, rue de Rennes, où récemment il a fait salle comble pour un débat sur « *La possession diabolique* ». Les plus réticents, curieusement, devant ce retour triomphal de Satan Superstar sont les chrétiens, qui semblent avoir relégué les démons, *comme les anges d'ailleurs, au* musée du folklore.

Néanmoins, pour le docteur Alain Assailly, neuropsychiatre et catholique pratiquant, l'existence du diable ne fait aucun doute. Travaillant étroitement *depuis vingt-cinq ans avec* l'exorciste du diocèse de Paris, *il estime « regrettable et dangereux d'écarter l'hypothèse d'une intervention du « Père du déséquilibre » au nom du déséquilibre qu'est la maladie et surtout la maladie mentale »*.

Membre comme lui de l'Institut métapsychique international et psychiatre psychanaliste, le Dr Nicole Gibrat considère la possession diabolique au contraire comme « *une projection-défense mal adaptée de la personnalité, consistant à prêter à autrui, donc à considérer comme étranger à soi-même, des pulsions, des sentiments, que l'on refoule et permettant ainsi de nier la responsabilité des troubles du comportement qu'ils entraînent* ».

La salle, composée d'un public très divers, dont beaucoup de jeunes, était partagée entre ces deux positions contradictoires, applaudissant avec autant de chaleur l'affirmation du sociologue Louis-Vincent Thomas : « *Pour moi, l'exorcisme n'est qu'un phénomène de psychothérapie* », que celle de l'abbé Pierre Callimé, secrétaire général *adjoint de la Fédération des* organismes de communication sociale, déclarant : « *Je ne me reconnais pas le droit d'interdire au spirituel d'intervenir.* »

Un bouc émissaire

Entre ceux qui voient l'action du Malin partout et ceux qui pensent que le diable n'est *qu'un bouc émissaire commode* pour objectiver nos angoisses en les personnifiant, pas de terrain d'entente possible. Mais, à la FNAC, ce sont les modérés qui l'ont finalement emporté. C'était le sociologue agnostique avouant : « *Je comprends qu'on croit au diable, singulièrement en cette période résolument manichéenne qu'est la nôtre où la personnification du bien et du mal a tant d'importance.* »

C'était surtout le prêtre catholique reconnaissant que rien ne permet au théologien de trancher : *Satan est-il une personne?* Est-il un dynamisme séducteur ? « *On ne croit pas au diable comme on croit au Christ*, dit-il. *Au point de vue du croyant, qui est le mien — et quoi qu'il en soit de l'existence personnelle de Satan comme instigateur du mal agi par l'homme, — l'important me paraît être l'existence d'une béance au cœur même de la liberté de l'homme, par quoi elle peut se pervertir elle-même.* »

« *La meilleure ruse du diable*, disait Baudelaire, *c'est de persuader les hommes qu'il n'existe pas.* » Ses talents de persuasion seraient-ils en baisse ?

ALAIN WOODROW.

SCIENCES

QUATRE-VINGTS PERSONNES EN GRÈVE AU C.E.A.

L'équipe chargée de la réalisation de Super-Phénix refuse les conditions de son transfert dans le secteur privé

Quatre-vingts personnes environ, dont plus de cinquante ingénieurs, appartenant à la société Technicatome, filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) ou au C.E.A. lui-même, et actuellement affectés à la CIRNA (Compagnie d'ingénierie pour les réacteurs à sodium), qui a mis au point le projet Super-Phénix, surrégénérateur de 1 200 MW, dont la construction est prévue sur le site de Creys-Malville (Isère), sont en grève.

Ils veulent protester ainsi contre les conditions qui leur sont proposées pour leur transfert à Novatome-Industrie, société privée qui doit réaliser le surrégénérateur, et qui devrait prochainement recevoir à cet effet la commande de NERSA, consortium international dans lequel EDF est majoritaire. Selon les grévistes, ces conditions sont telles (suppression de l'indexation des salaires, diminution du nombre de jours de congé), qu'elles pourraient conduire à un refus de la part d'un certain nombre de personnes du transfert à Novatome-Industrie, et donc au « démantèlement » de l'équipe qui, au C.E.A., a lancé la nouvelle filière des surrégénérateurs en réalisant les premières centrales de ce type, Rapsodie et Phénix. Ce démantèlement, estiment-ils, mettrait en péril la compétence de l'équipe amenée à réaliser Super-Phénix, et donc la qualité du travail à accomplir, notamment dans le domaine de la sûreté.

Enfin, ils font valoir que, dans une lettre qu'il adressait, en mai 1976, à M. Leny, président de Novatome qui contrôle, à 90 % Novatome Industrie, M. Banal, président du directoire de NERSA, estimait qu'une des conditions minimum que NERSA posait à la réalisation de Super-Phénix par Novatome était précisément que l'ingénierie du projet devait être assurée par l'équipe qui avait déjà assumé la responsabilité des deux premier surrégénérateurs, dans son intégrité.

Des négociations ont été ouvertes, vendredi 18 février, entre la *direction de Novatome Industrie* et les syndicats de l'entreprise, *des représentants des personnels* susceptibles d'être transférés étant *admis à titre d'observateurs.*

Elles ont continué au début de cette semaine, mais ne semblent pas déboucher : les personnels, *qui avaient suspendu leur mouvement* commencé le 14 février au *cours des négociations, l'ont* repris mercredi 23 février. Et, *selon les grévistes, plus de quarante-cinq* personnes viennent de *signer un texte* où elles indiquent que, compte tenu des dernières *propositions* de Novatome-Industrie, elles refusent d'être transférées dans cette société et demandent leur reclassement à l'intérieur du C.E.A. — X. W.

● *Cent sept pasteurs et prêtres d'Alsace* viennent de lancer une mise en garde contre les dangers et les implications humaines de l'industrie nucléaire. Dans une déclaration publique, diffusée en français et en allemand, ils dénoncent également une certaine forme « *d'abus de pouvoir* » en matière de planification nucléaire. L'appel est lancé au moment où la question de l'implantation d'une deuxième centrale nucléaire en Alsace suscite une polémique qui se traduit notamment par l'occupation permanente d'un site possible et de grèves de la faim.

Après avoir souligné que la nocivité de l'énergie nucléaire est de mieux en mieux établie, ils demandent « *si on a le droit de courir le risque de laisser empoisonner le monde vivant par des rejets radio-actifs de l'industrie nucléaire* ». Ils laissent entendre que le fait de priver les populations concernées d'information et de débat démocratique « *pendant que des organismes financiers, des milieux d'administrateurs et de planificateurs, décident pour elles* », constitue « *un mépris délibéré de la personne* ».

● *Le prix Dexo d'allergie* (7 500 francs) destiné à récompenser un travail original, clinique ou expérimental, se rapportant aux maladies allergiques, a été remis cette année au docteur Guy Auregan, diplômé de la faculté de médecine de Bordeaux, pour ses travaux relatifs à l'allergie aux hyménoptères. *Dans sa thèse*, le Dr Auregan fait le point actuel des *connaissances* sur les piqûres d'hyménoptères (abeilles, guêpes, etc.).

AVEC L'AIDE DES ÉTATS-UNIS

Le Japon a lancé son premier satellite géostationnaire

De notre correspondant

Tokyo. — *Le Japon a lancé, mercredi 23 février, un satellite expérimental qui doit être placé sur orbite géostationnaire. Le lancement a eu lieu au centre spatial de Tanegashima, au sud du Kyushu. Le satellite pèse 130 kilos. Le lanceur « N » qui a mis le satellite en orbite est une fusée à trois étages ; le premier et le troisième ont été achetés aux Etats-Unis, tandis que le second, à combustible liquide, a été développé par des Japonais, avec une assistance américaine.*

Le satellite est actuellement sur une orbite provisoire et doit être mis en position stationnaire au-dessus de l'équateur dans une quinzaine de jours, à 36 000 kilomètres.

Si ce changement d'orbite est réussi, le Japon sera le troisième pays du monde, après les Etats-Unis et l'U.R.S.S., à avoir mené à bien une telle opération. Cette expérience devrait permettre dans un avenir proche (au plus tard début de 1978) de lancer plusieurs satellites d'application, plus lourds (350 kilos), destinés aux télécommunications, à la radiodiffusion et à la météorologie.

Le lancement a été réalisé par l'Agence nationale pour le développement spatial (NASDA), créée en 1969. Les programmes de recherches spatiales japonais sont en réalité plus anciens et ont commencé, dès 1954, à l'Institut des sciences aéronautiques et spatiales de l'université de Tokyo, qui poursuit ses expérimentations parallèlement à celles de la NASDA. L'université de Tokyo a déjà à son actif sept lancements de satellites (trois scientifiques et quatre technologiques : le plus lourd pèse 130 kilos). Elle a développé une famille de fusées à combustible solide, qui lui a permis, le 19 février dernier, de mettre un satellite en orbite à 250 kilomètres d'altitude. L'université, qui n'a pas réussi toutes ses satellisations, a mis au point sa propre technologie sans avoir recours à l'assistance étrangère.

Ce n'est pas le cas de la NASDA, *qui dépend dans une* large mesure de la technologie américaine. *Le Japon est le pays* dont les liens avec les Etats-Unis *en matière spatiale sont* sans doute les plus étroits. Un premier accord fut signé en 1969. Il autorise les Etats-Unis à fournir au Japon des lanceurs du type de la fusée Thor-Delta et des éléments de satellites, à condition que les buts soient pacifiques.

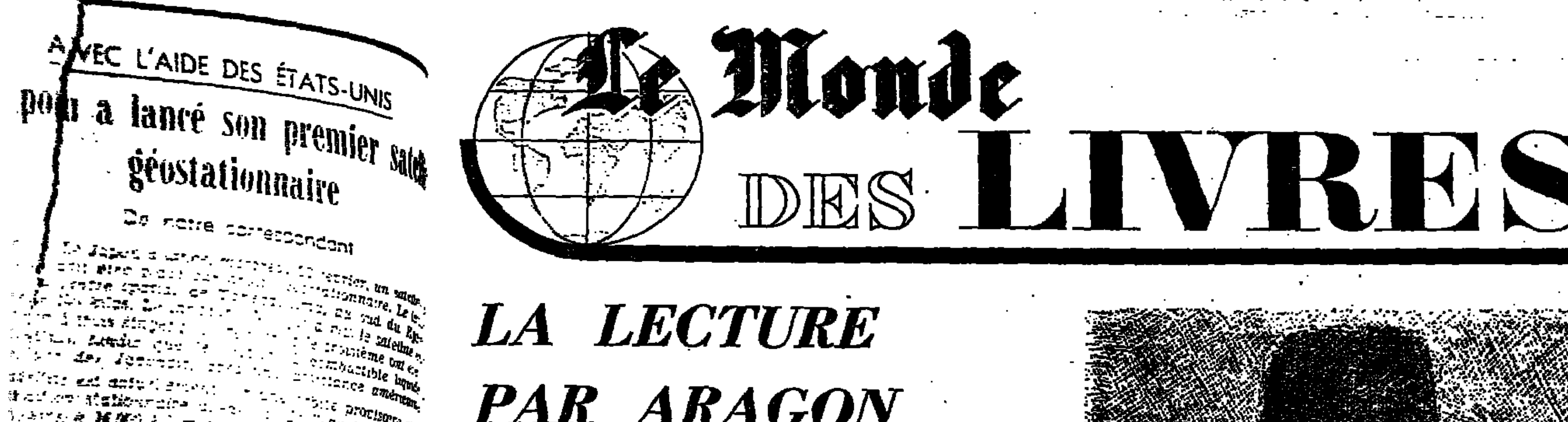
Bien que, selon les experts, la politique japonaise ne paraisse guère ambiguë sur ce point, les objectifs à long terme de la NASDA sont incertains.

Très dépendante de la technologie américaine, la NASDA a réussi, en une dizaine d'années, à assembler des fusées et des satellites et, dans certains cas, à en fabriquer des éléments. Elle vient de faire la démonstration, si l'opération est un succès, qu'elle peut aussi réussir la délicate mise en place d'un engin géostationnaire. La NASDA dispose, en 1977, d'un budget d'un milliard soixante-six millions de francs, largement supérieur à celui de la France, mais qui ne représente que 10 % des dépenses

Le Japon suit apparemment, dans le domaine de l'espace, une politique qui lui a réussi dans d'autres secteurs : passer d'une dépendance de la technologie étrangère à une « nipponisation » progressive des procédés. *Ce fut notamment* le cas dans le domaine de l'informatique.

Les Japonais souhaitent améliorer rapidement la puissance de leur lanceur « N ». Ils ont notamment pour ambition de mettre au point, d'ici à 1985, un lanceur à propulsion cryogénique, capable de placer sur orbite un engin de 500 kilos ou plus, c'est-à-dire ayant des performances analogues *à celles de la fusée européenne* Ariane, qui devrait être terminée à la fin de la décennie. Mais, pour ce programme, les Etats-Unis ne semblent guère disposés à aider le Japon. Peu désireux, apparemment, de mettre en cause leurs relations privilégiées avec les Américains, les Japonais hésitent à se lancer dans la coopération proposée dès 1974 par le Centre français d'études spatiales.

PHILIPPE PONS.

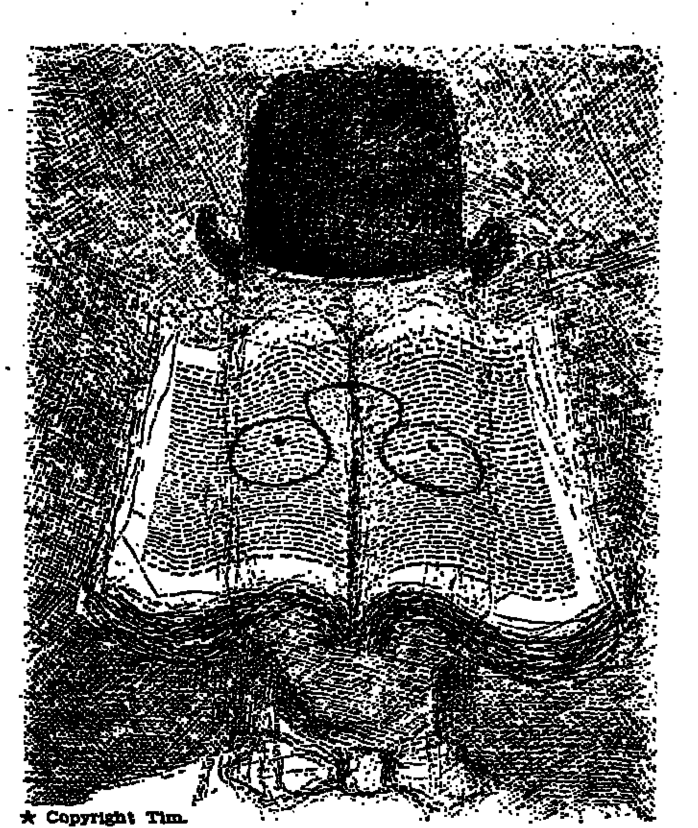


LA LECTURE PAR ARAGON

TOUS les livres se lisent comme on s'endort. Il y a d'abord entre le livre et le lecteur une lutte. *L'homme s'est jeté là-dedans* chargé de ses préoccupations, de ses soucis, étranger à *l'autre, à celui qui a écrit le* livre. Très facilement, les lignes danseront devant ses yeux, il croira lire, il ne lit pas, il poursuit ses pensées domestiques, sa petite tragédie. *Comment, soudain, est-ce que* cela s'accroche ? On ne sait pas, mais cela s'est accroché... *ça y est, le rêve de l'écrivain* s'est substitué au vôtre, vous êtes pris... c'est le sommeil *nommé* lecture. *Vous n'êtes* plus rien... on vous a pris par la main, on vous conduit : vous êtes comme un petit enfant, vous ne choisissez plus de monter cet escalier, d'attendre, de souffrir pour cette femme, de repasser sous cette fenêtre... le monde enfin vous est « donné ». Plus tard, vous vous demanderez ce que vous avez lu *dans les premières pages*, il est étrange, attaché comme vous l'avez été à celles qui suivirent, que vous n'en ayez gardé aucune mémoire. Vous reprendrez le livre et vous hocherez la tête : Ah ! c'était donc ainsi...

Le mystère est dans le passage de la veille au sommeil, dans le passage de la lecture détachée (où les mots ne m'atteignent pas) à cette lecture, où je pourrais presque passer les mots, au moins il *me le semble*, parce que je suis l'auteur, aux deux sens du mot « suis », que j'entre dans sa *pensée, et que pour* un peu je la continuerais sans lui.

★ *Cette réflexion inédite sur la lecture appartient à une étude d'Aragon, également inédite, sur Joe Bousquet, dont « le Monde des livres » commencera la publication dans son prochain numéro.*


★ Copyright Tim.

NOUVEAUTÉS

● Julien Green, *le tome V des Œuvres complètes dans la Pléiade, réunissant* le Journal *de 1956 à 1972 publié par Plon et les textes autobiographiques initialement parus chez Grasset.*

● Rezvani, *sous un titre brûlant*, Feu, *abandonne l'autobiographie vociférante* ('s Années Lulla *et de* Mille aujourd'hui *pour un roman sur la Provence en feu (Stock).*

● Béatrix Beck *revient au roman en prêtant sa plume à sa petite fille :* l'Eblouissement, l'émerveillement *(Le Sagittaire). (Voir notre article dans ce numéro.)*

● Alfred Grosser, *professeur à Sciences Po, s'explique sur son rôle de médiateur entre Français et Allemands, incroyants et croyants dans ses entretiens avec Noël Copin (Le Centurion).*

● Suzanne Bernard, *intellectuelle et artiste marginale, fait parler Arthur.* Un paysan français révolutionnaire : *une riche et pittoresque rencontre (Pauvert).*

● Ernesto Sabato *pour son roman* l'Ange des ténèbres *(Le Seuil) reçoit le prix du meilleur livre étranger qu'il partage avec le poète anglais Auden, pour la première sélection posthume de ses poèmes traduits en français (Gallimard).*

● Margaret Drabble, *une jeune romancière anglaise, dépeint chaleureusement et ironiquement les* femmes d'aujourd'hui *(Stock).*

● *La revue* Obliques *publie un numéro illustré sur Antonin Artaud. (B.P. n° 1, Les Pilles - 26110 Nyons, 125 francs).*

Femmes en lutte

● ***Deux militantes racontent le M.L.F. Une multitude d'actions, de slogans, de désirs où chaque femme, un jour ou l'autre, se reconnaît.***

« *UNE histoire du M.L.F. ? Encore ?* » Pardon, c'est la première. Ces histoires n'ont jamais été contées de l'intérieur. Elles commencent pourtant, dès avant 1968, pour s'épanouir en 1970. Vous vous rappelez la gerbe à « *la femme* du soldat inconnu », et la police réprimant cette « profanation » ! Peu après cet acte d'humour, le « Manifeste des 343 » avortées (en réalité plusieurs milliers ont signé), et le scandale. Galante, la presse de droite nous baptisa « les 343 salopes ». Mais la campagne rend évidente l'urgence de changer la loi. Le procès de Bobigny, la lutte pour les mères célibataires... Et, aujourd'hui, le combat pour que le viol ne provoque plus une incrédule ironie et soit reconnu dans sa réalité de violence, de crime.

Et le « S.O.S. femmes battues » venu d'Angleterre qui trouva bien des féministes (dont moi, et j'en rougis) assez tièdes, pensant secrètement : elles n'ont « qu'à » se défendre. Mais comment ? Et où aller, emmenant les enfants terrorisés ? Les militantes ont alors envahi le bureau de Françoise Giroud, qui les a d'ailleurs aidées. Il y en eut des manifestations ! Des rassemblements émouvants ou drôles, mais aussi parfois des provocations où le « bon goût » était bafoué. Et quelquefois des féministes ronchonnaient : « *Agressives, ridicules ! Elles déconsidèrent le mouvement.* » De ces grognardes aussi, je fus.

Mais, finalement, aujourd'hui, si *partout dans le monde* la condition féminine, le rôle de la femme (dans la profession, la famille, le couple), est devenue un problème primordial, à qui le doit-on ? Au *Women's Liberation Movement américain* (que l'on peut dater de 1966, du premier livre de Betty Friedan) et aux *mouvements de libération* européens, dont le M.L.F.

Un trait unit les brèves *Histoires du M.L.F.* réunies par Anne Tristan (professeur agrégée) et Annie de Pisan (ingénieur, futur pilote d'avion, frêle et inexorable combattante) et le long récit de Betty Friedan *Et ma vie a changé* : c'est la fusion, l'entrelacs entre l'expérience la plus personnelle, la plus émotionnelle, intime, des militantes et le Mouvement. Elles *ont* mis leurs découvertes en action dans leur vie. Elles se sont transformées à mesure qu'elle mettaient au jour les obstacles et leurs motifs. Tout entières dans leur combat, elles *ont voulu vivre selon lui.* Anne a répudié les hommes. Annie vit différemment avec eux.

Le M.L.F. n'est pas une « formation », avec siège social et direction unique, mais une multitude de groupes. L'un d'eux, très riche, avec maison d'édition « des femmes », librairie, périodique, domaines. Les autres manquant d'argent pour publier même des feuilles d'information. Il y a la *Ligue du droit des femmes,* présidée par Simone de Beauvoir, les Féministes révolutionnaires et *bien d'autres. Mais surtout,* dans les quartiers de la commune se font et se défont des cercles de prise *de conscience où des femmes* tentent de comprendre qui elles sont, et qui elles veulent être. Puis *survient* une grande cause : l'avortement, le viol, les femmes battues, la discrimination... Et, bel exemple de « spontanéité des masses », celles qui se sentent concernées entrent dans la lutte. Le nouveau féminisme reste *mouvement* dans tous les sens du mot. Mouvance. Avec chez la plupart un refus généreux des hiérarchies et du pouvoir.

DOMINIQUE DESANTI.

(Lire la suite page 25.)

ECRIRE clair n'empêche pas d'avoir des idées ! Cette *évidence est devenue un paradoxe. Les auteurs incompréhensibles* ont tant crié à leur propre génie et ramené leur science, ils y ont été tellement encouragés par les profs et les snobs, à qui la nécessité d'initier aux œuvres obscures redonnait un prestige perdu, certains romanciers *lisibles jouent si naturellement* les rustauds dépassés par leur création, que, quand des écrivains limpides, comme se flattent de le rester les académiciens Goncourt, tirent des plans *sur* la *comète et sur leur art, on commence par* s'étonner qu'ils pensent *aussi*.

C'est tout bonnement que, à leurs yeux, un romancier n'a pas à prouver qu'il pourrait passer l'agrégation mais, si d'aventure il en est capable, à le faire oublier. Il aura *fallu l'invitation à philosopher de la collection « Ce que je crois »* pour que l'Hervé Bazin de *Vipère au poing* et du *Matrimoine*, c'est-à-dire un chroniqueur familial ennemi de l'abstraction et accessible dès le certificat d'études, *se montre* un théologien aussi féru de saint Anselme que de bisbilles conjugales (1).

IL est vrai que cet ancien élève des bons Pères a attendu *l'âge de vingt-cinq ans pour critiquer la foi de son enfance,* au nom de connaissances chimiques ou astronomiques également insoupçonnées. Et s'il rejette le Dieu des Ecritures, de même que l'au-delà individuel, la morale d'amour qu'il tire de sa participation à la « matière créatrice » se ressent, *il l'avoue, de nos vingt siècles de christianisme.*

CE QUE CROIENT HERVÉ BAZIN ET MICHEL TOURNIER

par Bertrand Poirot-Delpech

Recordman affiché du divorce, il en tient pour la monogamie et *la fidélité. Misogyne* de réputation, sinon d'intention, il revendique pour les femmes la liberté de choisir leur nom, autant d'élues que les hommes, et la rémunération du *travail domestique*. Ce n'est pas parce qu'il a peint la famille sous son jour le plus accablant qu'il cesse d'y croire. Pas plus « bourgeoise » dans son essence que la *respiration*, *elle lui paraît plus naturelle* et nécessaire *aux* enfants que les communautés, aux principes douteux, aux échecs patents.

Pour peu que l'union libre ou à l'essai limite les divorces, *toujours fâcheux, il prévoit et souhaite le maintien* d'une cellule vers laquelle les liens du sang et le besoin de tendresse attirent encore neuf personnes sur dix. A condition que les parents remplacent *l'autorité par la confiance, les diktats par* le vote, les discours et les cadeaux par *l'exemple*, et qu'ils abolissent l'hypocrisie comme les enfants y ont si bien réussi, *il leur reste un rôle décisif à jouer.*

ENCORE faudra-t-il rendre moins injuste et contraignante la société dont la famille ne fait que refléter les crises. Pour cela, Hervé Bazin ne croit ni dans le capitalisme fabricant de « smicards », ni dans le communisme expérimenté à l'Est, *ni dans la « frénésie gauchiste », ni* dans l'autogestion, dont l'Université et l'ordre des médecins lui semblent des précédents de mauvais augure. Sans préciser ses *choix à court terme* et tout en redoutant qu'une faible majorité parlementaire ne suffise pas à changer de société, il opte pour un socialisme libéral dont le modèle reste à inventer, *et pour* une Europe des « peuples ».

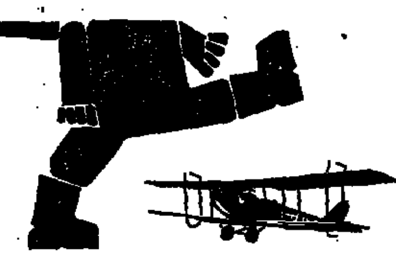
(1) *Ce que je crois,* d'Hervé Bazin, Grasset, 254 pages, 35 F.

(Lire la suite page 18.)

LES AVENTURES DU BRAVE SOLDAT TCHONKINE

● ***Ce romancier soviétique en proie au génie de la dérision est interdit en U.R.S.S.***

UN *avion militaire* se pose en catastrophe dans un village perdu de l'Union *soviétique.* Le pilote rejoint sa base. Mais il faut garder l'appareil. Le commandement désigne *pour cette mission* le plus simplet des paysans mobilisés. Ainsi commencent *les Singulières Aventures du soldat Ivan Tchonkine.* Les jours passent ; le soldat, oublié, épuise sa provision *de vivres et prend pratiquement* femme dans le village. L'U.R.S.S. se trouve engagée dans la seconde guerre mondiale. En attendant des ordres, Tchonkine s'occupe aux champs et, quand il le juge *nécessaire, se poste* près de l'aéroplane. L'« Institution » de la ville voisine — on dirait en termes clairs et contemporains le K.G.B. — apprend par dénonciation qu'un certain Tchonkine mène un existence étrange sans doute à la tête d'une bande d'« anars ». Elle envoie *toute son* escouade de policiers en uniforme pour combattre *l'ennemi.* Tchonkine, discipliné, fait son devoir : avec l'aide de sa *compagne, il désarme et* interne « ces inconnus au bataillon » qui semblent *s'intéresser* à son avion. Pour les nourrir, il négocie leur emploi avec le kolkhoze *local qui, du coup,* obtient de bonnes récoltes. Si bien que l'autorité supérieure soupçonne le président *de gonfler les statistiques...*



Comment finit l'histoire ? Qu'importe que les dernières lignes soient de rires ou de larmes. Ou de rires et de larmes, puisque, dans tout ce récit, la tragédie a la *coquetterie de se déguiser en* farce. Comme Saltikov-Chtchédrine l'auteur, Vladimir Voïnovitch, use de la bouffonnerie pour établir le plus lucide des diagnostics. Il débite en tranches la réalité *soviétique des années 40* : l'armée et ses commissaires insufflent leur catéchisme ; l'« Institution » cherche et, naturellement, découvre sa ration d'ennemis ; l'administration du parti suit imperturbablement son *Ordo* tandis que ce scientiste de village, armé de pots de fleurs et de la pensée de Marx génialement simplifiée par Staline, a l'ambition, peut-être pas illégitime, de devenir un Lyssenko de canton. Sans parler des paysans qui s'accommodent de l'environnement incompréhensible et inéluctable en s'occupant vraiment de la seule réalité qui compte, la vache à traire.

BERNARD FÉRON.

(Lire la suite page 23.)

La jeune édition : une nouvelle race ?

● ***A Paris, en province, au moins vingt éditeurs nouveaux en moins de cinq ans. L'édition aurait-elle sa nouvelle race ?***

ILS sont là et bien là, quelquefois méconnus, jamais inactifs. Dans la production littéraire générale, on commence à les remarquer, à les juger, à *les classer. Ils sont* « les jeunes éditeurs », on parle à leur propos de jeune édition. En s'en tenant *aux cinq dernières années*, on doit en dénombrer sans peine une bonne vingtaine qui publient *régulièrement.* Mais pourquoi sont-ils là ? Encore un coup de mai 1968 qui, n'est-il pas vrai, *en a tant porté ?*

L'analyse trop simple se voudrait rassurante. De jeunes éditeurs ? La belle affaire ? Il y en a toujours eu. Edmond Werdet, qui laissa un nom pour avoir publié Balzac, en était un sorti d'une maison plus ancienne, celle de la veuve Bechet. La fin du dix-neuvième siècle voyait le règne des Charpentier, des Ollendorf, des Hetzel, des Michel Levy. Trente ans plus tard, la secousse *de 1914-1918 portait sur* les rangs la génération des Gaston Gallimard et des Bernard Grasset, déjà une nouvelle race. Après 1945, nouvelle poussée, nouveaux arrivants, René Julliard, Robert Laffont, Jérôme Lindon, l'équipe du Seuil et aussi les Pauvert, les Corti. Si l'on fait les comptes, on vogue ainsi de trente ans en trente ans. Le renouvellement, *c'est à la fois* la loi de l'entreprise et sa santé. Il n'empêche que le renouvelle*ment suit des crises*, des secousses. Si l'édition n'en portait pas les reflets, elle qui transmet la pensée, la création écrite, qui les *porterait ?*

Alors une nouvelle édition ou seulement de nouvelles maisons d'édition ? *Il est sûr qu'il y a* diversité dans ce renouvellement. De l'un à l'autre, on peut même *se situer aux antipodes.* C'est

POUR UNE PLACE AU SOLEIL

la diversité des ambitions. C'est tout autant celle des raisons d'être fondamentales. Il y a les commerçants, il y a les politiques, il *y a les artistes*, que d'autres appelleront les utopistes.

Il y a ceux qui sont partis et bien partis pour être les Fayard ou les Laffont de demain, et ceux qui ont pris pour maître *le pionnier Maspéro* et pour exemple ses combats. Et si l'on se bat seulement pour la littérature, art de création, on invoquera *José Corti comme* son prince.

Partir à la recherche des uns *et des autres c'est partir* évidemment vers le fief, l'oppidum de la grande époque, ces sixième et septième arrondissements de Paris, où il semblait qu'ils se soient tous laissé drainer par le phare N.R.F. Les derniers-nés n'y sont pourtant pas obligatoirement. Ils peuvent aussi siéger sur la rive droite. Volonté ? Plutôt hasard, occasion, loyers tendres... Il faut savoir aussi quitter Paris, retrouver *Fata Morgana* et ses dix ans d'âge dans un appartement du vieux *Montpellier, dénicher* l'*Atelier du Gué* dans un village de l'Aude, visiter *Fédérop* dans la modestie d'un immeuble lyonnais, plus lyonnais que ne permet le règlement. La nouvelle édition, il faut encore aller la chercher, un soir de pluie, dans cette ruelle de Claix, à l'écart de la rumeur grenobloise, au pied de la montagne de Lans.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 26.)

La vie littéraire

L'Argus du T.L.S.

Malraux, l'auteur le plus surestimé et Queneau, le moins à sa place : telle est l'opinion de Roland Barthes sur la réputation des écrivains du siècle.

Pour Vladimir Nabokov, c'est H G. Wells qui est injustement méconnu. Selon Galbraith, *le plus surestimé est George Orwell et Ring* Lardner le plus négligé. D'après Anthony Burgess, Gide, Hesse et Forster ne méritent pas leur gloire et Soljenitsyne, Iris Murdoch, K. Vonnegut et S. Bellow ne la mériteront plus dans soixante-quinze ans.

Ces cotes sont extraites d'un palmarès publié par le *Time Literary Supplement*, à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire.

Un seul livre a été à la fois surestimé et sous-estimé (selon Bob Dylan) : la Bible !

Notre « Maison des morts »

A propos de *Joyeux fais ton' fourbi*, roman autobiographique de Julien Blanc, sur les bataillons d'Afrique, réédité trente ans après, Alphonse Boudard écrit dans la préface : « *C'est un témoignage inoubliable sur notre univers concentrationnaire..., le nôtre, celui-là..., qui ne doit rien à Himmler ou à Béria... C'est un peu notre* Maison des morts. *Un impitoyable réquisitoire contre la tyrannie de la chiourme militaire. Les bataillons d'Afrique n'existent plus, mais dès que les conditions le permettent, dès que certains hommes ont un pouvoir quasi absolu sur d'autres hommes, les choses se reproduisent de la même façon...* » Julien Blanc est mort en 1951. (Ed. Lattès. 312 p., 40 F.)

Du « gueuloir » au magnétophone

Pour des littéraires, le magnétophone n'a pas bonne presse. Seront-ils désarmés lorsque sortiront les premiers titres signés Jean-Louis Bory, puis Jean-Pierre Faye et Viviane Forrester, dans la collection « Le désir fou », que prépare Laurent Kissel aux éditions Belfond ? C'est en effet à partir d'enregistrements, monologues ou dialogues que ces écrivains ont conçu ou concevront chacun leur texte : un roman, *le Pied*, pour Jean-Louis Bory, à la fin de mars ; des essais : *les Portes des villes du monde*, pour Faye, en juin ; *la Gueule ouverte* — titre provisoire, — pour Viviane Forrester, à l'automne prochain. Après tout, Flaubert se rodait bien au « *gueuloir* ».

De l'abbaye à l'édition

Ancien prieur de l'abbaye de Boquen, Jean-Claude Besret s'est laissé tenter par l'édition. Il travaille chez Jean-Pierre Delarge à la conception et à la réalisation de collections nouvelles. Sujets : l'homme, la société. Rien donc de « spécifiquement religieux ».

A qui la faute ?

Les journaux, les radios, la télévision, bref les « médias » donneraient-ils du livre une image incomplète *pour répondre à une* demande supposée du public ? C'est la question que posera, le 8 mai, au prochain Festival du livre de Nice l'association des attachés de presse de l'édition à une assemblée d'écrivains, de libraires, de bibliothécaires, d'éditeurs et aussi de journalistes. Et pour *faire bonne mesure, question subsidiaire* : cette image donnée n'aboutira-t-elle pas à modifier la création littéraire elle-même ?

Vive les truands !

Ce ne sont pas encore les Mémoires d'Albert Spaggiari, réputé « cerveau » du « casse » de la Société générale à Nice. Du moins, sous le titre, *Cinq milliards au bout de l'égout, les éditions Simoën auront-elles* été les premières à occuper ce terrain... littéraire. Jean-Claude Lattès, lui, n'a pas couru après Spaggiari. Mais on lui a apporté une vie de Jacques Mesrine, autre truand dont pas un mot, pas *une virgule n'ont été changés* — c'est juré ! — et qui « fera date ». Mais pour combien de temps après sa sortie le 4 mars ?

Editer la différence

Ils furent recherchés par les cours royales comme par *les foires. Ils furent aussi dans* les camps nazis promis à l'extermination. Aujourd'hui les huit cent mille nains qui vivent dans le monde connaissent surtout la condition d'handicapés physiques. Martin Monestier raconte *leur longue histoire dans les Nains* (Simoën, 185 p., 48 F). C'est le premier titre d'une nouvelle collection « Des hommes différents ». Prochains titres : *les Hermaphrodites* et *les Génies*. Raison d'être : *la différence ne saurait laisser indifférent.*

Ah ! Actuel !

« *J'écris d'un bistrot délabré où les mecs ont tous l'air frappé de ménopause...* » Tous les lecteurs n'envoient pas à leur journal des lettres comme ça. Il est plus rare *encore qu'elles soient publiées, et que l'on* y découvre le désespoir et la force de toute une génération en marge. *Actuel*, c'était ça. C'était aussi, chaque mois, de 1970 à 1975, la culture souterraine en France, la pop et *les communautés, la presse parallèle et* les cris, de joie ou de détresse, de ceux qui voulaient changer la vie.

L'équipe échevelée du journal publie chez Stock 2 le récit des années folles et un choix de courrier écrit par les lecteurs (« Actuel », par *Actuel*, coll. « Dire »). Bizot, Burnier, Rambaud et compagnie font paraître également, au Sagittaire, de nouvelles parodies des journaux français (du *Livaro* à *Rance-Soir*), sous le titre « Rire II ».

Désœuvrés, ils avouent songer à occuper les studios de la télévision pour un faux journal télévisé. Sait-on jamais... En tout cas *Actuel* sera toujours actuel... Ça ne vous fait pas rire ? Tant mieux !

Un voyage en « l'An 2440 »

S'endormir en 1770 et se *réveiller* « six cent soixante-dix ans plus tard » : c'est l'aventure qui arrive au narrateur de *l'An 2440*. Ce livre de Louis-Sébastien *Mercier*, tiré de l'oubli par les éditions France-Adel, vient s'ajouter à *la Découverte australe*, de Restif de La Bretonne, dans la *Bibliothèque des utopies* (349 p., 60 F. Préface d'Alain Pons). L'auteur (1740-1814) fut membre de la Convention. Cependant, comme tous les utopistes, il détestait l'histoire. Il la considérait comme l' « égout des forfaits du genre humain ».

A l'écoute des signes

Les sociétés émettent des signes de toute sorte.

Que peut-on apprendre en les scrutant, et découvrir en sachant comment ils fonc*tionnent ? A ces questions*, une nouvelle collection publiée chez Payot entend apporter des réponses originales. Intitulée « Langage et sociétés », elle est dirigée par le jeune et astucieux linguiste Louis-Jean Calvet. Le *premier volume paru, la Frontière et le Texte*, d'Yves Delahaye, porte sur la sémiologie des relations internationales. Suivront un choix de textes sur le marxisme et *la linguistique*, un dictionnaire de l'érotisme par Pierre Gui*raud, et une étude* sur les jeux de société par Louis-Jean Calvet. Ce n'est pas pour rien que la tour de Babel orne les couvertures de cette *collection. On lui souhaite un* sort plus heureux que dans la Bible.

Des écrivains sans fard

Le dernier numéro de la revue l'Energumène présente quatorze portraits d'écrivains photographiés par David Harali. Quatorze visages qui nous regardent comme *ils ont regardé leur photographe. Pierre-Jean* Jouve côtoie *Pierre Klossowski.* Julien Gracq et Pierre Guyotat voisinent entre Barthes, Foucault, Lacan, Leiris. David Harali avait présenté en 1976 au Musée municipal d'art moderne une exposition de ces portraits, commandés seu*lement par l'admiration.* Michel Leiris peut écrire que la réalité qu'il reproduit est « *transcendée grâce à la véracité même et que le sec document, qu'aucun maquillage n'enjolive, se charge de beauté* ».

Paris en attendant Montpellier

Des conseils municipaux, généraux ont leurs prix littéraires ou les dotent. Pourquoi pas les *conseils régionaux, leurs cadets ? Celui* du Languedoc-Roussillon vient d'annoncer le sien. Ce sera le prix Méridien. Concrètement : 10 000 F donnés à un texte littéraire publié dans l'année ayant précédé celle du couronnement. *Le théâtre, les ouvrages de sciences* humaines sont exclus. Mais le texte pourra avoir été écrit indifféremment en français, en occitan ou en catalan. But : « *Montrer que le choix littéraire n'est pas le monopole de la capitale.* » Ainsi a dit le président du conseil régional en annonçant la chose. A Montpellier bien sûr ? Non... à Paris.

en bref

● **LES ŒUVRES COMPLÈTES DE HENRI SUSO**, l'un des maîtres allemands de la pensée mystique du Moyen Age dans la ligne de Maître Eckhart, font l'objet, aux éditions du Seuil, d'une première *traduction française globale dans* la présentation, la traduction et les notes de Jeanne Ancelet-*Hustache. L'ouvrage comprend* « la Vie », due principalement à Suso lui-même et complétée par ses disciples après sa mort, « le Livre de la sagesse éternelle », « le Livre de la vérité », « le Grand Livre des lettres » et « le Petit Livre de l'amour ».

● **UN COLLOQUE « SUARES AU CŒUR DU VINGTIÈME SIÈCLE »** se tiendra à Paris, le samedi 5 mars 1977, à l'Alliance française, 34, rue de Fleurus, 6e, sous la présidence d'honneur de Jean Cassou et avec des communications de MM. Michel Drouin : « Suarès et le couple France-Allemagne » ; Yves-Alain Favre : « Suarès et la création poétique » ; Christian Liger : « Suarès Politique » ; Christian Mavet : « Suarès et le problème religieux » ; Maurice *Pinguet* : « *Suarès, Gide et Dostoïevski* » ; Claude Tournadre : « Suarès et la modernité ». Pour *tous renseignements, s'adresser à* Y.-A. Favre, université de Paris-Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, *Paris-5e*.

● **UNE RENCONTRE LITTÉRAIRE PARIS-BERLIN** a eu lieu au Goethe Institut de Paris les 15 et 16 février. Au cours de ce colloque *animé par Nicole Casanova*, les écrivains allemands et français lurent et commentèrent des extraits de leurs œuvres et tentèrent de se définir. Grâce à la franchise des débats et à la volonté générale de fuir les discussions théoriques et de demeurer près des textes, il semble qu'un réel échange ait été accompli. Les participants étaient Nicolas Born, Hans Christoph Buch, Marc Cholodenko, Gérard de Cortanze, Claude Faraggi, Georges Perec, Peter Schneider, Jürgen Theobaldy et Peter Handke.

● **LES ARCHIVES NATIONALES** viennent de publier le tome I des « *Archives de la Maison de France* », catalogue du fonds de Dreux légué par le comte de Paris à la *fondation* Saint-Louis. Inventaire par Mme Simone d'Huart, préface de M. Jean Favier, directeur général des Archives de France. 200 F.

● **DES CONVERSATIONS-RENCONTRES** avec des éditeurs auront lieu dans le cadre de l'exposition « Faire un livre », dans la salle d'actualité de la bibliothèque du Centre Pompidou, de 18 h. 30 à *20 heures ; le 24 février*, éditions Stock; le 3 mars, éditions Delarge; le 10 mars, éditions Klincksieck.

● **LE PRIX DU MEILLEUR LIVRE ETRANGER** vient d'être attribué à l'écrivain argentin Ernesto Sabato, dont le troisième roman en français, « l'Ange des ténèbres », a paru récemment au Seuil (voir « le Monde des livres » *du 17 décembre 1976)* et, à titre posthume, au poète anglais W. H. Auden, dont Gallimard publie *actuellement une anthologie*.

● **ERRATUM.** — En rappelant dans « le Monde des livres » du 18 février l'existence de l'ouvrage « Il s'appelait Pierre Brossolette », qui vient d'obtenir le Prix littéraire de la Résistance, nous avons *trahi son éditeur, qui est* Albin Michel et non Robert Laffont.

en poche

Cioran, le maître de l'aphorisme

DANS une époque aussi volubile que la nôtre, qui écrit et parle avec une abondance morose, très souvent pour ne rien dire, quel plaisir de fréquenter Cioran ! C'est sans doute un des penseurs les plus rigoureux, un des écrivains les plus exigeants de ce temps. La réédition des Syllogismes de l'amertume, *en format de poche, donne à ceux qui ne le connaissent pas encore l'occasion de découvrir ce moraliste moderne, souverain dans l'art du raccourci, et qui a retrouvé, quoi qu'il en dise, le meilleur « ton de la déception ».*

Sa lucidité, aux aguets, n'épargne aucune vanité, aucune faiblesse, et le rend plus féroce encore avec lui-même qu'avec les autres. Ainsi écrit-il : « Tu as rêvé d'incendier l'univers, et tu n'as pas même réussi à communiquer ta flamme aux mots, à en allumer un seul ! »

Son désespoir — l' « horreur de soi » — se conjugue avec un humour des plus acérés, qui ne tolère aucune larme : « Au beau milieu d'études sérieuses, je découvris que j'allais mourir un jour... ; ma modestie en fut ébranlée. Convaincu qu'il ne me restait plus rien à apprendre, j'abandonnai mes études pour mettre le monde au courant d'une si remarquable découverte. »

On ne se lasse pas de lire Cioran. La justesse, la profondeur, le tranchant de ses aphorismes ne cessent de séduire, de provoquer le lecteur. Et celui-ci, au voisinage de cette noire philosophie, éprouve curieusement un sentiment de gaieté.

FRANÇOIS BOTT.

★ « Idées », Gallimard, 153 p., 6,30 F.

vient de paraître

Roman

ROBERT SPECHT : *les Ecoliers du bout du monde.* — L'histoire d'une institutrice américaine qui a choisi en 1927 d'aller enseigner en Alaska. (Flammarion, 372 p., 48 F.)

Critique littéraire

ROBERT FAURISSON : *Clé des chimères et Autres Chimères* de Nerval. — Après Rimbaud et Lautréamont, Robert Faurisson transcrit en prose les poèmes de Nerval, et, leur donnant le sens de confidences personnelles, prétend les mettre à la portée du profane. (J.J. Pauvert, 139 p.)

Religion

JOCELYN DUNPHY : *Paul Tillich et le symbole religieux.* — Par un professeur de l'université de Gulong (Australie), une étude sur l'importance du symbole dans l'œuvre théologique de Tillich. (Ed. Jean-Pierre Delarge, 271 p., 59,95 F.)

Nouvelles

HENRI GOUGAUD : *Départements et territoires d'outre-mort.* — Le premier recueil de ce poète et chanteur, qui est l'un des paroliers de Jean Ferrat, Serge Reggiani et Juliette Greco. (Julliard, 180 p., 35 F.)

Vedettariat d'abord...

Un auteur nullement négligeable, et dont le nom étonnerait, vient de se voir refuser son dernier manuscrit pour cause de trop petite audience (2 300 exemplaires vendus de son dernier livre).

A la place, l'éditeur lui a proposé... d'interviewer et de « ré-écrire » une vedette de la scène et de l'écran.

Autobiographies

SHIRLEY MACLAINE : *De Hollywood à Pékin.* — Les interrogations d'une star américaine, après son voyage en Chine. Trad. de l'américain par Frédérique Côme et Henriette Etienne. (Denoël-Gonthier, 227 p., 34 F.)

Histoire

EDMOND PETIT : *la Vie quotidienne dans l'aviation en France au début du vingtième siècle.* — De 1900 à 1935, de Santos-Dumont à Saint-Exupery. (Hachette, 279 p., 38 F.)

LUCY S. DAWIDOWICZ : *la Guerre contre les juifs, 1933-1945.* — Une synthèse et un témoignage, l'antisémitisme nazi mais aussi ses racines. (Hachette, 672 p., 69 F.)

Essais

JEAN PARELLADA DE CARDELLAC : *La lumière vint-elle d'Occident ?* — A cette interrogation renouvelée sur les origines de notre civilisation, l'auteur n'est pas loin de répondre affirmativement. (Ed. de l'Athanor, 246 p., 42 F.)

Monnaie, salaire, commerce extérieur dans la société capitaliste, dans la société socialiste. — Un recueil de trois brochures publiées aux éditions du peuple à Changhaï en 1974 et aujourd'hui traduites du chinois. (Alfred Eibel, coll. « La Chine aujourd'hui », 244 p., 25 F.)

هكذا من الأصل

romans

Bruit et fureur au berceau

● A l'écoute du premier âge, Béatrix Beck nous révèle un univers dont les passions, la violence, la magie, font pâlir le monde des grandes personnes.

A voir les bébés piquer de mystérieuses colères ou savourer d'étranges béatitudes, les adultes devinent qu'il s'en passe de belles dans les moïses et les landaus. Mais quoi ? Quelle idée, quelle émotion, traversent ces têtes encore molles, secouent ces corps à peine achevés ? Béatrix Beck répond. Ou, plus exactement, laisse aux intéressés le soin de répondre. Loin d'interpréter les gazouillis ou hurlements, elle nous les livre, à l'état brut, dans une traduction plus littérale que littéraire, respectueuse de la syntaxe originelle.

Voyez vous-même. Oui, regardez ce petit livre au lieu de le lire. La vérité sort des pages, toute nue, toute rose, toute neuve.

L'auteur retient son souffle pour ne pas l'effrayer, se penche pour la capter à la source et nous l'offrir intacte, dans la lumière du premier matin.

Au commencement, il n'y a qu'une bulle, superbe, dilatée d'amour, une perle vivante que Paméla, deux mois, propose à l'admiration de sa mère. Derrière la bulle, il y a Moi, l'enfant roi, le centre du monde. Je vis dans un paroxysme permanent. Mes joies, mes chagrins, ébranlent l'univers. Mais personne ne les comprend. Peu importe, je les dresserai, ces forces qui m'entourent. J'ai toute l'éternité devant moi. Et plus de membres, de doigts, d'orteils, que je ne pourrais les compter. Adorez-moi, je le mérite, je suis un monstre parfait.

A un an, ce monstre tient debout, dans des petites bottines qui l'emmènent à l'aventure. A deux, il reçoit le baptême d'une claque. A trois, il invente des histoires. A quatre, il inflige à sa grand-mère le supplice d'un interrogatoire serré :

« Un démon, c'est quoi ?

— Ça n'existe pas.

— Pourquoi les gens disent comme si ça existait ?

— Parce qu'avant ils croyaient que ça existait.

— Quand j'étais petite, je croyais ça ?

— Non, pas toi, mais les gens d'autrefois, il y a longtemps.

— Tu croyais ça ?

— Non, pas moi, mais des gens avant moi.

— Je les connais ?

— Non. Ils sont morts.

— Pourquoi je connais pas les gens qui sont morts ? »

Avec l'âge de raison, le monstre s'apprivoise au contact d'autrui. Son exubérance se calme, son imagination subit le joug de la logique. L'école lui rogne les ailes, mais lui fournit aussi de nouveaux champs de manœuvres, d'autres défis à relever. S'il n'y avait pas la classe et la maîtresse, comment le papillon apprendrait-il jamais à devenir chenille ?

Les années passent, l'adolescence approche, Paméla quitte *à reculons le merveilleux* royaume de l'enfance. Mais demain Béatrix Beck le lui rendra. Romancière consacrée, lauréate Goncourt avec *Léon Morin, prêtre,* elle a mis sa plume dans sa poche pour céder la place à sa petite-fille. Le souffle de l'une porte la voix de l'autre et le lecteur se demande qui remercier de ce chef-d'œuvre.

GABRIELLE ROLIN.

★ *L'Epouvante, l'Emerveillement,* de Béatrix Beck. Editions du Sagittaire, 120 pages, 22 F.

L'appel de l'absente

● Les débuts de Karine Berriot : un roman d'apprentissage et un poème initiatique.

« NOUS *ne nous sommes jamais rencontrées* », c'est la première phrase de *la Maison dans l'arbre,* dont le sujet, précisément, est la rencontre de la narratrice avec une jeune femme plus qu'absente : morte. Mais les morts laissent derrière eux des témoins, qui parlent. Et parfois, ils laissent aussi des écrits.

Ici, la narratrice aime d'avance la jeune morte Irina, parce qu'elles ont aimé toutes deux, successivement, le même homme: Narciso, homme-objet qui, semble-t-il, attire les femmes exceptionnelles.

Celle qui parle ici tient à la fois dans ses mains le corps que l'autre a aimé et ses petits cahiers. Elle interroge l'un et les autres avec même passion, jusqu'au moment où l'homme n'a presque plus rien à dire, tandis que les cahiers, en mauvais état, suscitent encore des mots, des lignes, des pages à réinventer. Reconstituer ce que les intempéries ont détruit, c'est rendre sa voix à Irina, devenir elle, ranimer une vie injustement brisée. Rétablir en quelque sorte un ordre perdu.

La bouteille à la mer lancée par un naufragé appartient à celui qui la trouve. Voilà la vivante habitée par la morte, et qui s'adonne à une sorte d'enquête et de filature posthumes : Irina aimait comme un lieu sacré le jardin mystérieux des Buttes-Chaumont. Comment se priver d'aller en secret sur ses traces, pour retrouver, revivre à sa place les anciennes rêveries ? Puisque Narciso est reparti pour le Chili, où, paraît-il, l'attend une épouse légitime, voilà les deux femmes ensemble, comme sont ensemble, sœurs et inséparables, la vie et la mort. Mais qui sait vivre en pensant fidèlement à la mort invisible et présente ? Irina devient la mort de la narratrice, qui n'oubliera plus. Et en même temps, cette familiarité avec la mort, cette conscience, à chaque instant, d'être en train de mourir, n'est-ce pas comme une nouvelle naissance ?

Ce très beau livre est à la fois roman d'apprentissage et poème initiatique. Anne, la vivante lectrice, découvre sa vérité profonde à travers Irina, qui la relie à la fois à elle-même et au vaste univers. La mort d'Irina, mort violente au Chili, n'est-elle pas, pour Anne, un avertissement et un appel ?

JOSANE DURANTEAU.

★ *La Maison dans l'arbre,* de Karine Berriot, le Seuil, 192 p., 32 F.

Les Croisés en Terre Sainte

● Deux têtes sous le même bonnet, Pierre Barret et Jean-Noël Gurgand, ressuscitent le royaume franc de Jérusalem. Mais qui tient la plume ?

PRESENTATIONS : P. Barret, vice-président à trente-trois ans d'une grande agence de publicité, a sa propre entreprise de presse depuis 1971 : *Moto-Journal, Tennis-Magazine, Connaissance du Pays d'oc.* Ce major de promotion à H.E.C. est aussi un grand sportif : il a couru le Bol d'Or motocycliste en 1970 et escaladé le Kilimandjaro à moto. Se prépare à faire, à pied, le pèlerinage de Vézelay à Saint-Jacques de Compostelle, en compagnie de J.-N. Gurgand.

J.-N. Gurgand, étudiant en pharmacie, devenu journaliste, est envoyé en reportage par *France-Observateur* en Israël. Il y reste trois ans, guide pour les touristes entre mer Rouge et mer Morte. Rentré à Paris, *l'Express* l'envoie comme *reporter pour* « couvrir » la guerre de six jours. Rédacteur en chef technique au *Point,* il quitte le journal en 1973 pour « entrer en littérature ». Auteur de trois romans : *Israéliennes, la Petite Fête, les Statues de sable,* il a écrit, en collaboration avec Jacques Derogy : *Israël, la mort en face* (1972).

Et c'est tout de suite la question primordiale :

● Dans l'attelage, qui est Dumas et qui est Maquet ?

(Un double éclat de rire signe *la connivence totale.* A eux deux, Pierre Barret et Jean-Noël Gurgand ont quatre-vingts ans, aussi équitablement répartis qu'ils se répartissent les tâches préparatoires. Barret, passionné du Moyen Age, est le compilateur des documents d'époque.)

— Les érudits du XIXe siècle ont rendu un *signalé* service en publiant des éditions critiques aussi bien des chroniques franques — souvent orientées et inexactes — que des musulmanes, arméniennes, cypriotes ou grecques. Dans les deux camps, il y avait des « envoyés spéciaux » et des historiens de métier, comme Guillaume de Tyr. Si bien que nous pouvons avoir jusqu'à cinq ou six versions d'un même événement. Je mets en fiche ce qui peut être utilisable. Je fignole également les petits détails : forme des étriers à la fin du XIIe siècle, circulation monétaire dans le Rouergue au même moment, légumes et fruits qu'on pouvait se procurer à tel endroit, à telle date.

» Nous devons beaucoup aux travaux d'historiens modernes comme Duby, Alphandéry et Dupront, etc. Mais c'est Jean-Noël qui s'imprègne de l'histoire des mentalités. Ne prêter à nos personnages fictifs ou réels aucune idée qu'ils n'aient pu avoir est aussi important qu'éviter les anachronismes dans la vie quotidienne. Et puis Jean-Noël a vécu plusieurs années sur cette terre. Il en connaît le climat, les saisons.

● Mais qui rédige ?

— Sur un scénario bâti au préalable, répond Jean-Noël, nous avions indiqué la ligne de conduite générale des personnages en fonction des points forts de l'histoire. Pierre écrit le premier jet.

» ...Avec beaucoup trop de notations concrètes. Nous en discutons ensemble, puis Jean-Noël rédige le second jet.

» ...Avec des sentiments et trop d'adjectifs... Une lecture à deux, sévère et critique, aboutit à une troisième version, puis, après élagage, à la quatrième, celle qui parviendra aux lecteurs.

» Nous espérons être aussi scrupuleusement exacts que dans un travail universitaire ; mais si c'en était un, qui nous lirait ? Nous ne nous en cachons pas : nous désirons écrire pour le grand public, pour lui donner le goût de ce que nous aimons, l'emporter dans une aventure individuelle inscrite dans une grande aventure collective et lointaine, mais sans exotisme de pacotille comme le « vocabulaire d'époque », qui sonne toujours si faux. »

Voilà qui est net, sans hypocrisie. Et l'œuvre l'est aussi, née de ce travail et de cet enthousiasme conjugués.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ *Le Templier de Jérusalem,* de Pierre Barret et Jean-Noël Gurgand. Laffont. 348 pages, 42 F.

Le mouvement et le souffle

PLUTOT qu'un roman, une large fresque historique, *le Templier de Jérusalem* où ont été insérés un personnage inventé et quelques comparses. Peu importe d'ailleurs le genre et la recette puisque le plat est bon. Mouvementée, l'action se situe au Royaume latin de Jérusalem, mais le jeu politique passe par le Paris flambant neuf de Philippe-Auguste, par Londres sous Henri II Plantagenêt où le patriarche Héraclius prêche la troisième croisade, celle des rois, par Chypre ; il se noue et se dénoue dans le Krak de Moab où règne le dangereux aventurier Renaud de Châtillon, et sous la tente de Saladin ; il se fait au Temple, avec un Grand Maître de l'Ordre dont l'ambiguïté n'a jamais été levée. Le mouvement donc, mais aussi le souffle ! A l'inverse de ce qui se passait dans *la Joie des pauvres,* où Zoé Oldenbourg lâchait la bride à l'imaginaire, effaçant, sous sa fougue symphonique, une très sûre information concernant la première croisade, l'élément romanesque, ici, ne joue que pour nous rendre plus accessible un fragment d'histoire bizarrement resté en marge des curiosités courantes.

Pourquoi quand on s'était croisé restait-on en Terre Sainte, y faisant souche parfois, alors qu'en Occident on était un nanti ? Dans quelles conditions, et retenu par quelles fascinations ? Quelle était la mentalité des chrétiens nés sur place, « les poulains » ? Dans l'intervalle de leurs affrontements, quels échanges intervenaient entre les Francs et les Musulmans, entre deux civilisations dont la plus évoluée, sous bien des aspects, était l'orientale ? C'est tout l'arrière-plan de cette œuvre à deux têtes, ambitieuse et attachante. Elle comptera cinq volumes sous le titre général : « les Tournois de Dieu ».

G. G. A.

Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech

(Suite de la page 15.)

De toute façon, le règne du profit lui paraît fatal à la survie de la planète et par conséquent, comme il est optimiste, condamné. Il exclut également la bonasserie hippie, qui ramènerait à la survivance des plus aptes. Un socialisme mondial devra gérer le patrimoine, substituer la qualité à la quantité, l'éducation à la puissance. L'aventure humaine ne fait que commencer. Les prochaines décennies seront pathétiques mais passionnantes comme un ultime examen de passage. L'auteur ne regrette pas d'y être représenté par six enfants de trois lits différents...

On aurait aimé que le romancier et l'académicien Goncourt conclue son essai par un credo littéraire et culturel, au lieu de rêver, en adolescent plutôt matheux, sur l'avenir des voyages sidéraux. Mais le livre tire son charme de cette juvénilité inattendue et des autres corrections qu'il apporte à la réputation de l'auteur. A l'opposé de ce que suggèrent ses peintures familiales souvent atroces et son profil évoquant la vipère de ses débuts, Bazin se révèle un homme de bonne volonté curieux de tout l'univers, et quelqu'un de formidablement sympathique.

AUTRE Goncourt en rupture de roman et en mal de confidences, Michel Tournier prend le risque de causer la surprise inverse. Alors que *Vendredi ou les limbes du Pacifique*, *le Roi des aulnes* et *les Météores* lui ont valu une estime littéraire unanime, l'homme qu'il dévoile dans l'autobiographie du *Vent Paraclet* menace de heurter certains par la brutalité de ses jugements (2).

Sur la Résistance, par exemple, il ne craint pas d'affirmer qu'elle n'a servi à rien pour la « fausse victoire » de 1945, sinon à entraîner des prises d'otages, et que ni les juifs ni les réfractaires au travail en Allemagne n'y entraient par vocation. Les juges qui ont condamné Brasillach, au demeurant qualifié d'« écrivain médiocre », sont traités de « *ramassis de métèques mal débarbouillés...* »

Mais il ne faudrait pas se méprendre sur la passion qui, outre celle de la franchise, inspire ces formules vengeresses. S'il est vrai que son goût de lycéen pour la langue de Goethe le porte à excuser l'attitude de l'Allemagne par la folie nazie et que, malgré ses vingt ans en 1944, il laisse à d'autres, dont sa sœur, la gloire de s'engager, jugeant plus « urgent » d'étudier le *Parménide*, c'est moins par choix politique qu'il réclame l'acquittement des écrivains collaborateurs qu'en vertu d'une révérence proprement fanatique pour la fonction même d'écrivain.

NON seulement ce dernier doit pouvoir s'approprier les trouvailles des autres — ainsi Tournier s'adjuge-t-il bien haut des emprunts au *Grand Meaulnes* et à *Bovary*, — mais il devrait être placé, selon lui, au-dessus des lois. Tel est le sens du jugement d'« infamie abjecte » porté sur l'arrêt de mort de Brasillach : un écrivain ne saurait en aucun cas être condamné pour des « écrits anti-français ». Le public n'a d'autre droit sur lui que de l'écouter, quoi qu'il dise, debout et découvert comme pour la *Marseillaise* !

● *Ce que je crois*, d'Hervé Bazin
● *Le Vent Paraclet*, de Michel Tournier

Ce bénéfice de l'immunité totale serait exorbitant s'il ne se payait d'en engagement de tout l'être et de toute une vie au service de la langue française.

L'écrivain, selon Tournier, doit sacrifier à sa vocation le bonheur amoureux ou familial, qui risque de « désarmer le cerveau ». Il doit se contenter d'effleurer du regard les beaux visages aperçus dans le métro, et prier Dieu qu'il le renvoie aux « steppes » de la solitude, où souffle « le vent glacé de l'idée pure ». Tournier donne l'exemple en vivant seul dans un presbytère d'Ile-de-France, au service exclusif de ses œuvres, dont chacune lui a pris quatre ou cinq années de travail ardent.

Plus qu'un ermite, l'écrivain devient un athlète de la création, un stylite enivré de son ascèse et au bord de l'eugénisme, sinon du racisme : aux « blafards », terme de dégoût suprême appliqué à l'ensemble des Français comme aux « pions surréalistes », l'auteur oppose son teint « basané par le soleil de la métaphysique... »

DE souvenirs d'enfance en professions de foi esthétiques, *le Vent Paraclet* livre la genèse de cette soumission mystique à l'Œuvre, dont on connaît peu de cas depuis Montherlant.

Tout en reprochant à Freud son « indigence navrante », Tournier ne signalerait pas une certaine opération des amygdales, si la terreur qu'il en a gardée, liée à celle d'une circoncision, n'avait joué un rôle au moins inconscient dans la formation de son idéal monastique.

La passion pour les études d'allemand et la philosophie a pris le relais conscient. Elève de Bachelard et de Gandillac, agrégatif avec Deleuze et Chatelet, Tournier comptait moins enseigner — les profs lui semblaient tous des « détraqués » malodorants — que satisfaire un délire d'absolu. Ainsi en a-t-il voulu à Sartre, après le système global qu'annonçait *l'Etre et le Néant*, de s'être laissé « *brider par un scrupule moral excessif* ». Son invention romanesque tire toute son énergie motrice de la spéculation métaphysique.

Mais en même temps son sens de l'enfance bercé par Andersen et sa mentalité d'ethnologue formé au Musée de l'homme l'ont rendu sensible au fonctionnement des mythes, et soucieux de les renouveler. Chacun de ses romans se propose d'irriguer, par une affabulation inédite, ces histoires enfantines où l'âme des peuples résume ses souvenirs et ses intuitions les plus vastes.

SON expérience de la traduction et de la radio a décidé enfin du tour résolument transmissible que prendraient ces ré-incarnations. Contrairement aux romanciers du « sérail » qui jouent à « casser la baraque », Tournier se sent d'abord philosophe et croit possible de dire tout ce qu'il a à dire dans la prose héritée de Jules Renard, Colette, Genevoix, Giono et — pourquoi pas ? — Delly.

Ces cultes apparemment inconciliables de l'idée pure et de la communication claire ont permis le renouveau romanesque le plus éclatant depuis dix ans. Parce qu'il en fournit le secret, *le Vent Paraclet* constitue un document captivant.

(2) *Le Vent Paraclet*, de Michel Tournier, Gallimard, 296 p., 39 F.

poésie

Jean Cayrol et le poème de l'actualité

● *La suite de* **Poésie-Journal** : *une gazette rimée avec de profonds coups de sonde.*

EN 1969, inspiré et profondément secoué par les événements de mai 1968, Jean Cayrol publiait *Poésie-Journal*, qui restera comme une tentative unique, dans notre poésie, de concilier la référence à l'actualité, brutale, immédiate, sans apprêt, et le besoin de dire, presque sans transition, son propre mystère, contradictoire, illuminé, parfois même somnambule. Jean Cayrol reprend, aujourd'hui, cette expérience. Six années d'intervalle en ont pourtant changé la nature. Le soulèvement de tout l'être a d'abord fait place à une sorte de protestation plus amère et comme résignée. On pouvait avoir des élans irrésistibles sous de Gaulle ; on a des amertumes plus tamisées sous Giscard. L'espoir s'est émoussé, et les grandes aventures, Vietnam en tête, ont perdu de leur mordant.

La chronique de Jean Cayrol est devenue une suite d'images et de scènes où il fustige la société de consommation, et où défilent tous les personnages de nos soucis quotidiens, de Georges Marchais à Guy Lux. Ce panorama avait sans doute besoin d'un langage mieux ligoté, de sorte que la rime, qui était jadis occasionnelle, devient ici plus insistante, comme pour bien montrer que nous vivons une époque de la dérision. « *Je suis d'un monde inique, et qui se croit unique* », proclame Jean Cayrol, avant de poursuivre ce qui pourrait être une gazette rimée, n'étaient les sondes qu'il envoie, de temps en temps, dans son subconscient, ou dans sa rage. C'est alors que le poème, tout à coup, retrouve un chant profond, une nécessité irrésistible, et un don de la douleur que ne sauraient avoir les passages ironiques ni les coups d'épingle.

A. B.

★ *Poésie-Journal*, tome II, 1975-1976, de Jean Cayrol, le Seuil, 192 p., 27 F.

Du temps où...

Du temps où l'image se trouvait dans les mots
et dans les métaphores,
du temps où la couleur était en noir et blanc sur calicot
du temps où l'on passait du dedans au dehors,

du temps où la gravure expliquait l'univers,
le monde ancien, le monde d'avant le monde,
où les songes-creux ne passaient pas l'hiver,
du temps où l'on n'était blessé que par les frondes,

du temps où nous nous rendions maîtres d'un visage,
où le corps n'avait qu'un seul occupant
et se perdait dans le vagabondage,
du temps où nous étions des spectateurs décents,

du temps où l'on apercevait la lumière
comme un orage,
où l'écriture n'était pas envahie par son lierre
et retenait le songe à la limite de sa page,

du temps où le gros plan n'était pas nécessaire,
où nous aimions la teinte et la nuance,
où nous n'imaginions le bel éclair
que sur la forge d'une enfance...

souvenirs

« Tête de poulet, cul de canard »

● *Un métis de Saigon a vu l'Indochine devenir Vietnam.*

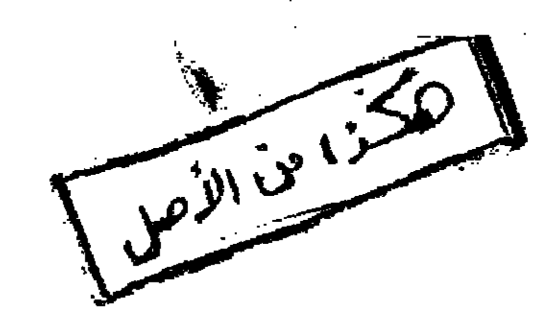
LE vert chaud des rizières du Mékong, la terrasse de l'hôtel Continental de Saigon, les reniflements de peau d'une grand-mère vietnamienne, les accolades généreuses de retrouvailles corses, tel un fléau vietnamien si difficile à équilibrer sur son balancier, Philippe Franchini témoigne d'une page d'histoire refermée en 1975. « Tête de poulet, cul de canard », disent les Vietnamiens. L'histoire n'est ni celle d'un Vietnamien ni d'un Français, mais d'un métis. Un tissu de mélancolies, de beautés, de déchirures, de petitesses. Mathieu Franchini, venu à la colonie à l'appel d'un oncle, censeur au lycée Chasseloup-Laubat, qui y épouse la fille d'un mandarin de My-Tho et y rachète un jour l'hôtel Continental, dont il sera plus tard le célèbre patron de la première guerre d'Indochine. Un portrait plein de sensibilité et de justesse, sans affectation.

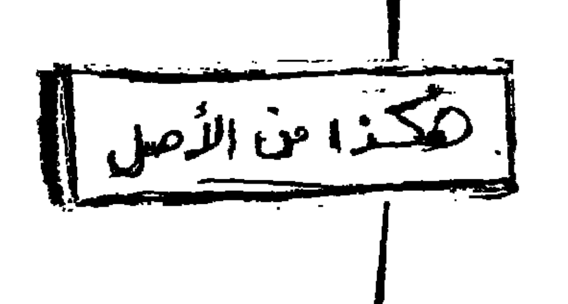
Né de cette alliance alors bien mal jugée, le petit métis observe d'un œil aiguisé le Saigon des années trente et quarante où il évolue en attendant les vacances annuelles, l'intense quiétude de cette île sur un bras du Mékong régie par une grand-mère qui chique le bétel. Le double regard de l'Eurasien sur la colonie est unique. A My-Tho, la complicité entre le féal cochinchinois et l'administration coloniale. Au Cercle sportif saigonnais, la honte du jeune métis qui fait ses premiers pas au bord de cette piscine du temple de la colonisation. La sincérité de la francophilie désespérée de lettrés vietnamiens. Le soupçon, la haine, l'incompréhension, l'infini malentendu. Le peintre s'exprime par touches, avec la tristesse, l'humour et l'intensité qui, seuls, permettent de raconter le « pays du Sud », le Vietnam.

De Saigon-Cholon, l'auteur connaissait trop bien les secrets pour ne pas en faire l'esquisse. De la guerre française à l'américaine, la ville se désintègre. En quête d'une ancre, le métis revenu en 1965 ne trouvera plus que ce « bateau ivre » qu'il abandonnera dix ans plus tard, sans amertume mais noyé de chagrin. Il a alors compris ce qu'il avait toujours senti : qu'il était et qu'il avait toujours été, aux yeux de ses amis vietnamiens, « l'étranger qu'ils préféraient ». Lucide, Philippe Franchini a écrit sans méchanceté ni complaisance le témoignage le plus honnête sur un univers qu'il aime. Ou qu'il aurait tant souhaité pouvoir aimer.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

★ *Continental Saigon*, de Philippe Franchini, Olivier Orban, 287 p., 45 F.







● Mais si : les Français lisent ! Plus que jamais, même. Rien qu'en 1976, ils ont acheté 300 millions de livres, 6 par habitant. Et les titres augmentent : 20 000 par an, dont la moitié de nouveautés.

Depuis 1967, cela fait près de 100 000 livres nouveaux, dont 20 000 romans.** Le Monde **en a reçu environ 30 000, et analysé près de 8 000. Or ces dix années passeront pour fécondes si elles ne laissent que quelques dizaines d'œuvres mémorables...

Le recul manque pour anticiper cette sélection implacable, et jamais définitive, de la postérité. « Le Monde des livres » ne prétend aujourd'hui qu'esquisser les changements intervenus, depuis sa création, dans l'art d'écrire et de lire.

ROMANS FRANÇAIS

Casser la baraque ou pas ?

★ *Dessin d'Orlic.*

COMME le montre la liste des disparus depuis 1967, la décennie a complètement décimé la génération exceptionnelle des années 30.

Le seul automne 1976 a vu s'éteindre quatre étoiles de première grandeur : Paul Morand, qui avait accordé la grande prose moraliste à la vitesse de l'entre-deux-guerres ; Emmanuel Berl, dont les entretiens avec Patrick Modiano venaient de confirmer la sagesse scrupuleuse, et peut-être prophétique ; Raymond Queneau, dont l'énorme travail sur le langage finira bien par apparaître, sous l'encombrant *triomphe de « Zazie »* ; et André Malraux, qui n'avait cessé depuis un demi-siècle, par le roman, l'action, l'histoire de l'art et la *rencontre des grands hommes* — ses dernières publications — de chercher pathétiquement un sens à un monde sans Dieu ni morale du progrès.

Il ne reste plus que deux « monstres sacrés » : Aragon et Sartre. *Ils ont* respectivement soixante-dix-neuf et soixante et onze ans. Mais leurs activités ne se sont ralenties qu'en apparence. Après *Blanche ou l'Oubli* (1967), ou *Henri Matisse* (1971) et *Théâtre Roman* (1974), où il retrouve la parole libérée de sa jeunesse surréaliste, Aragon travaille en guise de Mémoires à l'édition commentée de son œuvre poétique complète. Pour Sartre, la période restera celle de *l'Idiot de la famille* (son étude sur Flaubert laissée inachevée en 1972), et de nombreuses interviews, *la perte de la vue le privant d'écrire.*

D'autres auteurs proches de ces deux derniers « phares » par l'âge et l'importance *ont espacé* leurs publications. Depuis son Nobel en 1969, Beckett n'a donné que l'extraordinaire manège du *Dépeupleur (1971).* Genet a rompu radicalement avec la littérature au profit d'engagements *politiques.* Si Marguerite Yourcenar a fait suivre *l'Œuvre au noir* (1968) de ses *Souvenirs pieux (1974)*, Gracq et Mandiargues ont délaissé le roman post-surréaliste pour des textes plus « rares », dans tous les sens du terme. *Tous les anciens* « hussards » des années 60 ne cravachent pas autant que Jacques Laurent : deux livres de Guimard en dix ans, *deux* de Blondin, un seul de Bernard Franck.

Cette discrétion de beaucoup d'auteurs *confirmés a été compensée* par un net raccourcissement du « purgatoire » pour les écrivains « maudits » : Céline, Artaud et Bataille devenus les *références* majeures de cette décennie. L'édition complète de leurs œuvres, les collections de poche, des revues comme *l'Arc, l'Herne* et *Tel Quel*, y ont contribué.

LES DISPARUS

Ont disparu, depuis dix ans : 1967 : Marcel Aymé, André Maurois. — 1968 : Jacques Chardonne, Jean Paulhan. — 1970 : Jean Giono, François Mauriac, Pierre Mac Orlan.

1972 : Henry de Montherlant, Jules Romains, Pierre-Henri Simon. — 1973 : Alexandre Arnoux, Roland Dorgelès. — 1974 : Marcel Pagnol. — 1975 : Patrice de La Tour du Pin, Saint John Perse. — 1976 : Emmanuel Berl, Pierre-Jean Jouve, André Malraux, Paul Morand, Raymond Queneau.

Du côté de la tradition

L'importance donnée par l'Université à la recherche ne doit pas masquer le succès constant et la qualité intacte *du roman traditionnel. Le passé* y prend le pas sur le présent, à travers des fresques historiques — Gallo, Jules Roy, Troyat, Zoé Oldenbourg — ou une nostalgie de l'avant-guerre — Déon, Mohrt, d'Ormesson, — mais avec des clins d'œil qui renouvellent le charme du genre. De leur côté, les Goncourt honorent la tradition naturaliste (Lanoux, *B. Clavel*) et l'étude de mœurs (Bazin, Mallet-Joris).

Parmi les écrivains qui ont davantage bousculé les habitudes, il faut citer Navarre, P.-J. Rémy et R.-V. Pilhes, qui ont projeté dans le récit à l'ancienne des systèmes très personnels de fantasmes ou de fantastique social, mais surtout Patrick Modiano et Michel Tournier. Tous deux inconnus avant 1967, ils se sont imposés depuis, l'un par une aura poétique qui *dépasse* le goût « rétro » pour les dessous de l'occupation, l'autre par la réincarnation des plus grands *mythes.*

Un vent d'autobiographie...

La mise en cause des techniques romanesques a fait de l'autobiographie une sorte de *refuge où se sont abrités une* proportion jamais atteinte d'écrivains classiques.

Aux grands aînés pour qui venait normalement le temps des *Mémoires* (Genevoix, Green, Guitton, Jacques Perret) et aux auteurs dont c'était le propos exclusif (Borel, Jouhandeau, Leiris, Nourissier) se sont ajoutés beaucoup de romanciers qui avaient débuté dans la fiction traditionnelle et ont *entrepris* de raconter leur vie dès la cinquantaine. A part Bastide, qui a suivi le chemin inverse en *interrompant* sa « vie rêvée », c'est le cas de Bory, José Cabanis, Claude Mauriac, Claude *Roy*, Sabatier, *Jean Sullivan, etc.*

La génération suivante a également *négligé le détour de la* fiction au profit du témoignage à peine romancé. Les « conversions » survenues en 1968 et *leurs suites plus ou moins* désemparées ont donné lieu à des confessions traditionnelles, seulement nuancées de lyrisme (Hallier) ou de colère ironique (Bizot, Courchay, Ehni, Guegan, Rezvani).

... et de théorie

Le « nouveau roman » avait introduit le doute dans les années 50-60, mais en 1967 il a déjà cessé d'exister comme « école ». Chacun de ses champions a suivi son génie propre.

Alain Robbe-Grillet continue ses montages malicieux et corrosifs, qui dévoilent les fantasmes *de l'imaginaire collectif.* Nathalie Sarraute agence ses micro-drames fictifs, où les consciences s'oppriment les unes les autres, pour cerner tantôt l'acte créateur, tantôt le conflit des générations et des cultures, tantôt le terrorisme intellectuel. Claude Simon s'écarte des images lacunaires de la débâcle et de la guerre d'Espagne qui tournaient dans sa mémoire, pour composer de magnifiques puzzles dont les morceaux épars reflètent *notre vie, notre histoire, notre* monde. Robert Pinget, plus rare, questionne les paroles à leur jaillissement. Butor, détourné du *roman, cherche des correspondances* entre des langages différents : poésie, peinture, musique, rêve.

Depuis dix ans, le rôle d'inquiéteurs et d'empêcheurs de romancer en rond est tenu par les critiques universitaires, pour qui l'acte d'écrire doit perdre son innocence trompeuse et relever de la science. D'authentiques écrivains ont illustré cette chasse au mystère irréductible du texte : Barthes, qui a dominé la période en ce domaine, Genette, Julia Kristeva, Meschonnic, Ricardou, Sollers.

En vase clos

Il en est résulté une stérilisation de la création naïve, une coupure à peu près totale avec le public non spécialiste, et des chambardements dont l'importance respective se discerne mal. Mais rejeter en bloc cette nouvelle expérimentation au nom d'une « lisibilité minimum » serait aussi injustifiable que d'y adhérer sans circonspection.

Sa difficulté d'accès croît avec l'ampleur des remises en cause, elles-mêmes liées à la valse des théories à la mode. Certains se contentent de reprendre la « déconstruction » là où l'a interrompue le « nouveau roman », en substituant au récit logique des faisceaux d'images (Renaud *Camus). D'autres, plus nombreux,* s'opposent à l'héritage littéraire, jugé envahissant et aliénant, par des éructations rabelaisiennes *(Demélier), des paraphrases* aimantes (Chaillou) ou des références en délire (Almira). D'autres encore pratiquent le collage, le détournement de textes, la parodie, ou laissent libre cours à une parole célinienne (Moreau, Rezvani), baroque (Faraggi, Grainville) ou subtilement détraquée (Ajar).

Il y a enfin ceux qui n'ont de cesse de dérégler les mécanismes par lesquels l'écriture a coutume de « signifier ». Par *définition*, ces expériences aux limites de l' « illisible » découragent le jugement et la classification autant que la lecture. *On peut seulement apercevoir* que les unes collent plutôt au langage de l'inconscient en jouant de ses symboles et de ses automatismes (Hélène Cixous), et que les autres espèrent leur explosion libératoire de *la folie* (à la suite d'Artaud), de l'érotisme (à la suite de Bataille), ou des deux à la fois : Duvert, Guyotat, Bernard Noël, *Denis Roche, Sollers, etc.*

Inclassable talent

Il faudra attendre pour savoir lesquelles de ces aventures, souvent indéchiffrables et parfois suicidaires, auront marqué l'époque. Si du moins on les laisse survivre au temps de la rentabilité.

Il est pourtant rare que les individualités fortes et porteuses d'un message ou d'un style *impérieux ne trouvent pas le chemin* du public. Bien que ses déambulations aient eu de quoi dérouter, *Le Clézio* a très vite gagné une audience qui dépassait les cercles spécialisés. Les jeunes de sa génération ont *reconnu en lui leur terreur fascinée* devant le monde moderne et leurs aspirations à une communion cosmique. De même, *les lecteurs sans bagage particulier* trouvent, dans la jactance de San Antonio, la langue verte de Boudard ou les *pieds-de-nez chaplinesques* d'Ajar, l'écho de leurs méfiances instinctives envers le langage et l'ordre qu'il cautionne.

Toute la décennie, finalement, aura illustré ce doute, avec plus ou moins de ravages, de souci de communiquer « quand *même* », et de cet éclat inclassable que, faute de mieux, on n'a pas fini d'appeler le talent.

JACQUELINE PIATIER
et BERTRAND
POIROT-DELPECH.

ECRIRE AU FÉMININ

LA prise de conscience des problèmes et des possibilités d'expression propres à la femme *restera* sans doute le fait dominant des dix dernières années. La fondation et l'extension rapide des Editions des femmes n'en est qu'un symptôme. *Alors qu'en 1967 régnait encore le « roman de femme »* bovarysant, ou faussement émancipé sur le modèle de Françoise Sagan, trois types de livres nouveaux ont surgi.

D'abord des témoignages de libération personnelle où un vaste public féminin a trouvé l'écho de son malaise quotidien et cherché un modèle : par exemple, la *Maison de papier* (Mallet-Joris), *Ainsi soit-elle* (Benoîte Groult), *Les mots pour le dire* (Marie Cardinal), *les voyages de Muriel Cerf.*

Les progrès du militantisme féministe ont entraîné, d'autre part, un appétit de documents en tous genres et de textes théoriques *luttes féministes dans le monde, exhumations de pionnières* (Louise Labé, Flora Tristan, Claire Démar, Kollontaï...), traductions de Kate Millet, Mitchell, Brown Miller, relectures de grands auteurs à *l'affût de leur phallocratisme*, analyse critique de la pensée « masculine » de Freud et des philosophes par Luce Irigaray (spéculum, de l'autre femme), etc.

Enfin, certaines femmes écrivains ont vu la domination mâle *dans les interdits qui pèsent sur l'expression* de leurs sensations et sur la grammaire même. D'où des textes inspirés par le corps féminin : les uns plutôt intellectuels (Marianne Alphant, Hélène *Cixous), les autres plus instinctifs ou lyriques : Chantal* Chawaf, Xavière Gauthier.



★ Dessin de Gourmelin.

POÉSIE

Du mystère au tract

CES dix dernières années ont été marquées par une diversification de plus en plus manifeste, au niveau du langage, alors que la poésie traditionnelle, à la fois rimante et cartésienne, a presque disparu et que la poésie de protestation a nettement accentué sa présence parmi les jeunes.

Les poètes connus, qu'un grand nombre de lecteurs peuvent suivre, sont tous présents : si la part de mystère reste considérable dans leurs œuvres, elle n'en oblitère pas pour autant une signification précise. C'est le cas des deux recueils de Pierre Emmanuel, *Jacob* et *Sophia* (Le Seuil), de Georges-Emmanuel Clancier dans *Peut-être une demeure* (Gallimard), de Norge dans *la Belle Saison* (Flammarion), de Jean Grosjean dans *la Gloire* (Gallimard), de Robert Mallet dans *Quand le miroir s'étonne* (Gallimard), de Claude Vigée dans *le Soleil sous la mer* (Flammarion), de Pierre Oster dans *les Dieux* (Gallimard). Il faut ajouter à ces voix les voix célèbres de Jacques Prévert, d'André Pieyres de Mandiargues, d'André Frénaud : une communicabilité immédiate s'établit entre eux et le lecteur.

Le langage restant tout aussi traditionnel, quelque chose de plus ambigu, de plus confondant, de plus insinuant, caractérise des poètes portés sur la parabole ou l'allusion, comme René Char dans *le Nu perdu* et *Dans la pluie giboyeuse* (Gallimard), Jean-Claude Renard dans *la Braise et la Rivière* et *le Dieu de nuit* (Le Seuil), Bernard Noël dans *la Peau et les Mots* (Flammarion). Voisins par la conception du langage sont les poètes attachés à la définition du moi : Yves Bonnefoy avec *Dans le leurre du seuil* (Mercure de France), Jacques Dupin avec *l'Embrasure* (Gallimard), Jean Rousselot avec *les Moyens d'existence* (Pierre Seghers), Pierre Seghers avec *Dis-moi ma vie* (André de Rache)

Soucieux d'ajouter à leurs évidences une sorte de dimension fabuleuse — non point la connaissance mais l'ivresse relative, — d'autres poètes qui comptent gardent les vertus traditionnelles de leurs moyens d'expression : Robert Sabatier dans *les Châteaux de millions d'années* et *Icare et autres poèmes* (Albin Michel), Jean-Philippe Salabreuil dans *l'Inespéré* (Gallimard), Hubert Juin dans *les Guerriers du Chalco* (Pierre Belfond), Pierre Dalle Nogare dans *Mémoire d'autre* (Flammarion), Lorand Gaspar dans *Sol absolu* (Gallimard), Charles Le Quintrec dans *Jeunesse de Dieu*, Jacques Izoard dans *Voix, vêtements, saccages* (Grasset), Jean Joubert dans *Saison d'appel* (Grasset).

Le renouvellement du langage a été l'une des aventures majeures de la poésie, en cette décennie. Certains poètes, sans aller jusqu'à la rupture avec le passé, ont pris leurs distances avec l'écriture traditionnelle. Raymond Queneau, dans son chef-d'œuvre, la trilogie de *Courir les rues*, *Battre la campagne* et *Fendre les flots* (Gallimard) est revenu au parler de la rue, en introduisant une orthographe phonétique. Guillevic, dans *Paroi* et *Inclus* (Gallimard) a enlevé de ses poèmes lapidaires tout élément de rhétorique. Jacques Roubaud, dans *E* et *Trente et un au cube* (Gallimard), a rapproché la poésie des sciences exactes, tandis que Michel Deguy, dans *Figurations* (Gallimard), lui a donné un vocabulaire philosophique. Infiniment plus radical dans la cassure du verbe est Denis Roche, dans *Eros énergumène* et *le Mécrit* (le Seuil).

La poésie engagée a connu un bond en avant spectaculaire. Jean Cayrol a, parmi les poètes célèbres, inauguré un genre, avec *Poésie Journal* (Le Seuil) : l'actualité vue par un tempérament qui la transforme. René Depestre, lui aussi poète chevronné, est resté dans le sillage des défenseurs de la gauche traditionnelle, avec *Poète à Cuba* (Pierre-Jean Oswald). Franck Venaille continue de militer en faveur des déshérités, avec *l'Apprenti foudroyé* (Pierre-Jean Oswald).

Parmi les poètes révélés depuis peu, on constate la même diversité, la même dispersion, la même course à l'individualisme exacerbé, la même richesse aussi. Daniel Biga, avec *Oiseaux mohicans* (librairie Saint-Germain-des-Prés) est le plus grave des protestataires gauchistes. Paol Keineg chante une Bretagne mécontente, dans *Lieux communs* (Gallimard). Tahar Ben Jelloun met sa litanie au service d'une cause politique et sociale dans *leurs blessures* (Maspéro).

La révolte est plus somnambule chez Matthieu Messagier, dans *Les laines penchées* (Pierre Seghers) ou chez Yves Martin, dans *Poèmes courts suivi d'un long* (Guy Chambelland).

ALAIN BOSQUET.

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

Une ouverture élargie sur le monde

LA France, toujours un peu prisonnière de ses traditions hexagonales, a beaucoup appris et beaucoup traduit en dix ans. C'est que l'accélération de la circulation des idées et des œuvres s'est doublée d'un déplacement évident des centres de gravité de la création littéraire.

Les regards se sont essentiellement tournés vers les Amériques. Vers l'Amérique d'expression hispanique d'abord, qui a engendré une pléiade d'écrivains aujourd'hui confirmés en Europe, et qui ont assuré la relève de la génération précédente, celle des Neruda, Arguedas, Asturias, dont l'unique survivant est l'Argentin Borges. De fortes individualités littéraires marquent « la génération du boom », ainsi nommée à l'époque de son union — elle a maintenant éclaté — Carlos Fuentes, actuel ambassadeur du Mexique à Paris ; Mario Vargas Llosa, président du Pen Club international ; Julio Cortazar qui réside en France ; Gabriel Garcia Marquez et Octavio Paz qui vivent à Mexico. Sans oublier les Cubains Lezama Lima (récemment disparu) et Alejo Carpentier, diplomate en poste dans la capitale française.

Leur présence est monumentale. Chacun d'eux a donné au moins une « somme » (traduite en français à l'exception de *Terra Nostra*, de Carlos Fuentes, la plus récente) qu'on n'a pas plus le droit d'ignorer ici que les films de Bergman, de Fellini ou Kubrick. C'est *Paradiso* (de L. Lima), *Marelle* (de J. Cortazar), *Cent ans de solitude* (de G.G. Marquez), *Conversations à la cathédrale* (de M. Vargas Llosa) ou *le Recours de la méthode* (d'A. Carpentier).

Les Etats-Unis ensuite, où se sont épanouis puis relativement taris les grands talents étiquetables : ceux de l'école juive new-Yorkaise (Saül Bellow, récent prix Nobel de littérature ; Philip Roth, l'auteur de *Portnoy et son complexe* ; Bernard Malamud), ceux de l'école du *New Yorker* passés maîtres dans l'art du récit lapidaire et sophistiqué : Updike, Truman Capote ou Salinger ; ceux, enfin, qui accompagnèrent le mouvement d'émancipation des Noirs : Leroi Jones, William Styron, James Baldwin ou Herbert Gold. Tout cela au profit d'un émiettement difficile à décrire.

Des personnalités continuent d'émerger : la brillante Susan Sontag, mais elle se consacre maintenant au cinéma et à la réflexion sur la photographie, Norman Mailer foisonnant, virtuose et paradoxal, Tom Wolfe, l'enfant terrible du journalisme new-yorkais, chantre du psychédélisme ou chroniqueur des épopées spatiales, Jersy Kosinski, l'auteur de *l'Oiseau bariolé* qui poursuit une carrière avisée, *Anaïs Nin*, morte le mois dernier qui a donné dans son fluvial *Journal* l'exemple de la descente aux labyrinthes de l'être. Il y en a bien d'autres... Ne serait-ce que ces deux survivants de la grande époque : Erskine Caldwell et Henry Miller.

Peut-être masquent-ils, ainsi que le phénomène très américain du best-selling, les expériences qui foisonnent dans un pays dont l'une des vocations a toujours été le commencement. Il nous faut apprendre à connaître des écrivains moins célèbres, encore que traduits ici : ceux qui constituent la postérité d'un Burroughs, d'un Kerouac, d'un Kesey ou d'un Ginsberg. Il faut découvrir la jeune école californienne (à laquelle les éditions du Sagittaire sont particulièrement attentives), ou encore les écrivains du Sud dits « de la seconde génération », ceux qui ont pris la relève de Faulkner, de Flannery O'Connor ou de Carson McCullers : Shelby Foote, l'historien de la guerre de Sécession, William Humphrey, le conteur fantastique de son terroir, ou Ethel Roth Miller dont la prose poétique n'est pas sans grâce... A quoi s'ajoute une littérature de recherche, plus récente, plus élaborée et qui compte John Barth, Donald Barthelme, Thomas Pynchon, John Hawkes, Paul Rechy et Kurt Vonnegut Jr...

***

La vieille Europe, elle aussi, a renouvelé ses phares. En Grande-Bretagne, on a assisté pendant ces dix dernières années à l'essoufflement des « ex-jeunes gens en colère », au profit d'une création féminine importante, voire « féministe » (dans la tradition anglaise, depuis les sœurs Brontë) celle de Doris Lessing, Iris Murdoch ou Margaret Drabble. On a redécouvert une vieille dame charmante, Jean Rhys, qui, dans les années 20, avait conté ses folies parisiennes. On a ri des facéties philosophico-écologistes d'un fin linguiste nommé Tolkien, le père des Hobbits. Et si Graham Greene reste l'auteur anglais le plus exporté, Lawrence Durrell l'a rejoint dans la notoriété, encore que, depuis *Tunc* et *Nunquam*, il n'ait rien écrit qui égale son éblouissant *Quatuor d'Alexandrie*. Un autre exilé (volontaire) s'est imposé avec *l'Orange mécanique* et plus récemment sa *Symphonie Napoléon* : Anthony Burgess.

Côté germanique, c'est le Groupe 47 qui s'est essoufflé. Gunter Grass, Alfred Andersch, Heinrich Böll et Martin Walser continuent de publier avec succès, mais nous leur préférons les recherches solitaires d'un Uwe Johnson ou l'indépendance d'un Junger. Ou encore ces Autrichiens nouveaux venus : Peter Handke à la plume aiguë et désespérée, Thomas Bernhard, dont la noirceur est proprement beckettienne ou le très combatif Hans Magnus Enzesberger.

Côté scandinave, deux émergences intéressantes : Per Olof Sundman, un Suédois qui pratique une sorte de « nouveau roman » des neiges, très structuré et très séduisant, et Henri Stangerup, un jeune Danois qui n'a pas fini de faire parler de lui.



Les grandes réhabilitations

DEPUIS dix ans, un certain nombre de grands noms de la littérature mondiale sont sortis du purgatoire où les tenait un malentendu de nature politique ou esthétique. C'est le cas de Boulgakov, d'Isaac Babel et d'Ossip Mandelstamm, victimes de la terreur stalinienne et dont les œuvres majeures ont enfin vu le jour en traduction française.

C'est le cas aussi de John Cowper Powys, l'écrivain gallois mort en 1963, du Triestin Italo Svevo, d'Alberto Savinio, le frère de De Chirico, de Herman Hesse, redécouvert par la jeunesse américaine, puis française. Sans oublier ces excellents écrivains nordiques : Knut Hamsun et Tarjei Vesaas.

Gustav Meyrink, le père du *Golem*, Karl Kraus, le virulent autrichien et le poète Georg Trakl ont fait l'objet d'importantes études assorties de rééditions. Les Polonais Witkiewicz, Gombrowicz et Bruno Schulz, grâce aux efforts de Maurice Nadeau notamment, sont presque intégralement accessibles ici.

Signalons enfin un élargissement d'audience pour Katherine Mansfield, Virginia Woolf, Sigrid Unset, Carson McCullers et Selma Lagerloff, grâce aux grandes rééditions entreprises par Stock dans la collection « Les grandes œuvres internationales », pour Novalis et Hölderlin repris chez Gallimard et Rainer Maria Rilke au Seuil.

Le phénomène Soljenitsyne

A l'Est, quoi de nouveau ? La vague de littérature contestataire diffusée par le *Samizdat* l'a emporté sur les productions officielles, et c'est incontestablement le phénomène Soljenitsyne qui a dominé. Mis à part *Une journée d'Ivan Denissovitch*, les grands livres de l'écrivain russe ont été publiés à l'Ouest durant ces dix dernières années (aux éditions Ymca Press, en langue originale, puis simultanément dans les grandes langues européennes) : *le Pavillon des cancéreux* (1968), *le Premier Cercle* (1969), *Août 14* (1972) et *l'Archipel du Goulag* (1974).

Le retentissement donné au discours de Stockholm, prononcé en son absence en décembre 1970, puis à son expulsion d'U.R.S.S., en février 1974, ont focalisé l'attention sur la personnalité écrasante de Soljenitsyne, sur la force du témoignage qu'il nous a apporté et la virulence de ses exigences à l'égard du monde occidental, auquel il reproche son matérialisme et son manque de *spiritualité*.

Le géant n'éclipse pas pour autant d'autres écrivains venus d'U.R.S.S., de veine et de qualités variées : Siniavski, Maximov, Nekrassov, etc. Sans oublier ceux qui continuent à écrire sur place, clandestinement ou officiellement : Voïnovitch, Trifonov, Natalia Baranskaia...

En R.D.A., Christa Wolfe et Gunter Kunert se sont démarqués de la toujours présente Anna Seghers. En Pologne, c'est Adolf Rudnicki, témoin-visionnaire de la fin du ghetto de Lodz, qui s'est imposé. En Tchécoslovaquie, la jeune classe des Kundera, Skvorecky, Vaculik, a pris le relais du grand Hasek. En Hongrie, c'est Geörgy Konrad qui, par la hauteur de sa réflexion, distance ses aînés, dont Tibor Dery.

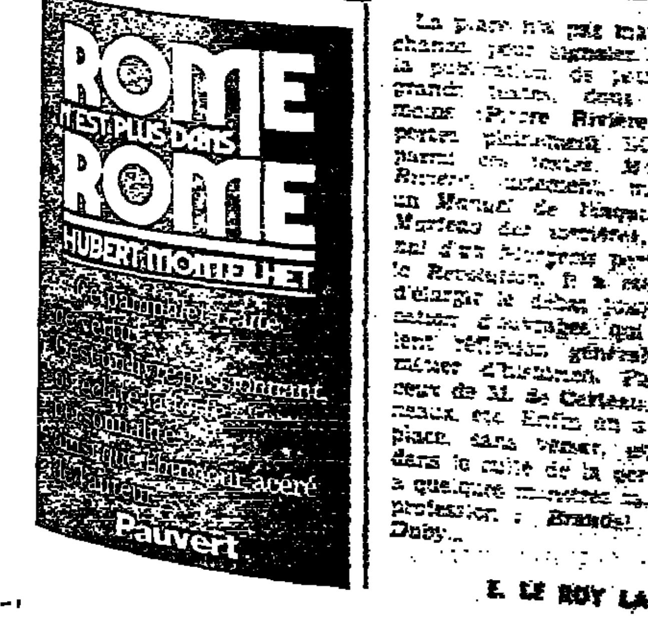
En Roumanie, Paul Goma est apparu comme une sorte de Joyce de l'univers pénitentiaire, initiateur peut-être d'une nouvelle école appelée « onirique » et qu'occupe essentiellement la recherche formelle (Tanase, Tsepeneag...).

***

Reste l'Europe balkanique et latine. Signalons rapidement dans la Turquie veuve de Nazim Hikmet l'émergence des romanciers anatoliens au souffle épique vigoureux, les deux Kemal, Orhan, l'auteur du *Pilier*, et Yachar, celui de *Mehmed le Mince*. En Grèce, c'est Vassilikos et Ritsos qui se sont le plus brillamment manifestés après la disparition de George Seferis, prix Nobel de littérature 1963. L'Albanie a vu naître un romancier curieusement fantastique, Ismaïl Kadaré, dont *le Général de l'armée morte* n'est pas sans relents buzzatiens.

En Italie, à côté des grands talents classiques de Giorgio Bassani, Italo Calvino, Alberto Moravia et Dino Buzzati, à côté des poètes Ungaretti et Montale, le Sicilien Leonardo Sciascia apparaît comme le plus novateur et l'un des plus fins romanciers politiques de son époque. En Espagne enfin, face aux Cela, Matute et Alberti, un peu vieillis aujourd'hui, deux personnalités à suivre : Juan Goytisolo, qui nous a donné un maître livre, *Don Julian*, dans lequel il s'empoigne passionnément avec l'héritage hispanique, et la Catalane Mercé Rodoreda, que *la Place du diamant* situe d'emblée parmi les plus grandes, aux côtés de Virginia Woolf surtout, dont elle serait une sœur latine, plus populaire.

FRANÇOISE WAGENER.





★ Dessin de Bonnaffé.

SCIENCES HUMAINES

La foire aux concepts

LES débats d'idées sont devenus populaires. Théories, concepts, méthodes — tous *les instruments permettant* d'analyser le langage, les sociétés archaïques ou modernes, les systèmes culturels, les mécanismes psychiques, — sont peu à peu devenus familiers à un public plus vaste et plus diversifié. Quittant le cénacle des spécialistes, *les livres de sciences humaines* ont fini par représenter environ un cinquième des publications *et des ventes* en librairie. Et l'engouement, au fil des ans, est allé croissant. Du coup — avec réticence souvent, avec avidité parfois — les intellectuels et chercheurs, par le truchement des *mass media*, donnent à présent dans le vedettariat. Au détriment *de quoi ou de qui ?*

Cela a commencé avec le structuralisme, qui, en 1967, battait son plein : Althusser, Barthes, Foucault, Lacan, Lévi-Strauss et quelques autres se retrouvaient dans la même barque. L'image d'une école de pensée neuve et cohérente, accentuée par commodité journalistique, s'est peu à peu estompée. Non pas que la méthode structurale soit tombée en désuétude (la suite des *Mythologiques* de Lévi-Strauss, *son Anthropologie structurale II*, et d'innombrables travaux sont là pour en témoigner) ou *même que la « révolution structurale »* soit achevée, mais la belle et factice unité d'un temps s'est scindée en de multiples courants.

L'influence souveraine *de la* linguistique (Hjemslev, Jakobson, Benveniste) et de ses modèles, utilisés dans *tous les domaines*, a paru régresser, notamment sous l'effet des bouleversements introduits par Noam Chomsky et la grammaire générative, cherchant à comprendre comment *sont produites* les *phrases par* un sujet parlant. Elargissant d'autre part l'horizon des recherches à l'ensemble des systèmes de signes, même non linguistiques, la sémiologie, autour de Roland Barthes, de A.-J. Greimas, de Julia Kristeva et d'autres, à pris une place grandissante.

Influencés par les schémas linguistiques, les modèles inspirés de *la biologie ont tendu à se substituer* à eux, à la suite des travaux de François Jacob (*la Logique du vivant*) et de Jacques Monod (*le Hasard et la Nécessité*). A partir de là, nombre de biologistes, tel Henri Laborit, se sont aventurés dans l'explication des phénomènes sociaux.

Ceux-ci étaient par ailleurs explorés de mille façons par une pléiade de sociologues dont les travaux, fort divers, forment une part importante des ouvrages publiés. Tout en relisant de grands classiques comme Mauss ou Durkheim, on découvre avec *l'Anthropologie politique*, de Georges Blandier, que les sociétés se *produisent et s'inventent* continûment elles-mêmes, selon un équilibre instable — idée que l'on *retrouve chez Alain Touraine* (*Production de la société*). Une forme de sociologie plus directement en prise sur le *quotidien* apparaissait à travers les analyses aiguës de Pierre Bourdieu, les enquêtes de Jean Duvignaud, les ouvrages d'Edgar Morin, qui s'attachait successivement aux phénomènes de la culture de masse scrutée par Marshall Mac Luhan et aux rapports complexes de l'homme et de son environnement. Dans ce domaine, les essais-pamphlets d'Ivan Illich, soulignant les tares de la technocratie régnante et de la société de consommation analysée par Jean Baudrillard, ont profondément marqué, avec tout le courant « écologiste », la crise des premières années 70.

Comme une lessive

Car l'Occident se sent malade. Son plus lointain passé, étudié par Georges Dumézil (*Mythes et Epopée*), ne lui parle plus. Ses plus proches discours, dont Michel Foucault poursuit l'archéologie, ne lui sont déjà plus audibles. La nature ? L'Occident s'est construit contre elle, comme le rappelle avec vigueur Serge Moscovici.

Il a nié aussi, écrasé ou anéanti les diverses formes d'« autres » : le « fou », que David Cooper, et toute l'antipsychiatrie, tente de réhabiliter ; le « sauvage », dont Robert Jaulin dénonce l'ethnocide, pendant que Carlos Castaneda découvre ses mystérieux savoirs, et Pierre Clastres son organisation sociale ; l'enfant, dont Philippe Ariès retrace l'invention récente, alors que René Schérer, Fernand Deligny et d'autres tentent d'approcher son univers propre ; la femme, enfin, que de multiples voix, anonymes ou non, commencent à faire entendre.

Cet aperçu très cavalier suffit à *montrer combien cette* « explosion » est positive. Pourtant elle ne va pas sans risques. L'inflation des productions en est un : dans le flot des collections, des documents et des « nouveautés », les *petits maîtres* se multiplient et les sous-disciples grouillent. Il y a plus grave : la foire aux concepts a vite fait de transformer le goût des idées en boulimie des discours. Les thèmes s'usent : « la mort » a duré quelques mois, « la fête » quelques semaines ; les écoles se font et se *défont* ; les penseurs virent au « gourou » et les pensées au produit. Bientôt, peut-être, on lancera une idée comme une lessive

ROGER-POL DROIT.

HISTOIRE

Place à la sociologie

LE « *Monde des livres*... d'histoire »... Impossible, dans le cadre brévissime de cet article, de résumer ce que *fut* l'ultime décennie. Je ne donnerai donc, à ce propos, qu'une vision *plongeante et marginale*. Celle-là même qui m'est suggérée par ma propre expérience d'historien *professionnel*, et *de journaliste* occasionnel.

L'histoire sociale a été à l'honneur pendant ces dix années. Je *prends le mot « social » au sens* de « sociologique », bien entendu. Puisque aussi bien, en ce secteur, la discipline historique s'est mise à l'école des autres sciences humaines. Sociologie historique des groupes : par exemple la thèse de Jean Meyer sur la noblesse bretonne du XVIII[e] siècle, cette noblesse régionale qui n'était pas décadente comme le veulent les stéréotypes, mais en plein essor... Et de même le livre de Philippe Contamine sur l'armée et la société au XV[e] siècle. Par-delà ces groupes particuliers, nobles, ou militaires, c'est tout le problème des *élites* qu'on a essayé de signaler. En ce domaine, se sont imposés, au hasard des chroniques journalistiques, quelques noms : Richet, Furet, Chaussinand-Nogaret. Rôle des élites, mais aussi des minorités marginales, si influentes lors des phases de rupture : ainsi les réjouissantes canonnades de Richard Cobb contre ce qu'il faut bien appeler aujourd'hui, hélas, les interprétations traditionalistes de *la* Révolution française.

Glissons. Cette révolution, après tout, n'est pas seule au monde. Il faut faire leur *place* aussi aux recherches d'Yves Bercé sur les *Croquants* (rebelles « sauvages » du XVII[e] siècle). A celles également du groupe de Michel Mollat relatives aux *Pauvres* dans l'histoire.

Théorie des révolutions, mises entre les mains des classes inférieures, le marxisme n'a guère été évoqué que par raccroc, dans nos chroniques, au hasard de tel livre lu, sur telle période. On a pris soin d'y inclure, bien entendu, la période où les faillites d'un certain marxisme sont les plus criardes, je veux dire l'époque soviétique (E. Todd : *la Chute finale*). « Le Monde des livres » s'est penché davantage, avec une jubilante sollicitude, sur l'histoire des minorités : Bretons, de A. Burguière ; Occitans, de R. Lafont et de R. Nelli. Cathares, de Z. Oldenbourg. A côté de ces « mineurs », sont venus les « majeurs ». Je veux dire les formidables *majorités rurales d'autrefois*. Les paysans du passé ont reçu leur forte part d'attention : villageois de la *région parisienne, ou du Nord de* la France, étudiés récemment par Jean Jacquart, et jadis par Georges Lefebvre.

Il a fallu aussi galoper au risque d'en perdre le souffle, sur les nouveaux territoires de chasse des historiens devenus sociologues : histoire du sexe (J.-L. Flandrin, R. Sole) ; de la nourriture et même de la « grande bouffe » (J.-P. Aron) ; des mœurs et de leur polissage historique (N. Elias). La vie sexuelle d'autrefois nous a été révélée, aussi, grâce à la démographie historique : occasion pour la critique d'évoquer les travaux de P. Goubert, J. Dupaquier, J.-N. Biraben. Occasion aussi d'expliciter ces monstres démographiques que furent les grandes villes du passé, si mortifères et peuplées de tant de berceaux, de si nombreux tombeaux (livres de M. Garden, de J. Kaplow : sur Lyon et sur Paris, au XVIII[e] siècle).

La vogue du quantitatif

Le renouveau des études sur la mort, la « mode macabre », a eu *son contre-coup chez* les historiens : les travaux de M. Vovelle, de F. Lebrun... De la *mort*, Vovelle *est passé* au long d'une trajectoire créatrice et originale, un peu prolifique *parfois*, *jusqu'à* bien d'autres « terrains ».

La vogue ou la vague du quantitatif en histoire s'est faite *aujourd'hui* plus tolérante, sans pour autant disparaître ou refluer. Elle a suscité tout un dossier dans *le Monde* en 1969. L'histoire économique, en revanche, cette mère-gigogne de toute la nouvelle école historique, a peut-être été négligée, excepté l'œuvre de Pierre Vilar (*le Passé de la monnaie*), celle de l'Américain D. Landes (*Peurs et malheurs de l'industrialisation*) et bientôt la thèse importante, quasi monumentale, de Guy Bois (« Normandie médiévale et renaissante »). Des disciplines plus classiques comme l'histoire des religions (M. Simon, R. Taverneaux, voire R. Dagron), l'histoire des idées (le *Clausewitz*, de R. *Aron*) *n'ont été* abordées que de manière isolée ou par la bande : *mea culpa*. En revanche, on a *tenté* quelques approches vers la géographie historique et vers la psychanalyse du passé (comptes rendus d'ouvrages d'A. Miquel et d'A. Besançon).

La place n'a pas manqué, par chance, pour signaler en détail la publication, de petits ou de grands textes, dont l'un au moins (Pierre Rivière) a une portée pleinement littéraire : parmi ces textes, *Moi, Pierre Rivière*, justement, mais aussi un *Manuel de l'inquisiteur*, *le Marteau des sorcières*, *le Journal d'un bourgeois parisien sous la Révolution*. Il a été possible d'élargir le débat jusqu'à l'évocation d'ouvrages qui se veulent réflexion générale sur le métier d'historien. Parmi eux, ceux de M. de Certeau, J. Chesneaux, etc. Enfin on a fait leur place, sans verser, espérons-le, dans le culte de la personnalité, à quelques monstres sacrés de la *profession* : Brandel, Chaunu, Duby...

E. LE ROY LADURIE.

DOCUMENTS

Sous le signe de l'éphémère

LORS d'un récent débat, Gilles Perrault avançait que le déclin du roman *historique pouvait* tenir à la désaffection d'un public de plus en plus habitué à connaître le *dessous* des cartes et tout de suite, plus friand de personnages réels qu'imaginés et, finalement, de réalité que de fiction.

La mode est à la manière Lapierre et Collins et autres « Ce jour-là ». *Du coup, la progression* a été considérable, au cours des dix dernières années, de documents en *tout* genre sur cette « histoire immédiate », pour laquelle le livre prend de plus en *plus le relais de la presse*, *mais* aussi le risque consenti de traiter les choses au plus pressé, et de faire *inévitablement* sa part au médiocre.

C'est pourtant dans ces genres-là qu'on joue le plus le best-seller, bien que rien ne se soit vraiment imposé. Assurément les bons faiseurs n'ont pas manqué. Pourquoi seraient décevants des journalistes choisis ou acceptés par des éditeurs pour traiter des sujets sur lesquels ils ont fait leur preuve dans l'exercice ordinaire de leur métier ?

A ces spécialistes, la manne n'a jamais manqué. Les Etats-Unis sont allés de Dallas au Watergate, *ont* célébré le deuxième centenaire de leur indépendance. Ils ont toujours leurs Indiens et leur C.I.A. *Ils se* sont enlisés au Vietnam où, depuis la chute de Saigon, un nouveau Sud-Est asiatique est né, sujet déjà de controverses, d'inquiétudes et d'espoir. Autant de livres. Comme continue toujours d'en inspirer la Chine qu'Alain Peyrefitte ne fut pas le seul à ausculter.

Au Proche-Orient, le même *fer* est toujours à battre avec le brûlot israélo-arabe. L'U.R.S.S., celle de Brejnev mais aussi celle de Soljenitsyne, de Sakharov, de Pliouchtch, n'est pas en reste. Et, comme *pour faire bonne mesure*, un printemps de Prague, une révolution des œillets à Lisbonne, un après-franquisme à Madrid, ont encore fourni des sujets.

Curiosité pour le monde

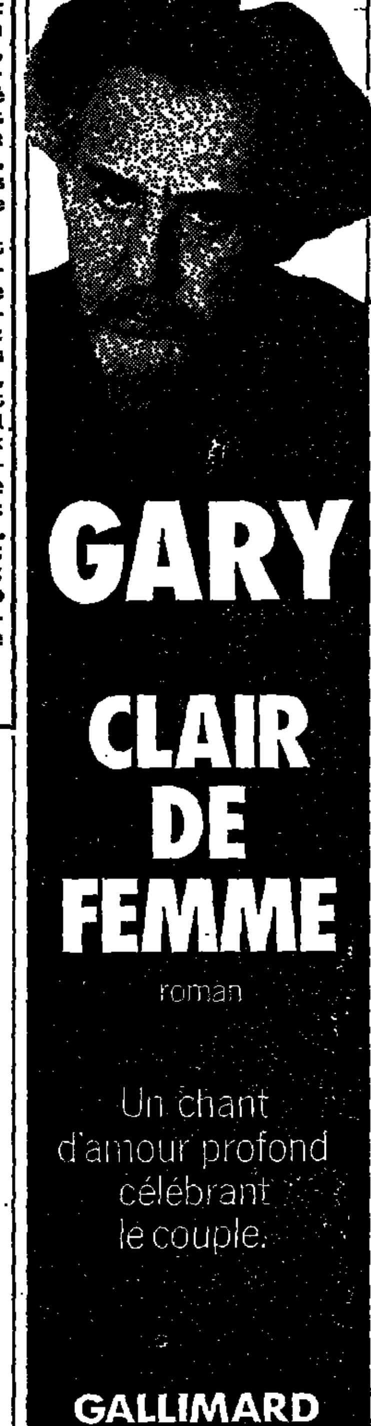
Dans cette curiosité pour le monde contemporain, relèvent aussi les Mémoires de ceux qui exercèrent le pouvoir ou seulement y touchèrent. En ces dix ans, Eisenhower, Joukov, Adenauer, Charles de Gaulle, Vincent Auriol, Abba Eban, Carter, demain Nixon... Si les héros ont omis de parler, ce sont les fils qui s'en chargent, ou les veuves.

Cependant, les pôles majeurs apparaissent ailleurs. Dans les travaux, souvent universitaires, qui apportent encore du nouveau sur *la révolution de 1917* ; dans les témoignages sur les évolutions et les crises plus récentes d'un *communisme européen* tenu hors du pouvoir ; dans les écrits, les repentances jusqu'à l'excès de zèle, de ceux qui l'ont quitté depuis Prague. Enfin dans le dossier de la seconde guerre *mondiale qui continue de* se nourrir, tout comme — pour notre clocher — celui de la Résistance française toujours à la recherche d'elle-même, de ses controverses, de ses tendances, à la *limite de sa signification*, quand s'en mêle une mode rétro. Des étrangers peuvent en *traiter*. *L'Allemand Dieter* Wolf s'est intéressé à Doriot avec pertinence. William Schirer a apporté dans l'*examen de la Fin de la III[e] République* l'autorité établie par sa *Fin du III[e] Reich*. *Henri Michel*, sans tapage, poursuit son *Histoire de la seconde guerre mondiale*. Henri Noguères et Marcel Degliame-Fouché sont bien partis pour laisser un ouvrage de référence avec leur *Histoire de la Résistance en France* dont on attend le cinquième et dernier volume. On n'oubliera pas non plus, dans ces entreprises de longue haleine menées à terme, *cette Résistance-chronique illustrée* — encore cinq volumes — d'Alain Guérin, premier *auteur important à n'avoir pas* vécu, en raison de son jeune âge, les combats dont il traite. A *ceux-là, qui font œuvre de chercheurs*, on sera tenté d'adjoindre, en des genres et des conceptions *différents*, Yves Courrière et sa *Guerre d'Algérie*, et Gilles Perrault récidiviste, avec *la Longue Traque*, d'une méthode inaugurée avec *l'Orchestre rouge*.

Dans le domaine plus précis de l'antisémitisme nazi, Léon Poliakov a continué de s'affirmer, et de dominer sans mal une production hétéroclite, trop souvent anecdotique quand elle n'est pas malsaine.

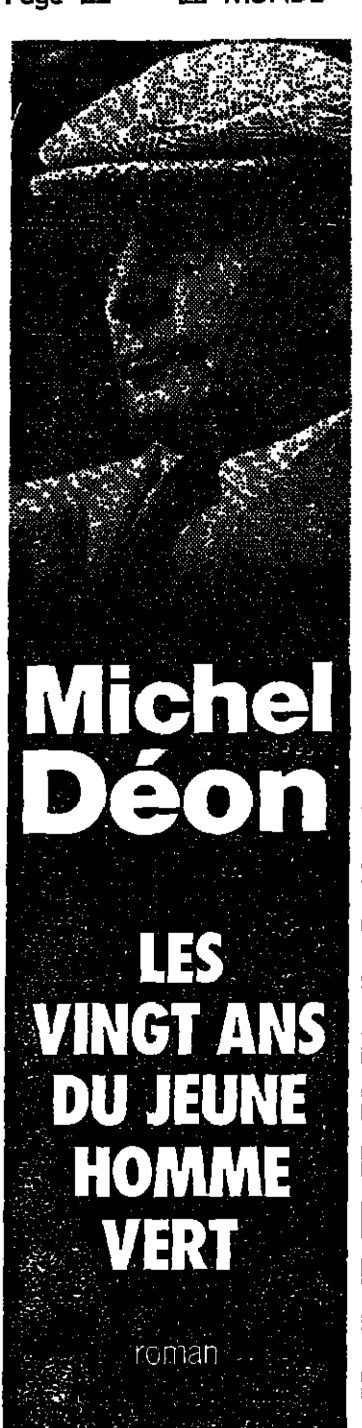
Le compte est-il fait ? Non, si l'histoire a aussi besoin, demain, de ces innombrables et inégaux écrits dits « de société », suscités par *mai* 1968, sur la drogue comme sur la prison, la justice ou l'école. En ces domaines, l'évolution est dans le ton. Au public de s'y retrouver dans tous ces « Vécu », « Traversée du siècle », « Lettres ouvertes » et autres « Idées fixes ». Sans doute est-ce, et pour longtemps encore, le temps de l'éphémère, car rien n'indique dans cette profusion *les Caractères* ou *les Lettres persanes* du vingtième siècle.

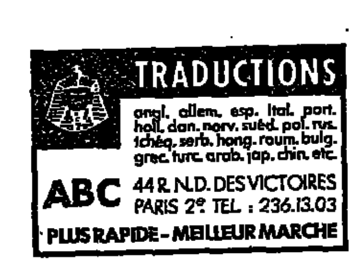
J.-M. T.













PSYCHANALYSE

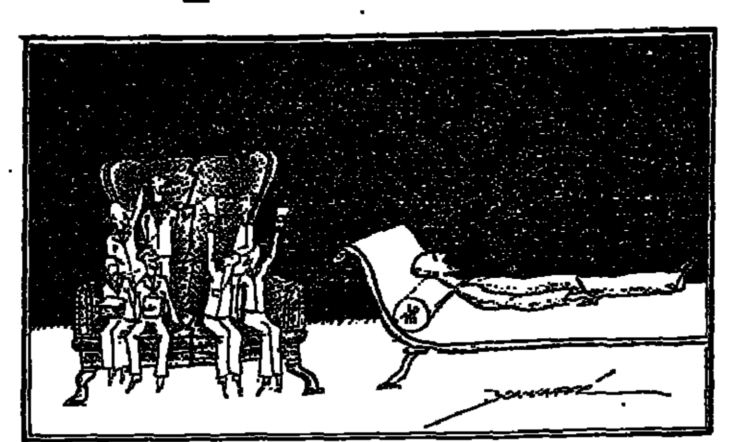
Le complexe de Freud

L'AUDIENCE exceptionnelle que connaît en France la psychanalyse est récente. Jusque dans les années soixante, les milieux cultivés oscillaient à son égard entre l'indifférence et le mépris. Si le patronyme de Freud était cité, c'était toujours accompagné, comme pour corriger sa « psychologie de singe », de ceux d'*Adler*, plus social, et de Jung, plus mystique.

Les résistances à l'égard de la psychanalyse se manifesteraient-elles aujourd'hui par une adhésion massive ? Toujours est-il qu'il n'est plus possible de l'ignorer : elle *forme* et *informe* l'homme de la modernité. Et ce qu'elle a perdu en efficacité thérapeutique, elle l'a gagné en prestige intellectuel.

A défaut de l'édition des œuvres complètes du Maître, toujours annoncée et sans cesse remise, le lecteur a pu prendre connaissance des travaux de ses disciples les plus proches : K. Abraham, E. Jones, Th. Reik, G. Roheinm, M. Klein, G. Groddeck...

En même temps qu'étaient publiées leurs œuvres, souvent d'une extraordinaire fécondité et d'une audace qu'on chercherait en vain dans les écrits plus universitaires ou plus techniques de leurs successeurs, les projecteurs


Dessin de Bonnafé.

étaient braqués sur Vienne 1900, ce creuset phosphorescent de notre *modernité*, ce *berceau* culturel de l'Europe.

C'est un Viennois également, Wilhelm Reich, qui le premier va tenter d'ouvrir les yeux de *Marx* aveugle au désir et de rendre moins désespérante la *vision* du monde freudienne. L'union problématique du marxisme et de la psychanalyse, dont on a pu dire, ironiquement, qu'elle était celle d'un homme impuissant et d'une femme frigide, *continuera à hanter les* révolutionnaires en *chambre*. Décédé en 1956 dans un pénitencier américain, Reich sera salué fraternellement par les contestataires de *Mai 68*.

Dans la postérité de l'anarchisme post-psychanalytique, illustré superbement aux Etats-Unis par Norman O. Brown, un livre fera sensation en France : « *L'Anti-Œdipe* » (1972) de Deleuze et Guattari. Dédié à Nietzsche, *Schreber*, *Reich*, Artaud, à tous ceux qui savent « partir » et qu'on regarde s'éloigner avec nostalgie, il a pour objectif l'annihilation du trop *fameux complexe* d'Œdipe, accusé de verrouiller l'inconscient au profit des forces conservatrices et de restituer aux « machines *désirantes* » que nous sommes une vigueur révolutionnaire. Précisons, toutefois, que la plupart des attaques actuelles contre la psychanalyse visent moins à la réfuter qu'à dénoncer sa fonction sociale et certaines de ses prétentions théoriques.

Avec Jacques Lacan, dont les « *Ecrits* » *datent de 1966*, allait sonner l'heure du retour à Freud, un Freud linguiste, débarrassé du « psychologisme » et du « médicalisme » auxquels il avait été réduit. *Dès 1973, la publication* en vingt volumes de ses Séminaires débutait. Paradoxalement, le « retour à Freud » réclamé par Lacan dans son style contourné *et précieux* suscita controverses et polémiques, byzantines autant que passionnelles. C'est autour de sa forte personnalité et au *sein* de l'Ecole freudienne de Paris que se retrouvèrent des analystes comme Octave et Maud Mannoni, Françoise Dolto ou Serge Leclaire.

Mais c'est peut-être surtout dans le domaine de l'anti-psychiatrie, c'est-à-dire d'une approche différente de la folie, que l'influence de Freud a été la plus sensible durant ces dix dernières années : ni l'œuvre de Ronald Laing, ni celle de Thomas Szasz, ni même l'émouvante expérience de l'Ecole orthogénique de Chicago, dirigée jusqu'à l'an passé par Bruno Bettelheim, n'auraient été concevables sans les découvertes de celui que Thomas Mann *définissait* justement comme un « pionnier de l'humanisme de l'avenir ».

ROLAND JACCARD.

dix ans de lecture

ÉDITION

Vers de nouvelles mœurs ?

LA dernière décennie a vu, dans les mœurs et dans le commerce de l'édition, une *évolution se dessiner*.

Ce fut tout d'abord, dans le sillage des événements de mai 1968, la constitution d'une Union des écrivains, à caractère nettement *revendicatif, suivie, à quelques* années de distance, par les prises de position des partis socialiste et communiste sur les problèmes du livre, puis par la création, plus récente, d'un Syndicat des écrivains de langue française. Un certain nombre de ces revendications, notamment celle de la reconnaissance par l'Etat, la sécurité sociale, les caisses de retraite, d'un statut de l'écrivain, ont été, dans leur principe, satisfaites. D'autres, comme *celle* d'un nouveau contrat-type entre les écrivains et les éditeurs, sont encore au stade de la négociation.

Parallèlement à cette action qui touchait aux rapports internes de la profession, la campagne, elle aussi avivée par l'esprit de mai 1968, qui visait à atténuer les effets *inflationnistes* des prix littéraires a également porté ses fruits. L'académie Goncourt a décidé de diffuser davantage, sur plusieurs auteurs, la publicité *provoquée par la fièvre saisonnière* d'automne, jusqu'alors concentrée sur quelques-uns. Des sélections successives, une information plus large accordée aux délibérations des jurys, *permettent* à des presque lauréats d'atteindre des tirages non négligeables.

Le commerce du livre lui-même s'est trouvé confronté à des perspectives de mutation. Sous l'effet de la concurrence apportée par *la nouvelle méthode de vente* par grandes surfaces, la librairie a été amenée à repenser le problème de ses rapports avec l'éditeur, d'une part, le public ensuite, le livre *enfin. Cela n'a pas* toujours été sans déchirements, surtout lorsqu'il s'est agi du « discount ».

L'édition, pendant le même temps, cherchait des solutions aux soucis de rentabilité que lui imposait l'économie moderne. Après les avoir momentanément trouvées dans le livre de poche, les *encyclopédies, le best-seller* (parfois un peu trop fabriqué), il semble qu'elle les attende aujourd'hui d'une forme un peu dévoyée de la littérature au magnétophone, à *son origine destinée* à donner la parole à ceux qui ne peuvent s'exprimer, un peu trop occupée présentement à renforcer le culte du vedettariat, quand ce n'est pas à permettre à des professionnels de l'écriture de bâcler vite fait des ouvrages sans nécessité profonde.

Le secteur ainsi abandonné, *sauf exceptions, de la recherche* aventureuse, du pari parfois audacieux et toujours risqué, est devenu en revanche le domaine réservé de nombreuses jeunes *maisons d'édition, à l'existence* souvent hasardeuse et parfois éphémère, qui prolifèrent, naissent et meurent comme champignons par temps de pluie. Quelques-unes reconnaissent le bien-fondé des revendications d'écrivains, admettent la nécessité de nouveaux rapports auteurs-éditeurs, si, pour des raisons bien compréhensibles de fragilité budgétaire, elles ne peuvent les mettre en application (l'économie du livre étant toujours conditionnée par la part importante impartie à la distribution). Autre phénomène à inscrire à l'actif de l'édition française : la reconnaissance *par tous du Festival du livre de* Nice, qui ne s'est pas faite sans aléas, retards et bouderies, mais semble désormais acquise.

Enfin, dans le domaine de la lecture publique, cette dernière décennie a été marquée par une *pression* continue, constante, des bibliothécaires afin que les moyens leur soient donnés d'une politique efficace, cohérente, en faveur de la lecture en milieu *populaire*.

On le voit donc, aucun acquis *spectaculaire n'est à enregistrer* au cours de ces dix ans, mais une revendication latente, diversifiée, généralisée, dont le principal mérite aura été de faire *apparaître la vétusté d'un système*.

PAUL MORELLE.

PHILOSOPHIE

Mort et renouveau

ON pouvait la croire morte, détruite par les sciences humaines triomphantes, vouée seulement à explorer et à réécrire son propre passé (*comme en témoignèrent* d'exemplaires « histoires de la philosophie », sous les directions de François Chatelet et d'Yvon Belaval) ou à en éditer les grands *textes, tels Empédocle* et Epicure, « restaurés » par Jean Bollack ; Hegel enfin traduit pour l'essentiel ; Nietzsche dont les « œuvres complètes » modifiaient le visage.

Eh bien non ! Un philosophe au *moins* est apparu en France depuis dix ans, un grand : Jacques Derrida, se réclamant de toute la tradition métaphysique pour mieux la détruire, la « *déconstruire* » plutôt. Ses premiers livres *(De la grammatologie, la Voix et le Phénomène)* paraissent en 1967. Depuis, toute une réflexion sur l'écriture, le texte et ses enjeux *théorico-politiques* lui doit d'exister, et une active équipe l'entoure.

D'autres se sont tournés vers les sciences. Avec rigueur, *comme* Jean-Toussaint Desanti, dont *les Idéalités mathématiques* (1968) et *la Philosophie silencieuse* (1975) constituent d'importants jalons pour la réflexion épistémologique contemporaine. Avec une fantaisie inventive, comme Michel Serres, qui entame, avec la série des *Hermès*, des voyages au long cours traversant de multiples savoirs.

Avec *Différence et répétition* et *la Logique du sens* (1969), Gilles Deleuze poursuit le périple *qui le mènera, en compagnie* de Félix Guattari, à *l'Anti-Œdipe* et à *Rhizome* (1976) — du côté des « philosophies du désir », où le rejoignent Jean-François Lyotard et son *Economie libidinale*.

Ces philosophes français ne doivent pas faire oublier les nombreuses traductions d'œuvres étrangères contemporaines, notamment celles de Husserl, animées par Paul Ricœur ; de Heidegger (mort en 1976), dont la pensée, malgré la ferveur de Jean Beaufret, ne semble pas encore vraiment entendue ici.

Finalement, peu de philosophes étrangers trouvent un réel écho dans le public français. Si l'on a découvert le logicien Gottlob Frege, dont les travaux datent du début du siècle, les traductions de l'œuvre de Wittgenstein, en dépit des efforts de Jacques Bouveresse, ne lui ont pas encore donné la place qu'il mérite. Dominant dans le monde anglo-saxon, le positivisme logique de Russell, Carnap, Popper, Austin, Ryle, etc., semble resté à l'écart des préoccupations des jeunes philosophes.

Depuis deux ou trois ans, en effet, une nouvelle génération « philosophique » est apparue, où l'on distingue notamment Jean-Luc Nancy, Bernard Pautrat, *Philippe Lacoue-Labarthe*, Jean-Marie Benoist *(la Révolution structurale)*, Guy Lardreau et Christian Jambet (*l'Ange*), Jean-Paul Dollé *(Haine de la pensée)*, Michel Guérin *(Nietzsche, Socrate héroïque)*. Ils se réclament de maîtres divers, mais leur ardeur à se vouloir philosophes témoigne que la morte se porte bien. — R.-P. D.

Journaux et revues : spécialisation

LA presse exclusivement littéraire a subi un grave recul depuis 1967. Son tirage global est tombé de plus de cinq cent mille exemplaires à moins de cent mille. On a déploré la disparition des *Lettres françaises*, dirigées par Aragon et liées au parti communiste, et celle du *Figaro littéraire* comme hebdomadaire distinct du quotidien.

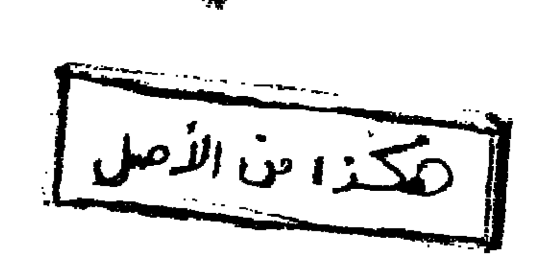
Seules apparitions aux côtés de la *Quinzaine littéraire*, de Maurice Nadeau, régulièrement menacée : le *Magazine littéraire*, contemporain du *Monde des livres*, et les *Nouvelles littéraires*, relancées il y a un an par Philippe Tesson. Les quotidiens et magazines ont élargi leurs rubriques de livres vers 1970, mais ils tendent à les réduire et à sacrifier les romans aux documents d'actualité. Même évolution dans les émissions audiovisuelles.

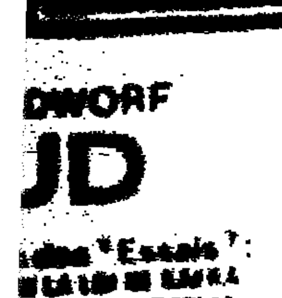
Les revues traditionnelles ne trouvent plus de public. Le *Mercure de France* et les *Cahiers du Sud* ont cessé de paraître ; *le Chemin va bientôt fusionner avec son aînée, la N.R.F. En* revanche, plusieurs périodiques à direction et vocation universitaires ont vu le jour : *Poétique, Communications, Change, Digraphe*. La littérature y est traitée comme objet ou instrument de science humaine parmi d'autres.

Les médias ont ainsi consacré la transformation de la lecture de passe-temps pour amateurs lettrés en « pratique » pour spécialistes.









lettres étrangères

Les vagabondages de Peter Handke

● *Un jeune écrivain autrichien promène à travers Paris sa sensation du néant.*

GEORG KEUSCHNIG est attaché de presse à l'ambassade d'Autriche à Paris. Il est marié et il a une petite fille. Une nuit, il rêve qu'il a *commis un meurtre. Quand il se* réveille, son sentiment de l'existence a changé : « *Tout à coup, il ne fit plus partie de rien.* »

L'Heure de la sensation vraie est le cinquième roman de Peter Handke paru *en traduction* française (tous édités chez Gallimard).

Le Colporteur (1967-1969) était un exercice que Peter Handke souhaite à présent rencontrer *dans* l'acte d'écrire. *L'Angoisse du gardien de but au moment du penalty* incluait, fût-ce par l'intermédiaire d'une *sorte* de schizophrénie, les éléments concrets de la vie courante au milieu des structures policières. Dans *le Malheur indifférent* et *la Courte Lettre pour un long adieu*, la narration à la première personne, l'emploi des thèmes privés, comme le suicide de la mère ou la rupture avec une femme, révélaient une démarche de plus en plus subjective.

Dans ce dernier roman, le retour à la troisième personne coïncide avec une montée vers les sources, comme si le livre éclatait en deux directions, la définition d'un sentiment originel et la volonté de l'écrire pour les autres.

Ce sentiment, selon lequel « *il n'y a rien* », aucune explication valable pour quoi que ce soit au monde, ni religion, ni politique, *ni solidarité, est sous-jacent dans* toute l'œuvre de Handke. Il n'intervient pas comme une conclu*sion après une série de* raisonnements ; il est donné par une perception particulière de l'exis*tence, considérée comme vraie.* Cette perception est définie dans d'autres pages de Handke, no*tamment dans le Poème bleu* (*in le Non-Sens et le Bonheur*, Bourgois éd.) : la *conscience* de soi/comme l'INTENSE/du non-soi. Mais dans *l'Heure de la sensation vraie*, Handke lui assigne un début. Ainsi posée, cette expérience existentielle ne paraît plus subjective, mais logique et relevant des facultés humaines en général.

Il *faut* voir ensuite comment la vie s'en accommode, et c'est là que le « *moi* » observe, réagit, n'en finit plus de se décrire. La description suit les règles de la tragédie classique. L'action dure un peu plus de vingt-quatre heures et le lieu, unique, est Paris. *L'itinéraire de Keuschnig* passe par le seizième arrondissement, le long de la voie ferrée qui suit *le boulevard Montmorency. Il* rencontre le pont Mirabeau, Montmartre et ses odeurs de poisson ou *de pain chaud*, les Invalides, le « *carré Marigny* ». Mieux traité que Malte Laurids Brigge, Keuschnig trouve dans son errance des perspectives ouvertes sur le ciel, des rues larges, où brille un leitmotiv du livre, l'eau des caniveaux, qui lave les pavés, « *emporte la bêtise de son visage* ».

Marchant ainsi, Keuschnig se confronte à l'existence, visible et perceptible *de la même façon* que la mort : en une explosion de l'entendement devant une négativité absolue. *La peur qui naît* de cette révélation n'a pas (comme chez Rilke) de lien avec *le caractère horrible ou* non de la vision qui la provoque. A la vue d'une voiture d'enfant recouverte d'*une housse de plastique*, Keuschnig est pris d'une angoisse telle que « *la douleur qu'il sentait monta jusqu'au palais* ».

Même si l'on voulait éviter une comparaison avec *la Nausée*, de Sartre, le « prière d'insérer » *nous l'impose. En fait*, l'expérience existentielle de Keuschnig n'est pas une variante de celle *que* subit *Antoine* Roquentin (encore moins une variante « romantique » !). Roquentin *découvre que l'être et le paraître* ne font qu'un, que l'essence surgit à travers l'existence et se *confond* avec elle. Or la perception de Keuschnig n'aboutit pas à la découverte de la « chose », mais de la non-chose », de la non-essence, on pourrait presque *dire* : de l'anti-matière. Enfin, les démêlés de Roquentin avec la contingence débouchent sur une définition de la liberté, et donc sur un système, alors que le vagabondage de Keuschnig n'en comportera jamais.



★ *Dessin de JULEM.*

Il y a dans ce livre des éléments culturels, placés là comme des objets parmi d'autres et qui n'exercent pas d'influence. Sartre en est un, peut-être. Mais *pourquoi pas Hegel, si l'on considère que la seule mise en ordre possible du chaos traversé par Keuschnig est le travail* ? De même, l'enfant jouant dans le square est heureuse, comme *l'esclave hégélien, dans son « être pour soi »*. Mais la dialectique hégélienne est là comme le banc du *square* ; *le travail*, avec la perspective de réconciliation qu'il offre, est un temps fort du livre, *non le début d'une théorie.*

Tout est fugitif, dans ce livre — Handke lui-même l'indique *par ailleurs* — la *sensation*, l'heure et la vérité. Mais la justesse de l'observation, la limpi*dité du langage, sa violence* et sa grâce, nouent avec le lecteur une relation de confiance, comme si *la littérature y devenait une* forme inespérée des sciences humaines.

NICOLE CASANOVA.

★ *L'Heure de la sensation vraie*, de Peter Handke. Traduit de l'allemand par Georges-Arthur Goldschmidt. Gallimard, « Du monde entier », 184 p., 29 F.

Les aventures du brave soldat Tchonkine

(Suite de la page 15.)

Comme on est loin du fameux « héros positif » cher à la littérature soviétique ! Ivan Tchonkine *n'entre dans aucune* des catégories répertoriées par l'administration des lettres. Il est trop bêta, trop demeuré pour être proposé en exemple. Il a trop de bon sens pour être publiquement voué aux gémonies. Il ne comprend goutte à ce qui arrive *et tache de se débrouiller* d'instinct. Où classer un homme à la tête vide et aux pieds sur terre ? Que faire d'un produit de l'éducation du système qui n'est ni pour ni contre ce qu'on a voulu lui ingurgiter mais qui, finalement, n'a rien pu absorber ?

L'ouvrage de *Voïnovitch* marque une date dans l'histoire de la littérature soviétique, celle qui est appelée à *demeurer. Quelques* auteurs ont trouvé le souffle épique pour célébrer les « pyramides » du régime. *Ou, comme* Pasternak, pour transcender les malheurs du peuple. D'autres *ont fouillé l'ordre ou* le désordre existant. Ils l'ont ébranlé par l'invective, la satire ou la des*cription* accablante par sa sobriété. Soljenitsyne a porté à son sommet, dans *Ivan Denissovitch*, l'art de restituer sans fioritures la tragédie.

Voïnovitch, lui, a le génie de la dérision. Sans rupture de ton, il peut mêler aux inventions de son cru directives et discours officiels. Que ce livre ait pu être composé maintenant, non pas édité en U.R.S.S., hélas ! est un signe. L'écrivain raconte une époque où les hommes étaient hébétés. Il ne dit pas que ces hommes-là ont changé de vie, mais, lui, il a appris qu'à défaut de tuer l'adversaire le ridicule fortifie celui qui en a le sens.

Lettre ouverte au K.G.B.

Dans une lettre ouverte à Andropov, chef du K.G.B., et qui est elle aussi parvenue en Occi*dent*, le romancier fait état d'une convocation, « *le 4 mai dernier... dans les bureaux de l'Institution* ». Il rend compte de sa conversation avec deux « *nouveaux admirateurs* » qui se faisaient fort de publier une anthologie de ses œuvres complètes s'il leur rendait quelques services. Voïnovitch proposa de rédiger, à l'intention de la direction du K.G.B., un texte résumant ce qu'il pensait « *en tant qu'écrivain professionnel de la situation de notre littérature* ». Ce n'était pas ce qu'on attendait de lui. Dans la conversation, il fut question d'un artiste, Popov, dont « *tout le monde dit qu'il a été tué par le K.G.B.* ». En fait, affirma l'un des deux policiers, « *il était ivre et avait essayé de pénétrer dans une voiture où se trouvait le gardien d'une banque. Celui-ci, éméché lui aussi, avait tiré* ». Voïnovitch ajoute : « *J'eus l'impression [qu'il] voulait me convaincre que le K.G.B. ne se livrait pas à de telles activités, mais qu'il existait toujours beaucoup de gardiens ivres à Moscou. Un peu plus tard, il remarqua soudain que la vie humaine était bien peu de chose.* »

Vladimir Voïnovitch, qui vit *toujours* à *Moscou, qui y écrit*, mais qui doit envoyer ses manuscrits à l'étranger pour les publier, a *l'air de plaisanter* de ses propres mésaventures, qui sont à peine singulières. A toutes fins utiles, il précise pourtant dans sa lettre ouverte : « *S'il arrive quoi que ce soit aux miens, ou si un gardien de banque m'abat, le monde entier saura qui guidait sa main. Le soldat Tchonkine me vengera.* »

BERNARD FÉRON.

★ *Les Aventures singulières du soldat Ivan Tchonkine*, de Vladimir Voïnovitch. Traduit du russe par Alain Préchac et Stefan Radov, 270 p., 39 F. Éditions du Seuil.





politique

Allez Chirac !

● *François Nourissier choisit son taureau de combat.*

FRANÇOIS NOURISSIER est l'un des chantres de la « majorité silencieuse ». Il ne s'en cache pas, même si ce statut le place socialement dans une position qu'il juge inconfortable et suscite chez lui quelques états d'âme dont il vient de s'épancher dans une « Lettre ouverte à Jacques Chirac ». Lui qui, en 1974, avait appelé à voter pour M. Valéry Giscard d'Estaing, est aujourd'hui déçu. Il constate, avec retard, qu'il ne convient pas de porter le seizième arrondissement au pouvoir et doute que les bons sentiments suffisent à faire une bonne politique. La poussée continue de la gauche nourrit son inquiétude, et il cherche à stopper cet adversaire envahissant.

C'est pourquoi, plein d'espoir, il se tourne vers le président du R.P.R., ce *« vieillissant jeune turc »* du gaullisme. « *Je pense*, écrit-il, *qu'il faut pour l'heure « mettre en veilleuse » la flamme réformatrice et libérale. Il faut avoir recours à des méthodes plus expéditives, d'une vigueur plus affirmée et d'une efficacité hélas plus probable.* » Or, à observer l'arène française, il ne distingue que deux authentiques *taureaux de combat* : M. Chirac bien sûr, mais aussi M. François Mitterrand. « *Les seuls*, selon lui, *dont on prenne plaisir à apprécier la manœuvre sans pour autant les suivre dans leurs conclusions.* »

Son opinion porte-t-elle en *germe le risque de voir s'instaurer* un régime autoritaire puisque lui-même admet que le président du R.P.R. s'applique à faire jouer « *les vieux ressorts des excommunications et des fureurs françaises* » ? Il ne le croit pas et, à tout prendre, préfère encore ce *danger potentiel* à *celui*, à ses yeux indubitable, de l'arrivée au pouvoir de M. Jean Kanapa, « *vieux stalinien mal repenti* ». Il met d'ailleurs son correspondant en garde contre tout calcul visant à laisser la gauche tenter son expérience dans l'espoir de récupérer ensuite la direction des affaires dans de meilleures conditions.

En fait, la démarche de François Nourissier est très révélatrice d'un courant qui a cru en M. Giscard d'Estaing mais qui, aujourd'hui, ressent avec angoisse la fragilité du pouvoir politique. *Ce qu'il attend du chef de file de* son camp, c'est que celui-ci lui rende la foi. Qu'il puisse enfin cesser d'avoir le sentiment d'appartenir à l'ultime bataillon se *préparant*, *résigné*, au dernier combat d'arrière-garde. En cela, sa « lettre ouverte » constitue un témoignage significatif. De même que sont significatives les hésitations que, malgré tout, lui inspire M. Chirac. Ce ne sont ni ses options, ni ses méthodes qui l'arrêtent. C'est que, face à un chef de file comme M. Mitterrand, il se demande si le président du R.P.R. n'est pas encore « *qu'un brouillon d'homme d'État* ». « *On mûrit lentement en politique* », constate-t-il.

THIERRY PFISTER.

(*) *Lettre ouverte à Jacques Chirac*, de François Nourissier, Albin Michel, 178 p., 24 F.

Le labyrinthe portugais

● *Jean-Pierre Faye est allé enquêter au Portugal sur les événements du 25 novembre 1975 qui ont mis fin à la « révolution des œillets ».*

LE propre des révolutions, c'est qu'elles dévorent leurs auteurs. Celle du Portugal n'échappe pas à la règle. Faite *par des centurions méditant sur* la « sale guerre » d'Afrique et résolus, pour y mettre fin, à *instaurer la démocratie dans la* métropole, elle a suscité dans l'armée portugaise plus de bouleversements en quelques mois qu'en cinquante ans de morosité salazariste.

Un homme, parmi d'autres, a symbolisé ce 25 avril couvert *d'œillets : Otelo* Saraiva de Carvalho. Capitaine à l'aube, responsable de la section des opérations de la commission de coordination du Mouvement des forces armées, il était, avant la tombée de la nuit, commandant de la région militaire de Lis*bonne*, avec *le grade de général* de brigade. Le 25 novembre 1975, le Conseil de la révolution, organisme suprême d'une armée devenue *de facto* un mouvement politique déchiré en multiples tendances, approuvait à la majorité de ses membres la destitution d'Otelo de Carvalho, commandant du Copcon, le bras armé du M.F.A.

Entre le 25 avril 1974 et le 25 novembre 1975, l'histoire du nouveau Portugal a été effervescente, fiévreuse.

Quelque chose qui était né en avril est-il vraiment mort en novembre de l'année suivante ? Pourquoi et comment ? Pour tenter de dissiper des obscurités, Jean-Pierre Faye, membre d'une mission du comité Russell, est allé à Lisbonne. Il a interrogé les témoins du 25 novembre, recueilli des documents.

Les conclusions de cette enquête, pour le comité Russell, sont très claires : il n'y a pas eu de coup militaire de gauche *le 25 novembre*, *mais* une opération bien préparée par les adversaires de cette gauche militaire. Pour le comité « *le rapport officiel sur le le 25 novembre, publié en janvier 1976, a omis de préciser que la rébellion des parachutistes de Tancos n'était pas commandée par Otelo de Carvalho. Que, tout au contraire, Otelo est venu conférer avec le président Costa Gomes sur les moyens d'éviter la guerre civile. Que, au moment même où il arrivait au palais de Belem pour en discuter, une offensive de la droite militaire se déclenchait sans ordre du chef de l'État, pas plus que du chef d'état-major de l'armée de terre* ».

Otelo de Carvalho apparaît comme victime d'une machination et non comme conspirateur. Mais est-il possible de tout ramener au jeu d'un seul homme pour écrire l'histoire d'un mouvement révolutionnaire ? Certainement pas. Une parenthèse s'est refermée. « *Après la crise du 25 novembre, on a assisté à une poussée de la droite et à un recul des forces de gauche.* » Qui parle ainsi ? Le commandant Melo Antunes, ancien ministre des affaires étrangères, l'un des principaux idéologues du M.F.A. de la clandestinité, leader du « groupe des neuf » au conseil de la révolution, qui a aidé les dirigeants socialistes à briser la poussée *communiste de l'été 1975. Bien* des obscurités et des contradictions demeurent à propos du 25 novembre. Mais une certitude : le retour du pendule a commencé ce jour-là.

MARCEL NIEDERGANG.

★ *Le Portugal d'Otelo (la Révolution dans le labyrinthe)*, par Jean-Pierre Faye. Edit. Jean-Claude Lattès, 270 p., 35 F.

histoire

Laval ou la rage de gouverner

● *Pierre Laval c'est Vichy dans ses hontes et un procès honteux. Ce n'est pas que cela.*

SAUVE de la mort qu'il avait pensé pouvoir choisir — le poison — pour que lui soit infligé celle décidée par la justice, Pierre Laval, fusillé chancelant, le 15 octobre 1945, réussissait « *ce tour de force, pour un homme méprisé, de faire mépriser ses juges et, pour un coupable, de faire honte aux justiciers* ».

Cette expression de F. Kupferman constitue pratiquement la conclusion de ce nouvel ouvrage consacré à l'un des hommes politiques français dont le destin autant que les choix qui le scellèrent suscitèrent plus d'interro*gations que de certitudes*. Il est normal qu'une fois encore plus de la moitié de ce nouvel essai biographique soit occupé par les quatre dernières années, 1940-1944, en dépit d'une vie publique commencée dès 1911. Mais s'il est vrai que Laval a laissé et laissera un nom en raison du seul rôle qu'il joua dès que la France fut occupée, ce rôle ne doit-il pas être expliqué par le passé et le comportement déjà caractéristique des années 30 ? F. Kupferman répond par l'affirmative. C'est pourquoi il a choisi de suivre — du mieux qu'il le pouvait dans les limites imparties — la carrière de Pierre Laval, qui se crut sincère révolutionnaire et sincère socialiste, comme il se croira *sincère patriote* plus tard, mais qu'habita toujours la rage de gouverner.

F. Kupferman démontre bien la façon dont il s'y prit pour obtenir des parlementaires le 10 juillet 1940 à la fois leur propre renoncement et la remise du pouvoir à *Pétain. Ce jour-là Pierre Laval* avait pris sur eux la revanche attendue quatre ans. Par simple plaisir ? Pas seulement. Il se sentait sauveur et, du coup, imputait son manque de résultat à ceux qui ne le laissaient pas en *place. Il en fut de même à Vichy*, où la disgrâce le frappa le 13 décembre 1940. Il fallut Abetz pour le ramener et cette fois l'imposer. On retrouve ici les grandes controverses.

Complexe jusque dans ses errances des derniers mois, Pierre *Laval est enfin jugé et justement.* « Talleyrand », avait dit Briand. Celui-ci crut qu'Hitler était Metternich.

J.-M. T.

★ *Pierre Laval*, de F. Kupferman, Masson, coll. « Leur vie », 182 p., 44 F.

société

Kollontaï la pionnière

● *Un roman de 1922 évoque l'enthousiasme et après la révolution d'Octobre.*

LA vie et l'œuvre d'Alexandra Kollontaï ont déjà été remarquablement présentées par Judith Stora Sandor. La traduction de son autobiographie (écrite en 1926) jette malgré tout une lumière plus vive sur sa fascinante personnalité.

Malgré la légende, elle n'est ni la militante bolchevique asexuée, ni la suffragette de l'amour. Sa vie sentimentale, orageuse, passionnée, est à l'image de son itinéraire politique. « *Aller mon chemin, travailler, lutter, créer côte à côte avec des hommes (...), mais, en même temps, mener ma vie intime et personnelle de femmes selon mon propre vouloir et les lois de ma nature* », écrit-elle. Communiste, son pire ennemi fut toujours l'esprit petit-bourgeois avec son égoïsme et sa mesquinerie. Féministe, elle ne cessa de combattre *la vieille morale*, le joug du mariage et l'esprit conservateur.

Son roman, *les Amours des abeilles travailleuses*, fut écrit en 1922. Même s'il porte la trace des réformes de la législation soviétique, on aurait tort de voir dans cette œuvre, célèbre à l'époque, un simple roman à thèse ou un hymne austère à la construction du socialisme.

Vassilissa, l'ouvrière communiste, militante idéaliste et généreuse, s'est amourachée de Vladimir, « anarchiste » et velléitaire. Il devient son « mari-camarade », l'homme avec lequel *elle vit sans être mariée*. La guerre civile les sépare, et le rêve de l'amour fou ne résiste pas à l'éloignement. Il la trompe, s'en repent et partage avec peine sa vie de militante. Elle-même ne sait pas très bien à quoi elle tient le plus : à son amour pour Vla*dimir ou à son travail pour* le parti ? Quand elle le retrouve, après une longue séparation, il est devenu directeur d'une usine qu'il s'efforce de rentabiliser. Son style de vie n'a rien de prolétarien. Vassilissa l'ouvrière ne reconnaît plus son « mari-cama*rade » dans le personnage du* « directeur communiste ». La Russie elle-même a changé. On parle moins de sacrifice et plus de bénéfices. Le parti s'est bureaucratisé et le tableau qu'en trace Kollontaï est amer. Le couple se sépare.

Parfois naïf, toujours émouvant, ce roman de Kollontaï *n'est pas seulement la chronique* d'un amour déçu mais un tableau saisissant de l'Union soviétique à l'époque de la NEP. Comme Maïakowski, elle sait qu'à chaque instant il faut « désembourber l'avenir ».

JEAN-MICHEL PALMIER

★ *Autobiographie* suivie du roman *les Amours des abeilles travailleuses*, d'Alexandra Kollontaï, Berg-Bellebaste, 262 p., 38 F.

psychanalyse

L'Église et ses chapelles

● *Un praticien dénonce avec insolence les sectes de disciples-perroquets.*

CE « destin si funeste », c'est celui des sociétés de psychanalyse. François Roustang, membre de l'école freudienne, en donne ici une description peu amène : elle rassemble, selon lui, des perroquets prétentieux, bavards et fanatiques, attachés aux basques du maître, en l'occurrence Jacques Lacan, comme des enfants aux jupes de leur mère. Et pourtant, ces sociétés (mieux vaudrait sans doute parler de « sectes », tant elles drainent de religiosité diffuse) sont peut-être indispensables : elles assu*rent la transmission du savoir* analytique ; et rassurent le maître : s'il a des disciples, c'est qu'il n'est pas fou. Tant il est vrai « *que le délire c'est la théorie d'un seul, tandis que la théorie est le délire de plusieurs* ». Si l'acte d'allégeance du disciple l'infantilise, elle le *protège également : professionnellement* et intellectuellement. Quelqu'un est là qui pense à sa place, qui parle en son nom. La soumission procure, en outre, *quelques « bénéfices secondaires »* non négligeables à commencer par la communion autour de la parole du maître et parfois, ô bonheur, sa divine reconnaissance. Par ailleurs, les maîtres se font cruellement rares et il n'est pas certain que l'on puisse se passer d'eux... Mais *attention : hors de* l'Église, point de salut ! Ce dont témoignent les destins, funestes eux aussi, des premiers hérétiques : Jung, Groddeck, Tausk, dont François Roustang, sans ménagement pour le père fondateur, le « Führer » Freud, ra*conte les procès* d'excommunication. « *Au fond*, écrit Roustang, *c'est lorsqu'elle se reconnaît comme gang de tueurs, comme rassemblement de fous ou, avec Freud, comme « horde sauvage » qu'une société psychanalytique prend la seule forme qui lui convienne.* »

Si la psychanalyse est, comme il le croit, foncièrement a-sociale, parler de société psychanalytique est une contradiction dans les termes, la négation même de son esprit. D'où *vient* alors qu'elle apparaisse aujourd'hui comme une nouvelle religion, la seule *peut-être qui soit encore possible* dans notre aire culturelle ? Et qu'elle fonctionne sur le même mode que l'Église ou l'armée ? Il n'est pas certain que des explications psychanalytiques suffisent à rendre compte de cette métamorphose. Peut-être faut-il *revenir aux analyses de Michel* Foucault et de Thomas Szasz. Non sans se féliciter et se réjouir qu'un psychanalyste ait abordé de front, avec une salubre insolence, des questions aussi cruciales.

R. J.

★ *Un destin si funeste*, de François Roustang, Ed. de Minuit, coll. « Critique », 202 p., 30 F.



هكذا من الأصل

société

Femmes en lutte

(Suite de la page 15.)

Anne et Annie expliquent et s'exposent. Elles disent leur enfance, leur sexualité, leur lutte professionnelle. D'un élan généreux, elles se font transparentes.

Lutter, mais comment ? Les partis, les syndicats, les groupes extrémistes appellent les militantes à taper, tirer, distribuer les tracts, mais non à élaborer la ligne. Changer la société d'abord, remettre les revendications féministes à « plus tard » ? L'histoire montre — et Simone de Beauvoir le rappelle dans sa préface — que ce « plus tard » ne vient jamais.

Si le mouvement américain a d'abord tiré de leur quiétude dorée les moyennes-bourgeoises de banlieue, en France ce sont les intellectuelles et les étudiantes qui ont déclenché les actions.

Malheureusement, des deux côtés de l'Atlantique, les femmes n'échappent pas à ce fléau des sectes : l'intolérance. Le pire ennemi est souvent la formation-sœur, quand ce n'est pas telle sœur de lutte. Chez nous, on se contente de dénoncer — non sans raison parfois — la volonté-de-puissance, le goût-du-pouvoir de certains groupes.

N'empêche. Chaque fois qu'une femme, même si elle spécifie : *« Oh ! moi, je ne suis pas féministe »* refuse la discrimination, l'oppression latente, cachée, traditionnelle, elle est *« du Mouvement »*.

DOMINIQUE DESANTI.

★ *Histoires du M.L.F.*, d'Annie de Pisan et Anne Tristan, préface de Simone de Beauvoir. Coll. « L'ordre des choses », Calmann-Levy, 40 F.

L'amazone américaine

BETTY FRIEDAN ne fonctionne pas au charme. Mais (elle le dit elle-même) au « toupet ». Belle audace de constater vers 1960 : nous avons fait des études ou exercé un métier. Nous étions dans la vie. Puis les publicitaires nous ont désignées, nous les mères bourgeoises au foyer, comme acheteuses idéales. L'opinion a fait pression : « pour les enfants » il fallait délaisser le métier. Vouloir le « foyer » qui possède le dernier équipement, le plus beau cadre, etc. Et à présent, enfants scolarisés, maris travaillant en ville, que faisons-nous de notre vie, de nos forces, de nos rêves ? Belle audace de se dire qu'on va étayer ces évidences de preuves irréfutables et remuer l'opinion. Y mettre cinq ans. Sortir un livre-bombe : *la Mystique de la féminité* (en français *la Femme mystifiée*). Fonder le NOW (National Organisation of Women). Aller, *inconnue, assiéger l'ONU, les ministères*, les partis. Aller, juive, serrer la main au pape (pourquoi, au fait ?). Diriger la formation néo-féministe la plus nombreuse et donc la plus puissante. Puis, quand on se trouve traitée de « vedette » *et de mandarin(e)*, essayer contre *l'adversaire la plus vieille arme des deux sexes* : la calomnie. Oui, Betty Friedan, monstre sacré du féminisme américain, Betty-l'explosion, a ressuscité le courage, la hardiesse des amazones et leur inexorable goût de dominer.

Et ma vie a changé est un livre chaleureux, évoquant toutes celles que le mouvement a, d'un choc, réveillées. Betty, comme beaucoup des passantes du livre, divorce, et se transforme. Destructeur, donc, le féminisme ? Oui, si c'est détruire que de déraciner, douloureusement, ce qui vous immobilise. Changer la vie, ça brûle. L'amazone a payé. Elle le dit. — D. D.

★ *Et ma vie a changé*, par Betty Friedan (Fayard), 62 F.

La vogue du «poster»

POLITIQUES ou burlesques, érotiques ou bucoliques, les « posters » ont envahi, en quelques années, les murs des Français. Prisé d'abord d'un public restreint, où se côtoyaient jeunes intellectuels et artistes américanophiles, cet élément de décoration est devenu familier à tous, et le « marché » semble en pleine expansion.

Tout a commencé à New-York en 1966, quand l'éditeur Martin Geisler se mit à vendre une photo grand format d'Humphrey Bogart. Qui aurait pu soupçonner alors que, dix ans plus tard, en France, il s'imprimerait quelques millions de posters par an ? Qui pouvait prédire que les étudiants, les employés, les cadres et d'autres épingleraient chez eux des multitudes de stars, de chevaux, de goélettes, de couchers de soleil, de notes, ou de seins nus ?

Le phénomène méritait d'être étudié. Voilà qui est fait, et bien fait, avec l'essai de Christine de Rendinger. Rien du poster ne lui est étranger : des techniques de fabrication aux motivations d'achat, des réseaux de distribution aux choix des sujets, elle passe en revue les aspects historiques, psychologiques et sociologiques de cette vogue devenue industrie.



A propos d'un fait somme toute mineur, on voit s'esquisser au fil des pages un tableau original de notre société et de ses goûts. Que l'on aime ou non Marylin et les autres, voilà une tentative de sociologie concrète comme on en lit encore trop rarement. — R.-P. D.

★ *L'Affiche d'intérieur : le poster*, de Christine de Reninger. Editions Jean-Pierre Delarge, coll. « Melum », 152 pages, 35 F.

Enquête

La jeune édition : une nouvelle race ?

(Suite de lapage 15.)

C'est l'organisation ou le campement, la suite de bureaux ou la mansarde, la boutique esquissée ou le rez-de-chaussée sur cour. Des ambitions déjà avouées, des pudeurs, des paniques, à tous les coups l'audace.

Qu'ils s'appellent Françoise Aldestain ou Jean-Claude Simoën, Jean-Pierre Ramsay ou Jean-Pierre Sicre, Gérard Guégan ou Olivier Orban, Bruno Roy ou Pierre Gilles Flacsu, Sylvie Messinger ou Joaquim Vital, Jean-Edern Hallier ou Antoinette, Brigitte, Jacqueline et leurs sœurs, il leur fallait d'abord « s'insérer dans le circuit ». C'est l'expression leit-motiv. Dans l'ensemble, ils étaient assez bien armés pour cela. Car elle vient le plus souvent du sérail cette nouvelle édition du dernier quart du siècle. Sinon, on a fait ses classes dans le journalisme, et jamais très loin des moyens de l'information.

Etalons quelque cartes de visite. A la tête de *Alta*, Sylvie Messinger, bottes noires, turban, voix de mezzo, vient de chez un ex-jeune, Pierre Belfond, où elle dirigeait le département de littérature étrangère. Jean-Pierre Ramsay, dix-sept ans dans les services commerciaux de Hachette, une connaissance exceptionnelle de la vente, de la diffusion, de la promotion. Il y a ajouté un passage par la banque, la fondation d'un club. Il a vécu la naissance du *Point*. Au Sagittaire, le malicieux Gérard Guégan, un des rares à être « aussi écrivain » (« *Il y a Hallier et moi* », dit-il), apportait son expérience de directeur littéraire à *Champ libre* en même temps que le souvenir des démêlés qu'il y avait eus avec « le capital », un capital qui ne lui laissait pas pas l'autonomie désirée.

Jean-Pierre Sicre, avant de créer *Phébus*, est passé par Tchou. Jean-Claude Simoën, aussi bien parti que Jean-Pierre Ramsay pour aller loin, n'a pas seulement été le directeur de la librairie-galerie *la Pochade*, ce qui lui a donné le goût du beau graphisme et des ambitions non encore assouvies de bibliophile. Il a connu l'édition en ses diversités chez Albin Michel et chez Stock. Il a fait pour eux de la promotion en province, « avec des résultats spectaculaires » qu'il voudrait bien transférer à son entreprise. Edmond Esmérian, c'est le journalisme de radio, d'agence. C'est aussi les communautés Barbu, Peuple et Culture, un passage à l'Unesco avant les éditions Entente, qui misèrent très fort sur l'écologie, mais n'en ont pas été récompensées. Jean-Luc Maxence était journaliste à *Arts* mais avec des rêves de poète avant de fonder l'Athanor. C'est de chez Albin Michel et de chez Fayard que Françoise Adelstain tient les connaissances avec lesquelles elle espère mettre à flot France-Adel; Olivier Orban, c'est trois ans chez Denoël, où il a vu naître le groupe de diffusion Sodis.

Aux Editions de la Différence, où l'on travaille en équipe pour l'amour de l'art, de la poésie, du texte, Joaquim Vital, qui respire la santé et la bonne humeur, explique que l'un vient de chez Pauvert, mais que tous les autres ont eu « des expériences rédactionnelles ». Et Jean-Claude Lattès, qui, après dix ans, fait maintenant figure d'ancien, avec ses trente-cinq salariés, est parti un jour de chez Robert Laffont et a connu des débuts à deux dans une location de fortune. Il est vrai que c'était place Vendôme... Du moins sait-il, lui, ce que peuvent devenir des rapports de maître à élève. « *Ils sont restés passionnels. Si Robert Laffont doit être agacé, comme moi d'ailleurs, d'entendre présenter Lattès comme le Laffont des années 1980, il doit aussi être finalement heureux d'avoir su former un si bon élève.* »

Les plus militants n'ont pas connu cette filière traditionnelle. Jean-Edern Hallier n'est pas passé par l'édition avant de venir à elle. *Mais, pour être écrivain*, il l'a quand même fréquentée, il a créé et animé l'*Idiot international*. A Lyon, l'équipe fondatrice de Fédérop avait encore *moins de bagage. Et le trio qui* vient de lancer *la Pensée sauvage* n'a pas eu besoin d'autre chose que de son désir, né peut-être d'un journalisme de combat *au sein de la précaire* agence de presse Libération des années 1970-1972. Autant de particularismes, plus accentués encore lorsqu'il s'agit du groupe des Editions des Femmes, activité parmi les activités du M.L.F.

« FATA MORGANA » ET L'AMOUR DES LETTRES

DIX ans d'âge et du bouquet. La renommée en plus. C'est « Fata Morgana ». Et « Fata Morgana », c'est Bruno et Marijo Roy. C'est aussi la démonstration d'une réussite portée seulement par le goût des livres, l'amour des lettres. Ce sont cent quinze titres qui alignent, entre autres, Benjamin Péret, Michel Leiris, Henri Michaux, Roger Caillois, Michel Tournier. Et aussi Deleuze, Foucault.

Ici, dans cette thébaïde de Montpellier, on demande à un texte « d'être écrit ». Après quoi Bruno Roy, souverain comme un moine, se réfère à Thélème : « J'ai toujours publié ce que j'ai eu envie de publier. Mon critère : Est-ce que ça me plaît ? C'est vrai, au début j'étais sûrement plus objectif. » *En tout cas ça marche.* « J'ai deux cents points de vente, dont la librairie de Pierre Torelles, évidemment. »

Les Roy sont seuls, diffusent seuls, choisissent seuls. Heureux ? Sûrement. Les souvenirs sont en plus : « Au début, en 1966, on ne s'est pas précipité. J'avais démarré dans la familiarité et l'amitié du surréalisme avec un texte de Benjamin Perret. Les gens attendaient, voulaient voir. Même Michaux, qui n'est venu qu'en 1972 et que j'avais sollicité pourtant bien avant. »

Il est tout content d'être « le seul éditeur à n'avoir aucun salarié, pas même moi ». *Il est vrai que le traitement de maître-assistant de sociologie et celui de Marijo, qui enseigne les lettres en terminale, facilitent les choses. Et que, même 10 000 francs de déficit sur un an,* « on peut les éponger ». *Mais comme huit cents exemplaires permettent de couvrir les frais.*

Coloration politique ? Aucune. « Il se trouve que la majorité de mes auteurs sont de gauche. Mais j'ai aussi Paulhan, Cioran, Caillois. Et je suis content de cette coexistence. »

L'essentiel est de faire des « livres durables » et beaux. « Fata Morgana » c'est aussi la bibliophilie, les tirages de texte à cent vingt-cinq exemplaires et des illustrateurs qui sont Miro, Tapiès, Max Ernst. C'est sûr qu'il y a eu, avec ces raretés, des spéculateurs.

Quelques amis, une fierté franchement avouée, José Corti vénéré. Bruno Roy peut dire : « Je ne vois pas l'intérêt de faire autre chose que ce que je fais. » *Ainsi, continue-t-il, en rêvant de temps en temps d'être... éditeur.*

A part entière

Ces quelques coups de projecteur sur les origines permettent déjà la classification. *Il y a distinction de langage comme de* conception. Les gens venus du sérail sauront se dire volontiers « immodestes » ou « ambitieux » sans qu'il faille voir là cynisme ou forfanterie. On « veut une maison à part entière » et non point « dilettante ». On n'entend pas publier seulement « certains types de livres », ni « faire la fine bouche » devant les goûts du temps et le marché qui en résulte. On vise la place au soleil, sans détours et au besoin toutes griffes dehors.

Sylvie Messinger, avec Alta, et Gérard Guégan, avec le Sagittaire, ont sûrement moins de soucis *que d'autres. Ils sont certes* nouveaux éditeurs, retenus pour tels, mais la première a derrière elle Jean-Claude Lattès et sa jeune puissance, et le second sait bien que la S.A.R.L. qui fait tourner le Sagittaire est dominée par Jean-Claude Fasquelle et que, *pour la distribution et la diffusion*, on peut s'en remettre à la Grafac et à Hachette.

Jean-Claude Lattès est très clair sur cet aspect particulier de l'édition nouvelle. C'est une réaction aux concentrations des années 60. Aujourd'hui, au lieu de *concentrer, un éditeur qui se sent* fort créera des cellules séparées. C'est une façon comme une autre d'occuper le terrain, d'être au créneau. Le public, dans l'affaire, sera-t-il lésé ? On n'achète pas d'après l'éditeur. On ne demande pas le dernier Gallimard, mais *le dernier Manceron ou le dernier* Peyrefitte. Houlette Lattès ou houlette Fasquelle, c'est assurément un bel apport de services communs. Et la formule laisse innover des responsables littéraires à part entière, de surcroît maîtres de leur gestion, sous réserve d'un regard annuel du tuteur. Mais il n'est pas étonnant dans ces conditions d'entendre dire : « *Tant que la distribution ne sera pas changée, il est inutile de se leurrer. On restera soumis tous au même système. On peut l'utiliser différemment selon les convictions ou les besoins, mais le faire sauter, non.* »

On aurait pu croire que cette jeune édition, pour échapper à la dureté de la loi commune (de 52 à 60 % du prix de vente d'un livre absorbés par la distribution et la diffusion), se retrouverait pour fonder son propre réseau, assurer sa relation avec le libraire, sa mise en place chez lui, rompre le carcan. Il n'y a eu que des velléités. Seuls deux ou trois audacieux — affaire de survie aussi — ont pris leur destin en main, complètement. Ce sont Fédérop à Lyon, Fata Morgana à Montpellier, deux éditeurs constitués sous la forme d'association sans but lucratif.

Les autres — société anonyme, S.A.R.L., coopérative ouvrière *parfois* — Hallier compris, « des femmes » comprises, passent par les filières en place : Hachette, Sodis, Interforum, Flammarion, et, avant sa déconfiture, Bernard Laville. Des trusts ? Oui. Mais qui connaissent bien, malgré tout, « leur boulot » et dont il n'y a pas à se plaindre, hors les tarifs. Ainsi se *résigne-t-on sans trop de douleur.* De quelque bord que l'on soit, que l'on veuille réussir pour les satisfactions matérielles ou pour celles de l'esprit, pour gagner sa vie ou faire passer des idées, ou pour les deux, on sait une chose : si on édite un livre, c'est pour *le faire lire, et, pour le faire lire,* il faut le faire connaître. Et pour le faire connaître, il faut des professionnels, bons représentants, une présence à la vitrine du libraire plutôt qu'à son dernier rayon intérieur, quand ce n'est pas dans sa réserve, où le paquet n'aura peut-être pas été ouvert.

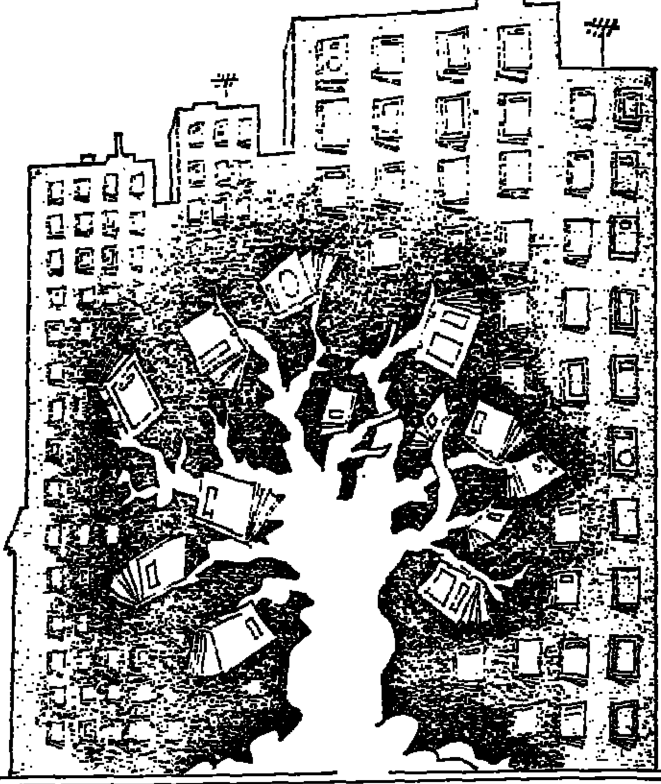
C'est bien ce qu'ils redoutent *tous : la marginalisation, le* ghetto, la ségrégation. Franchir un barrage, c'est une victoire. Depuis le 1er février les Editions des femmes sont dans les kiosques. Et c'est la joie, car à ces kiosques n'accède pas qui veut. Il faut avoir fait ses preuves ou ses classes, et c'est Hachette qui juge. Pour un éditeur qui cherche la clientèle des femmes, c'était essentiel. Car on sait trop chez Antoinette et les siennes que « *la librairie de gauche, c'est le dernier endroit où une femme viendra acheter un livre* ».

Dans le bureau d'où il anime un groupe déjà étoffé, compartimenté, Jean-Claude Simoën n'y va pas par quatre chemins : « *Il n'y a d'éditeur qu'avec distributeur et grand distributeur. Simon c'est folie pure. Regardez les maîtres, les bastions : c'est Hachette, c'est Flammarion. Il y a vingt-neuf mille libraires, dont six mille vendant, dont mille six cents méritent leurs titres. Cela dit, pour nous deux cent cinquante librairies suffisent à assurer 74 % de notre chiffre.* »

Folie ou passion ?

Ami des formules, Simoën *décrète : « On est lecteur par goût, libraire par profession, éditeur par passion ou par folie.* » Lui n'est pas fou, s'il est passionné. Il avoue « *un goût énorme pour la lecture et un grain de folie* », quand même. « *Cocktail amusant et logique, non ?* » Un sourire enveloppe le tout. Tant d'assurance doit rassurer. Ramsay parle de « biscuit », au sens de : « ne pas s'embarquer sans... » Simoën a du « biscuit ». Il est prêt à suivre plusieurs chemins. Et il a le courage de ses choix, comme Jean-Pierre Ramsay, comme Sylvie Messinger, comme Olivier Orban, qui semble bien parler pour tous ceux-là quand il dit : « *C'est un fait, le document remplace le roman. Les gens ont toujours besoin d'histoires. Il se trouve qu'elles ne sont plus apportées par le roman, mais par le document. C'est aussi plus facile d'obtenir un article dans les journaux avec un document qu'avec un roman.* » Ou alors le roman s'appellera *le Corse* ou *le Roi*.

Cette maison, qui a pour directeur littéraire la femme de Pierre-Jean Rémy, a été fondée en 1974. « *On a décollé en 1976,* dit Olivier Orban. Il fait le



(Dessin de PLANTU.)

compte de ses « *scores plus qu'honorables, qui ont prouvé aux libraires que la production Orban pouvait très bien se vendre* ». Maintenant le rythme *est trouvé. On était trois, on est* cinq. Hachette diffuse et se charge de toute la partie comptable. Olivier Orban entend rester « un petit », sortir vingt à vingt-cinq titres par an, être proche de ses auteurs, qui ont besoin d'être conseillés, orientés, *rassurés.*

L'enthousiasme pour différence

Avec d'autres mots Jean-Pierre Ramsay, Jean-Claude Simoën, Sylvie Messinger, tiennent le même langage : affirmation de demeurer « petit », avec des variantes. Certains voient assez bien quarante à cinquante titres dans l'année. En regard des « offices » des « gros » qui mettent en librairie autant ou presque par mois, c'est raisonnable. Même façon aussi de parler des auteurs, d'accepter, peu ou prou, certains points de vue du SELF sur une révision des clauses de jadis. *Malgré tout, l'auteur,* auquel la porte est ouverte pour qu'il connaisse ses ventes ou qu'il « *collabore* » à *la maquette*, au titre, au choix des caractères, reste vu de façon parternaliste. Il faut savoir le conseiller, l'apaiser, parler avec lui si besoin est jusqu'à 4 heures du matin. On songe à l'entraineur soucieux des nerfs, de la forme, de son pur-sang.

Avec les limites que cela suppose, car certains parlent aussi de ces « trublions » du SELF ou des audaces de Jean-Edern... *Dès lors les propos changent : « Un auteur ne peut vivre de sa plume s'il n'a sorti un best-seller. Où commence la littérature ? Pourquoi faire une différence entre roman et document ? On est auteur dans les deux cas. Et même créateur.* » (J.-P. Ramsay.) « *Les auteurs à succès, par les droits annexes, payent une sorte d'impôt, oui, mais qui permet à l'éditeur de payer ce qui marche moins bien ou pas du tout.* » (J.-Cl. Lattès.) Ainsi la nouvelle édition peut-elle tenir le langage qu'on entend chez l'ancienne. Quelle différence alors ?

La différence, répond Orban, et avec lui Sylvie Messinger, Jean-Claude Simoën, Jean-Pierre Ramsay, « *c'est l'enthousiasme. On se démène, on se défonce pour un livre. Et ça, dans les grosses boites, ça s'est perdu. Ici on bavarde, on s'amuse, on sent une liberté qu'il n'y a pas, en tout cas qu'on ne sent pas, chez les anciens.* »

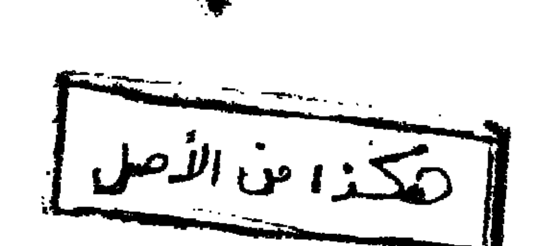
Et puis, ils lorgent tous, plus ou moins, vers la province comme s'ils y flairaient l'avenir. « *De ce côté-là, on ne fait pas notre boulot, c'est sûr. Il faudrait une succursale régionale à Marseille, à Lyon, dans l'Est peut-être...* » *Ces idées, savaient-ils* qu'elles leur étaient communes ? Car on ne se voit pas ou peu. Jamais en tout cas pour des raisons professionnelles. *L'esprit jeune* éditeur, s'il existe, ne pousse pas encore aux rencontres, à la communion. Le milieu reste mystérieux avec ses potins, ses chuchotis, ses états d'alerte d'un jour, ses états d'âme. Finalement, c'est pour cela qu'ils n'ont jamais songé *à se grouper* entre eux pour se libérer — peut-être — des pesanteurs de la distribution. Olivier Orban a raison : « *Il ne faut pas croire de notre part à une fronde contre les gros. Ils ne peuvent pas tout faire. Alors la multiplicité, la diversité, c'est normal.* »

Nous serions-nous mis en campagne pour rien ? Ou faut-il mieux chercher, c'est-à-dire du côté des idéologues ou des utopistes ?

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

La semaine prochaine :

Les soixante-huitards en leur diversité



هكذا من الأصل

SPORTS

FOOTBALL

FRANCE BAT R.F.A. 1 A 0

Le temps de subir est passé

Des champions du monde de 1974, il n'en restait que la moitié mercredi 22 février au Parc des Princes de Paris. Mais telle qu'elle s'est présentée, l'équipe de la République fédérale d'Allemagne avait cependant belle allure et elle était venue avec l'intention de montrer de quoi est capable le football réputé être le meilleur. En réalité, ce match amical entre la France et la R.F.A. (1 à 0) ne l'était pas tout à fait, chacun des adversaires ayant, soit quelque chose à prouver, soit à faire le point. La très jeune équipe de France, elle, a démontré, de la manière la plus probante possible, que le temps de subir était passé.

Tout dans ce match conclu pour préparer au mieux la Coupe du monde semblait naturellement à l'avantage de la R.F.A. D'abord parce que la qualité des joueurs allemands est à la hauteur de leur réputation et de leurs références, ensuite parce que, à eux tous, ils possédaient une expérience internationale sans aucune mesure avec celle des Français : trois cent cinquante sélections contre quarante. Vingt-neuf ans d'âge en moyenne, dont une bonne part passée à conquérir les stades de tous les continents, contre vingt-quatre ans en moyenne pour l'équipe de France, que l'on dit depuis un certain temps être celle du renouveau.

Elle était, à tous égards bien impressionnante, la R.F.A., avec ses joueurs athlétiques (1,80 m en moyenne) face aux petits gabarits français (1,68 m en moyenne). C'est donc la tête haute, à tous points de vue, que les Allemands ont attaqué ce match, qu'ils n'auraient jamais imaginé perdre.

Le mérite des joueurs français, à quelques exceptions près, est d'avoir oublié ce que veut dire le mot « complexe ». Désormais pleins d'assurance, sans doute avec raison, ils se sont lancés avec culot et détermination à l'assaut d'un adversaire un peu surpris d'une telle audace. Le premier étonné a bien été Helmut Schoen, sélectionneur-entraîneur de la R.F.A. : « Sur ce que j'ai vu, je crois que la France a la meilleure chance d'obtenir sa qualification pour la Coupe du monde. Ses progrès sont incontestables. »

Il serait tout à fait faux de dire que la R.F.A. a été dominée sur l'ensemble de la partie, mais, force est de reconnaître que l'équipe de France a su montrer des qualités qui rassurent vraiment pour l'avenir. Rien de mieux qu'une telle victoire ne pouvait même être souhaité pour la placer dans de bonnes conditions morales avant le match qualificatif pour la Coupe du monde, contre l'Irlande, à Dublin, le 30 mars. Ne bat pas qui veut, mais qui le peut, le champion du monde en titre. Depuis deux ans la R.F.A. n'avait, au demeurant, pas connu la défaite.

Un but de Rouyer

Vue du côté allemand, l'analyse du match correspond sans doute aux impressions des quarante-cinq mille spectateurs du Parc des Princes. Chacun dans l'équipe de la R.F.A. s'est accordé à reconnaître que le succès français ne devait rien à la chance et que les périodes de domination ont été équitablement réparties. Dans leurs commentaires, les Allemands n'ont eu qu'éloges pour Bathenay, Janvion, Platini, Rouyer, Lopez, Rio, et pour le gardien Rey, malgré ses hésitations à intervenir devant son but.

C'est, au reste, à deux ou trois réflexes exceptionnels de Rey que la France a dû de conserver son avantage et le gain du match. Le but de Rouyer (52e min.) est venu à point nommé pour concrétiser les occasions françaises et aussi pour faire un peu oublier sa maladresse en première mi-temps. Seul devant Maier, le gardien allemand, Rouyer avait voulu le dribbler, mais il commit l'erreur de trop pousser sa balle. Pour Maier le danger était passé. Mai., c'était partie remise pour Rouyer, et c'est peu après la mi-temps qu'à la suite d'un tir de Bathenay, repoussé par la défense allemande, qu'il expédia, de volée, le ballon dans le but de Maier. But tout d'opportunité, de réflexe et d'adresse, qui fut salué comme il se doit dans un Parc des Princes, gentiment joyeux d'assister à la chute des champions du monde.

FRANÇOIS JANIN.

BASKET-BALL. — *Pour son dernier match en quart de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, Villeurbanne a battu Bucarest par 105 à 94. Les Français sont néanmoins éliminés.*

LA LOI DU MILIEU

L'histoire du football pourrait être retracée à travers l'évolution de ses tactiques. Sans remonter à l'origine de ce sport, on peut dire qu'il fut marqué par l'apparition du WM (trois défenseurs, deux demis, deux inters et trois attaquants), imaginé dans les années 30 par le manager d'Arsenal, M. Herbert Chapman, mais qui connut son naufrage à Wembley en 1953, devant la « Merveilleuse équipe » (Wunderteam) de Hongrie. Le 4-2-4 (quatre défenseurs, deux demis et quatre attaquants) lui succéda et connut son apogée avec l'équipe brésilienne qui domina les coupes du mondes 1958 et 1962. Déjà en 1962, l'ailier gauche brésilien Norberto Zagalo décrochait souvent de son poste pour venir prêter main-forte à ses deux demis. C'était le prélude du 4-3-3 que les Anglais firent triompher à la Coupe du monde 1966.

Si l'on excepte l'expérience italienne du « catenaccio » (verrou) d'Helenio Herrera, qui misait sur une défense très regroupée et l'exploitation des contre-attaques, la tendance à renforcer le « milieu de terrain » n'a fait que s'accentuer depuis 1966, au point que la plupart des équipes opèrent désormais en 4-3-3, voire en 4-4-2 en déplacement. Le renforcement du milieu de terrain donne en effet les meilleures chances d'exercer une pression sur les buts adverses si on aborde le match avec un esprit offensif ou, au contraire, peut permettre de geler le jeu en tentant de conserver le ballon loin de ses buts si on veut prendre un minimum de risques.

L'épanouissement dans ce secteur, devenu prépondérant, de quelques éléments de classe internationale comme les Stéphanois Dominique Bathenay, Christian Synaeghel, Jean-Michel Larqué, le Nancéen Michel Platini, le Niçois Jean-Marc Guillou, les Nantais Henri Michel, et Omar Sahnoun, voire le Bordelais Alain Giresse, n'est sans doute pas étranger au renouveau manifesté par l'équipe de France.

De toutes les combinaisons essayées dans ce domaine par le sélectionneur national, M. Michel Hidalgo, c'était celle retenue à Sofia contre la Bulgarie qui était apparue la plus efficace. L'occasion était belle de la tester à nouveau face à la République fédérale allemande, l'« étalon or » du football mondial.

Un jeu puissant et précis

La valeur du « milieu » allemand composé de deux éléments du Borussia Moenchengladbach, Rainer Bonhof et Ulrich Stielike, épaulés par le Colognais Heinz Flohe et soutenus en permanence par le Munichois Franz Beckenbauer, le jeu à la fois puissant et précis des Germaniques qui alternent passes courtes et longues courses, pouvaient mettre au supplice une équipe de France encore jeune et inexpérimentée.

Face à cette opposition de choix, le « milieu » de terrain français fut non seulement l'élément stabilisateur de l'ensemble, mais démontra toute sa valeur en confirmant sa complémentarité. Sans doute est-il significatif de constater que les joueurs qui touchèrent le plus souvent le ballon dans ce match furent, après Beckenbauer (57 fois), Dominique Bathenay (56 fois) et Michel Platini (52 fois).

Michel Platini apporta la preuve indiscutable que ses dribbles déroutants, sa vision du jeu et son sens du but faisaient de lui l'égal des meilleurs attaquants mondiaux.

Toutefois, s'il peut consacrer toute son activité et son talent à la création — sur ses 52 interventions, il reçut 48 fois la balle d'un partenaire — c'est justement parce qu'à ses côtés Christian Sunaeghel et, surtout, Dominique Bathenay firent preuve d'une activité inlassable par leurs déplacements incessants et leur travail de récupération.

Michel Platini, Dominique Bathenay et Christian Synaeghel ne constituent peut-être pas le milieu de terrain le plus brillant d'Europe, mais qui peut rivaliser avec eux dans le domaine de l'efficacité ?

GÉRARD ALBOUY.

CARNET

Naissances

— M. et Mme Guy Breger laissent à Yasmine la joie d'annoncer la naissance

d'Olivier,

le 14 février 1977.
10, chemin des Violettes,
89100 Sens-Rosoy.

— M. Vincent Brunelle et Mme, née Christine Dejean de la Bâtie, ont la joie d'annoncer la naissance de

Laurence.

Paris, le 11 février 1977.

Mariages

— Jean Pisanté et Marianne Caen annoncent leur mariage.
La bénédiction nuptiale leur a été donnée le 20 février, au Centre universitaire juif (Rachi), 30, boulevard Port-Royal (5e).

— Mme Yveline Grimperelle,
M. Georges Roger-Petit,
sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré le 19 février.
43, rue de Prony, 75017 Paris.
L'Orangerie de Presles (Val-d'Oise).

— On nous prie d'annoncer le mariage de
Jean-Charles Rouher
et Lilianne Moskhevich,
célébré dans l'intimité le 23 février
Sainte-Anne-de-la-Martinique.
8, place du Palais-Bourbon,
75007 Paris.

Décès

— Mme Jack Cohen, son épouse,
Ses enfants,
Albert et Philippe Cohen,
Gilbert et Michèle Ohana et leur fils Jean-Jacques,
Ses frères,
Moïse Cohen, d'Israël,
David Cohen, de Paris,
Aaron Cohen, de Montréal,
Sa belle-mère, Mme Mrejen,
Son beau-frère Daniel Mrejen et Mme Daniel Mrejen,
Les familles Cohen, Mrejen, Derhy, Toledano, Ohana, Azerrad, Akiva, Binschtock, d'Israël,
Ses neveux, nièces, cousins, cousines,
Leurs familles, leurs amis,
Ses fidèles collaborateurs,
ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté
M. Jack COHEN,
vice-président de l'U.P.J.M.,
cruellement arraché à l'affection des siens à l'âge de cinquante-cinq ans, le 23 février 1977.
La levée du corps aura lieu le jeudi 24 février 1977, à 17 heures, en son domicile, 30, avenue du Président-Wilson, Paris (16e).
L'inhumation aura lieu à Jérusalem, au mont des Oliviers, le mercredi 2 mars 1977.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel Dreyfus et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Claude Brisac et leur fille,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Roland DREYFUS,
née Alice Irr,
leur mère, belle-mère, grand-mère et parente, survenu en son domicile, 17, boulevard de Montmorency, 75016 Paris, le 22 février 1977, à l'âge de soixante-quinze ans.
Les obsèques auront lieu vendredi 25 février.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, à 13 h. 45, où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Neuilly-sur-Seine dans le caveau de famille.

— M. David Eckstein, à Grenoble,
Mme et M. Francisco de la Caballeria et leurs enfants, à Madrid,
Le docteur Noël Gerszuni-Gunther, à Seattle,
M. et Mme Samuel Gerszuni et leurs enfants, à Tel-Aviv,
M. et Mme Robert Block et leurs enfants, à Seattle,
Le docteur et Mme Miller et leurs enfants, à Los Angeles,
M. et Mme Jass et leurs enfants, à Montréal,
Le docteur et Mme Turek et leurs enfants, à Sydney,
Ainsi que ses amis,
ont la grande douleur de faire part du décès, survenu le 15 février, de
Mme David ECKSTEIN,
née Sonia Gerszuni.
L'incinération a eu lieu le 18 février à Lyon.
Et ils rappellent le souvenir de son père et de son frère assassinés par la barbarie nazie.

— Mme Maria Fabulewicz, son épouse,
Ses enfants,
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Adam FABULEWICZ,
survenu le 22 février 1977.
Les obsèques auront lieu le 25 février 1977, à 10 h. 30, au cimetière du Père-Lachaise, entrée principale boulevard de Ménilmontant.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Anne et Pierre, ses enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Tony FRANÇOIS,
ingénieur général honoraire des eaux et forêts,
survenu à la résidence des polytechniciens, à Joigny, le 16 février 1977, à l'âge de soixante-seize ans.
Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1977, à 10 h. 30, au cimetière du Père-Lachaise.
61, rue Monsieur-le-Prince,
75006 Paris.

— Sa famille et ses amis ont la douleur de faire part de la mort de
M. Jean LAMBERT,
décédé à l'âge de cinquante-six ans, le 11 février 1977, à Genève, à la suite d'une courte maladie.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— Nous apprenons le décès du
docteur Jacques LANGE,
professeur de clinique urologique
à l'université de Bordeaux,
chirurgien des hôpitaux,
officier de la Légion d'honneur.
Ses obsèques ont eu lieu à Bordeaux le 18 février.
[Né le 4 novembre 1907 à Bordeaux, Jacques Lange a fait ses études à la faculté de médecine de Bordeaux.
Interne des hôpitaux en 1930, chirurgien des hôpitaux de Bordeaux en 1938, il avait été nommé professeur agrégé en 1949 et était, depuis 1958, professeur de clinique urologique et chirurgien-chef de service d'urologie de l'hôpital du Tondu.
Le docteur Lange était membre de nombreuses sociétés savantes dans sa spécialité.]

— M. et Mme Michel Lefèvre,
Le docteur et Mme Yves Lecoutour,
M. Philippe Brehm,
Le docteur et Mme Olivier Bignon,
Marie-Rose Lefèvre,
Jean-Marc, Jean-Noël, Isabelle et François Lecoutour,
Frédéric, Charlotte et Thomas Bignon,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Paul Jamati,
Sa sœur,
Mlle Paulette Gilles,
Sa fidèle et dévouée gouvernante,
Les familles Lecoutour, Lemoine, Postaire, Rousseau, Azelrad, De Stoffani, Jamati, Cartier, Lambaere,
Parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part de la mort de
Mme Charles LECOUTOUR,
née Marcier,
pieusement décédée dans sa quatre-vingt-dixième année.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 25 février, à 8 h. 45, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Lucien MASSÉ,
président-directeur général de Cinématic de Catair S.A., ancien directeur administratif de Franco-London Films,
survenu dans sa cinquante-deuxième année, le 21 février 1977.
Les obsèques auront lieu vendredi 25 février, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste du Plateau, 207, avenue de Verdun, à Ivry.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Jean Becker,
M. et Mme Michel Becker,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,
Mme veuve François MERTENS.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
11, rue Gros, 75016 Paris.
130, rue Saint-Charles,
75015 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Mme Vicenzo Soldati, née Violette Nuovo,
M. et Mme Mandelli, ses enfants et leur fille Vanina,
M. et Mme Antonio Soldati, ses frères et belle-sœur,
Mme G. Nuovo, sa belle-mère,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Vicenzo SOLDATI.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris, le vendredi 25 février 1977, à 10 h. 30, où l'on se réunira.
Cet avis tient lieu de faire-part.
44, rue Cortambert, 75016 Paris.
2 Piazza Maria-Teresa,
Turin (Italie).

— Mme Charles Valéani, son épouse,
M. et Mme Alain Daoudphars et leurs enfants,
M. et Mme José-Marie Jaeger et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Valéani et leur fille,
Mlle Isabelle Valéani, ses enfants et petits-enfants,
Mme veuve Leons Greo de Boyrie, sa belle-mère,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Charles VALÉANI,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 23 février 1977 dans sa soixante-sixième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 février courant, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil (place de l'Eglise-d'Auteuil, Paris-16e), où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
13, rue Erlanger, 75016 Paris.

Remerciements

— Roger Debled, Marion Weismann, Michelle Le Turcq, Odette Debled,
dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous ceux qui leur ont prodigué des marques de sympathie et d'amitié, les prient de les en excuser et de trouver ici leurs remerciements émus.

— M. Jean-Pierre Dubourg,
Mlle Anne-Marie Dubourg,
Mlle Françoise Dubourg,
profondément touchés des marques de sympathie que leur ont témoignées parents et amis à l'occasion du rappel à Dieu de leur chère mère,
Mme René DUBOURG,
expriment à chacun leur reconnaissance émue.

— Les familles Resnicoff, Hercot, parents et alliés, très touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Bernard RESNICOFF,
remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

— Etant donné les nombreux témoignages de sympathie et d'amitié reçus lors du décès de
M. Jacques YORKE,
et dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous ces messages,
Mme Jacques Yorke et sa famille, remercient de grand cœur tous ceux qui, de près ou de loin, se sont associés à leur deuil.

Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du rappel à Dieu du
magistrat général René CAMADAU,
une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé et qui restent fidèles à son souvenir.
De la part de Mme René Camadau.

— Pour le troisième anniversaire de la disparition de
Michèle CYPKIN,
agrégée de l'Université,
une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort de
M. Georges HUVELIN,
une messe sera célébrée le mardi 1er mars, à 18 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly (90, avenue du Roule).

Communications diverses

— Le Foyer national des provinces françaises (9, avenue George-V, Paris-8e) informe tous ses adhérents que son assemblée générale se tiendra samedi 26 février, à 9 h. 30, dans la salle de conférences d'Agri-Naples, 43-45, rue de Naples (8e), et sera suivie, à 12 h. 30, d'une rencontre amicale.

— M. Jacques Mallet, chargé des questions internationales au Centre des démocrates sociaux, vient de recevoir la croix de chevalier de la Légion d'honneur des mains de M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

FAITS DIVERS

La lutte contre la drogue

LA RÉPRESSION N'EST PAS SUFFISANTE estime M. Poniatowski

En abordant le problème de la drogue, mercredi 23 février, au micro d'Europe 1, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a reconnu qu'il s'agissait, en France, d'« un problème important ». Il a ajouté qu'il fallait, pour lutter contre cette délinquance, considérer « que les drogués sont, la plupart du temps, des « paumés », des gens qui ont des problèmes ». C'est pourquoi le ministre de l'intérieur a estimé qu'une action de répression n'était pas suffisante et qu'il fallait envisager une politique d'aide et de prévention, en faisant en sorte que « les familles puissent continuer à encadrer, à aider les drogués ».

Indiquant que « le nombre des drogués a augmenté de 1 % en 1976 », M. Michel Poniatowski a affirmé qu'il fallait « s'attaquer aux centres de distribution de la drogue en Europe ». Pour lutter contre les trafiquants, le ministre de l'intérieur envisage de multiplier « des actions de contrôle le jour et de surveillance la nuit dans les banlieues des grandes villes ».

En Italie

UN CERCUEIL CONTRE 1 MILLIARD DE LIRES

(De notre correspondant.)

Rome. — Les auteurs d'enlèvements, dont la chronique italienne des faits divers est remplie, ne manquent pas d'imagination. Après avoir séquestré des bobines de film et même un cheval, voilà qu'ils s'attaquent aux morts.

A Bari, dans les Pouilles, le cercueil d'un constructeur immobilier, décédé il y a quelques semaines, a été emporté par des inconnus. Derrière la photographie du défunt, les ravisseurs ont laissé un message signé « Noyaux armés prolétariens ». Ils réclament 1 milliard de lires à la famille, qui compte un parlementaire démocrate chrétien, ainsi que l'insertion dans le journal local d'une offre d'emploi pour sept ouvriers du bâtiment. Faute de quoi, « la dépouille se verra livrée aux poissons de la mer et l'opinion publique en sera informée ».

Les enquêteurs sont cependant portés à croire qu'il s'agit du « maquillage » politique d'un délit de droit commun. A moins que ce ne soit une nouvelle preuve des liens qui existent entre les extrémistes et les gangsters. — R. S.

BÉNÉVOLAT

DEUX OUVRAGES SUR UN DOMAINE VARIÉ

Participation, décentralisation, autogestion, autant de thèmes éculés qui reviennent périodiquement dans les discours politiques et sous la plume des théoriciens. Pourtant l'idéal confus qui affleure sous ces mots est recherché et vécu chaque jour par des milliers d'hommes et de femmes bénévoles, au sein d'associations et de groupements de toutes sortes. Quatre responsables expérimentés des mouvements associatifs (1) ont analysé dans un ouvrage écrit en commun ce phénomène en pleine expansion et encore bien mal connu : l'initiative bénévole. A côté des mouvements traditionnels familiaux et de jeunesse, d'éducation, de sport, etc., se multiplient depuis quelques années les associations de défense du cadre de vie, les comités d'usagers des services publics, les mouvements de défense des consommateurs, etc. La variété de leurs domaines d'activité, de leurs moyens, de leurs intérêts, de leur force, rend très difficile toute tentative de classification.

Une nouvelle forme de vie sociale

Mais au-delà de cette diversité apparaît une nouvelle forme de vie sociale et politique qui ne laisse pas indifférents les pouvoirs institutionnalisés : administrations publiques et privées, professionnels, syndicats même. Véritable contre-pouvoir ou simple « poil à gratter » ? Source de conflits ou germe de renouveau du tissu social ? L'analyse qui nous est proposée aborde tous ces problèmes de manière claire et concise, en allant de la description concrète à la réflexion théorique. En contrepartie de cette concision et du nombre des auteurs, l'ensemble manque de cohérence et n'effleure que certains aspects du problème.

C'est pourquoi l'ouvrage de Léa Marcou (2) complète heureusement le précédent. L'étude psychologique des motivations des bénévoles est approfondie ici à travers les nombreux témoignages retranscrits. Le livre, vivant et descriptif, promène le lecteur à travers le maquis touffu du mouvement associatif. On en ressort étonné de savoir que de manière encore souvent souterraine tant de forces potentielles agissent sous l'écorce institutionnelle de notre société « bloquée » en maints endroits. Il y a là de quoi faire sauter bien des verrous...

Ph. M.

(1) *L'Initiative bénévole. Une société réinventée*, par Bernard Porte, André Nison, Josep Templier. Editions E.S.F., 160 p., 39 F.

(2) *S'occuper des autres*, par Léa Marcou. Editions Fayard, 37 F.

VENTE A FONTAINEBLEAU

14, rue des Pins - 422-27-62
1) DIMANCHE 27 FEVR., 14 h. 15
BIBLIOTHEQUE
Editions miniatures. Revues.
Livres anciens et XIXe
2) DIMANCHE 6 MARS, 14 h. 15
MEUBLES ANCIENS
Coffre XVIe, commodes, desserte dos d'âne, chaise-longue Louis XV
Bahuts du Second Empire
Fauteuils de G. Jacobs et F. Geny
TABLEAUX
Vases de Gallé. Poney 2 ans 1/2
Mes PAJOT et OSENAT, Com. Pris.

A L'HOTEL DROUOT

Vendredi

VENTE

S. 1. - Estamp. Tableaux mod.
S. 3. - Tableaux. Bibl. ameubl.
S. 6. - Bijx. Obj. de vitrine. Argent. anc. et mod.
S. 17. - Extr.-Orient. Tapis. Autogr. L. XIV, Marie-Antoinette. Napoléon, Lucien Bonaparte.

Exposition

AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

La porcelaine nue de Kusub

En bref

Variétés

« FÉE DE BROADWAY » — Théâtre des Variétés, 20 h. 45.

CLAUDE FLEOUTER.

Jazz

MAX ROACH.

Max Roach, c'est sans doute l'une des plus hautes consciences de l'Amérique noire et c'est, évidemment, l'un des plus grands percussionnistes du jazz, cela dit même qu'il préfère appeler ce jazz « la musique du peuple africain opéré dans le nord du Nouveau Monde », expression dont il reconnaît bien volontiers être l'auteur.

On comprend pourtant ce que voudrait signifier Max Roach. Il répugne à isoler le jazz de l'ensemble de l'art nègre, du gospel au rythm and blues, comme Dizzy Gillespie avait craint jadis qu'on isolât le bop de l'ensemble du jazz. Max Roach, conférencier dans les collèges et les universités, se bat pour que « se développe l'enseignement de toute la musique noire, à l'exemple du Harlem Music Center et de l'école wesleyenne de Berkeley », parce qu'il y a « une continuité, une unité d'esprit, dit-il, de James Weldon Johnson (l'auteur en 1900 de Lift every voice and sing, qui deviendra l'hymne national du « colored people » lors de la renaissance des années 20) à Louis Armstrong et de celui-ci à Charlie Parker, et de Parker à Stevie Wonder ».

Dès les premières minutes, dimanche, Max Roach a rendu hommage à Sidney Catlett, dont il est, par la rigueur constructionniste, par la netteté mélodique du phrasé, l'héritier très évident. Il a rappelé aussi sa solidarité avec Monk, son contemporain. Il s'est soucié enfin de propulser quelques jeunes musiciens : le saxophoniste Sellemanba, le tromboniste Clifford Adams, le bassiste Calvin Hill, partenaires rigoureux du quartette sans piano. Unité, continuité, affirmées encore.

LUCIEN MALSON.

Ici et là...

DANSE NON STOP AUX DEUX-PORTES

SEMAINE D'ACTION ET GRÈVE AU SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA CULTURE

LES PROTESTATIONS DE L'ASSOCIATION POUR LE JEUNE THÉÂTRE

هكذا من الأصل

Exposition

AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

La porcelaine nue de Kusube

Il va falloir s'y faire. Et vite revenir — après l'exposition des porcelaines de Kusube au Musée des arts décoratifs — sur une certaine idée de la grande qualité en matière de céramique japonaise. Quelques « potiers » illustres et beaucoup de commentaires venaient à peine de nous convaincre du prix des terres rudes et des effets accidentels (les fameuses « surprises du feu ») que l'art de Kusube vient refuser tout imprévu, toute déformation, même soigneusement sollicitée, toute trace de l'aventure, pour certain lyrique, de l'archaïque cuisson.

C'est à l'impersonnelle porcelaine que ce maître a consacré une vie proche de quatre-vingts ans. Dans ce secteur de la céramique, les réussites individuelles sont plus rares qu'ailleurs. Or, en 1937, Kusube présenta une nouvelle technique, le « saïen », qui permet une surprenante netteté et une jolie délicatesse du décor coloré grâce à la pose de légers reliefs. A vrai dire le procédé, qui semble améliorer une pratique ancienne, n'est pas livré avec détails mais semble utiliser des cuissons successives de couches de kaolins colorés : « Le céramiste peint des kaolins colorés, étendus l'un sur l'autre ; alors le dessin s'entasse comme en relief. »

D'où les fines nervures des plumes pour les ailes d'oiseaux (vase Vol, 1971), les pétales onctueux et pointus du Narcisse (n° 17, 1972), la ligne de pente du Fouji, les écailles lisses et bien détachées de la carpe, la présence veloutée de la pêche, etc.

L'intérêt de l'exposition, organisée par le journal Mainichi, présentée « à la japonaise », chacune des quatre-vingts pièces posées sur un carré de soie blanche et assortie, chaque dimanche, d'une cérémonie du thé, réside évidemment surtout, dans ce décor « saïen », d'une extrême subtilité. Son succès viendra peut-être davantage de l'accent très « 1925 » des formes et des thèmes graphiques. Avec des pointes « École de Nancy » (vase « Iris » n° 6, 1952) et même « 1900 ». La mode a ses raisons qui risquent d'en ignorer d'autres. Ainsi la rigueur exemplaire du travail tout à fait classique de ces pâtes blanches ou céladon.

Une élégance sans prétention

Dans les pièces qui ne font pas partie du « saïen », une dizaine de pots couverts et tasses à thé « Iroï » où le décor est plus couvrant et plus foncé et dans les quatre œuvres « Yuriko » où le rouge des poissons évoque le célèbre « rouge de cuivre » de l'époque T'sing, Kusube manifeste toujours, outre son incontestable autorité de technicien sans concession, une élégance sans prétention et une vraie fraîcheur qui tient peut-être à une fraîcheur d'âme autant qu'à sa prédilection pour certains tons clairs.

En fait, cette impression tient aussi beaucoup à la répartition du décor qui laisse souvent nue beaucoup de surface. Car Kusube aime la porcelaine et la laisse voir. Son « saïen » étale moins les couleurs qui peuvent la parer qu'il ne révèle sa nature implacable.

PAULE-MARIE GRAND.

★ Porcelaines de Kusube au Musée des arts décoratifs.

Théâtres

« LE MÉTÉORE » à Aubervilliers

L'idée fixe, la question obsédante qui tournique dans la tête devant le spectacle du Théâtre de la Commune, *le Météore*, de Dürrenmatt, est : pourquoi donc Gabriel Garran a-t-il éprouvé le besoin de monter cette pièce lourde, interminable comme un train de camions roulant de nuit à 10 km-h sur une route départementale ?

Evidemment, il y a une situation de départ : un écrivain, prix Nobel, arrive dans un atelier où un peintre sans talent (Georges Ser) peint sans discontinuer des nus de sa femme (Armande Altaï). Il a vécu là quarante ans auparavant. Le peintre s'étonne un peu, car la radio a déjà annoncé la mort du prix Nobel. Pendant plus de deux heures, la même situation se répète. Claude Dauphin se met en position de trépasser, trompant son monde, ressuscitant sans cesse. Bien entendu, toute cette histoire se passe dans le cerveau culpabilisé de l'agonisant, et on pense au film *Providence*, d'Alain Resnais. Seulement, comme le prix Nobel règle ses comptes avec ceux qu'il déteste et qu'il a aimés, qu'il a fait souffrir et qui lui ont fait mal, on passe, sans joie, de *Providence* à *la Visite de la vieille dame*.

L'humour du Dürrenmatt n'est pas vraiment subtil, son ironie reste en surface, ne surprend jamais. La critique tourne à la plaisanterie d'après dîner trop copieux, sans même le « mauvais goût » qui pourrait choquer, déranger, briser l'épais vernis des hypocrisies et des conventions. L'adaptation est de Marcel Aymé. On se prend à rêver de la pièce qu'il aurait pu écrire sur ce thème, sans tenir compte de l'original. Alors, la mise en scène de Garran qui est vive et soignée, qui parvient même à rythmer les grommellements radoteurs de Dürrenmatt, aurait été mise en valeur. On admire la performance de Claude Dauphin, celle des *acteurs* (en particulier de Michel Guimet, Raymond Jourdan, Denise Peron), mais ils ne peuvent rien sauver.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre de la Commune, 20 h. 30.

Cinéma

« PAIN ET CHOCOLAT », de Franco Brusati

Un travailleur déraciné

Pourquoi Nino Garofoli, ouvrier italien venu en Suisse pour avoir du travail, s'obstine-t-il à rester, *clandestinement dans ce pays* dont on l'a expulsé après qu'il eut perdu sa place de serveur de restaurant ? Il n'a rien à gagner au paradis des banques et du *bonheur confortable. Il n'y connaît que difficultés et mécomptes*. Et, pourtant, chaque fois qu'il se rend, de gré ou de force, à la gare, il finit toujours par descendre du train qui doit *le ramener chez lui. Mais Nino Garofoli, travailleur immigré*, peut-il encore être « chez lui », quelque part ?

Voilà la grande question posée dans *Pain et Chocolat*, film de Franco Brusati qui, *après avoir* remporté en Italie un très gros succès commercial, cueilli un tas de lauriers, a pourtant mis trois ans avant de trouver une distribution en France. Franco Brusati (*cinquante-cinq ans, milanais comme Visconti, plus souvent scénariste que réalisateur*) n'est pas tout à fait un inconnu. On a vu de lui *le Désordre* (1962) et *les Tulipes de Haarlem* (1970) sans d'ailleurs y prêter *trop d'attention. Pain et Chocolat est, en tout cas, une œuvre* essentielle (même si on peut lui reprocher quelques longueurs, quelques répétitions, ce n'est pas important) par la vérité humaine et sociale qu'elle fait apparaître. *Car — réponse à la grande question — Nino Garofoli est un étranger sur la Terre*. Dans son pays, où il a laissé femme et enfants, il n'a pas droit au travail. En Suisse, où il y a du travail et de l'argent, il ne peut pas s'intégrer, Nino Garofoli est, aujourd'hui, comme une de ces « personnes déplacées » que la seconde guerre mondiale, en Europe, avait *rejetées*, de frontière en frontière, privées d'identité. Nino Garofoli est une personne *déplacée du système économique européen*.

Pour nous dire cela, Franco Brusati *n'a recours ni au pamphlet, ni à la satire, ni au ton général* de la « comédie italienne ». Impossible de coller une étiquette à ce film qui glisse constamment de l'humour *à l'émotion*, de l'émotion à *l'humour en ce gardant* d'en tirer des effets. Ce glissement nous force à retenir le rire prêt à fuser pour mieux voir la gravité de certaines situations, ou bien nous ramène au comique *pour éviter la sensiblerie. Quand le serveur turc, rival de Nino* au restaurant, laisse tomber un morceau de poisson dans l'assiette de potage d'une dame chic, qui s'en trouve éclaboussée, c'est un gag : mais la *maladresse du Turc peut le faire renvoyer. Un autre exemple* de ce style, d'une totale honnêteté esthétique, est le double rebondissement apporté par un numéro de travestis — grotesque et triste, chargé d'implications sexuelles et sentimen*tales — dans un foyer de tra*vailleurs immigrés.

Pour porter ces choses et les transmettre, *il y a* Nino Manfredi, *merveilleux* acteur qui prend *toujours la chair, le sang*, la vie de ses personnages et pas seulement leurs visages et leurs attitudes. Voir jouer Nino Manfredi dans *Pain et Chocolat* provoque une sorte de bouleversement intérieur *même* dans les *moments comiques. Ce travailleur manuel sans éducation* et sans culture, Nino Garofoli, le déraciné, lutte pour comprendre ce qui lui arrive, refuse de céder parce qu'il veut, instinctivement, être un homme libre de son sort. Alors qu'un milliardaire italien, dédaigné par sa famille *et ruiné, se suicide au moment* où il entrait chez lui en service, Nino qui n'a rien, qui n'est rien, cherche à vivre et affronte toutes les épreuves.

Il est seul. Les Suisses, polis, bien habillés, indifférents mais pas méchants, l'ignorent — comme tous les immigrés, — sauf lorsqu'il *trouble la belle ordonnance bourgeoise d'un* pique-nique dans un parc en mastiquant bruyamment un morceau de pain et de chocolat ou lorsqu'il se met en contravention avec la loi paisiblement *appliquée. Ses compatriotes* ne pensent pas, *ne réagissent pas* comme lui. Nino se découvre définitivement exclu de ces deux mondes quand, ayant rejoint une tribu de clandestins *employés à tuer les poulets en série et logés dans un poulailler désaffecté où ils ont pris des manières* de volatiles, il contemple avec eux de beaux jeunes gens suisses, blonds à la peau dorée, qui se baignent, nus dans un étang. *Une autre solitaire, un moment, se rapproche de lui* : *Elena*, *réfugiée* politique grecque (Anna Karina, si simple, si juste, si bien accordée à Manfredi). Mais Elena épouse un fonctionnaire suisse, la sécurité. Nino reste seul, obstiné. Son cri : « *Qui suis-je ?* » *touche au cœur. Nino Garofoli est le travailleur immigré*, l'étranger de nos temps modernes, comm jadis Charlot était le vagabond face à une société où il n'avait jamais sa place.

JACQUES SICLIER.

★ Voir « Les films nouveaux ».

En bref

Variétés

● « FÉFÉ DE BROADWAY ». — Théâtre des Variétés, 20 h. 45.

Auteur et interprète heureux de nombreuses revues, spectacles et pièces à succès, dont *la Cage aux folles*, représentées depuis quatre ans au Palais-Royal avec Michel Serrault, le partenaire de toujours, Jean Poiret s'est attaqué allègrement à *Phèdre*, et *en a fait un personnage en* stass et en plumes, une directrice de théâtre saisie par le démon de la comédie musicale style Broadway.

Curieusement, le spectacle emprunte son style à la fois à une pièce de boulevard, mais écrite avec l'esprit satirique, le trait juste, le sens du pastiche, de la caricature, l'humour, et à la comédie musicale *où l'on joue d'abord sur le mouvement, sur le visuel, sur la vitalité et* l'enthousiasme, sur une certaine pureté dans la mécanique du spectacle.

Tel quel, pourtant, dans ses ambitions limitées, dans un registre qui ne va peut-être pas très loin, *Féfé de Broadway* est une réussite. Cela a été préparé avec soin, cela est propre, net, dynamique.

CLAUDE FLEOUTER.

Jazz

● MAX ROACH.

Max Roach, c'est sans doute l'une des plus hautes consciences politiques de l'Amérique noire et c'est, certainement, l'un des plus grands percussionnistes du jazz, cela dit *alors même qu'il préfère appeler ce jazz « la musique du peuple africain dispersé dans le nord du Nouveau Monde »*, expression dont il reconnaît bien volontiers et regrette l'extrême [illegible].

On comprend pourtant ce que souhaite signifier Max Roach. Il répugne à isoler le jazz de l'ensemble de l'art nègre, *du gospel au rhythm and blues, comme* Dizzy Gillespie avait craint jadis qu'on isolât le bop de l'ensemble du jazz. Max Roach, conférencier dans les collèges et les universités, se bat pour que « *se développe l'enseignement de toute la musique noire, à l'exemple du Harlem Music Center et de l'école wesleyenne de Berkeley* », parce qu'il y a « *une continuité, une unité d'esprit*, dit-il, *de James Weldon Johnson* (l'auteur, en 1900, de *Lift every voice and sing*, qui deviendra l'hymne national du « *colored people* » lors de la renaissance des années 20) *à Louis Armstrong* et de *celui-ci à Charlie Parker, et de Parker à Stevie Wonder* ».

Dès les premières minutes, dimanche, Max Roach a rendu hommage à Sidney Catlett, dont il est, par la rigueur constructionniste, par la *netteté mélodique du phrasé, l'héritier très évident*. Il a rappelé aussi sa solidarité avec Monk, son contemporain. Il s'est soucié enfin, de propulser quelques jeunes musiciens : le saxophoniste Seifemanhakim, le *tromboniste Clifford Adams*, le *bassiste Calvin Hill, partenaires* vigoureux du quartette sans piano. Unité, continuité, affirmées encore.

LUCIEN MALSON.

Ici et là...

DANSE NON STOP AUX DEUX-PORTES

Pour soutenir la M.J.C. Théâtre des Deux-Portes (46, rue Louis-Lumière, Paris-20e), menacé d'expulsion par la Ville de Paris, *Action danse*, qui regroupe un nombre important de jeunes compagnies, organise les 25, 26 et 27 février un spectacle non stop de 15 heures à minuit. Le Four solaire, Free Dance Song, le Cercle, l'Atelier Serge Keuten, Russillo, ainsi que divers danseurs et chorégraphes, se produiront au cours de ces trois jours. (Débat prévu samedi, à 18 heures.)

SEMAINE D'ACTION ET GRÈVE AU SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA CULTURE

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des personnels employés dans les divers secteurs du secrétariat d'État à la culture (quelque huit mille salariés) ont lancé un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures pour le 4 mars, afin de protester contre l'« initiative » de Mme Françoise Giroud tendant à « *remettre en cause les droits syndicaux acquis depuis 1968* ».

Ce mouvement a été décidé dans la perspective de la « semaine d'action » qui commencera le 28 février. En effet, selon les syndicats des affaires culturelles, « *Mme Françoise Giroud envisage de supprimer les permanences syndicales et le droit pour les syndiqués de tenir des réunions en prenant sur leur temps de travail* ». Les représentants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ajoutent qu'ainsi le secrétaire d'État à la culture « *annule unilatéralement des engagements signés par M. Michel Guy* ». Les syndicats dénoncent « *l'attitude réactionnaire* » de Mme Françoise Giroud, et réclament l'ouverture de négociations.

LES PROTESTATIONS DE L'ASSOCIATION POUR LE JEUNE THÉATRE

A la *suite* des mesures prises récemment par le secrétariat d'État à la culture, et qui se traduisent par la suppression de subventions à *quarante compagnies* de théâtre « indépendant », l'Association pour le jeune théâtre (A.J.T.), présidée par Armand Bayou, a dénoncé *lundi* après-midi la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le jeune théâtre. L'A.J.T. a décidé d'organiser, à partir du 24 février, une série d'actions à Paris et en province pour *faire entendre à nouveau* les quatre revendications déposées depuis le 8 juillet 1977.

Selon l'Association, 10 millions de francs sont nécessaires pour *la commission d'aide aux compagnies* dramatiques (cette somme avait été promise par le précédent secrétaire à la culture, M. Michel Guy). L'Association *demande aussi* le passage « hors commission » d'une vingtaine de compagnies, 450 000 francs de subventions pour chacune des six compagnies pour l'enfance et la jeunesse et, enfin, l'obtention de solutions financières et structurelles pour l'ensemble des compagnies actuellement « *hors commission* ». L'A.J.T. souhaite, en outre, l'ouverture des discussions proposées par Mme Françoise Giroud avec l'ensemble de la profession, début mars, ainsi que le réexamen de tous les dossiers supprimés.

LE XIIe FESTIVAL DE NANCY

Le cinéaste hongrois Miklos Jancso réalisera un long métrage sur les Assises internationales Europe-Amérique latine, qui se tiendront pour la *première fois* (du 4 au 8 mai) pendant le Festival de Nancy.

Cette rencontre d'hommes politiques et d'artistes latino-américains et européens est une des quatres grandes manifestations *qui, du 28 avril au 8 mai*, composeront le XIIe Festival.

Du 28 au 30 avril, du théâtre-danse de tradition populaire et d'avant-garde. Du 1er au 4 mai, des troupes à découvrir ou à redécouvrir (le Stu, les San Francisco Mime Troup, les Spider Women, des groupes de tradition populaire des pays de l'Est) ; des fêtes nocturnes seront données sur des péniches le long du canal.

Enfin, des réunions seront organisées autour de personnalités que le festival a révélées : Grotowski, Peter Shumann, Bob Wilson, etc. A cet anniversaire participeront également les présidents de jury des premiers festivals : Michel Butor, Armand Salacrou et Paolo Grassi.

A New-York

TOUS LES DEGAS DU « MET »

Le Metropolitan Museum de New-York a réuni tous ses Degas pour une exposition qui durera jusqu'à *la fin de l'été* : cent soixante-seize peintures, sculptures, dessins et gravures. Après le Louvre, c'est le grand musée new-yorkais qui compte la plus importante collection d'œuvres de Degas au monde. Elle provient, en majeure partie, du legs fait par le collectionneur Havemeyer. Une salle de peinture, une deuxième pour les chevaux de bronze et une troisième pour les statues de danseuses. Parmi ces dernières, *la Petite Danseuse de quatorze ans*, sculpture de bronze habillée d'un vrai tutu, qui avait fait sensation lorsqu'elle fut présentée à Paris.

L'exposition présente Degas accompagné par ses pairs et ses *maîtres*. A côté de telle ou telle œuvre, un tableau ou un dessin d'Ingres, de Manet, des dessinateurs de la Renaissance italienne, *qui ont marqué son art*.

Une exposition d'amateurs, mais didactique aussi et qui s'achève le 4 septembre.

■ Un colloque international, *organisé par l'INA avec la collaboration* de la Fondation d'Hautvillers pour le dialogue des cultures, a lieu actuellement — il se terminera le *25 février* — à Epernay (Marne), sur le thème « Audio-visuel et choc des cultures ». Des spécialistes de la radio, du cinéma et de la télévision *y participent*, ainsi que des sociologues, des ethnologues et des écrivains venant d'Afrique noire, du Québec et de l'ensemble de l'Europe.

■ Le Relais culturel d'Aix-en-Provence (27 bis, rue du 11-Novembre) *présente*, les vendredi 25 et samedi 26 février, cinq films tournés à l'initiative ou avec la collaboration d'organisations syndicales : quelques aspects du cinéma militant en France de 1967 à 1976.

■ Un conseil national de la danse *a été créé* et placé sous la présidence de M. Marcel Landowski, inspecteur général de la musique au ministère de l'éducation nationale et ancien directeur de la musique, de l'art lyrique et de la danse. Ce conseil est né de la réunion des fédérations, associations et syndicats d'auteurs, de chorégraphes, de danseurs et de professeurs de danse. Il s'est fixé pour but la promotion et la diffusion de la danse en France, et, pour marquer sa naissance, a décidé la diffusion d'un manifeste accompagné d'une affiche *de Jean Effel* représentant un couple de danseurs en guenilles. Le siège est à la Société des auteurs, 80, rue Taitbout, 75009 Paris.

ARTS ET SPECTACLES

Musique

«LA 8e SYMPHONIE», de Brückner

PAR CELIBIDACHE

Le concert donné au Théâtre des Champs-Elysées par l'Orchestre radio-symphonique de Stuttgart marquait un double événement : le retour de Sergiu Celibidache, qui avait été brusquement amené à quitter l'Orchestre national il y a deux ans, et l'audition de la Huitième Symphonie *en ut mineur de Bruckner, hymne solennel qui remplit à elle seule toute une soirée et reste encore rarement jouée en France. M. Pierre Vozlinsky, directeur musical de Radio-France, avait bien misé. Le public parisien a fait un accueil extrêmement chaleureux à Celibidache et, garnissant de fond en comble le théâtre, prouvé que l'heure de Bruckner avait enfin sonné.*

La sobriété du chef roumain, son profond travail de reconstruction intérieure, sa vision quasi-métaphysique de la musique, alliés à une mise au point technique exceptionnelle, conviennent bien à cet univers immense, habité par un créateur solitaire et modeste. Celibidache donne toutes les dimensions du génie de Bruckner sans céder à la grandiloquence à laquelle peuvent incliner ces progressions et ces fanfares fantastiques. La solennité, le caractère festif sont tout intérieurs malgré les apparences, et le compositeur, selon Celibidache « nous incite à le suivre non pas sur le chemin de sa propre ascension, mais sur celui du renoncement à tout acharnement personnel, de l'abandon de toute vanité, de toute ambition mondaine, dans la limpide croyance d'une harmonie ultime ».

L'auditeur ne gagne rien à tenter de suivre dialectiquement le jeu formel de la musique de Bruckner, comme chez Beethoven, par exemple, à s'expliquer l'enchaînement des tumultes michelangelesques avec la chanson agreste d'une petite flûte, de cérémonies glorieuses, de pensées accablées et de fontaines gazouillantes. Les ressorts de l'imagination candide apportent moins que le paysage métaphysique où elle s'ébat à l'aide avec une prodigieuse grandeur formelle. « Si l'art, dans son essence profonde, *écrit encore Celibidache*, signifie *désir de libération, soif d'évasion* du monde des contraintes, s'il exprime une tentative d'arrachement à l'emprise aveugle du temps, un besoin d'échapper à la prolifération stérile de la logique, l'œuvre de Bruckner, téméraire explorateur d'un au-delà ignoré des passions romantiques, revêt le caractère d'un exploit gigantesque. »

Avec l'Orchestre de Stuttgart, ensemble de haute qualité, homogène et docile, cette Huitième Symphonie *se déroulait comme une fresque immobile élargissant de toutes parts nos horizons.*

JACQUES LONCHAMPT.

L'Orchestre d'Aquitaine

ENTRE MAHLER ET VERDI

Le Grand Théâtre de Bordeaux vient de reprendre Aïda, dans une production qui aurait à peine mérité de l'être avec une distribution exceptionnelle, faute de quoi on reste d'abord indifférent, puis sceptique, avant de trouver insupportable un rideau qui, par deux fois, se ferme bruyamment sur la conclusion d'un air, des chanteurs sans dimension dramatique, des masses chorales mal ordonnées, un décor empêchant toute finesse de mise en scène, des costumes aux couleurs criardes... Plus qu'il n'en faut, sans parler des platitudes orientalisantes de la chorégraphie, pour donner envie de quitter la salle dès le premier entracte.

Au troisième acte, la scène entre Seta del Grande (Aïda) et Stoyan Popov (Amonasro) a dû faire oublier bien des choses, pourtant elle ne pouvait pas effacer l'impression profonde laissée par la Deuxième Symphonie *de Mahler, également dirigée par Roberto Benzi, que ce même orchestre de Bordeaux-Aquitaine avait donnée la veille à Agen, après La Rochelle et Bordeaux. Voguant à la dérive dans le naufrage d'une représentation routinière, preuve s'il en fallait encore que Verdi reste l'un des compositeurs les plus impunément trahis par ses interprètes, dissimulés dans cette fosse où le public du dimanche après-midi va rarement les chercher, les musiciens ne pouvaient d'ailleurs pas sauver la situation.*

***

C'était tout le contraire le samedi soir 19 février au Stadium municipal d'Agen qui accueillait pour la première fois une formation symphonique ; on peut même penser que les applaudissements entre chaque mouvement n'étaient pas pure politesse ou désir inconscient d'en finir plus tôt. Qui sait s'ils n'ont pas contribué à maintenir jusqu'au bout cette attention manifestée de part et d'autre dès les premières mesures ?

Roberto Benzi, dont le passé d'enfant prodige fait oublier qu'il accomplit actuellement avec son orchestre un patient travail en profondeur — l'originalité du programme de la saison en témoigne, — dirigeait pratiquement par cœur cette œuvre d'une heure et demie. Comme tous les chefs attachés aux mêmes musiciens depuis plusieurs années, il lui suffit, une fois passé le travail des répétitions, de rappeler clairement ce qu'il veut juste avant une attaque pour l'obtenir sans gestes inutiles ; il peut jouer de son orchestre comme l'organiste de ses claviers et de son pédalier, à cette différence près que chacun de ses quatre-vingt-dix instrumentistes se sent davantage responsable.

En soliste, Lyliane Guitton et Jane Rhodes pâtissaient un peu d'une acoutisque réverbérée privilégiant notamment les cuivres, mais comme l'Ensemble vocal d'Aquitaine, elles auront eu leur part dans la réussite finale.

L'époque où l'on croyait les symphonies de Mahler incompatibles avec le goût français est révolue, tout comme celle des formations symphoniques inamovibles, mais pour que l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine puisse assumer sans défaillance sa vocation régionale il faudra attendre qu'il possède assez de musiciens pour satisfaire aux exigences de l'opéra et d'une importante saison de concerts décentralisés ; d'ici là, on peut seulement espérer une meilleure coordination entre ces deux activités.

GÉRARD CONDÉ.

■ M. Rolf Liebermann a annulé la conférence de presse qu'il devait tenir mercredi 23 février au palais Garnier (« le Monde » du 24 février). Le conseil d'administration de la Réunion des théâtres lyriques nationaux se réunira le 1er mars pour entendre le rapport de Mme Violette Verdy, pressentie comme directrice de la danse. M. Liebermann attendra donc ce rapport pour parler devant la presse des problèmes du ballet.

■ Un concert de folk et rock anglais par un nouveau groupe composé des frères Barry et Robin Dransfield, de Brian Harisson et de Bob Crichley est donné ce jeudi 24 février, à 21 heures, au Centre américain de Paris, 261, boulevard Raspail.

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : En sol ; l'Oiseau de feu ; Adagietto ; Mahler's Songs ; le Sacre du printemps (ballets).
Chaillot, Gémier, 20 h. 30 : Transit.
Petit Odéon, 18 h. 30 : Guerre au troisième étage.
TEP, 20 h. : Cinéma.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 . Volga.
Nouveau Carré, 15 h. 30 : Cirque à l'ancienne. — Papin, I, 20 h. : les Sonnets de Shakespeare ; 21 h. : la Dame de la mer.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Carolyn Carlson.

Les théâtres de Paris

Aire-Libre Montparnasse, 20 h. 30 : La prochaine fois, je vous le chanterai ; 22 h. 30 : Viole d'amour.
Antoine, 20 h. 30 : les Parents terribles.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : l'Ecole des cocottes.
Athénée, 20 h. 30 : Equus.
Bateau-Théâtre de Basile, 20 h. 30 : l'Homme de derrière les fagots ; 22 h. : les Frersmol et Kle.
Biothéâtre-Opéra, 21 h. : la Jeune Fille Violaine.
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : la Nuit de l'Iguane.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : La jeune lune tient la vieille lune toute une nuit dans ses bras.
Centre culturel du Marais, 21 h. : Ecoute le bruit de la mer.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Chers zoiseaux.
Edouard-VII, 18 h. : Beethoven ou l'Amour de la liberté ; 21 h. : Amphitryon 38.
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Une femme presque fidèle.
Espace Cardin, 21 h. : Freaks Society.
Fontaine, 21 h. : Grandeur et misère de Marcel Barju.
Gaîté-Montparnasse, 20 h. 30 : les Fraises musclées ; 22 h. 45 : Croquez le melon.
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Une aspirine pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques, t'as plus rien maintenant.
Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.
Mathurins, 20 h. 45 : les Mains sales.
Michodière, 20 h. 45 : Acapulco, Madame.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, l'année prochaine.
Mouffetard, 20 h. 30 : Oraison ; 22 h. 30 : Martin Saint-Pierre.
Œuvre, 20 h. 45 : le Scénario.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Plaisance, 20 h. 45 : la Reine de la nuit ; 22 h. 45 : l'Amour en visite.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Loin d'Hagondange.
Récamier, 20 h. 30 : Histoires de l'oncle Jakob.
Studio des Champs-Elysées, 20 h. 45 : les Dames du jeudi.
Studio-Théâtre 14, 21 h. : Médéa.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : la Femme de Socrate.
Théâtre Campagne-Première, 23 h. 30 : Django Edwards.
Théâtre de la Cité internationale, Grand Théâtre, 21 h. : Fantasio. — La Galerie, 21 h. : la Paix.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : Guyette Lyr.
Théâtre Essaïon, I, 20 h. 30 : la Tentation occidentale. — II, 20 h. 30 : le Grand Parler.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Electre.
Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : le Nouveau Monde. — Petite salle, 20 h. 30 : Oh ! les beaux jours.
Variétés, 20 h. 30 : Fêfé de Broadway.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : le Pavé de l'ours ; le Tombeau d'Achille.
Théâtre de la Rue-d'Ulm, 20 h. 30 : Brand.
Tristan-Bernard, 20 h. 30 : Antoine et Cléopâtre.
Trologdyte, 21 h. : Gugozone.
Variétés, 20 h. 30 : Fêfé de Broadway.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mercredi 23 février

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 19 h. 30 : Solo pour Vanina ; 21 h. : la Collection ; 22 h. 15 : Emmanuelle ; 23 h. 30 : Chris et Laure.
Les Blancs-Manteaux, 20 h. : Etrange pâleur ; 21 h. 45 : Au niveau du chou ; 23 h. : Jean Signé.
Le Café d'Edgar, I, 20 h. 30 : le Désert rose ; 21 h. 45 : Nous chantons, ne vous déplaise ; 23 h. 15 : Côté cour, coté en bourse. — II, 22 h. 15 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 20 h. 15 : Topiques ; 22 h. : Une mascarade impitoyable.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal ; 22 h. : Pourquoi pas moi ; 23 h. 30 : Pardon, je m'excuse.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Napoléon lave plus blanc ; 22 h. : les Guérilleros.
Dix-Heures, 20 h. 15 : Jacques Biot.
Le Fanal, 20 h. 15 : le Président ; 22 h. 15 : l'Intervention.
Sélénite, I, 20 h. 30 : Je fus nambule ; 22 h. : Une maille à l'envers... — II, 21 h. : What a fair foot ; 23 h. 30 : Jeanne au boucher.
Le Splendid, 20 h. 45 : Frissons sur le secteur ; 22 h. 15 : le Pot de terre contre le Pot de vin.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : l'Amour en visite ; 22 h. 30 : Sapho et Mahieux.
La Veuve-Pichard, 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 22 h. 15 : la Revanche de Louis XI.
La Vieille-Grille, I, 20 h. 30 : Michel Ripoche ; 21 h. 30 : Handicap ; 22 h. 30 : Baleine ventriloque. — II, 20 h. 30 : G. Gauche ; 22 h. 30 : D. Dieghi.

Les théâtres de banlieue

Ivry, Studio d'Ivry, 21 h. : Martin Eden.
Montreuil, Studio-Théâtre, 20 h. 30 : Restez chez vous.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe, 20 h. 30 : la Surface de réparation.
Vitry, Théâtre Jean-Vilar, 21 h. : l'Amant militaire.

Villiers-le-Bel, Salle des fêtes, 21 h. : Orchestre de chambre de Munich, dir. H. Stadlmair, avec N. Afriat, piano (Mozart).

Les concerts

Eglise allemande, 20 h. : Chorale Philadelphia, dir. G. Kanuty (Bach, Haendel, Mozart, Palestrina et negro spiritual).
Eglise des Billettes, 20 h. 30 : F. Kerdoncuff, piano (Beethoven, Schubert, Moussorgski).
Faculté de droit, 20 h. 30 : Lauréats du concours Marguerite-Long, pianos (Chopin, Debussy, Liszt, Stravinski, Schumann).
Palais des congrès, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. C. M. Giulini.
Maison de la radio, 20 h. 30 : Quatuor Via Nova (Debussy, Ligeti, Beethoven).

La danse

Voir Théâtre de la Ville.
Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : les Ballets de la Cité (Alefa).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : R. P. R. ou Le nouveau-né a une grande barbe.
Deux-Anes, 21 h. : Marianne, ne vois-tu rien venir ?
Dix-Heures, 22 h. : Monocale de singe.

Les opérettes

Voir Salles municipales.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Belle Hélène.
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 : la Belle de Cadix.

Le music-hall

Bobino, 20 h. 30 : G. Brassens.
Déjazet-Théâtre, 20 h. 30 : Coluche.
Palais des congrès, 21 h. : S. Lama.
Palais des sports, 21 h. : Holiday on Ice.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

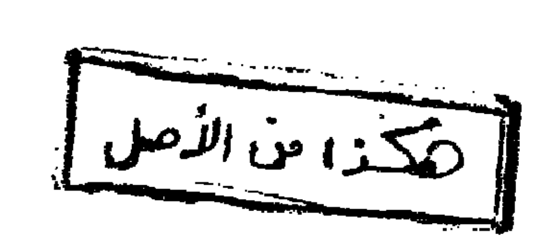
La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : le Cabinet du docteur Cagliari, de R. Wiene ; le Cabinet des figures de cire, de P. Leni ; 18 h. 30 : The Unsinkable Molly Brown, de Ch. Walters ; 20 h. 30 : le Plus Sauvage d'entre tous, de M. Ritt ; 22 h. 30 : Voyage en Italie, de R. Rossellini.

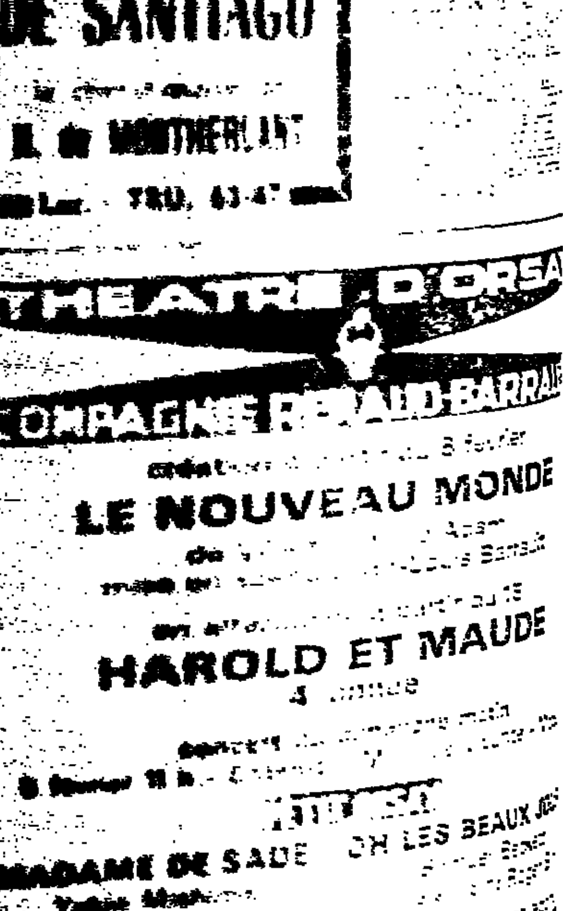
Les exclusivités

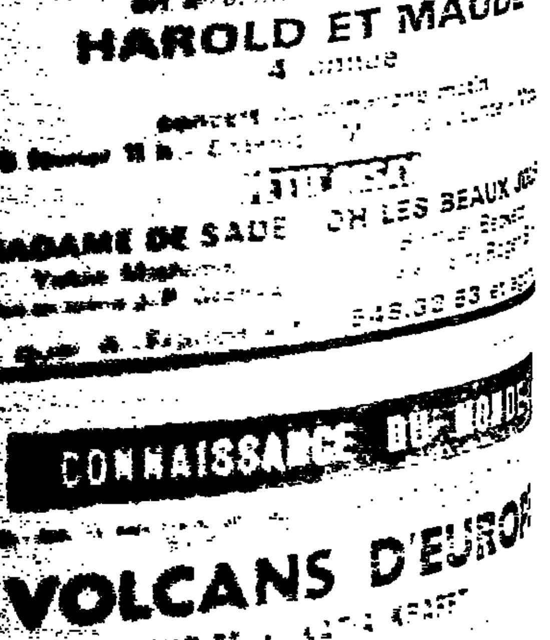
A CHACUN SON ENFER (Fr.) (**) : A. B. C., 2e (236-55-54). Cluny-Palace, 5e (033-07-76). Marignan, 8e (359-92-82). George-V, 8e (225-41-46). Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03). Montparnasse 83, 6e (544-14-27). Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48). Fauvette, 13e (331-56-86). Gaumont-Convention, 15e (828-42-27). Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74). Images, 18e (522-47-94).
AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It.), v.o. : Styx, 5e (633-08-40). Biarritz, 8e (723-69-23).
L'AIGLE S'EST ENVOLE (A.), v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93).
ALICE OU LA DERNIERE FUGUE (Fr.) : U. G. C. Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23).
BLUE JEANS (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (266-55-33).
BAROCCO (Fr.) (*) : Studio Galande, 5e (033-72-71). U.G.C. Marbœuf 8e (225-47-19).
BARRY LYNDON (Ang.), v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38). Colisée, 8e (359-29-46). P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42), v.f. : Impérial, 2e (742-72-52). Athéna, 12e (343-07-48). Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA BATAILLE DE MIDWAY (A.), v.o. : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33). Rotonde, 6e (633-08-22). Gaumont-Sud, 14e (331-51-16). Wepler, 18e (387-50-70). Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA BATAILLE DU CHILI (2e partie) (All.), v.o. : Studio Logos, 5e (033-26-42).
CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It.), v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38). 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43). Cambronne, 15e (734-42-96). Capri, 2e (508-11-69).
CENTRE TERRE, 7e CONTINENT (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43).
COCORICO, MONSIEUR POULET (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91) ; Haussmann, 9e (770-47-55) ; Olympic, 14e (542-67-42).
CŒUR DE VERRE (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 6e (033-39-19) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U G C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Bretagne, 6e (222-57-97).
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Studio-Alpha, 5e (033-39-47) ; Arlequin, 6e (548-62-25) ; Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Gaîté, 13e (326-99-34) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (266-55-33).
LE DESERT DES TARTARES (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
DES JOURNEES ENTIERES DANS LES ARBRES (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42).
EDVARD MUNCH, LA DANSE DE LA VIE (A., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac, 8e (359-52-70).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LA FOLLE ESCAPADE (A., v.o.) en soirée : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e, en mat. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LE GANG (Fr.), Cluny Palace, 5e (033-07-76). Publicis St-Germain, 6e (222-72-80). Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). Max-Linder, 9e (770-40-04). Les Nations, 12e (343-04-67). Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03). Gaumont-Sud, 14e (331-51-16). Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13). Paramount-Maillot, 17e (758-24-24). Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
GIACOMO MATTEOTI (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90). 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
GORGO (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
LE GRAPHIQUE DE BOSCOP (Fr.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
L'HEROINE DU TRIANGLE D'OR (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15) (ven. débat en soirée).
JE DEMANDE LA PAROLE (Sov., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
JONAS, QUI AURA 25 ANS EN L'AN 2000 (Suis.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83). 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97). U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). Normandie, 8e (359-41-18). Paramount-Opéra, 9e (073-34-37). Liberté, 12e (343-01-59). U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19). Paramount-Orléans, 14e (540-45-91). Magic-Convention, 15e (828-20-64). Paramount-Maillot, 17e (758-24-24). Murat, 16e (288-99-75).
KING KONG (A., v.f.) : Balzac, 8e (359-52-70). Athéna, 12e (343-07-48). Montréal-Club, 18e (607-16-21). Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LACHE-MOI LES BASKETS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32). Maxéville, 9e (770-72-86). Fauvette, 13e (331-56-86). Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13). Gaumont-Sud, 14e (331-51-16). Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MAMAN KUSTERS S'EN VA AU CIEL (All., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LA MARCHE TRIOMPHALE (It., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27). Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
1900 (It., v.o./v.f.) (1re partie) (**) : Les Templiers, 3e (272-94-56).
1900 (It., v.o/v.f.) (2e partie) (**) : Les Templiers, 3e (272-94-56).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
PASCUAL DUARTE (Esp., ** v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN (Fr.-Can., v. Angl.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE PRETE-NOM (A., v.o.) Saint-Germain Village, 5e (633-87-59). Pantheon, 5e (033-15-04). France-Elysées, 8e (723-71-11). Studio Raspail, 14e (326-38-98).
PROVIDENCE (Fr., v. Angl.) : Vendôme, 2e (073-97-52). UGC Odéon, 6e (325-71-08). Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32). Publicis Matignon, 8e (359-31-97). Bienvenue-Montparnasse 15e (544-25-02).





هكذا من الأصل





SPECTACLES

RENE LA CANNE (Fr.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65), Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Caravelle, 18e (387-50-70), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA REVANCHE D'UN HOMME NOMME CHEVAL (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24), Mistral, 14e (539-52-43).
LA ROSE ET LA FLECHE (Angl., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
SALO (It., **, v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SARTRE PAR LUI-MEME (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
SŒURS DE SANG (A., **, v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62), Marbeuf, 8e (723-69-23).
SURVIVRE (Mex., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Grand-Pavois, 15e (531-44-58).

Les films nouveaux

REQUIEM A L'AUBE, film français d'Olivier Desbordes : le Marais, 4e (278-47-86).
LA DECHEANCE DE FRANZ BLUM, film allemand de Reinhard Hauff, v.o. : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LE PAYS BLEU, film français de Jean-Charles Tacchella : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Concorde, 8e (359-92-84), Nation, 12e (343-04-67), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, (828-42-27), Mayfair, 16e (522-27-06), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Lumière, 9e (770-84-64).
PAIN ET CHOCOLAT, film italien de Marco Brusati, v.o. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Luxembourg, 6e (633-97-77), Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. Caméo, 9e (770-20-89), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (326-41-02), Magic-Convention, 15e (828-20-64).
QU'EST-CE QUE TU VEUX JULIE ?, film français de Charlotte Dubreuil (*) : la Clef, 5e (337-90-90) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
LE ROI DES BRICOLEURS, film français de Jean-Pierre Mocky : Capri, 2e (508-11-69) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
QUAND LA PANTHERE ROSE S'EMMELE, film américain de Blake Edwards, v.o. : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Dragon, 6e (548-54-74), Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Omnia, 2e (233-36-39), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

THE MARATHON MAN (A., v.o.) (**) : Bilboquet, 6e (222-87-23) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-56) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
THE SONG REMAINS THE SAME (Angl., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Haussmann, 9e (770-47-55).
TITI, GROMINET ET LEURS AMIS (A., v.f.) : Bosquet, 7e (551-44-11) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-3).
TODO MODO (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
UNE FEMME, UN JOUR (Fr.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
UNE FILLE COUSUE DE FIL BLANC (Fr.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE VOYAGE AU BOUT DU MONDE (Fr.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Calypso, 17e (754-10-68).
WELCOME TO LOS ANGELES (A., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), à 18 h. (sam. + 24 h.).

Les grandes reprises

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), Liberté 12e (343-01-59), Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
BROADWAY MELODIES (A., v.o.) : Murat, 16e (288-99-75), Mac Mahon, 17e (380-24-81).
LES CHEYENNES (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE (Alg., v.o.) : Palais des Glaces, 10e (607-49-93).
CUL-DE-SAC (An., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
2001 ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15) H. Sp.
LA FLUTE ENCHANTEE (Suéd., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
JOUR DE FETE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Marivaux, 2e (266-55-33), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Paris, 8e (359-53-99), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Convention-St-Charles, 15e (579-33-00), Passy 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Secrétan 19e (206-71-33).
L'INNOCENT (It., v.o.) : Royal-Villiers, 17e (924-78-31).
LE LAUREAT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).
LES MARX BROTHERS AU GRAND MAGASIN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
METROPOLIS (A., v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50).
LES MISERABLES (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15) H. Sp.
LA PLANETE SAUVAGE (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12), Marbeuf, 8e (225-47-19), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90), Liberté, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-43).
ROSEMARY'S BABY (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LE SEL DE LA TERRE (A., v.o.) : Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
SOLEIL VERT (A., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), H. Sp.
LE 7e VOYAGE DE SINBAD LE MARIN (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Diderot, 12e (343-19-29).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), H. Sp.
TAKING OFF (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40) (sf. mardi).
TO BE OR NOT TO BE (Ang., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13).
LE TROISIEME HOMME (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LES TROIS VALSES (Fr.) : Studio Marigny 8e (225-20-74).
LE VIEUX FUSIL (Fr.) : Cinéma des Champs-Elysées, 8e (359-61-70).

Les séances spéciales

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Châtelet, 1er (508-94-14) à 22 h. (Sam. + 24 h.).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
LE BERCEAU DE CRISTAL (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86), à 14 h.
CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 20 h.
CETTE NUIT OU JAMAIS (Suisse, v. all.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 24 h.
LE DERNIER TANGO A PARIS (It., **, v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 12 h. (V. + 24 h.) (sf D.).
L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 18 h.
L'ESCALIER (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), le 1er, à 21 h.
INDIA SONG (Fr.) : La Seine, 5e (325-95-99), à 12 h. 20 (sf D.).
JEANNE DIELMAN (Fr.) : La Seine, 5e, à 14 h. 15 et 20 h. 45.
JE, TU, IL, ELLE (Fr.) : La Seine, 5e, à 18 h. 30.
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 14 h.
LA PALOMA (Fr.-Suisse) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h. 15.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h. ; Boîte à Films, 17e (754-51-50), à 22 h. 45.
SANTHALA, NAISSANCE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 13 h.
SON NOM DE VENISE DANS CALCUTTA DESERT (Fr.) : La Seine, 5e, à 12 h. 15 (sf Dim.).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 16 h.

Les festivals

TEX AVERY (v.o.), Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
STUDIO 28, 18e (606-36-07) (v.o.) : Broadway Melodies.
BRANDO/NICHOLSON (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Vas-y, fonce.
GRANDS MELOS ITALIENS v.o., Olympic, 14e (542-67-42) : le Général Della Rovere.
FELLINI (v.o.), Studio des Acacias, 17e (754-97-83), 13 h. : Fellini-Roma ; 15 h. : les Clowns ; 16 h. 30 : Amarcord ; 18 h. 30 : Huit et demi ; 21 h. : Satyricon ; 23 h. : la Dolce Vita.
L'AMERIQUE VUE PAR FRED WISEMAN (v.o.), Le Marais, 4e (278-47-86) : Basing Training.
DUSTIN HOFFMANN (v.o.), Boîte à Films, 17e (754-51-50), 14 h. 30 : Little Big Man ; 16 h. 45 : John and Mary ; 18 h. 30 : Lenny ; 20 h. 30 : Macadam Cow-Boy ; 22 h. 15 : les Chiens de paille.
CINEMA DIFFERENT (v.o.), Boîte à Films, 17e (754-51-50), 13 h. : Easy Rider ; 15 h. 30 : Le shérif est en prison ; 17 h. 15 : Mort à Venise ; 19 h. 30 : Prends l'oseille et tire-toi ; 21 h. : Taxi Driver.
VIDEOSTONE (325-60-34) (v.o.) : Around the Stones.





RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 24 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu (à 18 h. A la bonne heure).



20 h. 30, Série : Rendez-vous en noir, réal. Cl. Grinberg, avec J.-P. Aumont, D. Auteuil.

Une vengeance à épisodes livrée à la perspicacité de l'inspecteur Camaret.

21 h. 25 Magazine d'actualité : L'Evénement, prés. J. Besançon.

L'entraînement des champions dans les pays de l'Est et en Occident. Un débat auquel participeront des sportifs internationaux suivra la projection d'un film intitulé : Sports aux U.S.A., sports en R.D.A. : pourquoi sont-ils si forts ? »

22 h. 20, Les médecins et le cinéma ; 23 h. 20, Journal.

CHAINE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., Programme ininterrompu (à 15 h. 50, Aujourd'hui magazine).

20 h. 30, Le Grand Echiquier, en direct de Copenhague.

L'invité d'honneur de Jacques Chancel (dont l'équipe s'est transportée, pour l'occasion, jusqu'au château de Christianborg) est Henri-Jean Marie André de Laborde de Monpezat, devenu par son mariage avec S.M. la reine Margrethe, le prince Henrik.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1955), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cegani, W. Chiari, N. Roquevert.

Une fille de théâtre se hausse jusqu'à la courtisanerie de luxe, séduit et mène à la déchéance l'austère chambellan de Napoléon III. Le naturalisme du roman de Zola s'efface dans les tableaux en couleurs raffinés d'une société Second Empire pour comédie et drame de Boulevard. Et Nana, jouée par Martine Carol, n'est plus qu'une belle fille au corps généreux, femme fatale malgré elle.

22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Nouveau répertoire dramatique de France-Culture : « Comment harponner le requin ? », de V. Haim ; 22 h. 30, Entretiens avec... R. Barthes ; 23 h., Portrait ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct de l'Auditorium 104 : Cycle de quatuors, avec le quatuor Via Nova : « Quatuor à cordes » (Debussy) ; « Quatuor no 1 » (Ligeti) ; « Quatuor no 4 » (Beethoven) ; 23 h., Les effets de la musique ; 0 h. 5, Musique et arts martiaux ; 1 h., En scène.

VENDREDI 25 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu (à 14 h. 5, Aujourd'hui, madame).

20 h. 30, Au théâtre ce soir : « Joyeuse pomme », de J. Pulmann, avec H. Tisot, J. Sereys, E. Kerr, J. Corot.

Deux patrons d'agence publicitaire découvrent qu'ils disposent, en la personne de leur secrétaire, de la « Madame tout le monde »-type. Que d'économies de sondages ! Mais le « cobaye » se met à avoir des idées.

22 h. 30, Allons au cinéma ; 23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., Programme ininterrompu (à 15 h. 5, Série : Jennie).

20 h. 30, Série : Dossiers danger immédiat. (La victime choisie.) Réal. Cl. Barma. 21 h. 30, Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot. (Le surréalisme est-il entré dans les mœurs ?)

Avec B. de Mandiargues (« Bonaventure »), J.-J. Brochier (« l'Aventure des surréalistes »), R. Lebel (coauteur de « la Civilisation surréaliste »), G. Legrand (« André Breton en son temps ») et A. Thirion (« Défense de... »).

22 h. 45, Journal ; 22 h. 50, Ciné-club : « Cape et Poignard », de F. Lang (1946), avec G. Cooper, L. Palmer, R. Alda, V. Sokoloff, J. E. Bromberg (v.o. sous-titrée, N.).

Un physicien américain, envoyé par les services secrets, cherche à tirer des griffes des nazis des savants dont ils veulent utiliser les travaux. Film d'espionnage et de résistance, où Fritz Lang dénonçait le nazisme — mal absolu — et les dangers de l'arme atomique placée en des mains irresponsables avec la rigueur de ses grandes œuvres.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Magazine vendredi : Ailleurs (Municipales, la guerre des clans, un exemple suisse, enquête de J.-Ph. Rapp, réal. J.-Cl. Chanel, animée et prés. par Ch. Ockrent).

Comment se passe la préparation des élections municipales dans une commune en Suisse.

21 h. 30, Astronomie : Voyage dans le cosmos (Les messages du ciel), de J. Lallier et M. Tosello ; 22 h. 20, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Biographie : Brion Gysin ; 21 h. 30, Musique de chambre (Bach, Schumann, David, Martinu) ; 22 h. 30, Entretiens avec... R. Barthes ; 23 h., Portraits ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 20, Cycle d'échanges franco-allemands : Orchestre symphonique de Sudwestfunks, direction E. Bour, avec la pianiste A. de Larrocha : « Impromptus » (Fortner) ; « Concerto pour piano et orchestre no 3 » (Beethoven) ; « Trois images pour orchestre » (Debussy) ; 23 h., Cabaret du jazz ; 0 h. 5, Musique réservée ; 1 h., Non écrites.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 24 FEVRIER

— *Le parti communiste* s'exprime sur la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— *M. Michel Poniatowski*, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, secrétaire général de la F.N.R.I., est l'invité du journal de Jean-Pierre Elkabbach sur Antenne 2, à 20 heures.

— *M. Yves Guéna* (R.P.R.) s'oppose à *M. Robert Fabre* (rad. de gauche) sur Radio-Monte-Carlo, à 19 h. 15.

— *M. Edgar Faure*, député (app. R.P.R.), répondra aux journalistes de TF 1 dans le « Spécial Evénements » de 21 h. 20.

VENDREDI 25 FEVRIER

— *M. Jacques Chirac* (R.P.R.) est l'invité de « Questions de confiance » à France-Inter, à 7 h. 45.

— *MM. Jacques Chirac* (R.P.R.), *Georges Sarre* (P.S.) et *Henri Fiszbin* (P.C.) sont les protagonistes du débat municipal du « Train-Forum », à la gare d'Auteuil à Paris, sur R.T.L., à 21 heures.

— *M. Claude Payre* (maj.) s'oppose à *M. Georges Fillioux* (P.S.), à Romans, au cours du « R.M.C.-Choc », à 8 h. 30.

SIX CATÉGORIES DE TÉLÉSPECTATEURS SELON LE C.E.O.

● Le Centre d'études d'opinion (C.E.O.) vient de réaliser pour le compte du magazine spécialisé *Télé-7 jours* un sondage pour tenter de définir le téléspectateur français. Selon les résultats que publie *Télé-7 jours* cette semaine, on peut déterminer six catégories allant du « faible consommateur » (catégorie la plus nombreuse avec onze millions de personnes regardant la télévision en moyenne neuf heures quarante et une minutes par semaine) aux « gros consommateurs » (trois millions et demi consacrant trente-cinq heures trente-huit minutes en moyenne par semaine au petit écran).

L'étude met en relief d'intéressants rapports, selon les catégories de « consommateurs », entre les professions, les âges, les catégories sociales et le goût pour certaines émissions.

PRESSE

● *Les journalistes de « l'Ardennais »*, quotidien édité à Charleville, ont déclenché jeudi 24 février une grève de vingt-quatre heures après le refus de la direction d'accepter toutes les clauses contenues dans le cahier des revendications. Cet arrêt de travail devrait entraîner la non-parution du journal le vendredi 25 février.

La direction précise que parmi les demandes non satisfaites figure le paiement d'heures de nuit aux rédacteurs détachés dans certaines villes du département, disposition exclue par la convention collective nationale signée il y a deux mois. — *(Corresp.)*

● *Au Canada*, le tirage total des quotidiens a augmenté en 1976. Selon l'Association canadienne des éditeurs de journaux, le tirage global des 114 quotidiens canadiens, qui était de 4 millions 378 619 exemplaires en 1975, a atteint 4 904 257 exemplaires en 1976. Le Canada compte près de 23 millions d'habitants. — *(A.F.P.)*



AUJOURD'HUI

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme.

Le premier nombre indique l'épaisseur de la neige au bas des pistes ouvertes, le deuxième indique l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

ALPES DU NORD

Alpe-d'Huez, 200-640 ; Autrans, 15-80 ; Bellecombe-Crest-Voland, 50-120 ; Bourg-Saint-Maurice-Les Arcs, 120-215 ; Chamonix, *40-600* ; Chamrousse, 60-90 ; Chapelle-d'Abondance, 45-140 ; Chatel, 70-270 ; La Clusaz, 65-250 ; Combloux, 20-240 ; Les Contamines-Montjoie, 30-160 ; Le Corbier, 70-200 ; Courchevel, 75-230 ; Les Deux-Alpes, 75-350 ; Flaine, 95-245 ; Flumet - Praz-sur-Arly, 95-145 ; Les Gets, 55-180 ; Grand-Bornand, 50-200 ; Les Houches, 20-100 ; Megève, 50-185 ; Les Menuires-Val-Thorens, 95-310 ; Méribel, 90-230 ; Morzine-Avoriaz, 30-220 ; La Plagne, 205-295 ; Pralognan, 70-90 ; St-Gervais-le-Bettex, 70-190 ; Samoëns, 50-220 ; Tignes, 200-300 ; Val-d'Isère, 170-310 ; Valloire, 60-220 ; Villard-de-Lans, 5-140.

ALPES DU SUD

Auron, 100-280 ; Isola-2000, 190-320 ; Montgenèvre, 130.260 ; Orcières-Merlette, 150-360 ; Pra-Loup, 75-250 ; Le Sauze, 60-360 ; Vars, 120-200.

PYRENEES

Ax-les-Thermes, 0-50 ; Cauterets-Lys, 60-180 ; Font-Romeu, 40-70 ; *Gourette-les-Eaux-Bonnes, 30 - 300* ; La Mongie, 40-180 ; St-Lary-Soulan, 10-70 ; Les Angles, 40-110.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore, 60-150 ; Super-Besse, 60-180 ; Super-Lioran, 70-170.

JURA

Métabief, 20-70 ; Les Rousses, 15-160.

★ Horloge des neiges : 874-03-59.

ALLEMAGNE

Alpes bavaroises : Bayrischzell-Sudelfeld, 5 ; Berchtesgaden-Jenner, 15 ; Garmisch-Zugspitzplatt, 20-270 ; Oberstdorf-Nebelhorn, 30. — Forêt-Noire : Feldberg, 90 ; Schönwald-Schonach, 10.

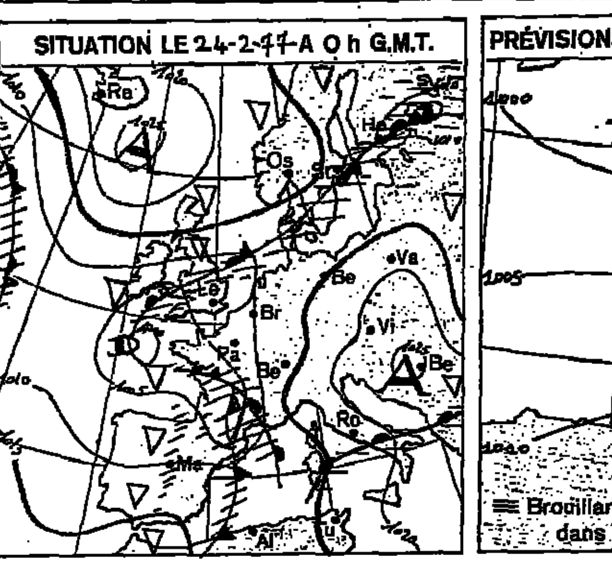
AUTRICHE

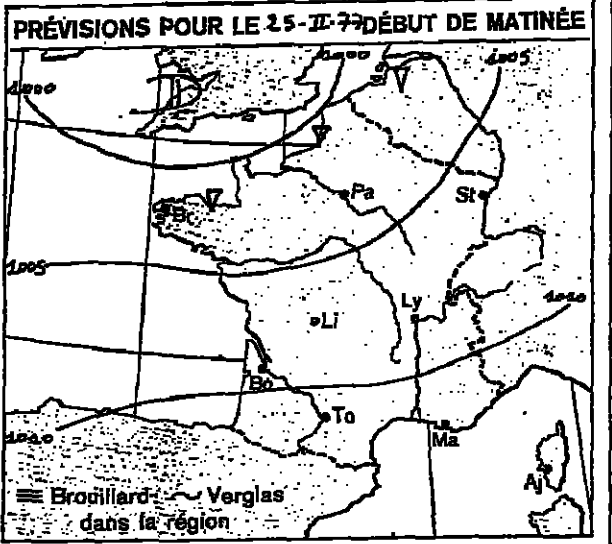
Salzbourg : Badgastein, 10-150 ; Saalbach, 50-130 ; Zell-am-See, 50-175. — Voralberg : Gargellen, 100-150 ; Lech/Arlberg, 105-175 ; Zürs/Arlberg, 150-200. — Tyrol : Igls, 10-85 ; Ischgl, 80-120 ; Kitzbühel, 30-130 ; Obergurgl, 135-165 ; St-Anton-am-Arlberg, 60-250 ; Seefeld, 35-120 ; Sölden, 40-210

SUISSE

Région du Léman : Villars, 25-95. — Valais : Crans/Montana, 50-110 ; Verbier, 50-200 ; Zermatt, 70-150. — Oberland bernois : Gstaad/Saanenmöser, 40-100 ; Wengen/Kl.-Scheidegg, 25-110. — Grisons, Engadine : Arosa, 130-150 ; Davos, 75-190 ; St-Moritz, 115-160.

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ averses orages ➤ Sens de la marche des fronts

Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 24 février à 0 heure et le vendredi 25 février à 24 heures :

La perturbation qui a atteint la France jeudi s'éloignera vers l'est, tandis que la pression continuera à stagner. Une nouvelle dépression se creusera en même temps dans l'Atlantique, dirigeant vers l'Europe des perturbations dont les premiers signes se manifesteront vendredi soir.

Vendredi matin, il pleuvra encore sur les Alpes et la Corse. Le ciel y deviendra moins nuageux ensuite. Ailleurs, les nuages alterneront toute la journée avec les éclaircies. Les averses seront rares et se produiront surtout près de la Manche et de la mer du Nord. Le ciel sera plus couvert le soir près de l'Atlantique, et il pleuvra dans la nuit.

Les températures resteront douces, et le vent, de sud à sud-ouest, faible ou modéré.

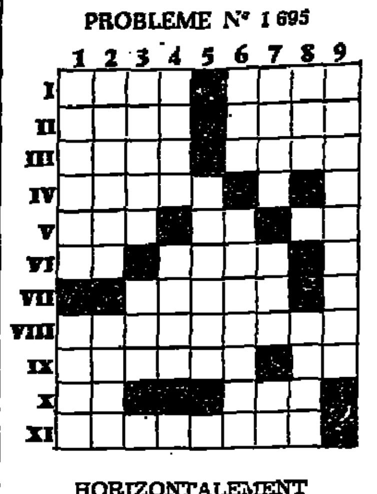
Jeudi 24 février, à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était, à Paris-Le Bourget, de 1 005,2 millibars, soit 754 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 février ; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24) : Ajaccio, 16 et 7 degrés ; Biarritz, 13 et 9 ; Bordeaux, 12 et 7 ; Brest, 9 et 4 ; Caen, 13 et 6 ; Cherbourg, 12 et 6 ; Clermont-Ferrand, 13 et 5 ; Dijon, 14 et 7 ; Grenoble, 12 et 2 ; Lille, 12 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 16 et 13 ; Nancy, 13 et 5 ; Nantes, 14 et 7 ; Nice, 15 et 9 ; Paris-Le Bourget, 14 et 5 ; Pau, 14 et 3 ; Perpignan, 17 et 9 ; Rennes, 14 et 7 ; Strasbourg, 14 et 5 ; Tours, 14 et 7 ; Toulouse, 15 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 6 degrés ; Amsterdam, 10 et 4 ; Athènes, 12 (min.) ; Berlin, 12 et 3 ; Bonn, 11 et 4 ; Bruxelles, 11 et 5 ; îles Canaries, 17 et 13 ; Copenhague, 7 et 2 ; Genève, 12 et 9 ; Lisbonne, 12 et 5 ; Londres, 12 et 5 ; Madrid, 9 et 4 ; Moscou, 0 et —2 ; New-York, 6 et 1 ; Palma-de-Majorque, 19 et 13 ; Rome, 17 et 9 ; Stockholm, —3 et —7 ; Téhéran, 14 et 4.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 695



HORIZONTALEMENT

I. Se montra incestueux par nécessité et fratricide par vocation ; Son père eut une histoire assez salée. — II. Se vanta d'être un grand-père particulièrement magnanime ; Titre étranger. — III. Plante ; Fosse... commune. — IV. C'était peut-être la matière première du Créateur. — V. De quoi faire tout un plat ; Sigle ; Terme musical. — VI. Compagnon de dessinateur ; Coule en France. — VII. Approche. — VIII. Abandon qui n'a rien de cruel. — IX. Fait une besogne de compilateur ; Surprennent parfois des voyageurs. — X. Bien gardé ; Fut la providence de tout un règne. — XI. Parties ailleurs.

VERTICALEMENT

1. La nécessité a aussi inspiré sa création ; Change d'un jour à l'autre. — 2. Eclaire ceux qui rentrent tard ; Remua. — 3. Puits ; Roi. — 4. Les grands ne risquent pas de passer ; Sonnaient et trébuchaient. — 5. Accompagnent bien des plats. — 6. Possessif ; Confient temporairement. — 7. Sauta ; Moins séduisant (inversé) ; Points cardinaux. — 8. Laisse un souvenir obsédant et durable ; A éteindre au plus vite ! — 9. Relèvent le gant.

Solution du problème n° 1 694

Horizontalement

I. Crâne ; Fée. — II. Aimant ; PC. — III. Reine ; Sir. — IV. Ru ; Aérera. — V. Iran ; Eres. — VI. Est ; Mir. — VII. Alinéa. — VIII. Eclateras. — IX. Raie ; Ara. — X. Fa ; Dés ; Oc. — XI. Intestins.

Verticalement

1. Carrière ; Fi !. — 2. Rieurs ; Cran. — 3. Ami ; Atala. — 4. Nanan ; Laide. — 5. Enée ; Mitées. — 6. Reine ; St. — 7. Serrera. — 8. Epire ; Aaron. — 9. Ecrasé ; Sacs.

GUY BROUTY.

Éducation

● « *Les rapports entre l'éducation et les psychothérapies nouvelles* » est le thème d'une série de conférences organisées au mois de mars par l'Ecole des parents et des éducateurs. Les conférences auront lieu chaque lundi à 18 heures à l'université de Paris-VI, amphithéâtre 22, 4, place Jussieu, Paris (5e).

7 *mars. — Orientations en psychothérapie et en éducation*, par Mme Nicole Fabre.

14 *mars. — Apport des thérapies comportementales à l'éducation*, par les docteurs Didier-Jacques Duché et Jacques Rognant.

21 mars. — *L'éducation à l'écoute du corps*, par MM. Michel Lobrot, Pierre Vayer et Georges Vigarello.

28 mars. — *Rogers, les institutions et l'éducation*, par M. André de Peretti.

● *Concours international de dessins d'enfants sur Jérusalem.* — La mairie de Jérusalem organise, avec différents ministères et instituts culturels d'Israël, un concours « *à l'occasion de l'anniversaire de la première décennie de la réunification de Jérusalem* ». Ce concours est ouvert aux enfants de toutes nationalités et de toutes confessions, âgés de sept à quatorze ans, qui peuvent y participer individuellement ou collectivement. Différents thèmes sont proposés : « Jérusalem d'or », « Jérusalem, ville sainte », « Je suis à Jérusalem, ville de la paix »...

★ **Renseignements sur les conditions, les dates limites et les lieux de remise des dessins auprès de l'ambassade d'Israël, M. Raphaël Gvir, 3, rue Rabelais, 75008 Paris, tél. 266-91-49.**

Animation

● *Un stage destiné aux futurs animateurs des centres de vacances familiales*, est organisé du 2 au 11 avril à La Londe-les-Maures (Var), par les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA). Son prix est de 890 F.

★ CEMEA, 24, avenue Laumière, 75019 Paris. Tél. : 208-70-00.

Visites et conférences

VENDREDI 25 FEVRIER

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des *monuments historiques*.

14 h. 45, 12, avenue des Gobelins, Mme Hulot : « La manufacture royale des Gobelins ».

*15 h., devant la fontaine Saint-*Michel, Mme Garnier-Ahlberg : « Quartier Saint-André-des-Arts ».

15 h., entrée, avenue de Paris, Mme Magnani : « Le château de Vincennes ».

15 h., 25, boulevard de Vaugirard, Mme Legregeois : « Le quartier Maine-Montparnasse ».

15 h., métro Jasmin, Mme Oswald : « Le Corbusier et ses amis dans le quartier de la Muette ».

15 h., 2, rue Louis-Boilly, Mme Saint-Girons : « Peintures impressionnistes au musée Marmottan ».

15 h., 47, rue Vieille-du-Temple, Mme Zujovic : « Le Parisien chez lui de 1815 à 1914 ».

15 h., métro Cardinal-Lemoine : « Le village et les jardins de Mouffetard » (A travers Paris).

15 h., 145, boulevard Saint-Germain : « Saint-Germain-des-Prés et son quartier » (Mme Camus).

14 h. 30, musée, 6, place Paul-Painlevé : « Musée de Cluny et thermes de Lutèce » (Mme Ferrand) (entrées limitées).

15 h., 30, rue Deparcieux : « Visite chez l'un des derniers bronziers d'art de Paris » (Mme Hager).

15 h., façade de l'église : « Eglise Saint-Julien-le-Pauvre » (M. de La Roche).

14 h. 30, entrée, porte Denon : « Les appartements des rois de France au Louvre » (Paris et son histoire).

15 h., métro Abbesses : « Montmartre et les peintres » (Mme Bouch-Gain).

15 h., en haut des marches, à gauche : « L'Opéra de Paris » (Tourisme culturel).

CONFERENCES. — 19 h. 30, 26, rue Bergère, M. R.-G. Domergue : « Les types glandulaires du docteur Gautier » (L'homme et la connaissance).

20 h. 30, 11 bis, rue Keppler : « La constitution septuple de l'homme » (Loge unie des théosophes).

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 24 février 1977 :

DES DECRETS

● Fixant la délimitation des circonscriptions métropolitaines des directions régionales de l'établissement public de diffusion.

● Relatif aux officiers de réserve servant en situation d'activité.

***

Le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 24 février publie un décret portant promotion et nomination dans l'ordre des Palmes académiques ; des arrêtés portant attribution de la médaille de l'enseignement technique, de la médaille de la jeunesse et des sports et de la médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales.

loterie nationale — Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	SIGNES DU ZODIAQUE	SOMMES A PAYER F.
1	1	tous signes	70
	31	tous signes	220
	441	tous signes	370
	0 961	sagittaire	7 070
		autres signes	770
	2 411	poissons	15 070
		autres signes	1 270
	8 311	lion	15 070
		autres signes	1 270
	8 481	vierge	15 070
		autres signes	1 270
	9 101	sagittaire	15 070
		autres signes	1 270
	35 911	balance	20 070
		autres signes	1 070
	22 791	poissons	150 070
		autres signes	10 070
	23 281	bélier	150 070
		autres signes	10 070
	25 521	gémeaux	150 070
		autres signes	10 070
2	35 912	balance	20 000
		autres signes	1 000
3	743	tous signes	300
	7 523	taureau	7 000
		autres signes	700
	35 913	balance	20 000
		autres signes	1 000
4	54	tous signes	150
	404	tous signes	300
	1 824	bélier	7 000
		autres signes	700
	8 244	capricorne	7 000
		autres signes	700
	8 914	balance	7 000
		autres signes	700
	3 984	scorpion	15 000
		autres signes	1 200
	35 914	balance	20 000
		autres signes	1 000
	36 304	taureau	150 000
		autres signes	10 000
5	615	tous signes	300
	855	tous signes	300
	6 735	cancer	7 000
		autres signes	700
	4 625	taureau	15 000
		autres signes	1 200
	9 205	bélier	15 000
		autres signes	1 200
	35 915	balance	20 000
		autres signes	1 000
	24 055	sagittaire	150 000
		autres signes	10 000
6	7 486	scorpion	7 000
		autres signes	700
	9 546	lion	7 000
		autres signes	700
	7 186	verseau	15 000
		autres signes	1 200

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	SIGNES DU ZODIAQUE	SOMMES A PAYER F.
6	35 916	balance	20 000
		autres signes	1 000
	04 956	lion	150 000
		autres signes	10 000
	11 276	cancer	150 000
		autres signes	10 000
	28 756	balance	150 000
		autres signes	10 000
7	37	tous signes	150
	77	tous signes	150
	507	tous signes	300
	2 637	vierge	7 150
		autres signes	850
	5 627	verseau	7 000
		autres signes	700
	2 067	cancer	15 000
		autres signes	1 200
	2 417	balance	15 000
		autres signes	1 200
	7 237	gémeaux	15 150
		autres signes	1 350
	39 437	vierge	150 150
		autres signes	10 150
	35 917	balance	2 000 000
		autres signes	50 000
8	8	tous signes	70
	1 378	gémeaux	7 070
		autres signes	770
	7 838	poissons	7 070
		autres signes	770
	35 918	balance	20 070
		autres signes	1 070
	28 488	capricorne	150 070
		autres signes	10 070
9	589	tous signes	300
	2 339	capricorne	15 000
		autres signes	1 200
	35 919	balance	20 000
		autres signes	1 000
	21 589	verseau	150 300
		autres signes	10 300
	29 729	scorpion	150 000
		autres signes	10 000
0	800	tous signes	300
	35 910	balance	20 000
		autres signes	1 000

Signes du Zodiaque

TIRAGE DU 23 FEVRIER 1977

PROCHAIN TIRAGE LE 2 MARS 1977 A LOURDES (Hautes-Pyrénées)

77 — 9è

LOTO — TIRAGE No 8

22 25 34 42 43 44

NUMERO COMPLEMENTAIRE 32

PROCHAIN TIRAGE LE 2 MARS 1977 — VALIDATION JUSQU'AU 1er MARS 1977 APRES-MIDI

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	98 F	175 F	252 F	330 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	188 F	355 F	523 F	690 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS - SUISSE	125 F	230 F	335 F	440 F
II. — TUNISIE	163 F	305 F	448 F	590 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

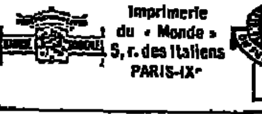
Les abonnés qui paient par *chèque postal* (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

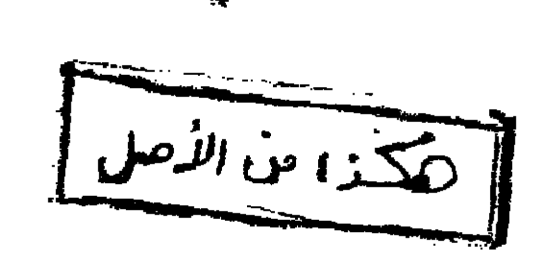
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications : no 57437.



D'UNE REGION A L'AUTRE



Journal officiel

Rhône-Alpes

Les socialistes relancent le débat nucléaire dans la vallée du Rhône

- **M. Louis Mermaz demande l'arrêt du chantier de Creys-Malville**
- **M. Maurice Pic critique les opérations au coup par coup**

Au cours d'une conférence de presse réunie à Paris le mercredi 23 février, *M. Louis Mermaz, député socialiste,* maire de Vienne et président du conseil général de l'Isère, a demandé que le gouvernement *sursoie au projet de construction* de la centrale nucléaire de Creys-Malville, autrement dit le surgénérateur Super-Phénix. Il se faisait ainsi le porte-parole de l'assemblée départementale qui, le *24 septembre 1976, avait, par 19 voix pour,* 15 voix contre et 10 abstentions, exprimé le même vœu.

M. Mermaz *a également présenté à la* presse le compte rendu intégral des deux journées de débat nucléaire qui avaient précédé la prise de position du conseil général de l'Isère.

De son côté, le conseil général de la Drôme a rendu publique une étude faite à sa demande, en 1975, sur l'insertion des installations nucléaires dans la vallée du Rhône.

« Le conseil régional Rhône-Alpes, a encore précisé M. Mermaz, *se prononcera sur la commission de sécurité lors de sa session de printemps. En revanche, aucune réponse — pas même un accusé de réception — ne nous est parvenue du premier ministre. Mais, le 15 octobre 1976, le constructeur a été autorisé à commander les principaux éléments du réacteur. Il faut mettre un terme au refus du gouvernement d'instaurer un débat de fond au niveau des assemblées politiques. C'est pourquoi le conseil général de l'Isère a décidé de publier les débats de septembre. Ce livre intitulé* Creys-Malville : le dernier mot ? (1), *est un acte politique. Il n'est, certes, pas le dernier mot ne serait-ce qu'en raison des manifestations qui continuent sur le site. »*

Le rappel solennel d'une motion votée il y a déjà cinq mois par le conseil général de l'Isère et la publication de deux documents relancent le débat nucléaire au niveau politique. M. Mermaz a rappelé en effet dans quelles circonstances avait été organisé à Grenoble un débat contridictoire sur le projet Super-Phénix et, plus généralement, sur la politique nucléaire française.

« *En 1973 et 1974*, a-t-il dit, *alors que le projet de construction d'un surgénérateur à Creys Malville se précisait, les élus de l'Isère avaient, à plusieurs reprises, posé des questions. Puis en juillet 1976 les manifestations qui eurent lieu sur le site et l'intervention violente des forces de l'ordre attirèrent l'attention sur l'ampleur des mouvements antinucléaires. Les conseillers généraux décidèrent alors d'organiser eux-mêmes un large débat sur le projet Super-Phénix. Une sorte de* hearing *tel qu'il se pratique aux Etats-Unis. Les meilleurs techniciens, les élus et des personnalités de réputation internationale comme MM. Lew Kowarscki et Louis Neel, nous ont fait part de leurs réflexions. En conclusion, le conseil général a voté une motion présentée par les socialistes et les radicaux de gauche. Ce texte demandait la constitution d'une commission d'enquête parlementaire en vue de préparer un débat au Parlement et la création d'une commission régionale permanente de sécurité. En attendant, il était demandé au gouvernement de surseoir à la construction du surgénérateur. »*

Interrogé par les journalistes, M. Mermaz a rappelé que le conseil général de la Savoie et les autorités de Genève avaient pris des positions similaires à celles de l'Isère. Il a indiqué qu'il n'était pas favorable à l'organisation d'un référendum dans son département et que *le conseil général* n'avait jamais envisagé d'avoir recours à la justice pour stopper le chantier.

La politique du fait accompli

Le livre qu'il a distribué et qui est désormais à la disposition du public est un document d'environ deux cents pages. Reflétant fidèlement deux jours de débats entre les opposants et les partisans les plus qualifiés (E.D.F., C.E.A., ministère de l'industrie, de la santé, etc.) du surgénérateur, il constitue l'une des meilleures synthèses actuelles des arguments pour et contre. A partir d'un cas précis, il permet une réflexion générale sur la politique énergétique française. C'est donc un instrument d'information qui ne peut manquer de relancer le débat au plus haut niveau.

Celui-ci devrait être alimenté également *par le* rapport publié par le conseil général de la Drôme (2). Il s'agit d'une étude — elle est contradictoire — réalisée à la demande de l'assemblée départementale par l'Agence d'implantation et de développement des entreprises (AIDE) de Valence. Tous les problèmes posés par la construction des centrales nucléaires le long du Rhône y sont examinés tour à tour : réchauffement des eaux, modifications climatiques, altération des sites, risques radioactifs, compatibilité avec les autres industries et les activités agricoles, etc.

Bien que rédigé il y a deux ans, ce travail reste d'une actualité brûlante. En effet, entre Lyon et Avignon les installations nucléaires se multiplient : une centrale se construit à Saint-Paul-Trois-Châteaux, une autre vient de faire l'objet d'une enquête publique à Cruas, deux autres sont projetées à Saint-Maurice-l'Exil et Soyons. S'y *ajoutent* l'usine d'enrichissement d'uranium de Pierrelate, le centre de Marcoule, l'usine de fabrication de combustible prévue à Romans et les missiles atomiques du plateau d'Albion.

M. Maurice Pic, sénateur socialiste, maire de Montélimar et président du conseil général de la Drôme, a préfacé le rapport. Il y rappelle *« les oppositions troublantes des scientifiques »*, les questions que se posent encore les élus et leur « découragement » devant la politique du fait accompli. Il reprend les conclusions de l'étude en soulignant l'urgente nécessité d'un plan global d'aménagement de la vallée du Rhône accompagnant la construction des *installations nucléaires*. Là encore il s'agit bien d'un problème politique que seul un débat au Parlement accompagné d'un vote devrait trancher.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) *Creys-Malville : le dernier mot ?*, 208 p., 30 F. Presses universitaires de Grenoble.

(2) *Problématique de l'insertion des centrales et usines nucléaires dans la vallée du Rhône*, 92 p. AIDE, 5, fg Saint-Jacques, 26000 Valence.

FAITS ET PROJETS

● *Comment répartir les budgets régionaux.* — Au terme d'une réunion, mardi 22 février, au Conseil économique et social, la conférence des présidents de comités économiques et sociaux des régions a adopté la motion suivante : « *La conférence demande que les établissements publics régionaux puissent être autorisés à affecter les crédits d'investissements du budget régional, non seulement aux collectivités publiques, aux établissements publics et organismes consulaires, mais aussi aux organismes et sociétés sans but lucratif dont l'objet présente un caractère d'intérêt général, notamment les sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA), les sociétés d'économie mixte ou les sociétés de développement régional (S.D.R.).*

— A PROPOS DE... —

LA PARTICIPATION A LA VIE LOCALE

Notre commune et nous

Les élections ne devraient pas être la seule occasion d'animer la vie locale, de faire participer les habitants au « gouvernement » de leur *cité*. Plusieurs *exemples* le montrent.

A *Vandoncourt*, près de Sochaux, dans le Doubs, la mairie s'est transformée, après les élections de 1971, en maison de verre. Sur six cents habitants, une centaine ont pris des responsabilités. *A côté du conseil* municipal officiel, siègent un conseil des anciens (plus de cinquante-cinq ans), un conseil des jeunes (entre quinze et vingt-cinq ans), et un conseil des dix-sept associations du village. Ceux-ci ne participent pas au vote, mais ils délibèrent avec le conseil « légal » et *participent aux commissions officielles* (enseignement, finances, environnement). A Vandoncourt, on *organise des fêtes, on emmène* les anciens en excursion, comme ailleurs. Mais la différence est qu'un *habitant sur six participe* à l'organisation de ces activités, que le bulletin municipal parle de tout et qu'il est affiché partout, que tout le monde finit par se connaître.

A Grande-Synthe, près de Dunkerque (Pas-de-Calais), une immense ZUP, *créée* il y a quinze ans pour loger les ouvriers d'Usinor, la participation ne va pas de soi. C'est le maire, M. René Carême, militant syndicaliste C.F.D.T., et son équipe *qui essaient par tous les moyens* de stimuler la vie associative et de créer des liens entre les habitants venus de partout.

Encore deux exemples : Coupvray (Seine-et-Marne), où les commissions municipales sont ouvertes aux non-élus et où le plan *d'urbanisme se prépare* avec la participation de tous ceux qui le souhaitent ; la vallée de Naussac, en Lozère, *où* les paysans ont dû, au contraire, forcer la main de leurs élus pour qu'ils luttent contre le projet de *barrage-réservoir en démissionnant* tous ensemble.

Tous ces exemples de « partage de pouvoir » sont présentés *dans un film vidéo de cinquante minutes, tourné par le collectif* Vidéo 00, qui intéressera ceux *qui voudraient mettre un peu* d'autogestion dans leur commune. Trois autres films, *mettant en scène les mêmes communes*, ont pour thèmes : « pouvoir local contre pouvoir central » ; « *la* commune et son environnement » ; « le budget communal, le comprendre et le contrôler ». *Ils peuvent être* loués (180 F pour une journée pour le premier film, 100 à 120 F pour les autres, plus courts) ou achetés (600, 500 et 400 F) *au collectif de diffusion Mon œil*, qui dispose par ailleurs *d'un stock de bandes sur* les sujets les plus divers, de l'avortement à la lutte antinucléaire.

Pour ce qui est de l'autogestion et de la *prise* en charge de leur vie quotidienne par les habitants, le film de Vidéo 00 a le mérite de bien montrer la dynamique de ces expériences, leurs apports et aussi leurs limites, ou plutôt leur absence de limites : *« Quand on commence à jouer le jeu de la démocratie, à demander la participation des gens, on met en branle un processus qu'on ne peut plus arrêter »*, dit M. Maillard-Salins, maire socialiste de Vandoncourt. C'est autre chose qu'une vague promesse électorale.

En attendant que la machine s'emballe ou se dérègle, *il* semble tout de même que la vie soit meilleure : on entend beaucoup de musique et on voit *beaucoup de fêtes dans ce film.* Même si elles ont séduit plus particulièrement le cameraman, ces fêtes existent.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

★ « Mon œil », 20, rue d'Alembert, 75014 Paris, tél. 331-69-00.

« Vidéo OO », 38, rue du Pressoir, 75020 Paris, tél. 636-03-32.

Ile-de-France

De moins en moins de garages commerciaux dans la capitale

Les garages traditionnels, bien souvent tenus de père en fils, n'ont-ils plus de rôle à jouer dans la capitale ? « *De 1968 à 1975, 368 établissements, soit près de 59 000 places, ont disparu à Paris. Au cours des cinq dernières années le nombre des emplacements que nous pouvions offrir aux automobilistes a diminué de 30 à 40 %* », affirme M. Royer de Linclays, responsable régional du Syndicat des garages et parcs de stationnement.

La disparition de ces établissements ne manquera pas de préoccuper le futur maire de Paris. Une politique en faveur du stationnement dans la capitale ne peut en effet être appliquée sérieusement sans tenir compte de leur présence.

Enfin, ces garages, disséminés dans tous les quartiers de Paris, *jouent*, par leur ancienneté et les services qu'ils sont susceptibles de rendre, un rôle non négligeable dans la vie quotidienne. Leur disparition gommerait un peu plus ce Paris traditionnel que tous les candidats à la mairie de Paris affirme vouloir préserver.

Aujourd'hui les garages commerciaux sont au nombre de 600 et représentent 100 000 places.

Si la construction de parkings concédés par la Ville à des sociétés privées (il en existe 44 à Paris totalisant 41 290 places), la pose et la surveillance des pracomètres (22 850 au 1er avril 1976) ont amélioré les possibilités de stationnement *de courte durée*, il n'en est pas de même pour les habitants des quartiers. « *Le problème du stationnement des résidents — le plus important par le nombre des véhicules concernés — demeure très aigu dans les quartiers denses aux constructions anciennes, où la rénovation ne peut fournir de solution* », déclarait récemment le préfet de Paris, M. Jean Taulelle.

« Tout cela coûte cher »

Il ajoutait : « *La disparition de trop nombreux garages commerciaux remplacés par des logements et l'apparition des parcomètres sur certaines franges de ces quartiers très peuplés viennent encore aggraver les difficultés des résidents.* »

La rénovation est-elle seule en cause ? « *Certainement pas*, affirme M. de Linclays. *En fait, le garage n'est plus rentable compte tenu de l'augmentation des charges et des contraintes sociales. Pour vivre en 1977, il faut posséder un établissement de 350 places. Or la moitié des garages parisiens ont moins de 200 places.* » Il précise : « *Nous assurons des services que les parkings concédés par la Ville n'offrent pas. Enfin, contrairement à ces parkings, nous sommes tenus de veiller à la sécurité des véhicules. Tout cela coûte très cher.* » Et M. de Linclays conclut : « *Nos tarifs, bloqués, sont à 30 % au-dessous de l'indice des prix. Il en coûte, par exemple, deux fois moins cher de stationner dans nos établissements que dans les parkings des Champs-Elysées ou de la place de la Bourse.* »

Il apparaît que ce n'est pas le garage en tant que local qui a disparu, mais que les places offertes par ces garages ont changé de destination. De nombreux garages servent aujourd'hui de remises pour les grands magasins, stockent des voitures neuves, développent leur service de location de véhicules sans chauffeur ainsi que leurs ateliers de réparation. Avenue de la Grande-Armée, par exemple, cinq garages ont été transformés en « entrepôts » pour voitures d'occasion.

Le futur maire de Paris, s'il veut mettre en place un véritable plan de circulation, ne peut dissocier la question de l'écoulement du trafic automobile de celle du stationnement. Des chiffres montrent pourtant que les garages commerciaux pourraient avoir encore de beaux jours dans la capitale : les chaussées de Paris permettent la circulation simultanée de 110 000 véhicules et autorisent le stationnement simultané de 220 000 d'entre eux.

Or, aux heures de pointe, c'est plus de 750 000 véhicules qui stationnent dans la capitale. 150 000 voitures sont en situation illicite, créant une gêne considérable à *l'écoulement* de la circulation et envahissant les trottoirs. La nuit, ce sont 93 000 véhicules qui sont en stationnement interdit.

La pose des parcomètres et *l'aménagement de parkings* aux conditions de sécurité précaire ne peuvent donc tout résoudre.

JEAN PERRIN.

● *La « carte orange » sur les autobus de nuit ?* — Les syndicats Force ouvrière de la région parisienne, dans une lettre ouverte au secrétaire d'État aux transports, M. Marcel Cavaillé, protestent contre le fait que les salariés occupés tout ou partie de la nuit ne puissent utiliser la carte orange sur les autobus de nuit desservant, *à partir de la* place du Châtelet, les principales portes de Paris.

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

UNE NOUVELLE CAMPAGNE EN FAVEUR DE CONCORDE

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Le comité de soutien Concorde vient de lancer, *à partir de Toulouse*, une campagne nationale de soutien populaire pour le subsonique franco-britannique (1). Parallèlement, une action du même style est lancée en *Grande-Bretagne*. Le comité, qui déclare rassembler vingt-cinq mille adhérents en France, veut ainsi sensibiliser l'opinion publique sur l'entreprise lancée par certains milieux financiers et politiques aux Etats-Unis pour empêcher Concorde de se *poser sur l'aéroport de New-York*.

La campagne franco-britannique en faveur de Concorde prendra fin le 5 mars prochain. Deux jours plus tard, une délégation du *comité de soutien se rendra* aux Etats-Unis pour déposer l'ensemble des pétitions qu'il aura réunies sur le bureau du maire de New-York.

(1) Le comité de soutien Concorde reçoit les pétitions tous les jours (sauf le dimanche), 8, rue du Poids-de-l'Huile, 31000 Toulouse, et par téléphone, pendant la journée, au (61) 49-17-32 et, après 20 heures, au (61) 21-62-71.

● PLUS DE LIAISON DIRECTE ATHENES-ISTANBUL. — Air France supprimera, à *compter* du 1er avril prochain, sa liaison quotidienne directe entre Athènes et Istanbul. La compagnie nationale était la seule à *assurer un vol direct* entre les deux capitales, en faisant un détour au-dessus de la Bulgarie du *fait* de la fermeture des couloirs aériens au-dessus de *la* mer Egée, depuis août 1974.

A partir de la même date, *Air France* mettra en service pour un vol direct quotidien : un Airbus entre Paris et Athènes et un Boeing 727 entre Paris et Istanbul.

● UN CHEMIN DE FER TRANSANDIN ? — Une équipe d'experts japonais va étudier la création *d'une voie de chemin* de fer qui relierait l'Atlantique au Pacifique à travers l'Argentine et le Chili. La future ligne passerait dans le sud de ces *deux pays*. Ce projet pourrait notamment permettre à l'Argentine d'utiliser les ports chiliens du Pacifique pour ses exportations vers l'Extrême-Orient.

APRÈS LA FUSION DE LA TRANSAT ET DES MESSAGERIES

Vers l'actionnariat du personnel de la C.G.M. ?

Les assemblées générales extraordinaires des actionnaires de la Compagnie générale maritime (ex-Transat) et des Messageries maritimes se *sont réunies* mercredi 23 février (*le Monde* du 23 février) pour délibérer sur le projet de fusion des deux compagnies et sur un apport partiel d'actifs en faveur de la Société financière et maritime de participations (S.F.M.P.). Certains actionnaires ont exprimé leur désaccord sur les propositions des conseils d'administration, mais les résolutions présentées ont été adoptées. « *En conséquence, la fusion des deux compagnies est réalisée avec effet rétroactif au 1er janvier 1976* », indique un communiqué de la Compagnie générale maritime (C.G.M.).

La société résultant de la fusion sera sans doute amenée à augmenter son *capital avant la fin* de l'année 1978. « *Si certains actionnaires qui ne suivraient pas l'opération*, précise la C.G.M. *souhaitaient alors sortir de la compagnie, il pourrait leur être proposé l'échange de leurs actions contre de nouveaux titres qui présenteraient les caractéristiques d'être facilement négociables, de bénéficier d'un intérêt assuré et si possible de comporter une option leur permettant d'être à nouveau intéressés aux résultats de la C.G.M.* »

Enfin, le personnel pourra bénéficier le moment venu, selon des modalités à déterminer, d'une distribution d'actions de la compagnie, à l'instar de ce qui a déjà été fait dans plusieurs entreprises *du* secteur public.

COHUE POUR LA CORSE

Chaque année c'est la même cohue. Dès 11 heures du soir, le 22 février, veille de l'ouverture des locations, les futurs passagers pour la Corse ont fait la queue devant l'agence de la Société nationale maritime Corse-Méditerranée (S.N.C.M.). Sur une cinquantaine de mètres, des barrières et des représentants de l'ordre ; tout était paré pour *canaliser* les clients qui veulent être sûrs d'embarquer le premier jour de leurs vacances d'été.

« Pour l'ouverture, nous inscrivons habituellement plus de quatre mille passages, la plupart pour les journées de pointe des 31 juillet et 1er août », *explique* le chef de l'agence, M. Marc Lafaysse.

Dans la file, les plus patients se sont eux-mêmes fabriqué des numéros d'ordre, d'autres tentent de resquiller. « *Autrefois*, il y en avait qui menaçaient de plastiquer », se souvient M. Schneider, un ancien de la société.

Il faut que l'attrait de la *Corse* soit puissant pour qu'on vienne six mois à l'avance battre *la semelle* dans le froid parisien et que ne soit pas tout à fait dissipée, malgré les allégations des transporteurs, la crainte de ne pouvoir « passer » au jour et à l'heure prévus. Dans la file d'attente, visiblement personne ne croit à l'imminence de « la continuité territoriale ».

CHRISTIAN COLOMBANI.

● AU NIGERIA : LES PORTS LES PLUS EMBOUTEILLES DU MONDE. — Les ports du Nigéria restent les plus embouteillés du monde, selon les derniers renseignements parvenus au bureau maritimes de Lloyds. Les délais de déchargement atteignent encore jusqu'à cent cinquante jours et plus de cent navires y sont immobilisés. Suivent les *ports* de Koweït où les cargos doivent attendre entre cent vingt et cent trente jours, puis ceux de plusieurs pays du Moyen-Orient comme l'Iran, le Yémen, Dubaï et enfin Chypre où les délais de déchargements varient entre quinze et cent cinquante jours. — (A.F.P.)

● QUATRE-VINGTS NAVIRES CHINOIS SOUS « PAVILLON DE COMPLAISANCE ». — La Chine a récemment transféré du pavillon de la Somalie à celui de Panama quelque quatre-vingts de ses navires marchands qu'elle préfère exploiter sous « pavillon de complaisance », révèle, à Londres, le journal *Lloyds List*. Ce transfert aurait un motif politique.

QUALITÉ DE LA VIE

RAMASSAGE OBLIGATOIRE DES ORDURES DANS LES COMMUNES DE PLUS DE 500 HABITANTS

Toutes les stations balnéaires, thermales ou de tourisme, toutes les communes groupant plus de cinq cents habitants pendant les vacances, toutes celles qui ont sur leur territoire un terrain de camping ou de caravaning et, d'une manière générale, toutes les localités de plus de cinq cents âmes ont *désormais l'obligation* de collecter les ordures ménagères au porte-à-porte au moins une fois par semaine.

Telles sont les dispositions d'un décret paru au « Journal officiel » *du 20 février 1976 en application de* la loi sur l'élimination des déchets. Il est également précisé que les *déchets volumineux*, autrement dit les « monstres », seront soit collectés au porte-à-porte à date fixe, soit déposés dans des centres de réception ou des installations de traitement. *Enfin, l'élimination des* ordures des *terrains de camping*, ainsi que celles des artisans et commerçants, donneront lieu à la perception d'une redevance.

● UN NOUVEAU « SANG VERT ». — Un mensuel écologique, le *Sang vert*, reparaît après quatre mois d'interruption. *Installé à Doizieu, dans* la Loire, ce journal veut aborder « *tout ce qui touche à la vie de l'individu et celle de la collectivité* ». Dans ce numéro, un dossier sur la ville, des reportages sur des expériences de restauration d'un quartier par les habitants, sur des squatters, etc. Abonnement : *40 F par an*. Village de Doizieu, 42320 La Grand-Croix.

● *NON A L'AUTOROUTE A 15.* — La Fédération des usagers des transports, l'association Les droits du piéton et le comité Sauver Paris viennent de créer *un comité d'action* contre la construction du tronçon de l'autoroute A 15 (Paris-Cergy-Pontoise) compris entre la porte Pouchet et la rocade A 86. *Ces trois associations* dénoncent le coût du projet (1 milliard de francs) et son inutilité, puisque, selon elles, 80 % des banlieusards empruntent *les transports en* commun.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42.00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9.00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70.00	80,08
L'IMMOBILIER	28.00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

offres d'emploi

GROUPE IMMOBILIER D'IMPORTANCE NATIONALE RECHERCHE

UN EXPERT FONCIER

- Formation supérieure juridique et fiscale.
- Expérience immobilière : connaissance pratique du Droit et de l'Urbanisme.
- Esprit d'équipe - Dynamique.

Fonction
- Prospection, négociation et acquisition des terrains.
- Montage d'opérations de promotion
- Relations avec les administrations
- Définition du produit

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à : n° 567000 Régie Presse 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS qui transmettra

---

SOCIETE PERFORMANTE DE PEINTURE *ET VERNIS INDUSTRIEL* recherche pour unité de production parisienne

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

— Responsable d'un laboratoire de formulation.
— Expérience minimum de 3 ans dans traitement de surface.
— Niveau Ecole Supérieure de Chimie.

Situation stable + statut cadre + fixe et prime de résultat.

Veuillez adresser C.V. + photo + salaire actuel à

SED SÉLECTION

B.P. 102 - 42010 SAINT-ETIENNE CEDEX.

SOCIÉTÉ DE TOURISME EN FORTE EXPANSION recherche

son chef de service réservations réalisations

Il sera chargé :
1) - à court terme : de diriger et former professionnellement une équipe de 15 personnes qui a pour tâche l'ensemble des opérations de ;
- tenue manuelle des plannings
- enregistrement des commandes
- préparation des documents de voyages
- billeterie

afférentes à des circuits et des séjours sur ses villages de vacances en France et à l'étranger (transport aérien compris).

2) - à moyen terme : de préparer en liaison avec un prestataire informatique extérieur toutes les phases de préparation et de *mise sur informatique de l'ensemble* du système de réservations.

Le profil souhaité :
- formation de base informatique, universitaire ou I.U.T.
- connaissance approfondie du traitement informatique des réservations
- expérience de plusieurs années à un poste de responsabilité dans un service similaire d'une importante entreprise touristique ou compagnie aérienne.
- capacité d'intégration dans une équipe.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 2404 à P. LICHAU S.A. 10, rue de Louvois - 75063 Paris cedex 02 - qui transmettra

emplois régionaux

MERLIN GERIN

offre à de **jeunes ingénieurs-électrotechniciens**

DIPLOMES GRANDES ECOLES, attirés par la carrière

TECHNICO-COMMERCIALE,

la possibilité de se former dans les usines de GRENOBLE avant d'être détachés dans les différentes

Agences régionales

Ces postes exigent :
- Dynamisme
- Esprit d'Entreprise
- Facilité d'adaptation et de contact
- Goût et disponibilité pour les déplacements.

Ecrire MERLIN GERIN (Service Recrutement Cadres - GDL 88) 83 X - 38041 GRENOBLE CEDEX.

Important cabinet juridique et fiscal recherche pour la région de LILLE

CONSEILS FISCAUX

5 ans d'expérience minimum. Situation cadre assurée. Ec. n° T 98 833 M Rég. Presse 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

COMITE D'ENTREPRISE recherche

DIRECTEUR

village familiale vacances 300 places ILE D'OLERON du 15 juin au 15 septembre. Ecr. avec référence C.A.E.S du C.N.R.S. Palatino, 17, avenue de Choisy, 75643 PARIS Cedex 13.

POUR IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

directeur du marketing 200.000 F

35 ans minimum - Anglais courant.
Solide expérience MARKETING PHARMACEUTIQUE indispensable.
Discrétion totale assurée par consultant.
Ecrire sous référence 486 pour informations complémentaires à :

G.F.C. 110, rue de Sèvres 75015 Paris

GROUPE INDUSTRIEL

en puissante expansion

recherche

CHEF DE SERVICE FORMATION

C'est un praticien de la formation mais aussi un organisateur et un gestionnaire.

Son action doit contribuer au développement du Groupe.

L'ampleur de sa fonction et de ses responsabilités ne le décevra pas.

Ecr. Le Diffon - 40, rue Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE

recherche

pour ses études *et réalisations informatiques*

UN ANALYSTE FONCTIONNEL ET ORGANIQUE

MIAGE ou équivalent
Expérience : 3-5 ans
Connaissances bancaires
Maîtrisant COBOL et ASS.

DEUX PROGRAMMEURS COBOL ANS/DOS VS

DUT, BTS ou équivalent
Expérience : 2-3 ans
Connaissances assembleur/GAP II

Adresser C.V., photo et prétentions à : B.H.E. - Réf. INF/JCD - 21, rue Claude-Bernard Boîte postale 9105 - 75231 PARIS CEDEX 05

Importante Société Industrielle d'Abidjan recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Responsable devant le Directeur Général des services Comptables, Administratifs, Commerciaux, ainsi que de la mise en place de l'informatique.
- Formation Supérieure (H.E.C. - ESSEC - SUP de CO. ou équivalent).
- Expérience *des responsabilités niveau similaire* exigée.

Ecrire à M. C. LUCIANI - B.P. 21.052 ABIDJAN.

GROUPE BANCAIRE SPÉCIALISÉ

recherche

POUR SA SUCCURSALE DE CREIL

ATTACHÉ COMMERCIAL

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Ecoles de Commerce - I.E.P - Sciences Econom.) Formation polyvalente assurée. Avantages sociaux.

Ecrire avec curr. vitae + prétentions à : ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75009 PARIS (ss réf. OV. 307), qui transmettra.

PETITE SOCIETE EN PLEINE EXPANSION DEPENDANT D'UN GROUPE INTERNATIONAL SPECIALISTE DANS DES PRODUCTIONS POUR LA DECORATION DE LA FENETRE

recherche

CHEF DE VENTE

— personnalité jeune et dynamique ;
— 28 ans minimum ;
— pouvant voyager ;
— *expérience* indispensable avec solide formation commerciale, un sens des problèmes techniques.

Rémunération actuelle : fixe + intéressement + frais.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à SILENT GLISS-FRANCE S.A. 54, avenue Carnot, 94100 SAINT-MAUR.

Société Internationale - Banlieue Ouest *50 % du marché français* Recherche son responsable de

TRÉSORERIE

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il sera chargé de la gestion quotidienne et des prévisions, des relations avec les Banques.

Il a quelques années d'expér., après diplôme d'une école commerciale (ESCP - option finances). Anglais apprécié.

Adresser curriculum vitae + photo + prétentions *au journal « le Monde » Publ., sous le n° 8.482,* 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

TRÈS IMPTE ORGANISATION DE VOYAGES recherche HOMME grande expérience TOUR-OPERATING, qualifiée pour diriger équipe haut niveau :
— stratégie, marketing ;
— achats, exécution.

De préférence connaissance produits France, bassin méditerranéen, sports d'hiver.

Sérieuses références exigées. Discrétion assurée.

Adr. C.V. et prétentions à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris, réf. n° 591.390 M.

SOCIETE D'INGENIERIE INFORMATIQUE *TEMPS REEL* au premier plan sur son marché.

recherche :

INGÉNIEURS II

formation grande école pour conduite grand projet d'automatisation.
Possédant :
— Expérience indispensable 4 à 5 années contrôle commandes installations industrielles faisant intervenir des calculateurs.
— Expérience souhaitée dans programmation et mise en œuvre de systèmes informatiques temps réel.

INGÉNIEUR I ou II

Formation grande école pour évaluation et réalisation de systèmes.
Possédant :
— Expérience 2 à 3 ans en informatique industrielle et programmation.

Lieu de travail : Banlieue Sud-Ouest Paris.

Adr. C.V. dét. et prét. N° 99.584, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

ANDERSON - JACOBSON

recherche pour vente terminaux et modems

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

ayant 2 à 3 ans expér. vente (si possible informatique). Anglais souhaité. Env. C.V., prétentions : 152, av. Marx-Dormoy, 92120 Montrouge.

IMPTE STE RECHERCHE **CALCULATEURS** BETON ARME

Ecrire ou téléphoner **SOPRAS** 100, bd Voltaire (11e) 355-36-69

SOCIETE BANLIEUE OUEST PARIS recherche :

CHEF DES ATELIERS

Electricité et mécanique (130 personnes) *placé sous l'autorité de* l'ingénieur, responsable du service entretien travx neufs.

Ingénieur CNAM ou *autodidacte*, ayant de sérieuses connaissances en électricité industrielle et mécanique. Excellents contacts humains exigés.

Position cadre.

Env. réf., prét. de salaire à N° 159 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS-8e, recherche :

GRADÉ (E) III

CREDITS DOCUMENTAIRES

Ayant de bonnes connaissances d'anglais lu et parlé. Excellentes conditions et perspectives si bonne expérience (4/5 ans) et capable d'autonomie *et d'initiative.* Tél. 261-51-07 ou écrire : Réf. G3/RB à TAS *77,* rue La Boétie, Paris. Discrétion absolue assurée.

IMPORTANTE SOCIETE DE RESTAURATION COLLECTIVE (45.000 repas/jour) cherche pour son développement en région parisienne des

ATTACHÉS COMMERCIAUX

possédant de sérieuses références dans la vente en restauration collective et capables de signer chaque année un minimum de 3.000 couverts/jour. Rémunération élevée garantie et promotion rapide. Ecrire sous n° 91.920 B à BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

EMPLOI AUX ANTILLES

Mais. d'édition antillaise rech. vendeur ou *vendeuse dynamique* pr courtage de liv. à domicile et direct ventes Martinique et Guadeloupe. Condit. : dagage oblig. milit., 20 ans minimum, libre immédiatement. Garantissons voyage avion aller-retour, contrat un an renouvelable, 1 m. de congé annuel, logem., 2 000 F de fixe et *pourcentage sur la* vente. Faire proposition à : JEUNES ANTILLES 16, rue du Docteur-Cabre 97100 B.-TERRE (Guadeloupe).

CENTRE D'INFORMATIONS FINANCIERES recherche CONSEILLERS COMMERCIAUX
— Très bonne présentation,
— Goût contact *à haut niveau,*
— Formation assurée,
— Possibilité cadre,
— Rémunération importante.
TEL. : 766-39-64.

BUREAU D'ETUDES FONCIER recherche NEGOCIATEURS-ENQUETEURS FORMATION ASSUREE *bacheliers, BTS, ou équivalent,* pouvant se déplacer régulièrement dans toute la France et possédant voiture. Adresser C.V. manuscrit S.E.G.A.T., 71-73, av. *de Saint-Mandé, 75012* PARIS.

Paris cabinet juridique fiscal *recherche collaborateur* CONS. JURIDIQUE INSCRIT *(ou rempl. condit. lég. inscript.), pref. à jeune, activ. variées, sit. avenir. Lettre précis. réf.* et rémunération à De Ryckère, *3, av. du Château, 92200 Neuilly.*

La ville de Pantin (93) recrute des assistantes sociales. Adressez candidature et C.V. à *M. le Maire, 93501 Pantin Cedex.*

COLLABORATEURS grand stdg pour contact haut niveau. *Gain import. Tél. : 508-43-89.*

Dans le cadre *de la coopération technique,* rech. ingénieurs ou équivalents pour postes d'enseignants de MATHEMATIQUES INFORMATIQUE STATISTIQUES CHIMIE TRAVX PRAT. DE PHYSIQUE DESSIN INDUSTRIEL

Ces postes sont à pourvoir à l'Ecole d'Ing. de BOUMERDES de l'Institut algérien du pétrole. Adr. c. av. C.V. man. et prét. à I.N.P.L., départ. coop. BP 3308 54014 NANCY CEDEX.

capitaux ou proposit. comm.

A L'ATTENTION DES COURTIERS *EN INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS*

Importante Société américaine ayant des programmes immobiliers en Amérique du Nord, du Sud, Europe et Australie, recherche des agents bien établis dans toutes les principales villes du monde. Solide soutien de la part de la Société plus système de commissions intéressant et autres avantages.

Répondre à : Mr. J. *Bradford* Harvey Suite 300 E. Pan Am Building 200 Park Avenue New York, New York 10017

secrétaires

de direction

ASSOCIATION DE PERSONNEL RECHERCHE SECRETAIRE DE DIRECTION PRESENTER CANDIDAT. AU n° 8 466, « le *Monde* » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Secrétaire

THE FIRST NATIONAL BANK OF CHICAGO

recherche pour son directeur administratif UNE VRAIE

SECRÉTAIRE bilingue français/anglais.

Ayant 5 ans minimum d'expér. et sténodactylo rapide *dans les deux langues.*

Le poste comporte quelques travaux avec chiffres et des responsabilités importantes.

Veuillez adr. C.V., *photo* et prét. au Chef du Personnel, 12, avenue Hoche, PARIS-8e.

PACO RABANNE PARFUMS 58, avenue *Marceau,* Paris-8e recherche pour service exportation

SECRÉTAIRE STENODACTYLO

bilingue anglais (réelle expérience exportation 2 ans mini*mum exigée + sténo anglaise).* Tél. pour rendez-vous : 720-64-10.

ORGANISME DE FORMATION ET DE CONSEIL

quartier CHAMPS-ELYSEES

recrute

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO CONFIRMÉE

ayant le goût et le sens du travail méthodique et varié, ainsi que les contacts humains. BIEN REMUNEREE pour 38 heures hebdomadaires.

Adresser C.V. manuscrit, photo (retournée) et, si possible numéro de téléphone à : M. DUBOST 17, rue du Cirque, 75008 PARIS. Discrétion assurée.

perdu-trouvé

TECKEL F., rousse (12 ans), Dyhna, poils ras, manteau rayé rouge et jaune, perdue vendredi entre Fresnes et Antony. Tél. h. bur. 233-44-21, poste 345 ou 346, ou 666-32-03. Récompense.

information emploi

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi, association sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages). Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
- *La graphologie et ses pièges.*
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans d'actions détaillées.
- Réussir entretiens, interviews.
- *Les bonnes réponses aux tests.*
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. *Monsigny,* 78-Le Chesnay.

COMPTABLES TROUVEZ UN BON EMPLOI

grâce aux Conseils E.P.A. Résultats attestés par CONSTAT D'HUISSIER

Quelques sujets traités :
- Les petites annonces ;
- Les insertions rentables ;
- Le C.V. *efficace ;*
- Le dossier convaincant ;
- La lettre individualisée ;
- L'entrevue positive, etc.

Brochure envoyée gratis par ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Ecole privée fondée en 1873, soumise au contrôle pédagogique de l'Etat, 4, rue des Petits-Champs, 75080 *Paris Cedex 02.*

travail à domicile

Demande

J. F., tape vos manuscrits, *thèses sur IBM sphère. Rapide.* Prix modérés. Tél. : 926-95-00.

sports loisirs

Découvrez la Scandinavie à votre manière.

Villas résidentielles, appts dans centre vacances ou hôtels. Stage et croisière hauturière (brevet de « mille miles »). Voyage combiné av. séj. possib. de randonner en Norvège, en Suède et au Danemark. Ind. le nomb. de pers., période et le no de tél. SCAN-VILLA AG Sällistrasse 20 CH-6005 Luzern. Tél. : 1941-41-22-50-70.

automobiles automobiles automobiles

Particulier vend C.I. 304 T.O., 1972, excellent état, Argus. Tél. : 985-58-22.

Part. vend B.M.W. 525 A, fin 76 non immatr., radio, ant. élect., direction assistée. T. 580-01-26.

MERCEDES-BENZ *LAOS PARIS* 96, av de Suffren 567.79.20

VEHICULES TOUS TERRAINS FOURGONNETTE RENAULT 4 X 4 1975. SIMPAR 16.200 km. Px à déb. *Tél. (54) 21-07-88, 36-Issoudun.*

---

504 GL TO 76 et 77 EX TT peu roulé 63, rue Desnouettes - 533-69-95



CONCESSIONNAIRES — BMW — OUEST - PARISIEN

EUROPAUTO 133, Av. G. Clémenceau 92. NANTERRE 204-24-69

Garage **COLBERT** 10, Rue de la Celle 78. Le CHESNAY 954-58-22

Garage **Jean JAURES** 63, Bd. Jean Jaurès 92. CLICHY 270-09-39

SOCIETE DU Garage **VALLEJO** 119, 121, Av. J. Jaurès 95. ARGENTEUIL 982-57-62

VOITURES NEUVES DISPONIBLES

Garantie totale 6 mois

R 16 TX, cuir, automat.	76
R 16 TL	75
R 15 TL	73
R 12 break TS	75
R 5 - R 4 TL	75
FIAT 126	76

Garantie totale 3 mois

VW Coccinelle	74
304 coupé	72
FIAT coupé 850 Abarth	71
FIAT 500 luxe	71
FORD Capri 1300 XLR	71
FORD Escort 1100 GL	71
DAF coupé 55 1100	70

Crédit. — 707-17-49.

ROYAL-GARAGE

MERCEDES - BENZ

« le spécialiste de la voiture de prestige »

350 SLC	73	300 SEL 6,3	70
350 SL	72	450 SE	74
280 SE	74	BMW 30 C	72
280 SE	76	Jaguar XJ 12	74

garantie - reprises
Avenue de Provence, VALENCE - (75) 42.12.00

A VENDRE LOT EXCEPTIONNEL DE VOITURES ANCIENNES (Ford T, Denay Zedel, Coach C3, etc.) S'adresser heures de bureau : FRANÇOIS MERMILLOD. *téléph. (50) 45-53-10.*

Partic. vend FIAT 126 Salon 74, moteur garanti, 15.000 *km., prix* Argus. Tél. 225-72-00, poste 61.

INNOCENTI Cooper 75 15.000 km., prix Argus. *Garantie crédit. — 331-81-72.*

A 112 Abarth 73, première main. A 112 élégant 72, radio. Garantie, crédit. — 707-17-48.

A 112 AUTOBIANCHI 17280 clés en main 11, rue de Mirbel 5e 336.38.35 +

Part. vend GS 1220 break club mai 73, tr. bon état, prix Argus 11, rue Lépine, 93500 PANTIN. TEL. : 843-91-19.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

346 bis, r. Pyrénées, beau 3 p., cuis., s. de bains, ch. central, entièrem. à neuf, 6e ascenseur, vide-ordures TUR. 97-81.

RUE LAURISTON
Atelier d'artiste en duplex, 120 m², tout confort, téléphone, clair calme 734-13-66.

9e TRUDAINE. Beau 2 p., tt cft. Imm. P. T. 4e étg., balc. 180.000. 325-68-42 H.B., 569-64-87 domic.

MARAIS - BASTILLE
Imm. P de T., 15 appts, du studio au 3 p., duplex, terrasses. Fin 77. Loyer S.A. T. 277-97-26.

9e Imm. p. de t. Tout conft. Etat exceptionnel 4 PCES Prix : 320.000 F Visite les 25 et 26 (14 à 18 h.), 8, RUE DE BELLEFOND.

R. CHALGRIN. 4 P. princip., 2 chbres serv., 130 m2, immeub. P. de T. : 800.000 F. 627-12-33.

ASSOMPTION. Récent, grand standing, beau studio, tout conft. Téléphone. Moquette. Impeccab. REGY 577-29-29.

20e IMM. STANDING 1970
Vue panoramique LOGGIA
LIV + 3 CHBRES Dépend. 2 bains
120 m2. Park. Impeccable. 680.000 Crédit. - 627-78-52.

11e - PHILIPPE-AUGUSTE
5-7, impasse Lamier, petit imm. pier. de taille, tout électrique. Studios, 2 et 3 pièces livrables printt. 77, à partir 4.200 F/m2. Prix ferme et définitif. Visite de l'appartem. témoin le vendredi, sam., dim., lundi, de 14 à 19 h. S.C.I. LAMIER, 346-71-08.

INVESTISSEURS
Rentabilité très élevée
Indexation du capital investi
STUDIOS, 2-3 P., DUPLEX
rénovés ou à rénover
dans PARIS
12 programmes
Location et gestion assurées.
GROUPE VRIDAUD
15, r. de la Paix, 75002 PARIS. Téléph. 261-52-25 +.

COURCELLES
Imm. p. de taille ravalé. Asc. 1er ét. s/rue-cour, clair, soleil
5 P Double living, 3 chambres, 2 bains, tout confort
ENTIÈREMENT RENOVE
cuisine équipée Tél.
PRIX 587 500 F
+ chbre service possible
Vend.-samedi-lundi, 11 à 19 h :
18, RUE CARDINET ou Tél. 292-29-92

PRES TROCADERO
SUPERBE Double living, gde cuisine, gde salle de bains. 266-16-65.

Paris Rive gauche

MAZARINE. - Splendide grenier 80 m2, immeuble caractère du XVII- siècle tout confort, téléphone. Unique. Tél. : 580-01-20.

ECOLE-MILITAIRE
13, RUE CHEVERT
plusieurs studios et 2 Pièces de différentes surfaces.
Sur rue et sur cour-jardin. Immeuble 1930 en cours de restauration, tout confort par l'immeuble, garages possibles. Les lundi, mercredi et vendredi, visites de 14 h. 30 à 18 h. 30.

ST-GERMAIN, BAC, ODE. 42-70, 220 m2, 7 PIECES, CALME, SUR JARDINS.

RUE MOUFFETARD, 2 stud., 35 m2, un 2 P., 60 m2, chemin., poutres, tél., tt cft. T. 828-89-21.

SPECIAL RIVE GAUCHE
25, quai VOLTAIRE Magnifique appt s/Seine. 5/6 p. 1.600.000 F.
23, quai VOLTAIRE. Beau duplex 50 m2 Prix 400.000 F
Quai des GDS-AUGUSTINS Bel appart. de 5 p. S/Seine. 120 m2 Prix 1.120.000 F.
ODEON. Superbe appart. avec terrasse. 120 m2 1.250.000 F.
BAC. Bel appt 95 m2. 800.000 F.
G.A.C. 33, quai des Grands-Augustins. T. 326-82-01.

RUE MAZARINE
1er ét., im. XVIIe, luxueux 5 p. 185 m², belle réception, cuis. éq., téléph., gar 524-44-46. p. 24-48.

MONTPARNASSE - PETIT
3 P. 45 m2, calme, poss. conft. 185.000 F 322-22-47

CHERCHE-MIDI
grand 2 p., 70 m2, belle allure. A rénover. Téléph. : ODE. 83-56.

VAUGIRARD
5 P. 4e ét. imm. 1970, 112 m2, dble liv. + 3 chbres, sur jardin. Park. ss-sol. 630.000 F.
JOHN ARTHUR & TIFFEN
174, boul. Haussmann (8e)
766-04-66 et 924-28-44

Région parisienne

BOULOGNE centre Bel imm Séj. + 1 chbre, tt cft. 155.000. Séj. + 2 chbr. Tt cft. 189.000 F. Très calme 825-98-39

Province

COMPIÈGNE
Part. vend appt 3 p., 100 m², tt conft, imm. gd luxe, près forêt, clair, calme, asc. Pour visit. tél. 548-20-03 ou écr. réf. CB EGIM, 52, r. des Acacias, 75017 Paris.

CANNES
Du studio au 4 pièces, luxe, prix intéressant, calme, brochure gratuite. AZUR EDEN, 26, bd Gambetta, 06 - LE CANNET.

SKI EN HAUTE-SAVOIE (74) à CHATEL
Ds chalet savoyard aux pieds des pistes. Exposition plein sud, stud. 115.000 F av 23.000 cpt 2-3 Pces. RENTAB. ASSUREE ERIGE, 123, av Versailles, 16e.

M MONTGALLET
PARIS 12
2 immeubles de qualité. Grand jardin intérieur.
5 PIECES 101 m² + balcon
de 471000 F au 1er étage
à 544 000 F au 7e étage
LIVRABLES EN MARS 1977
Il reste quelques 2, 3 et 4 pièces.
PRIX FERMES
OFFICE HALL DEGT TOIL CUISINE SALLE A MANGER 12 M2 SEJOUR 21 M2 CH 1 12 M2 CH 2 14 M2 CH 3 11 M2 SdB BALCON
Visite sur place
du lundi au samedi de 14 à 17 heures 30.
15, rue Montgallet, 75012 Paris
NERET-MINET sa 51, av. F.-D.-Roosevelt, Paris 8 BAL. 62.20/ELY. 40.32

RUE DES BERNARDINS
TRES PROCHE SEINE
IMMEUBLE RESTAURE entièrement
2-3 P Entrée, séjour 30 m2 envir. avec cheminée, chbre, cuis., bains et toilettes, dressing-room, penderie, chauff. central et eau chde individuels, 3e étage, asc. Livré entièrement terminé. Renseign. et visites : 755-98-57 - du 227-91-45

TOUR EIFFEL VUE IMPRENABLE
S/CHAMP-DE-MARS
Imm. stand. 5/6 p., tr. agréable. Prix intéressant - 224-48-00.

41, R. DE LA CONVENTION entrée : 29, r. Gutenberg Imm. ravalement payé, 2e ét. s/rue. Beau 2 p., cuis., entrée, s. d'eau, wc, chff. Px 155.000 F. S/pl. vendredi 25, de 14 h à 19 h. PPTAIRE - TEL. 526-04-30

PANTIN (Eglise) près Mo, bel immeuble, studio, S. d'eau, wc, chauff. central. Prix intéressant. MARTIN, Dr en droit. 742-99-09.

SARCELLES VILLAGE
MAGNIFIQUE APPART. F 3 120 M2 + LOGGIA DE 40 M2 comprenant : entrée, cuisine, entièrement équipée, SEJOUR, salon avec cheminée et très beaux éléments, 1 chambre (possible 2), très grande et luxueuse salle de bains. Nombreux placards, moquette. Tres beau carrelage. Voilage et doubles rideaux installés par décorateur. Prix : 530.000 francs. 826-50-17 - 826-24-43.

Fontenay-sous-Bois. Part. vend appt 3 P., cuis., wc, S. de B., 4e étage, asc., 57 m2 + balc., tr clair, calme, refait à neuf, cave, prox. transp., commerces, école. Prix 225.000 francs. Téléphone : 875-20-62 après 20 h. Samedi, dimanche pour R.-V. Agence s'abstenir.

GARCHES, neuf, habit ste, studios et 2 P., cuis., éq., cft, vue, poss location-vente à partir de 160.000 acte en mains. 027-57-40.

CHATOU (limite). Idéal placement, récent, studio 22 m2. Prix 88.000 F av. 18.000 cpt. 027-57-40.

ARCACHON-LE MOULLEAU. Part. vd libre, appt 2 p., tr. gd stdg avec jardin 45 m², imm sur plage. 210.000 F. 56-08-04-37

Languedoc-Roussillon
LES MARINES DE GRUISSAN
Sur le port Tél. (68) 45-00-40.
Votre Résidence vacances
Du STUDIO au 3 PIECES
A partir de 83.000 F. Créd. 80 %
Renseign. : BATIMAS, Paris-8e 8, rue Royale. - Tél. : 261-24-54.

AVORIAZ (Morzine)
à vendre
Studios, 2 Pièces, 3 Pieces.
PRIX INTERESSANTS.
SONGIP, 13, bd Levallois, 92200 Neuilly. T. 637-04-15 et 722-36-19

HONFLEUR - CENTRE
Propriétaire vend studios tt cft à partir de 87 000 F, chambres tout cft à partir de 43 000 F. Téléph. sur HONFLEUR 89-18-02 ou à PARIS : 256-38-84.

ENGHIEN
près Gare
Petit immeuble luxueux en PIERRE DE TAILLE.
Bon descriptif - Immeuble achevé.
STUDIOS ET 2 PIECES.
avec jardins privatifs ou balcons
Parkings - Téléphones.
Visites sur place :
12 RUE ALPHONSE HAUSSAIRE
tous les jours (sauf Lundi et Mardi)
ou Tél. Mme Brun - 964.41.18.
pro/jets

NEUILLY. Immeuble en cours rénovation, STUDIO, TT CFT. CH. MAHOUT, Tél. : 563-11-59.

NEUILLY - BD M.-BARRES FACE AU BOIS
Gd 6 P., 2 bns, gd cft, 235 m2, R.-de-C. avec jardin privé 70 m2. MICHEL et REYL : 265-90-05.

LE CHESNAY - PARLY II
appt type II, séj., loggia vitrée, 3 chbr., 2 S. de B., cuis. equip., cave, park., tél. Prix 475.000 F. J.M.B. : 970-79-79.

NEUILLY - SAINTE-FOY
Part. à Part. vd appt 4-5 Pces, imm. récent, Sud. Tél. 722-10-49.

PARC DE SCEAUX
Allée de Trévise. Calme. Beau r.-de-ch. 70 m² s/verdure. Séj. 23 m² + 2 chbres, tt conft. Prix 275.000 F. — ROB. 34-86.

NEUILLY-SUR-SEINE
Propriétaire vend directement studios et 2 pièces stand. Prix intéressant. 293-66-66 pr rendez-vous. Sur place jeudi 24, vendredi 25, sam. 26, de 14 à 17 h. 4, rue Boutard.

MONTESSON 2e CENTRE Appart. luxueux Entrée, cuis., séj. av. balc., ch. av. balc., plein sud, chbre, s. de bns, wc, cave, park. Px 255.000 Agence CARLIER 6, place M.-Berteaux à Chatou 976-37-61

CHATOU Appart. 7 p., imm. 72 1er ét. : entrée, séjour double av. balc., cuis., salle de bains, 5 chbres, s. d'eau, cave, parking couvert. Prix 422 500 F. AGENCE CARLIER 6, place M.-Berteaux 976-37-61

ST-GERMAIN - 3e RER - Dans Hôtel particulier, double récept. 38 m2, 4 chbres. Beaucoup de cachet - 973-25-83.

demandes d'emploi

POUR AMÉRIQUE LATINE
CADRE HAUT NIVEAU
Homme 34 ans, Droit, Sc. Po
Expérience des affaires à haut niveau en Amérique latine depuis 7 ans au sein direction internationale d'un groupe français de premier plan, adjoint de direction (+ directeur administratif et financier) depuis 4 ans d'une filiale de ce groupe en Amérique du Sud.
Excellentes connaissances du Continent. Parfaitement bilingue français-espagnol. Double nationalité (français + ressortissant d'un pays latino-américain).
Relations étendues. Recherche Poste de responsabilités générales ou gestion stable. en Amérique latine
Disponible rapidement.
Ecrire c/o Dr. GIUSTINIANI-COUTURIER, 1, rue Le Goff, 75005 Paris. Tél. : 326-14-07.

RÉDACTEUR BANQUE
J.H. 26 ans, gradé, niveau B.P., expér. 9 ans responsable dépôt agence, démarcheur, étude de bilan, spécialiste crédits commerciaux, ch. poste à responsabilité dans Sud-Ouest. Ecr. à T 98894 M, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2

ÉLECTRO - TECHNICIEN
DIPLOME D'ALLEMAGNE
connaiss. appareils pour maintenance et réparations.
Ecr. à FOLEY ADAMAH, 16, rue ANIKO PALAKO, LOME, TOGO.

PSYCHOLOGUE
DIPLOMEE
J. femme, 29 ans expérience, cherche emploi temps complet ou partiel Paris, région parisienne. Ecr. M.N. Fillon, 29, r. Véron, 75018 PARIS.

CADRE
TECHNICO-COMMERCIAL
37 ans, parlant couramm. l'allemand, notions d'anglais, désire rentrer en France pour raisons familiales, étudierait propositions Paris ou province.
Ecr. à 6.446, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JEUNE HOMME
3 ANS EXPERIENCE LIBRAIRIE
CHERCHE POSTE
VENDEUR RESPONSAB.
LIBRE 1er MARS
Ecr. no 64.940 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ITALIE ALTER EGO
dirig. comme résid Milan, expérience import export. Français / Italien, références pr seconder entreprise opérant avec Italie et assurer bne marche affaires achats/ventes, cherche situation.
DELEGUE COMMERCIAL
Ecr. s/no 591 687 M Rég. Presse 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

ARTS GRAPHIQUES
agent de fabrication, résid. Milan, Ital., niv. cadre technico-cial, resp achats, spécial. photogr.-impr offset, reliure, sous-traitance, imp.-exp., français, anglais, italien, références, cherche situat. en rapport auprès éditeurs, agt de publicité. Ecrire no 591 688, REGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

J. F. 34 a., sér. réf. ch. poste. à resp. secrétaire-dact. qualifiée. conn. sténo., compt. personn Libre de suite. Tél. 834-37-67

Cadre 56 ans, libre de suite. Expérience vente grandes surfaces, centrales achat matériel radio-télévision, cherche PLACE DIRECTEUR COMMERCIAL INSPECTEUR DE VENTE. Ecr no 64 682 M à Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

INGENIEUR INFORMATIQUE
● Statistiques gestion
● 10 ans expér. spécialiste PL1. recherche situation Paris. Ecr Clément 15, r. Laugier Paris-17e.

J. H. Luxembourgeois, 28 ans, tril. : allem., français., anglais, 4er cycle licence en droit ch. empl. Europe ou outre-mer Ecr. no 8 474, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

CADRE 42 a., étud. cciales sup., 4 a. direction petite aff., 4 a. administration cciale groupe import., lib. Imméd., ch. situation Ecr. à no 459, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

INGENIEUR DIPLOME
35 ans, multidisciplinaire, 10 a. expérience opérat. aménagement, envergure nationale.
Spécialiste infrastructures :
● Direction par objectifs,
● Négociat. et suivi contrats à tous niveaux,
● Gestion technique, administrative et financière.
Cherche direction études ou collab. à ht-niv. France/étranger Ecr. no 461, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

locations non meublées Offre

Paris

9e, beau 6 P., conft, 3e étage, calme, clair, habit. ou prof. lib 2.500 mens. SO.DE.CO., 71, rue La Fayette, Me Cadet. Tél. : 878-43-70 12-81.

17e, av. Stéphane-Mallarmé, bel imm. bourg., 5 P., 120 m2 + tt cft, moquette, cuis. équipée + chbre serv., 3.500 F loyer principal. — Téléphone . 755-76-43

10e studios, 28 m2, cuis équ. libres de suite, 750 F + charg LOYER S.A. Tél. : 277-97-26.

PRÈS ÉTOILE
STUDIO 6e étage, asc., tt conft. libre de suite, 850 F., ch. compr 766-04-17, poste 260.

ORSAY 20e DENFERT Dans parc privé, neuf. tt cft tél., parking, 4 pièces, 84 m2 1.400 F + ch. : 99, r. de PARIS Sam. 12 à 17 h. ou ALM. 12-72

Région parisienne

Rueil-Malmaison, site privilégié calme, plein sud, grand 5 Pièces 121 m2, neuf, jardin, garage 2.970 F TCC ABBI : 645-09-20

ST-CLOUD. Duplex avec jardin récept. + 3 chbres, imm. récent garage : 3.000 F Tél 266-92-15

locations non meublées Demande

Paris

Ch. pet. 3 P., tel., 6e arrt. Kerdilès, 720-30-77, laisser message

Cherche à louer studio. 15e ou limitrophe.
Ecr no 6.442, « le Monde » Pub 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Région parisienne

Pour Société Européenne ch villas, pavillons pour CADRES Durée 2 à 6 ans. — 283-57-02

Province

Louerais pr plus. années à amateur d'art pittoresque manoir, à 250 km. Paris, non meublé, sans auc. conft et à restaurer. Modalités de location à discuter. Ecr J. BAZIN, 18, rue de l'Orangerie, 61100 FLERS.

locations meublées Offre

Paris

17e, TERNES immeuble ancien, beau duplex 4e, 5e étage, en 3, 4 Pieces, tout confort, 3.700 F + charges. Téléphone 522-81-74.

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
18, r. La Michodière, Me Opéra. Seuls frais 380 F. — 742-78-93.

bureaux

1 à 20 BURX. Tous quartiers A partir 400 F par mois AGENCE MAILLOT 293-45-55.

FG SAINT-HONORE même BUREAUX 300 m² en 2 étages LIBRES EN SEPTEMBRE. PASTEYER, 266-35-84, le matin

NANTERRE R.E.R.
Immeuble 1.076 m2
Construction neuve de 1er ordre

MIROMESNIL
Immeuble 2.200 m2
65 bureaux équipés
ETRESA 776-07-30 776-41-41

8e SAINT-AUGUSTIN
Dans imm. grand standing
A LOUER BUREAUX
dont 800 M2 sur UN SEUL NIVEAU 293-62-52

15e FELIX-FAURE, rue Jules-Simon - 300 m2 rez-ch. + 1 ét., 2 sanitaires, 3 lignes tél Bâtiment unique, cour accès voitures, Jard. Bail 3-6-9. Loyer 8.000 F mensuel. 577-96-85

PROPRIÉTAIRE
loue un ou plusieurs bureaux dans imm neuf. Tél. 758-12-40

fonds de commerce

Cause santé, vends directement mon sal. de coiff., bon. recette état neuf, bail récent, tous commerces. Vis. sur pl. ts les jours excepté le lundi : 37, r du Château-d'Eau, 75010 Paris 206-42-62

VDS ECOLE COMMERCIALE outre-mer excellent rapport — Ecr. RIGAUX, 8, av Gambetta 94600 CHOISY-LE ROI

Cède bail tous commerces rue Royale, 1er étage, dessus entresol, 265 m², petit loyer. 265-28-47

Cause famille, vds rég. Ouest, 2 h. de Paris, MAISON REPOS 60 lits. Convent. Ecrire HAVAS LE MANS, 8.797, qui transmet

Emplacement 1er ordre, 15e arrondissem., prox. Porte Versailles, café, bar, brasserie, fonds murs, hôtel murs + appt 3 p., cuis., sal. d'eau, w.-c. 1.200 000 365-10-54 — 374-69-37.

Boutiques

POMPE. Belle boutique 100 m² + ss-sol 50 m², façade 8 mètres, tous commerces - 225-66-10.

appartements occupés

RECHERCHONS Appts occupes loi 1948, toutes surfaces, Paris, propriétaires et marchands de biens (queue d'immeubles) sollicités. Téléphone : 225-18-30.

BONAPARTE
PL. ST-GERMAIN-DES-PRÉS
dans immeuble en rénovation
APPTS 3 et 4 PIÈCES
OCCUPES par personnes âgées
PROPRIETAIRE sur place vendredi, de 13 h. à 16 h.
45, RUE BONAPARTE.

appartem. achat

Rech. PARIS-15e, 7e arrdts pr bons clients, appts ttes surfaces et immeubles. Paiement compt. Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet-15e. Tél. 566-00-75.

DISPOSE PAIEMENT COMPT. CHEZ NOTAIRE, achète urgent 1 à 3 P., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e. Tél. 873-23-55.

Le Centre Immobilier du VIe paie comptant 2-3 Pièces, Rive Gauche. 325-10-74. Poste 25.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

constructions neuves

METRO MAISONS-ALFORT
LES JUILLIOTTES
LIGNE No 8 (BALARD-CRETEIL)
« LA CROIX DU SUD »
120, avenue De-Lattre-de-Tassigny, à CRETEIL
A PARTIR DE 3.300 F LE M2
DU STUDIO AU 4 PIÈCES
LIVRABLES IMMEDIATEMENT
CRÉDIT POSSIBLE 90 %
SUR PLACE SAMEDI, DIMANCHE ET LUNDI, DE 14 HEURES A 18 HEURES
ou
GROUPSCI 6, rue Emile-Dubois - 75014 PARIS. Tél. : 336-60-61 et 336-60-62.

METRO MENILMONTANT
15, RUE ÉTIENNE-DOLET
LIVRABLES IMMEDIATEMENT
DU STUDIO AU 4 PIÈCES
A PARTIR DE 4.000 F LE M2
SUR PLACE SAMEDI, DIMANCHE, LUNDI ET MARDI, DE 14 H. A 18 H.
ou
GROUPSCI 6, rue Emile-Dubois - 75014 PARIS Tél. : 336-60-61 et 336-60-62.

METRO BUZENVAL
65, PLACE DE LA RÉUNION (20e)
STUDIOS ET 2 PIECES
LIVRABLES IMMEDIATEMENT
A PARTIR DE 3.600 F LE M2
SUR PLACE VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE ET MERCREDI, DE 14 H. A 18 H.
ou
GROUPSCI 6, rue Emile-Dubois - 75014 PARIS. Tél. : 336-00-61 et 336-00-62.

SAINT-MANDÉ (94)
20-22, rue Jeanne-d'Arc
Imm. 6 étages pierre de taille, confort tout électrique,
STUDIO AU 5 PIECES
Balcons ou terrasses
PRIX FERME ET DEFINITIF
Sur place tous les jours, de 11 h. à 18 h., sauf mardi, ou GECOM 747-59-50, 171, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

XVe
Studios, 2, 3, 4 et 5 pièces. Habitables fin 77.
XVIIIe
Studios, 2, 3 et 4 pièces. Habitables 2e trimestre 77.
IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, av. Friedland. 225-93-69.

BOULOGNE
17, rue Béranger
Petit immeuble résidentiel dans une rue calme, près de la Seine, le Parc et le pont de Saint-Cloud.
STUDIOS ET 4 PIECES
Aménagements de qualité
5.500 F le m².
FERME ET DEFINITIF
Appt-témoin s/place ts les jrs (sauf lundi), de 14 h. à 19 h.; sam et dimanche de 10 à 19 h ou GEFIC-ALM 98-98.

locaux commerciaux

FG ST-MARTIN. Bon imm. 1910, locx 180m² loués bque 19.600 F Px 188.000. 200-09-64, 283-31-59

Part. vend beau local r.-de-ch 147 m² + 40 m² ss-sol Pte d'Italie Belle façade. Ch. central Tél., s. de bs, cuis., moq., part état 500.000 F 588 51 88

Plein MARAIS Cession bail Local 80 m2 2 lignes téléph Tél 858-91-18

15e FELIX-FAURE rue Jules-Simon. 300 m2, rez-de-ch. + 1er et 2 sanitaires, 3 lignes tél Bâtiment unique, cour accès voitures. Jdin. Bail 3-6-9. Loyer 8.000 F/mensuel. Tél. 577-96-85.

MÉTRO PYRÉNÉES
Pptaire vd local cclal 300 m2. 260.000 F 256-38-84.

SAINT-DENIS (93)
PRES AUTOROUTE NORD
Partic. loue hangar et bureaux de 650 m² sur terrain de 3.500 m² possibilité 4.500 m²
ACCES GRDS PORTEUR.
Bail 3, 6, 9.
Ecr no 6.441, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens 75427 Paris-9e

locaux indust.

A louer, 25 km d'Avignon, ancienne usine, superficie couverte 3 100 m², possibilité séparation de locaux, 3 bureaux, chambre froide. Surface terrain clôturé 8 300 m², accès facile, conviendrait pour petite usine ou dépôt régional. Pour tous renseignements écrire « le Monde » Pub., no 6 422, qui transmettra, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

POUR PLACEMENT
Locaux cclaux loués, baux 3-6-9 Bons locataires
PARIS :
– 19e, prix : 453-000 F Rentabilité : 9.60 %
– 11e, prix : 600.000 F Rentabilité : 9 %
– 7e, prix : 650.000 F Rentabilité : 10.9 %
LILLE :
– Prix : 700.000 F. Rentabilité : 9.8 %
INDIMO
7, rue de Logelbach - 17e Tél. : 766-01-43

usines

RECH. AFFAIRE industrielle entre 5 et 10 millions de F comptant. - I.L., 522-07-84.

propriétés

Cote d'Azur. Dans un cadre unique, sur 5.000 m² de terrain, belle demeure de caractère 42 pièces, parfait état, conft, vue dégagée, plage à proximité. Prix élevé justifié. Conviendrait pour association, caisse de retraite, colonie de vacances. Ecrire HAVAS LYON no 5.000.

PACY-s-EURE (près). Agréable propriété, tr. beau terrain 1 ha, maison petites tuiles, tt cft, 5 p., dépendances - 683-08-11.

Pour réemploi immédiat, rech. PROPRIETE caractère, 100 km. OUEST. URGENT. DUPEYRAT. T. 16 (32) 51-19-19

48 km Sud - Résidentiel - Vallée SEINE Grande et belle propriété construct. récente, tout pierre, tuiles plates, plain-pied s/vasté ss-sol, gd séjour, cheminée, terrasse, gde cuis., 3 chbr., belle s. bains. chf. cent. mazout EL. à termin. Au milieu 1.380 m2 clos. Px tot. 450.000. Exceptionn. vu urgence. - CICAVIL, 437-82-89.

BORD RIVIERE
100 km par AUTOROUTE
Superbe ENSEMBLE rustique Vaste séjour + cuis. moderne + bureau + 6 chbres + 3 s. de bns + 3 cab. toilette. Maison gard. Remise Spl. parc 5 ha. RARE
A. 13 VERNON, 72, av. Paris Tél. 16 (32) 51-19-19

COULOMBS
Authentiq. ferme 17e s., ent., s. commune, séj., cheminée, cuis., esc. à vis, 1er ét., 2 ch., ptres app., ch. à grains, p. s. d'e., gd gren., dep., écurie pigeon., gar., cour pavée, terrain. 135.000 F.
AVIS 26, bd Turenne, FERTE-ss-JOUARRE 022-00-05.

80 KM N.-D Belle ppté XIXe Séj., salon, cuis., 6 chamb., bains, chaff fuel Tennis. Parc 9.000 m2. Prix 580.000 F Cabinet BLONDEAU-LEBLANC, 4, fg Cappeville, à GISORS. Tél. : 16-32-38-91-11, demander le 620.

RÉGION VENDOME
PRESBYTERE 18e siècle, rez-de-ch., cuis., séj., bureau, s. de bains, wc ; 1er : 4 chambres, écurie, cave, gar., 2 autres p. 5/4.800 m² terrain. 350.000 F. S. A. IND. VENDOMOIS 41-VENDOME - (54) 77-35-91

LYS-CHANTILLY
tr. belle maison moderne comp gd séj., sal., bur., c., wc, dressing; 1er ét. 3 ch., s. bs, s eau, gd ss-sol, terrain 2.350 m², très bien aménagé. Prix 750.000 F exonéré de frais d'enregistrem EMERY (15-4) 457-15-10.

terrains

95-HERBLAY Z.I.
Magnifique terrain entièrement équipé, 2 façades 23.000 m² avec permis. 11.000 m² d'entrepôts SIFIF 722-43-06.

A 20 km. autoroute, près Durance et Luberon
VAUCLUSE
ds un domaine privé de 50.000 m² au milieu des pins et du maquis provençal. Nous vous proposons 5 magnifiques terrains de 5.000 à 10.000 m² pr un prix de 120.000 à 160.000 F. Votre construction sera de style résidentiel standg Pr renseignem. et visites w.-end téléph. (91) 37-09-27 et 37-09-32. CATRY, 28, rue Sylvabelle, MARSEILLE (6e).

20 km PARIS Prox. gare et rivière
Beau terrain à constr. 10 pav. avec permis V.R.D. terminée. A vendre. — Tél. : 434-14-41.

ST-GRATIEN près ENGHIEN Résidentiel 730 m2, 19 m façade. T. 989-51-74

villas

Villas provençales avec terrain 900 m² et villa 110 m², garage, terrasse, livraison déc. 77. Prix total 345.000 F. PIC VILLAS, constructeur. 4, bd Observatoire, Montpellier. T. (16-67) 92-05-19.

LE VESINET - Villa ancienne, belle distribution, 4 chambres, beau jardin. S.A. H. LE CLAIR, 65, avenue Foch, à Chatou. Téléphone - 976-30-02.

EZE-SUR-MER
Le privilège d'être propriétaire d'une des 8 villas situées dans un parc aux arbres centenaires. Prestations luxueuses, piscine privée, maison de gardien. Prix : 890.000 F. GICA, 16, bd de la République, 06400 Cannes.

LA CELLE-SAINT-CLOUD Châtaigneraie
5/7 ba 50 ca. Villa gd standg. Liv. S. à manger, 5 chambres, 3 bains, s. de jeux, gar. 2 voit. Parf. ét. 1.100.000. - Exclusivité CARAVELLE 969-98-74.

VESINET Résidentiel 10' R.E.R. Belle VILLA ANGLO-NORMANDE Parf. état. Récept. s/terrasse, 4 ch., s. bains, douches, tt cft. Garage. Beau jardin 1.380 m2. AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET - 976-05-90

LA CELLE-ST-CLOUD
6 P + Service Garage. Terrasse. Près bois et lycée. 800.000 F 585-28-78.

TRIEL-SUR-SEINE
Villa sur bord de Seine avec parc 4.000 m², 9 pieces princip., chbres, dont livg 50 m², gar. F.P.I. M. Cherrier 976-07-06.

pavillons

NOGENT-SUR-MARNE
(Mairie), calme, résident., pav. sur 350 m², sous-sol total, gar., rez-de-ch., hall-séj., 41 m², cuis., etc : étage 5 chb., s. de bains. PRIX : 630.000 F. GILLE IMMOBIL. - 871-22-97.

CHANTILLY (5 km.). Vd pavillon récent, 6 p., cuis., 2 s. de bs, garage pour 2 voitures, ch. électr. intégré. 500 m² terr. [illegible]000 F. - Tél. (4) 457-30-98.

ÉGLISE DE BOULOGNE
PAVILL. 4 p., s. bs, ch. cent., cuis. Bon état général, 95 m². JOUBERT ET ANDRE, 5, r. Alphonse-de-Neuville, Paris (17e) Tél 766-04-17 poste 255

maisons individuelles

TOURAINE
PROXIM TOURS RESIDENCES INDIVID.
4-5 pièces 100 m2 et plus
JARDIN - CAVE - GARAGE
A PARTIR DE 227.000 F
PRETS SPECIAUX P.I.C.
GARANTIE LOCATION 2 ANS
GAUTARD IMMOBILIER 82, bd Malesherbes, Paris (8e)
292-28-13
DU LUNDI AU VENDREDI

maisons de campagne

PLEINE NATURE
200 km. de Paris
MAISON DU XVIIIe - Sur 5.500 m², 3-4 p., dépendances, ARBRES, JARDINS, etc.
SACRIFIE. 140.000 F.
Je suis sur place, SAMEDI et DIMANCHE, MESVES (58) « Lieudit Charrant ».
TEL. à PARIS - 250-37-04.

châteaux

REG' CHAUMONT (HAUTE-MARNE)
Sur 7 ha, dont 5 boisés - Château 20 p. Communs, caves. Maison gardien. - Le tout clos. GILLES IMMOBILIER. Tél. 90 21320 POUILLY-EN-AUXOIS

fermettes

SUR 5.300 m2
45 METRES DE RIVIERE
Proche BOURG ts commerces
REGION REMALARD
MAISONNETTE STYLE NORMAND
Tt cft. 1 séj., loggia, 1 cuisine, 2 chambres. Prix : 260.000 F.
AGENCE LE FANAL
28120 ILLIERS COMBRAY
Tél. : (37) 22-05-24
Ouv. ts les jours de 8 à 21 h.

RÉGION VENDOME
Dans hameau. Fermette restaur. Cuis., séj., 2 ch., s d'eau, w.-c., buanderie, grange, hangar, gar., cellier, chff. cent. S/1 ha terr. S.A. IND. VENDOMOIS 41 VENDOME - T. (54) 77-35-91

viagers

Les meilleures conditions
VIAGER - FONCIAL
Etude gratuite, rente indexée, 19, bd Malesherbes 266-32-35.

Rech viager occupé ou libre
F CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00
Rente indexée, toutes garanties. Estimation gratuite, discrète.

LIBRE MAISON de CAMPAGNE
près PIERREFONDS, 9 P., cft, pav. gardien, 4 ha. 175.000 F + rte 2.200 FONCIAL, 266-32-35

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du " Monde Publicité " ou d'une agence.

JUSTICE

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PÉRIGUEUX

Meurtrier pour « défendre la propriété »

De notre envoyée spéciale

Périgueux. — « *Le patron m'a donné un fusil de chasse. Il m'a dit : c'est pour vous défendre et défendre la propriété.* »

L'argent a bien le droit d'être protégé : tant de gens le menacent quand on est propriétaire d'un château en Périgord entouré d'un parc de 60 hectares. Les rôdeurs, les braconniers, les cambrioleurs, les cueilleurs de champignons, les promeneurs même...

La sentinelle du château de Montferrier, à Saint-Geyrac (Dordogne), M. Enrique Carreia Montero, un Portugais âgé de trente et un ans, est au service du châtelain depuis plusieurs années. Quatre ans et demi de service militaire dans l'armée portugaise d'avant la révolution, dont vingt-huit mois en Angola, cela donne des réflexes. Le gardien ne connaissait que sa consigne : il fallait amener au « patron » tous les étrangers surpris sur ses terres. Pour faire respecter cette consigne, il avait son arme et des cartouches.

Le 12 août 1976, vers 21 h. 30, M. Carreia Montero vit une 2 CV poussive, tous phares allumés, passer dans l'allée une fois, deux fois. Il prit son fusil, arrêta la voiture d'un signe de la main, pointa son arme sur le pare-brise du véhicule et en fit sortir ses quatre occupants. C'étaient les petits-enfants d'un médecin qui avait pris sa retraite tout près, de l'autre côté de la route. Ils étaient en vacances, ils se promenaient, ils s'étaient perdus — la propriété n'ayant ni grille ni barrière. Le gardien répétait : « *Vous allez me suivre pour voir le patron.* » Olivier Morel d'Arleux voulut éteindre les phares de la voiture. « *Pas question, le patron d'abord.* » Olivier, vingt et un an, mourut d'une balle en pleine tête.

Conformément aux ordres

Le « patron », M. de Hennezel, est né au Portugal, où son père fut ambassadeur de France. Son épouse est née au Maroc. Installés à Saint-Geyrac depuis une dizaine d'années, ils ont peu de contacts avec la population locale et emploient des travailleurs marocains et portugais d'une façon qui leur a attiré des difficultés avec la C.G.T. locale il y a quelques années.

M. de Hennezel a toujours affirmé que son serviteur avait agi conformément aux ordres qui lui avaient été donnés : « *Mon employé a fait son travail de façon exemplaire*, a-t-il déclaré immédiatement. *Il a fallu un concours de circonstances malheureuses pour en arriver là.* » On lui a donné acte de cette déclaration. On ne lui a pas posé de questions. Personne ne lui a demandé si en regagnant son poste, après un mois et demi de détention provisoire, l'inculpé avait recouvré en même temps sa consigne et une arme. Pourquoi d'ailleurs parler de meurtre ? Pourquoi réunir un jury d'assises alors que l'affaire peut se traiter en correctionnelle ? Le juge d'instruction a donc remplacé l'inculpation de meurtre par une autre plus légère, plus subtile : « *maladresse, imprudence, négligence, inattention ou inobservation de règlement ayant involontairement causé la mort.* »

M. Henrique Carreia Montero a donc comparu, mercredi 23 février devant le tribunal correctionnel de Périgueux présidé par M. François Braud.

Quand il n'y a pas d'assassinat, pas de meurtre, il n'y a pas de mort. Le moins possible. « *Mais je comprends la douleur de la famille de la victime*, a commencé le substitut du procureur, M. Bastien. *Mais...* » Mais « *des jeunes gens, entre vingt et vingt-cinq ans, chevelus également* », la procédure légale en fournit quotidiennement, mêlés à des affaires de vols, à des agressions. On pouvait se tromper. Et puis, c'est Olivier qui a attaqué. L'accusation — une fois n'est pas coutume — a fait sienne la thèse du prévenu : « *Olivier et son frère ont sauté sur le fusil, le premier côté canon, le second côté crosse. Chacun tiraillait de son côté. Même s'il y avait eu une sécurité, elle aurait sauté. Le coup est parti tout seul.* » M. Bastien a requis de trois à six mois d'emprisonnement avec sursis. L'avocat de la défense, M[e] Lacombe, a remercié le substitut pour « *son indépendance et son courage* ».

Il croyait à la non-violence

Le ministère public a balayé les dépositions du frère, de la sœur et du cousin d'Olivier qui avaient raconté autrement « *l'accident* ». Olivier, a dit ce dernier en substance au juge, avait seulement relevé le fusil qui barrait le chemin pour aller éteindre ses phares. Il croyait assez à la non-violence pour ne pas avoir peur d'une arme braquée sur lui.

Olivier Morel d'Arleux était étudiant en sociologie, militait au P.S.U., et passait une bonne partie de ses loisirs à alphabétiser les travailleurs immigrés dans le Val-de-Marne. Il était « *militant, tolérant, sans agressivité* », notera même la greffière. Cela a parfois des conséquences imprévisibles et peut mener à un « *regrettable concours de circonstances* ». C'est ainsi qu'on aura vu à Périgueux un travailleur immigré responsable direct de la mort d'un jeune homme traité avec bienveillance par un tribunal correctionnel.

Peut-être verra-t-on aussi le comte de Hennezel, civilement responsable de son employé, condamné à payer les dommages et intérêts réclamés par la partie civile, assistée de M[es] Pipat et Toulza. L'argent, s'il y en a, sera versé aux organisations dont s'occupait Olivier et dont quelques militants ont scandé à la fin du procès : « *de Hennezel, assassin* » et « *Justice de classe* ». Il était trop tard pour faire évacuer la salle ; l'audience était levée. La petite clameur s'est tue. Le jugement sera rendu le 9 mars.

FRANÇOISE BERGER.

Les médecins ont demandé la grâce médicale pour Roland Agret

De notre correspondant

Marseille. — Les sept experts médicaux qui se sont réunis le 21 février au chevet de Roland Agret ont adressé au président de la République une lettre dans laquelle ils demandent la grâce médicale du condamné. (*Le Monde* du 24 février.) Dans cette lettre signée des professeurs agrégés F. Gouin, anesthésiste, Jaquet, endocrinologue, des spécialistes du tube digestif et de la nutrition, les docteurs B. Granjon, Castro, Hancy et Treffot, et du cardiologue P. Mathieu, on peut lire notamment :

« *Au cours d'une grève de la faim poursuivie depuis le 15 mars 1976, durant laquelle l'apport nutritif a varié ces derniers mois entre 350 et 1 000 calories par jour, Roland Agret ayant perdu vingt-trois kilos, est gravement dénutri. Toute station debout lui est devenue impossible et ce n'est qu'avec difficulté qu'il parvient à s'asseoir dans son lit. L'état métabolique est perturbé à un point tel qu'il a été nécessaire d'installer, voici vingt-quatre heures, une perfusion continue. Actuellement son état cardiaque est des plus inquiétants et les troubles du rythme constatés ont imposé une mise en surveillance constante au centre de réanimation du C.H.U. La Timone.* » (...)

Les médecins concluent : « *Nous croyons de notre devoir devant cet homme en danger de mort, de vous demander pour Roland Agret la grâce médicale.* »

Le docteur Granjon a tenu à souligner le caractère exclusivement médical de cette démarche : « *Nous n'avons pas à nous prononcer sur la culpabilité de Roland Agret...* » — J. C.

L'INSTRUCTION DE L'AFFAIRE DE BROGLIE

M. de Ribemont s'est expliqué sur l'acquisition de la Reine Pédauque

M. Guy Floch, premier juge d'instruction, a poursuivi, le 23 février, l'interrogatoire de M. Patrick Allenet de Ribemont, qu'il avait entamé la veille. Sans aborder à proprement parler, semble-t-il, l'assassinat de M. Jean de Broglie, auquel l'inculpé affirme n'avoir été en rien mêlé, le magistrat a demandé à M. de Ribemont de s'expliquer sur les conditions dans lesquelles il est devenu président-directeur général de la société de la Rôtisserie de la Reine Pédauque, grâce aux 4 millions de francs que M. de Broglie avait empruntée à l'agence de Bernay de la Banque nationale de Paris.

Assisté de M[es] Geouffre de La Pradelle et Beaumier, M. de Ribemont s'est efforcé de démontrer qu'il restait en tout état de cause, en cas de décès de M. de Broglie avait empruntés à héritiers. C'est en ce sens qu'il a interprété les trois lettres rédigées à l'intention de l'ancien ministre.

M. de Ribemont acquit, le 2 janvier 1976, les actions de la Reine Pédauque sur une situation financière provisoire, établie à la date du 31 octobre 1975. Mais la situation au 31 décembre suivant faisait apparaître un déficit de 500 000 F. C'est pourquoi il eut recours à un découvert consenti par la banque Jean Demachy, moyennant remise des actions de la reine Pédauque appartenant, toujours selon lui, à M. de Broglie. L'entreprise, toutefois, était, dit-il, redevenue rentable au mois de septembre 1976.

A la sortie du cabinet du juge, les défenseurs affichaient un certain optimisme, assurant que l'innocence de leur client avait été pleinement démontrée, annonçant aussi qu'ils se préparaient à solliciter sa mise en liberté lorsque l'interrogatoire sera achevé.

EN BREF...

● *Huit mois de prison pour escroquerie.* — Le tribunal de Grasse a condamné à huit mois d'emprisonnement ferme, pour escroquerie par appel public à l'épargne, M. Jean-Georges Ferrara, soixante-sept ans. Répondant à des annonces proposant, en plus d'un placement intéressant, des *emplois rétribués* aux participants, seize souscripteurs avaient investi plus d'un million de F dans deux sociétés créées par M. Ferrara. En fait, ces placements furent faits à fonds perdus, car le tribunal a estimé que ces deux sociétés n'eurent aucune activité réelle et les capitaux versés *servirent à couvrir les dépenses* de M. Ferrara.

● *Quatre dirigeants des établissements Michelin* ont été relaxés par le tribunal de Clermont-Ferrand du délit d'entrave aux fonctions de délégués du comité d'hygiène et de sécurité. Le syndicat C.F.D.T. leur reprochait de s'être opposé à des visites de contrôle dans des ateliers secrets par les membres du comité d'hygiène et de sécurité. Sans se prononcer sur le fond, les magistrats ont constaté que les délégués ne pouvaient « *justifier d'un mandat régulier pour procéder à l'inspection de l'atelier à caractère secret* » et que « *leur intervention n'était justifiée par aucun danger imminent* ». La C.F.D.T. a été condamnée aux dépens. — *(Corr.)*

Faits et jugements

Des témoins accusent Jean-Baptiste Dorkel devant la cour d'assises du Val-d'Oise

Jean-Baptiste Dorkel continue de nier. Au cours de la seconde journée d'audience, mercredi 23 février, devant la cour d'assises du Val-d'Oise, l'accusé a adopté la même attitude obstinée que la veille (*le Monde* du 24 février), ne reconnaissant pas même avoir eu un « *accident* » dans la nuit du 13 au 14 août 1975, comme il en avait fait l'aveu devant les enquêteurs et le juge d'instruction.

M. Jean-Pierre Monteaux — partie civile — a pourtant relaté en détail la poursuite effrénée entre la 504 conduite par Dorkel et la 2 CV dans laquelle il se trouvait en compagnie de ses deux enfants et de sa femme, Marie-Claude, qui fut tuée dans le choc des deux véhicules. Il a décrit les heurts répétés provoqués par la 504 en ajoutant : « *Je ne pouvais rien faire, c'était un rapport de force entre les 500 kilos de ma 2 CV et les 1 300 kilos de la 504.* »

Comme l'avait dit au cours de la première audience un premier témoins, des cousins de Dorkel sont venus déclarer que ce dernier avait reconnu devant certains de ses proches avoir fait une « *bêtise* » et « *envoyé au fossé* » une voiture. Il aurait même précisé, selon l'une de ses cousines, avoir vu sur la route « *une femme en sang qui devait être morte* ». Une nouvelle fois, Dorkel s'est contenté de répéter : « *Je ne me souviens pas.* » — F. C.

Mitsouko diffamée.

Mme Marie Blondeau, respectable mère de famille, épouse depuis juillet 1973 d'un employé *de la galerie Sotheby de Londres* et que l'on connaissait naguère à Paris sous le pseudonyme de Mitsouko, avait porté plainte en diffamation lorsque les éditions Julliard publièrent, au cours du deuxième trimestre 1975, un livre signé de Mlles Elisabeth Antebi et Anne Florentin, *les Filles de Mme Claude.*

L'action publique étant éteinte envers l'éditeur poursuivi pour diffamation, M. Sven Nielsen, décédé, le tribunal a condamné, pour complicité de diffamation, les deux rédactrices de l'ouvrage, à 800 francs d'amende chacune et ensemble à 4 000 francs de dommages et intérêts envers la requérante.

Le tribunal constate que le livre « ... *jette le doute sur l'honorabilité de la plaignante* »... et que les deux prévenues « ... *ont été amenées à évoquer la vie privée de leur personnage et fatalement à rapporter des événements dont elles étaient irrecevables à administrer la preuve... Elles avaient donc l'obligation de traiter ce sujet épineux avec une extrême prudence et une particulière réserve...* ».

LA VIE ÉCONOMIQUE

POINT DE VUE

L'avenir des négociations salariales dans la fonction publique

par CATHERINE LALUMIÈRE (*)

Les négociations salariales pour 1977 entre le secrétaire d'Etat à la fonction publique et les organisations syndicales s'ouvrent ce 24 février (1). Depuis plusieurs mois — exactement depuis la lettre du 22 septembre 1976 adressée par le premier ministre aux syndicats — le problème des accords de salaires dans la fonction publique et le secteur public est à l'ordre du jour (2).

Rarement un coup d'envoi aura autant ressemblé à un coup d'arrêt ; dès cette date le premier ministre affirmait que les fonctionnaires ne pouvaient attendre qu'un maintien du *pouvoir d'achat calculé sur une* hausse du coût de la vie de 6,5 % ; ils ne devaient espérer aucune progression. La porte était close avant *même que la moindre négociation ait* été entamée.

Immédiatement les syndicats organisaient une riposte marquée en particulier par les manifestations du 7 octobre et la grève, et les manifestations du 27 janvier.

Enfermé dans la logique d'un plan de redressement conçu sur des principes d'économie libérale, le premier ministre s'accroche à cette idée que la lutte contre l'inflation passe par une limitation des salaires, à commencer par ceux dont l'Etat a la maîtrise : les rémunérations publiques.

Ce n'est *pas le lieu de discuter* ici les idées économiques sur lesquelles repose le plan Barre. Rappelons seulement que les socialistes sont convaincus qu'un blocage des salaires sur la base d'un simple maintien du pouvoir d'achat se traduira par une stagnation de la consommation et ne pourra avoir que des effets néfastes sur le développement de notre économie ; au surplus une police des salaires est profondément inique dès lors que l'on ne s'attaque pas simultanément aux revenus non salariaux, aux profits des entreprises et aux fortunes.

Il est, en revanche, dans notre propos de rappeler les conséquences politiques et sociales de l'attitude gouvernementale pour la fonction publique.

Des procédures fragiles

Depuis les accords de Grenelle et le protocole Oudinot de 1968, le prin*cipe de négociations entre le gouver*nement et les syndicats pour la détermination des rémunérations et des pensions a été maintenu non *sans difficulté*. En fait, ce *sont des* procédures encore fragiles qui sont loin d'avoir atteint leur pleine maturité. La brutalité du gouvernement en *1977 risque de leur être fatale.*

Fragiles, les négociations dans la fonction publique l'ont toujours été : depuis 1968, il leur manque ce *climat de confiance nécessaire pour* que tous les partenaires acceptent de discuter sans arrière-pensée ni réticence. Le gouvernement a trop *souvent utilisé les accords difficile*ment obtenus pour s'en attribuer tout le mérite, faussant ainsi la signification d'un acte transformé en *opération de propagande politique.* Il a trop souvent joué sur l'existence de ces accords pour opposer les uns aux autres les syndicats signataires de l'accord et les non-signataires, les « bons » et les « mauvais ». Depuis huit ans, *on* a pu constater que les négociations dans la fonction publique ne s'étaient pas accompagnées de la sérénité indispensable à ce genre de procédure.

Ce climat de confiance serait d'autant plus utile que les procédures négociées ne sont pas encore intégrées dans le droit de la fonction publique. Elles sont même en *contradiction complète* avec *lui*, qui reste fondé sur le principe de la situation légale et réglementaire du fonctionnaire. La règle, selon *laquelle les rémunérations résultent* d'une décision unilatérale de l'administration (décret du premier ministre), n'a jamais été modifiée. Dès lors, *aucun « contrat » au sens juri*dique du terme n'a jamais été signé dans la fonction publique. Les négociations aboutissent à un constat ou *à un relevé de conclusions*, en marge du droit, qui n'engagent personne, et ne sont nullement sanctionnées. C'est dire combien ces pro*cédures sont précaires* ; *le moindre* conflit peut en paralyser le déroulement.

Ainsi le gouvernement n'est jamais tenu d'ouvrir les négociations à une date déterminée à l'avance ; il est entièrement libre de choisir le moment qui lui semble le plus favorable : cette année il a fallu attendre le 24 février pour que se tienne la première réunion. Le gouvernement peut également — comme il l'a fait cette année — fixer unilatéralement l'enveloppe globale de la masse salariale, retirant de la sorte tout leur sens aux négociations.

En définitive, 1977 montre la vulnérabilité de ces procédures qui ne peuvent vivre que de la bonne volonté des uns et des autres.

Néanmoins, cette crise se révélera *peut-être salutaire, car elle aura fait* clairement apparaître les ambiguïtés des mécanismes introduits en 1968.

Les fonctionnaires et leurs représentants peuvent prendre *conscience* d'une indispensable évolution des procédures imaginées à cette époque. Pour qu'elles vivent en échappant aux aléas des bonnes ou des mauvaises humeurs, il est probablement nécessaire qu'elles soient intégrées dans le droit.

Une telle intégration n'est pas simple et obligera à résoudre de délicates questions :

1) Dans un premier temps, on devrait rendre obligatoire le principe de négociations en matière salariale, alors que présentement leur ouverture résulte chaque année du fait du prince. Devraient également être précisées les périodes de l'année pendant lesquelles les négociations auraient lieu : ainsi il serait souhaitable que les premières rencontres se déroulent pendant l'élaboration de la loi de finances, avant l'ouverture du débat budgétaire au Parlement afin que celui-ci soit au moins informé des positions respectives de l'administration et des *syndicats* :

2) Plus ambitieuse serait la transformation de la valeur juridique de l'accord en un véritable contrat. Cette transformation est sans doute, à terme, inévitable, mais elle implique un bouleversement des principes du droit public et de la situation légale et réglementaire du fonctionnaire. Désormais les rémunérations annuelles résulteraient d'une décision collective émanant d'une double volonté gouvernementale et syndicale. C'est un pas important à franchir ;

3) Une telle innovation nécessite*rait que l'on précise les conditions* dans lesquelles les organisations syndicales peuvent engager l'ensemble des travailleurs de la fonction *publique* ; *faudrait-il l'accord* unanime des sept organisations représentatives ou devrait-on admettre un accord majoritaire, c'est-à-dire donné par les organisations représentant *la majorité* des personnels ? Pourrait-on reconnaître, dans certains cas, l'existence d'accords minoritaires ?

Il est à prévoir que l'administration et les syndicats éprouveront d'emblée quelque répugnance à fixer *dans des règles, nécessairement contraignantes*, des procédures qui avaient le mérite — *rare en France — de la souplesse et de l'empirisme.*

Mais les usages impliquent qu'on les respecte, sinon ils meurent. L'attitude étroitement économique et à courte vue du gouvernement de *M. Barre* contraint à *poser* le problème en ces termes *:* ou bien on laisse les procédures de négociations salariales dans l'état où elles sont depuis 1968 et elles restent à la merci de tous les aléas, ou on leur donne plus de solidité, mais ceci *implique* leur transformation en règles de droit.

La période ouverte en 1968 constituait sans doute *une étape utile* qui a permis d'expérimenter de nouvelles procédures. Mais ce n'était probablement qu'une étape transitoire, marquée par l'improvisation et la découverte. Normalement, un pas de plus devra être franchi, transformant une simple pratique en une institution véritable.

(*) Déléguée nationale du parti socialiste pour la fonction publique.

(1) Il ne sera question ici que des négociations dans la fonction publique et non de celles qui concernent le secteur public et nationalisé.

(2) Lettre confirmée et précisée par deux circulaires des 19 octobre et 8 novembre 1976.

EMPLOI

Vingt mille salariés menacés de licenciement en Ile-de-France

estiment la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN

En Ile-de-France, quelque vingt mille salariés sont actuellement sous la menace d'un licenciement et deux cent soixante-dix entreprises sont en cours de fermeture : c'est ce qu'ont notamment affirmé les unions régionales C.G.T., C.F.D.T. et FEN, au cours d'une conférence de *presse, réunie* mercredi 23 février, à la Mutualité, à Paris, dans le cadre de la quinzaine d'action sur l'emploi.

Selon ces trois organisations, trois *cent trente-trois mille six cents per*sonnes sont — d'après les normes du Bureau international du travail — à la recherche d'un emploi dans la *région parisienne. Parmi elles, cent* quarante-trois mille jeunes de moins de vingt-cinq ans, qui, dans leur grande majorité, ne touchent aucune *indemnité.*

Pour les trois syndicats, cette situation est due avant tout à « *la désindustrialisation et à l'appauvrissement sans précédent de l'Ile-de-France* » : entre 1974 et 1975, ont-ils assuré, la baisse des effectifs industriels a atteint 4,2 %, touchant en particulier les secteurs de la machine-outil, du papier-carton, de l'aéronautique, de l'informatique et de l'imprimerie.

Pour remédier à cette situation, les unions *régionales* C.G.T., C.F.D.T. et FEN proposent la relance de l'activité économique par la progression du pouvoir d'achat et, notamment, des bas salaires, la suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité, la création d'un impôt sur le capital et le retour aux quarante heures sans perte de salaire.

Dans le cadre de cette quinzaine d'action pour la défense de l'emploi, plusieurs manifestations, réunissant à chaque fois quelques milliers de personnes, ont eu lieu mercredi en province, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN : *en par*ticulier à Valenciennes, à Nantes, à Saint-Nazaire, au Mans, à Decazeville — où la C.G.C. s'est jointe au mou*vement — et à Toulon. Dans cette* dernière ville, les représentants de la C.F.D.T. et de la FEN ont quitté le cortège après que des slogans *hostiles à la section du parti socia*liste toulonnais eurent été scandés — de façon individuelle et spontanée, selon les observateurs, — par *des membres du parti communiste.* Dans un communiqué commun, la C.F.D.T. et la FEN ont considéré que « *le sens de la manifestation pour la sauvegarde de l'emploi a été détourné* ». Cet incident paraît dû aux divergences qui opposent les sections locales du P.S. et du *P.C. sur le choix de la tête de liste* de l'union de la gauche pour les prochaines élections municipales.

* * *

M. Jean Neidinger, secrétaire général de la commission sociale du C.N.P.F., a estimé, au cours d'une réunion tenue mercredi à Limoges, que l'extension des moyens de formation professionnelle était l'un des remèdes à la crise de l'emploi et il a préconisé de mobiliser pour ce but le total du montant de la taxe de formation continue (1 %) et de la taxe d'apprentissage (0,5 %). — (*Correspondant.*)

AGRICULTURE

NOTRE DOSSIER EST EXCELLENT répondent les coopératives aux industriels de l'alimentation

« *On n'a pas le droit de tromper l'opinion publique en parlant d'un régime exorbitant du droit commun, sans dire que la coopération c'est aussi une forme d'organisation de la société. Elle porte par ses finalités un projet de société qui mérite d'être développé* », écrit M. Benoît Aurion, président de la Confédération de la coopération agricole (C.F.C.A.) en réponse aux critiques du président des industries laitières (F.N.I.L.) et des industries alimentaires (A.N.I.A.A.), M. Francis Lepatre (*le Monde* du 5 février).

« *Des procès d'intention sont parfois faits à la coopération dans son ensemble, dans la mesure où la gestion de quelques coopératives n'est pas toujours conforme à leurs finalités fondamentales. La C.F.C.A., pour sa part, n'a jamais eu de politique laxiste en la matière et réagit toujours face aux quelques atteintes à l'esprit coopératif qu'elle peut constater* », poursuit M. Aurion qui ajoute : « *Nous sommes persuadés que les attaques malveillantes auxquelles nous sommes soumis ne peuvent conduire à un infléchissement de la politique poursuivie en la matière, car notre dossier est excellent.* »

LES RETRAITÉS C.G.T. MANIFESTENT AUX INVALIDES

Les délégations départementales de l'Union confédérale des retraités C.G.T. (330 000 adhérents) ont décidé de se rassembler ce jeudi 24 février, à 14 h. 30, sur l'esplanade des Invalides, pour aller porter des pétitions à l'hôtel Matignon. Mercredi, MM. René Lomet, secrétaire confédéral de la C. G. T., et Jean Briquet, secrétaire général de l'Union confédérale, avaient rappelé les thèmes principaux de cette journée revendicative : réduction de la durée du travail, retraite à cinquante-cinq ans pour les femmes, soixante ans pour les hommes, égale à 75 % du salaire, et *minimum* de ressources égal au SMIC.

LES ORIENTATIONS DE L...

Le gouvernement ... comporte des ...

DÉCLARE M. RAYMO...

BANQUE

FUSION DE DEUX ÉTABLISSEMENTS DU NORD

La Banque Scalbert et la Banque Dupont, dont les sièges sont à Lille et à Valenciennes, toutes affiliées au Crédit industriel et commercial (CIC), ont décidé de fusionner.

La Banque Scalbert, dont le président-directeur général est M. Louis Decoster, dispose de quatre-vingt-douze guichets dans la métropole Nord, dans la Flandre française, sur le littoral, et d'une succursale à Paris. Elle emploie mille deux cents personnes. A la fin de 1975, le total des dépôts de la clientèle était de 2 103 millions de francs, et celui des crédits de 1 563 millions de francs.

La Banque Dupont, dont le conseil d'administration est présidé par M. Jean Roquerbe, a soixante-cinq agences et bureaux dans le bassin minier (Béthune à Valenciennes), la région Picardie (Aisne, Somme, Oise), et trois agences à Paris. Elle emploie elle aussi environ mille deux cents personnes. A la fin de 1975, le total des dépôts de la clientèle était de 2 163 millions de francs, et le montant des crédits de 1 043 millions de francs.

Le P.-D.G. de la nouvelle banque Scalbert-Dupont sera M. Louis Decoster, l'administrateur directeur général étant M. Yves Sadot. Selon les directions des deux banques, cette fusion n'entraînerait aucun licenciement. — (*Corresp.*)

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE L'ACIER

Le gouvernement entend que son aide comporte des contreparties

DÉCLARE M. RAYMOND BARRE

M. Raymond Barre, accompagné de MM. d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche ; Beullac, ministre du travail, et Coulais, secrétaire d'État à l'industrie, a présenté à la presse, mercredi 23 février, les grandes orientations de la politique qu'entend mener le gouvernement pour remédier durablement à la crise que traverse la sidérurgie française. L'action du gouvernement tendra à restaurer la compétitivité de ce secteur : elle sera globale et régionale et se placera dans le cadre européen, a précisé le premier ministre, qui a ajouté : « Le gouvernement entend que son aide comporte des contreparties. »

M. d'Ornano, après avoir évoqué les mesures qui seraient prises en faveur des régions touchées par la crise de la sidérurgie, a longuement insisté sur les conditions que mettait l'État à l'octroi de son aide. Celle-ci revêtira la forme traditionnelle de prêts du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.), mais l'utilisation de ces crédits sera contrôlée par une « mission de contrôle économique et financier » créée à cet effet.

Les suppressions d'emplois, les licenciements et le montant de l'aide de l'État vont maintenant faire l'objet de négociations immédiates entre les syndicats et les responsables des groupes sidérurgiques pour ce qui concerne l'emploi, entre ces derniers et des représentants de l'administration pour ce qui concerne l'aide publique.

« La France doit disposer d'industries compétitives capables d'assurer la production des biens qui vous sont utiles, de créer un emploi durable et de contribuer à l'équilibre de la balance des paiements », a déclaré M. Barre, qui a poursuivi : *« Il faut une sidérurgie solide et prospère. »*

La politique qu'entend mener le gouvernement dans ce secteur présente quatre caractéristiques, a-t-il ajouté. Elle vise à rendre à cette industrie sa compétitivité ; elle est globale, puisqu'elle prend à la fois en considération les aspects industriels et financiers du problème, et qu'elle tend à réunir les conditions permettant de procéder à un minimum de licenciements ; elle est régionale, puisque l'État mettra en service des moyens pour stimuler l'activité économique des régions touchées. Enfin, elle se place dans un cadre européen.

A ce propos, M. Barre a précisé qu'il avait reçu le commissaire européen chargé des questions industrielles, M. Davignon, et qu'il avait pu constater à cette occasion que les préoccupations du gouvernement *« rejoignaient celles de la Communauté »*. *« Nous pourrons compter sur l'aide des institutions communautaires »*, a ajouté M. Barre.

Prenant la parole après le premier ministre, M. d'Ornano a réaffirmé la volonté du gouvernement de voir *« la France disposer d'une sidérurgie puissante, moderne, qui soit en mesure de rivaliser avec ses concurrents mondiaux »*. Cette modernisation, a poursuivi le ministre, va appeler des investissements lourds et s'accompagnera de suppressions d'emploi. Dès lors, *« il faut mettre en place des mesures d'accompagnement régionales »*.

● POUR LE NORD, *les mesures* sont de caractère traditionnel : la zone de la vallée de la Sambre bénéficiera du taux maximum prévu à la carte des aides. Des négociations seront engagées pour faire décider ou accélérer certains projets industriels.

● POUR LA LORRAINE aussi le programme comprendra des mesures *traditionnelles (extension de la zone à taux maximum* de la carte des aides, encouragement à la décentralisation d'activités tertiaires, etc.) mais s'y ajouteront des mesures exceptionnelles, pour favoriser notamment *le développement des* entreprises, pour encourager la création d'emplois par de nouveaux investisseurs. A ce propos, M. d'Ornano a indiqué que 20 millions de francs de subventions et 100 millions de francs de prêts seraient débloqués immédiatement. Parallèlement, la réalisation de certains projets d'infrastructure devrait être accélérée (autoroute Thionville-Luxembourg, projet Garocol de transit routier).

Il est enfin demandé à la DATAR de *« prendre tous les contacts nécessaires avec les grands groupes industriels dans les secteurs en expansion, de façon à orienter vers le Nord et la Lorraine des projets industriels importants »*.

M. d'Ornano a ensuite abordé le dessin de l'aide publique aux groupes sidérurgiques, qui prendra la forme de prêts du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.). *« L'État mettra un certain nombre de conditions et exigera des groupes industriels des contreparties »*, a affirmé le ministre, qui a précisé à ce propos :

« — Les actionnaires des groupes sidérurgiques devront apporter des fonds propres, dont le montant n'a pas été indiqué, puisqu'il doit être négocié ;

» — Les groupes sidérurgiques devront participer à l'action régionale et même à la création d'entreprises ;

» — Les sociétés concernées devront remettre à la Caisse des dépôts et consignations à titre de garantie, une partie de leurs propres actions ;

» — L'État sera intéressé, par une clause de participation, aux résultats et au redressement financier des groupes bénéficiant de ces concours ;

» — Une mission interministérielle de contrôle économique et financier sera instituée auprès des sociétés concernées afin de s'assurer du respect des engagements qui leur sont demandés en matière industrielle, sociale et financière.

» Après la phase des études, après la phase de délibérations, nous entrons maintenant dans la phase des négociations », a conclu le ministre. C'est à l'issue de ces négociations que l'on connaîtra le nombre de suppressions d'emplois et de licenciements qui toucheront les travailleurs de la sidérurgie, ainsi que le montant de l'aide publique accordée. Les discussions « sociales » devraient être terminées pour le 15 avril ; aucune date limite n'a été donnée pour la partie financière du débat. Un protocole d'accord sera signé entre chacun des groupes concernés et l'État, définissant de manière précise le montant et les modalités de l'aide publique, ainsi que ces contreparties.

LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE

Chiffre d'affaires : 34,4 milliards de francs (hors taxes) en 1976 (18,8 en 1971).

Production : 23,2 millions de tonnes d'acier brut en 1976 (22 en 1971).

Effectifs : 154 700 personnes au 31 décembre 1976 (144 700 à la fin de 1971).

Bénéfices : La marge (« cash flow ») a été négative de 2,2 milliards de francs et de 2,5 milliards en 1975.

Endettement : Il s'élevait à la fin de 1976 à 33 milliards de francs. Les intérêts à payer (frais financiers) ont représenté 3,6 milliards de francs en 1976 et atteindront 14 milliards de francs à partir de 1977.

EN ATTENDANT AVRIL...

Il serait bien étonnant que les travailleurs de la sidérurgie française dont l'emploi est menacé aient été rassurés par la communication faite par M. d'Ornano devant le conseil des ministres ou par la conférence de presse qui l'a suivi. On ne saurait dire, en effet, qu'en ces deux occasions le gouvernement ait apporté des précisions sur le sort réservé à ces salariés.

Les pouvoirs publics n'entendaient pas, il est vrai, présenter un plan détaillé mais simplement tracer les grandes lignes — le cadre — de l'action gouvernementale. Voilà qui est fait. La puissance publique veut rendre à la sidérurgie sa compétitivité, réduire au minimum le nombre des licenciements, aider les régions touchées à supporter le choc des suppressions d'emplois et d'activités jugées indispensables. Rien de bien nouveau ni de très original.

Plus intéressante apparaît la partie financière du dossier. L'aide publique prendra la forme de prêts du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) ; les sidérurgistes se retrouvent là en pays de connaissance, puisque la formule, constante depuis la guerre, a notamment été utilisée à trois reprises depuis dix ans : en 1966 (plan Ferry), en 1972 (aciérie de Fos), et voici encore un an, à concurrence de 1,5 milliard de francs. Pour faire face à la crise la plus violente qu'ait connue la sidérurgie française depuis la guerre, on utilise donc la panoplie traditionnelle.

Soucieux sans doute de désamorcer les critiques que ne manquera pas de provoquer l'annonce de cette nouvelle aide publique à la sidérurgie, MM. Barre et d'Ornano ont longuement insisté sur les garanties et les contreparties qu'entend obtenir l'État de la part des firmes qui seront aidées. Le point mérite qu'on s'y arrête, car on mélange ici le vieux et le neuf, l'utile et le spectaculaire.

La contribution financière demandée aux actionnaires des groupe sidérurgiques n'est pas une nouveauté. Un tel effort avait été exigé lors des opérations de renflouement précédentes. Plus spectaculaire qu'efficace apparaît le dépôt d'une partie des actions des groupes sidérurgiques aidés auprès de la Caisse des dépôts et consignations. L'État irait-il jusqu'à s'approprier ces actions si un groupe ne respecterait pas ses engagement ?

L'introduction d'une clause de participation aux résultats est plus intéressante. Il faut rappeler cependant que cela suppose que la sidérurgie fasse des bénéfices et qu'une formule assez semblable avait déjà été introduite il y a six ans lors du financement de l'aciérie de Fos. Beaucoup plus novatrice et importante est l'annonce de l'institution d'une « mission interministérielle de contrôle économique et financier » auprès des sociétés. Est-ce à dire qu'auparavant l'utilisation des fonds publics était peu ou mal contrôlée ?

Reste que la déclaration gouvernementale laisse pendantes des questions essentielles. Combien y aura-t-il de licenciements ? Quel sera le nombre des suppressions d'emplois ? On a parlé de la disparition de vingt mille postes de travail ; certains avancent maintenant le chiffre de douze mille, huit mille autres travailleurs étant reconvertis. Quel sera le montant de l'aide publique ? Le chiffre de 3 milliards apparaît « exagéré » à M. d'Ornano ; mais cet adjectif du ministre inquiète les sidérurgistes, qui semblent espérer une aide supérieure. Comment espère-t-on aider vraiment au développement et au soutien de l'activité industrielle de la Lorraine, alors que ce dossier est évoqué périodiquement depuis dix ans ?

Il faudra attendre deux mois, sinon plus, pour connaître les réponses précises à ces questions. Comment ne pas s'en étonner ? Certes, le dossier de la sidérurgie est complexe. Mais la crise ne date pas d'hier. Dès septembre 1975, M. Ferry déclarait : « Logiquement, nous devrions procéder à des licenciements dans la sidérurgie. » *Dès ce moment, le problème était clairement posé. Dix-huit mois ont passé, bien des discussions ont eu lieu entre le patronat et les pouvoirs publics, et l'on aborde seulement, à en croire les propos ministériels, « la phase des négociations ». Il y a un mois encore, on laissait entendre que les décisions seraient annoncées avant les élections municipales...*

Faute de disposer d'éléments essentiels de jugement, on ne peut aujourd'hui que s'interroger. On ne saurait, en effet, apprécier une politique sur ses intentions, aussi bien présentées soient-elles.

PHILIPPE LABARDE.

Réactions et commentaires

● **C.G.T. : des subventions pour aider le patronat à licencier.**

« Il n'y a pas d'avenir pour la sidérurgie française en dehors de sa nationalisation », a déclaré M. Séguy, secrétaire général de la C.G.T., en commentant la décision du conseil des ministres. *« Il semble bien*, a poursuivi M. Séguy, *que le prétendu plan de sauvetage de la sidérurgie se traduira par de nouvelles subventions de l'État, notamment aux sociétés Usinor et Sacilor pour les aider à supprimer vingt mille à vingt-quatre mille emplois d'ici à 1980. »*

« Les dispositions annoncées par le gouvernement pour garantir et contrôler cette contribution publique, a-t-il ajouté, *sont dérisoires au regard de l'endettement déjà accumulé par le patronat de la sidérurgie envers l'État. »*

● **C.F.D.T. : il faudra un nouveau plan d'ici deux à trois ans.**

Les responsables C.F.D.T. de la sidérurgie lorraine estiment que le plan présenté par le gouvernement n'est pas de nature à résoudre les problèmes posés et qu'il faudra un nouveau plan d'ici deux à trois ans.

« Il est demandé actuellement aux syndicats de s'occuper des « pots cassés » à travers le plan social, alors que le gouvernement et les patrons ont refusé de discuter avec eux les véritables solutions aux problèmes. La C.F.D.T., pour sa part, ne se prêtera pas à ce jeu. »

● **C.G.C. : aucune décision de diversification.**

holdings de la sidérurgie n'est C.G.C. constate *« avec déception que le plan gouvernemental ne comporte aucune décision de diversification et de création d'emplois nouveaux.*

» Aucun financement par les holding de la sidérurgie n'est prévu pour l'instant. Rien n'est envisagé pour le reclassement des personnels qui risquent d'être licenciés. Les déséquilibres régionaux vont s'accentuer. La fédération de la métallurgie C.G.C. appelle l'encadrement et les techniciens de la sidérurgie à la plus grande vigilance pour les négociations sociales qui vont s'ouvrir. »

● **C.N.P.F. : il faut un traitement chirurgical.**

M. Ceyrac, président du C.N.P.F., a déclaré : *« La France doit se prononcer clairement : veut-elle, oui ou non, une sidérurgie ? Si oui, elle doit se rendre compte »* que *« la sidérurgie a besoin d'un traitement chirurgical. Si cet effort n'est pas fait, il nous faudra accepter d'être sous la dépendance d'autres nations plus puissantes dans ce domaine.*

» Le schéma proposé par le gouvernement est acceptable. A partir du moment où la puissance politique engage des fonds dans un secteur, il est tout à fait normal qu'elle fixe de façon précise les conditions dans lesquelles le contrat sera appliqué.

» Les installations du Nord, de l'Est et de Fos constituent actuellement un bon outil sur le plan mondial, si on leur donne les moyens de trouver une meilleure compétitivité », cela passe *« par l'allègement des branches mortes, des charges fixes et surtout des charges financières qui se sont accrues dans des conditions dramatiques. Je suis persuadé que si cet effort est fait, ce sera un bon placement français. Vers les années 1980-1985, la sidérurgie française sera la plus moderne et la mieux équipée sur le plan européen. »*

● **M. FERRY : quel sera le montant de l'aide publique ?**

« Le plan du gouvernement correspond, du point de vue technique, au plan que nous lui avons soumis », a déclaré M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, à Europe 1, jeudi 23 février. *« Reste à savoir quels seront les moyens mis en œuvre pour les réaliser et quel sera le montant de l'apport d'argent prévu par le gouvernement. »* M. Ferry a précisé que l'endettement de la sidérurgie atteignait 34 milliards de francs, dont 7 milliards auprès de l'État. *« Il s'agit d'un minimum si on veut assainir notre situation »*, a-t-il précisé.

En ce qui concerne le contrôle de l'emploi des fonds, le président de la sidérurgie a indiqué que lors du premier plan tous les investissements ont été réalisés sous le contrôle de l'administration. Il a noté *qu'un contrôle accru se justifierait* seulement si le concours de l'État *« était exceptionnel dans sa nature et son montant »*. Évoquant ensuite la participation de l'État aux bénéfices lorsque les entreprises auront retrouvé leur rentabilité, M. Ferry a déclaré que cela est *« légitime »* si les prêts sont faits à des taux très bas. Il a fait des réserves, en revanche, dans le cas où l'argent *serait prêté, de suite, aux conditions* du marché.

Interrogé sur les licenciements, M. Ferry a indiqué que vingt *mille suppressions d'emplois « paraît un ordre de grandeur malheureusement réaliste ». « Il y aura des licenciements dès cette année »*, a-t-il noté, précisant que des négociations devront s'engager avec les syndicats pour permettre *d'effectuer des mises en* pré-retraite, ce qui *« diminuerait d'autant les licenciements »*.

BANQUE

FUSION DE DEUX ÉTABLISSEMENTS DU NORD

La Banque Scalbert et la Banque Dupont, dont les sièges sont à Lille et à Valenciennes, toutes affiliées au Crédit industriel et *commercial (CIC), ont décidé de* fusionner.

La Banque Scalbert, dont le président-directeur général est M. Louis Decoster, dispose de quatre-vingt-douze guichets dans la métropole Nord, dans la Flandre française, sur le littoral, et d'une succursale à Paris. Elle emploie mille deux cents personnes. A la fin de 1975, le total des dépôts de la clientèle était de 2 103 millions de francs, et celui des crédits de 1 569 millions de francs.

La Banque Dupont, dont le conseil d'administration est présidé par M. Jean Roquerbe, a *soixante-cinq agences* et bureaux dans le bassin minier (Béthune et Valenciennes), la région Picardie (Aisne, Somme, Oise), et trois agences à Paris. Elle emploie elle aussi environ mille deux cents personnes. A la fin de 1975, *le total des dépôts de* la clientèle était de 2 168 millions de francs, et le montant des crédits de 1 943 millions de francs.

Le P.-D.G. de la nouvelle banque Scalbert-Dupont sera M. Louis Decoster, l'administrateur directeur général étant M. Yves Sadot. Selon les directions des deux banques, cette fusion n'entraînerait aucun licenciement. — *(Corresp.)*

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● LA DEMANDE DES FRÈRES SCHLUMPF de mettre fin à l'*exploitation* des filatures de Malmerspach et Gluck, à Mulhouse (Haut-Rhin), a été rejetée le 23 février par la chambre commerciale du tribunal correctionnel de la ville. Ce tribunal doit se prononcer *le 2 mars sur l'extension du* règlement judiciaire aux biens personnels des deux industriels, qui font l'objet d'un mandat d'arrêt (*le Monde* du 15 février).

Conflits sociaux

● LE CONFLIT DE LA FONDERIE EATON-MANIL, à *Viviers-au-Court* (Ardennes), s'est durci. Du côté des grévistes, qui occupent l'usine depuis le lundi 21 février, mais aussi de celui des non-grévistes, qui réclament la liberté du travail. A l'appel des syndicats F.O. et C.G.C., ils étaient près de deux cents ce jeudi matin à manifester devant la préfecture. Ils demandent au préfet de faire respecter le droit au travail. *Le préfet* n'a toujours pas décidé de faire appliquer l'ordonnance du tribunal des référés, qui a ordonné le 18 février l'évacuation des locaux. — *(Corresp.)*

Industrie

● LE PRINCIPE DES NATIONALISATIONS EST UN NON-SENS, estime M. Ceyrac, président du Conseil national du patronat français, dans une interview publiée jeudi 24 février par *la Voix du Nord*. *Opposé au « principe même »* de nouvelles nationalisations, le *« C.N.P.F. refuse d'en discuter les modalités »*, a ajouté M. Ceyrac. Des chefs d'entreprise, des banquiers et des agents de change *« ont démontré que tout ce qui a été prévu n'apporte aucune garantie véritable aux actionnaires »*.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Fr. suisses		Fr. français	
48 heures.	4 1/4	5 1/4	4	5			10 1/2	11
1 mois ..	4 5/8	5 1/8	4 1/8	4 5/8	2 3/8	2 7/8	10 7/8	11 1/8
3 mois .	4 7/8	5 3/8	4 3/8	4 7/8	2	3	11 3/8	11 5/8
6 mois ..	5 3/8	5 7/8	4 1/4	5 1/4	2	3	11 15/16	12 3/16

Le « collectif » budgétaire

(Suite de la première page.)

Il n'était pas nécessaire d'être devin pour savoir que le déficit budgétaire considérable (38 milliards de francs), entraîné en 1975 par le plan de relance, déjà réduit de moitié en 1976 (19 milliards de francs environ), ne pouvait pas complètement disparaître un an plus tard.

Dès avril, le Parlement votera donc une loi de finances rectificative pour 1977, qui prendra en compte quelques milliards de francs de recettes supplémentaires (elles avaient été, *comme* à l'habitude, un peu sous-évaluées), mais aussi et surtout des dépenses *supplémentaires* importantes.

Ces charges nouvelles sont entraînées en quasi-totalité par le gonflement de cinq postes : les intérêts que l'État doit payer pour financer la dette publique ; l'augmentation des traitements des fonctionnaires pour tenir compte de l'inflation, mais aussi la majoration des charges sociales liées à ces *rémunérations* ; la réévaluation en hausse des interventions sociales (allocation chômage, anciens combattants) ; le déficit des entreprises *nationales*.

Les sous-évaluations

Les services du *ministère* des finances n'ont pas encore calculé le montant de ces dépenses supplémentaires. On sait seulement que les intérêts à payer pour la dette publique avaient été sous-estimés, puisque le budget 1977 *était bâti* sur la fiction de l'équilibre budgétaire. Même chose pour la sous-évaluation du taux d'inflation ; cela va entraîner une *majoration* des traitements des fonctionnaires. L'actualisation des pensions des anciens combattants coûtera, à elle seule, environ un milliard de francs. *Mais ce sont* surtout les entreprises publiques qui vont entraîner des charges supplémentaires énormes (5 à 6 milliards de francs *peut-être*), les subventions de l'État passant de 24,9 milliards de francs en 1976 à quelque 30 milliards cette année. *« Le gouvernement aurait pu évidemment procéder à des majorations massives des tarifs*, a expliqué M. Barre, mercredi, au cours du conseil des *ministres*, *mais il ne l'a pas fait pour ne pas compromettre la politique de lutte contre l'inflation. »*

Le choix a *donc* été de ne pas faire payer les services publics à leur juste prix cette année.

Comment faut-il interpréter ce souci de *classification*, qui entraîne M. Barre à annoncer de mauvaises nouvelles avec une sorte de *délectation* morose ? Pour le budget de 1977, il est évident *que* le premier ministre tient à marquer de son sceau la loi de finances dont la préparation lui avait en grande partie échappé. Homme de l'austérité et du retour à l'équilibre, M. Barre cherche à se *démarquer* au maximum de ceux qui ont eu, avant lui, la charge de conduire l'économie.

Il y a d'autres explications. Le *premier ministre* — un peu comme M. Mendès France, il y a vingt ans — est convaincu que seul l'exposé brutal des faits est efficace *et payant*. C'est ainsi qu'on l'a vu dire des choses rudes et parfois désagréables aux uns et aux autres, à tel point que ses proches lui *ont conseillé la modération*. Après avoir déclaré que les rémunérations augmentaient trop vite, que le plein emploi de ces dernières années était « artificiel », que des sacrifices seraient encore nécessaires, M. Barre déclare *aujourd'hui que* la présentation du budget de 1977 était fausse.

La brutalité du style n'exclut pas l'habileté tactique : une des principales *préoccupations* du premier ministre est de voir le déroulement de son plan exactement compris par ceux qui tiennent entre leurs *mains* les décisions économiques importantes (chefs d'entreprise, mais aussi cambistes qui peuvent s'attaquer au franc. En *clarifiant* le débat, en annonçant la couleur, M. Barre prend des risques *considérables*, comme vient de le rappeler M. Bergeron. Mais il met de son côté beaucoup d'atouts : on accepte mieux, pense-t-il, une politique *dont on* comprend les motifs et les fins.

ALAIN VERNHOLES.

PRIX

LES BOUCHERS FONT UN « EFFORT » SUR LE QUASI ET LA POITRINE DE VEAU

La confédération nationale de la boucherie vient de recommander à ses quelque trente cinq mille adhérents de *« faire un effort »* sur les prix de deux morceaux de veau : le quasi et la poitrine.

Les services officiels des prix ont, quant à eux, relevé que si les prix de gros ont baissé en un an de 3 F par kilogramme sur les différentes qualités (— 14 % en moyenne), les prix de détail des différents morceaux ont, eux, augmenté de 1,50 à 2,90 F par kilo selon les morceaux. (+ 8 % en moyenne).

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AUTOMOBILE

Les « belles américaines » à la conquête de l'Europe ?

Une automobile sur trois dans le monde est produite en Amérique du Nord (9 700 000 *l'an dernier dont* 8 500 000 aux Etats-Unis). Une telle puissance industrielle peut paraître colossale. *En fait, la productivité* américaine est plus faible que celle du Japon (une voiture pour 24 habitants *contre une pour 22 Japonais*) et bien moindre que celle de la France (une pour 18). Le taux de *motorisation — et de renouvellement* — étant plus élevé outre-Atlantique que chez nous, la plus grande part de la production est donc, naturellement, réservée au marché intérieur.

C'est une des raisons pour lesquelles les *trois* grandes firmes de Detroit sont peu exportatrices. L'Europe, en 1976, n'a absorbé que 15 000 *voitures américaines — dont près de* 700 pour la France. Mais l'argument économique n'est pas le plus important : les Américains peuvent produire plus, mais leurs automobiles ne sont bien adaptées qu'à leur pays. La réglementation fédérale qui impose, pour 1985, une consommation m o y e n n e de 27,5 m.p.g (1) (8,54 l aux 100 km) va bouleverser *les normes traditionnelles de construction*. General Motors *notamment* va dépenser 5,85 milliards de francs pour satisfaire aux futurs règlements. Cette somme, *considérable*, ne peut totalement être prise en charge par les seuls consommateurs américains. D'ici cinq à huit ans, l'Europe doit s'attendre à une nouvelle vague commerciale, le sourire japonais s'effaçant *devant un* gigantesque éclat de rire américain.

Les « belles américaines » auront *alors la taille et le poids d'une R 16*. Seront-elles pour autant adaptées aux marchés étrangers ? C'est probable. Les Japonais ont « fait un malheur » en Europe en important des automobiles archiconventionnelles (propulsion classique, moteurs peu sophistiqués et ressorts à lames). Leur tenue de route n'est, dans la plupart des cas, pas un modèle, mais *leur confort est suffisant et leur* niveau d'équipement plus élevé que la normale. C'est, à une échelle plus réduite, le *caractère moyen* d'une voiture américaine type.

Chemins forestiers

Alors que le réseau routier s'améliore et que celui des autoroutes progresse, les constructeurs européens — Français et Italiens en particulier — s'évertuent à développer des voitures conçues pour parcourir les chemins forestiers aux vitesses maximales ! La sophistication coûte *cher (une 104 6 CV vaut, en France*, le même prix qu'une Chevrolet moyenne bien équipée aux Etats-Unis) et tout gain dans le domaine de la sécurité active peut être un obstacle pour la commercialisation du modèle.

La limitation généralisée des vitesses, tout comme le renchérissement des modèles européens jouent *également* en *faveur* des voitures américaines. Pour le moment, les importations en France ne concer*nent que les automobiles luxueuses* : à 130 km/h, même dans les grandes courbes, une Chevrolet Caprice n'a rien à envier à une Mercedes 250. Au contraire, pour le même prix, elle dispose de l'air conditionné, d'un régulateur automatique de vitesse, de sièges et de glaces électriques, etc., mais le jugement sera différent dès la fin de l'autoroute : la maniabilité *et l'allégresse sont encore deux* vertus peu connues à Detroit. Pourtant, l'avenir se dessine peu à peu : les *américaines ont déjà perdu du poids* (une Plymouth Volare, par exemple, ne pèse que 1 500 kg) et de la taille (40 % des modèles ont moins de 5,10 m). Les Américains découvrent que l'on peut gagner 24 à 38 cm sur les plus grandes voitures sans toucher à *l'habitabilité*. Ce n'est qu'un début.

Les ressorts hélicoïdaux se généralisent, *sans toutefois que l'on* abandonne le sacro-saint pont arrière rigide. La traction avant est encore *une* originalité (Cadillac-Eldorado), mais on l'envisage... Les V 8, bien qu'ils équipent 71,4 % des voitures produites en 1976, devraient laisser la place progressivement aux moteurs six cylindres. Et un effort prodigieux est tenté pour imposer les « petits » *quatre cylindres* : *General Motors*, par exemple, garantit *totalement* ses 2,3 litres pendant cinq ans ou 60 000 miles (près de 100 000 kilomètres). Une Oldsmobile à moteur Diesel pourrait enfin être produite en grande série dans quelques mois.

Si la tenue de route de la quasi-totalité des américaines n'est évidente que sur... les autoroutes (y compris celles des « *sportives* », qui n'impressionnent que par leur carrosserie et leur faible motricité), le *confort est leur qualité principale*. Un voyage en Cadillac est surprenant par son silence et sa quiétude : *le moteur* est inaudible et les bruits extérieurs pénètrent difficilement dans cet auditorium roulant et climatisé.

Les modèles moins luxueux parviennent presque à ce raffinement. Ils *peuvent tous être équipés de ces* « gadgets » utilisés depuis longtemps en Amérique du Nord et qui *seront bientôt proposés par* les firmes européennes : l'air conditionné (72,6 % des automobiles américaines équipées *d'origine en 1975*), les quatre glaces électriques (24,5 %), le stabilisateur automatique de vitesse (19,7 %), extrêmement utile sur autoroute pour la fluidité du trafic et le respect des règlements, sans oublier, bien sûr, les boîtes automatiques (91,6 %), les directions assistées (88,9 %) et la radio (79,6 %).

Il n'en reste pas moins que, actuellement, *les* « *belles américaines* » consomment trop et pèchent par quelques déficiences au niveau de la *sécurité primaire* (dont l'éclairage et les distances de freinage) et de l'esthétique. La révolution qui se prépare à Detroit va modifier, autoritairement, les mentalités américaines, puis les nôtres. Pour consommer moins, les automobiles américaines vont se rapprocher des normes européennes sans abandonner leur confort. Ainsi disparaîtront les prin*cipaux obstacles à la conquête* des marchés extérieurs. Les Japonais ont préparé le terrain.

L'Europe, et *la* France en particulier, peut-elle continuer de s'illustrer brillamment sur la seule voie des perfectionnements mécaniques ?

MICHEL BERNARD.

★ Chevrolet Caprice, 52 690 F à 69 115 F ; Cadillac Seville, 110 830 F à 124 818 F ; Plymouth Volare, 52 350 F.

(1) Miles per gallon.

A L'ÉTRANGER

LES GRÈVES ONT ÉTÉ BEAUCOUP MOINS NOMBREUSES L'ANNÉE DERNIÈRE EN GRANDE-BRETAGNE.

Londres. — La Grande-Bretagne a connu en 1976 sa meilleure année de tranquillité sociale depuis dix ans. Selon la revue du ministère de l'emploi, mille neuf cent quatre-vingt-dix arrêts de travail seulement ont entravé la production britannique l'année dernière, contre deux mille deux cent quatre-vingt-deux en 1975 (*— 13 %*). *Le nombre de journées perdues* — 3 millions deux cent quatre-vingt-six mille — a été inférieur de 45 % à celui de 1975 et le plus faible depuis 1967.

Les grèves se sont limitées à certaines usines : 98 % des entreprises *n'ont été le lieu* d'aucun conflit social.

Les branches les plus touchées ont été l'automobile (où le nombre de grèves s'est accru l'année dernière), les industries du gaz et de l'électricité. Une grande *amélioration* est par contre intervenue dans la métallurgie et les constructions navales. *(A.F.P.)*.

● EN GRANDE-BRETAGNE LES REVENUS MOYENS DU TRAVAIL (salaires de base, heures supplémentaires et primes diverses) ont augmenté en décembre au taux annuel de 11,8 % contre 19,3 % en décembre 1975 et un bond de 30,7 % en avril 1975. Cette pro*gression, la plus faible depuis* août 1972, est inférieure à la hausse des prix à la consommation pour les douze mois se terminant en décembre (15,1 %). — *(A.F.P.)*

Après le froid, la sécheresse

LA HAUSSE DES PRIX RISQUE DE S'ACCÉLÉRER AUX ÉTATS-UNIS

La sécheresse qui sévit sur la *côte ouest des Etats-Unis* continue de s'aggraver, en dépit de quelques pluies timides. La situation est si grave que les dix-sept gouverneurs des Etats touchés par le manque d'eau viennent de se réunir dans le Colorado pour dis*cuter des mesures d'urgence* à prendre.

En Californie, l'Etat le plus touché, les fournitures en eau d'irrigation aux soixante-cinq mille propriétés terriennes et fermes de la région ont été réduites de 60 %. Cela aura des conséquences graves pour les récoltes de riz, de coton et de légumes.

Les autorités estiment que les pertes en produits agricoles pourraient atteindre 3 milliards de dollars, dans un Etat où l'industrie agricole fait normalement un *chiffre d'affaires de 9 milliards* de dollars, et qui fournit 40 % des produits agricoles consommés dans le pays.

Conséquence possible de cette brusque réduction de la production : quelque quarante-huit mille ouvriers agricoles perdront leur emploi, si l'on en croit les autorités californiennes.

Les économistes soulignent, de *leur côté, que la situation de* l'agriculture aura des conséquences sur de nombreuses industries annexes : alimentation, conserverie, équipement agricole, menaçant cent quarante-quatre mille emplois dans ces secteurs et provoquant une perte générale dans l'ensemble de l'économie.

Les experts prévoient de nouvelles augmentations non seulement des prix *agricoles*, mais aussi dans les industries de l'acier, de l'aluminium et de produits forestiers, grosses consommatrices d'eau.

La situation sur le front des prix est déjà tendue, aux Etats-Unis, après l'exceptionnelle vague de froid qui s'est abattue sur l'est du pays, et qui a fait monter l'indice du coût de la vie de 0,8 % en janvier. — *(A.F.P.)*

BAISSE PRÉVISIBLE DE LA PRODUCTION MONDIALE DE BLÉ

La production mondiale de blé en 1977 sera sans doute inférieure à celle de 1976, estime le Conseil international du *blé* dans son dernier rapport, publié mercredi 23 février à Londres.

Pour 1976, le *rapport* établit à 411,2 millions de tonnes la récolte globale, en augmentation de 59,1 millions de tonnes (16,8 %). Le précédent record remontait à 1973, avec 371 millions de tonnes.

Le Conseil estime que ce niveau de production ne pourra pas être maintenu cette année en raison de l'ampleur des stocks, des baisses de prix intervenues en 1976 et de la tendance des agriculteurs à développer la production d'autres céréales. C'est ainsi que les emblavements en blé d'hiver ont diminué aux Etats-Unis (— 7 %), en Allemagne de l'Est et de l'Ouest (respectivement — 8 % et — 1 %). On prévoit de mauvaises récoltes au Canada, au Mexique, en Chine et en *Inde*, en *Egypte*, à cause des mauvaises conditions climatiques. — *(A.F.P.)*

● *Le nombre des chômeurs en Belgique* a, au 15 février, légèrement diminué, s'élevant à 261 969 (108 926 hommes et 153 043 femmes), soit 3 257 de moins qu'au 31 janvier. En un an, le chômage a augmenté de 14 %.

ÉNERGIE

Les « Sept Sœurs » responsables de la hausse des prix du pétrole ?

De notre correspondant

New-York. — *Si le prix du pétrole a été multiplié par cinq en quatre ans, la faute n'en est pas aux pays de l'OPEP, mais aux « sept sœurs » (les géants pétroliers qui ont pour noms Exxon, Mobil, Standard O Company of California, Texaco, Gulf, Royal Dutsch Shell et British Petroleum) Ce n'est pas un idéologue gauchiste qui l'affirme, mais M. John Blair, économiste connu pour son sérieux, qui s'efforce de le démontrer dans* The Control of oil *(Pantheon books), un ouvrage de quatre cent quarante et une pages, extrêmement dense, qui vient d'être publié*

L'auteur, qui fut le principal expert de la sous-commission du Sénat pour les questions « antitrust » de 1957 à 1970, n'a cure des modèles mathématiques et de la méthodologie abstraite qui sont parfois récompensés d'un prix Nobel. Il ne cache pas sa préférence pour l' « économie basse » et pour les questions concrètes. Dans Control of oil, *il s'appuie sur une vaste documentation pour démontrer que les pétroliers ont appuyé les majorations des prix décidées par l'OPEP tout en faisant croire au public qu'ils n'avaient pas les moyens de s'y opposer. Il qualifie les rapports des « sept sœurs » avec l'OPEP d'* « oligopole symbiote bilatéral ».

Le livre décrit la manière dont, pas à pas, depuis les années 20, les géants pétroliers ont travaillé de conserve pour se partager les marchés internationaux, empêcher leurs concurrents de s'implanter dans le Proche-Orient, limiter l'approvisionnement international et fixer à l'avance le taux de croissance de la production.

Vers le milieu des années 40, selon M. Blair, des producteurs indépendants avaient amené du pétrole, de préférence libanais, en quantité croissante aux raffineries d'importantce moyenne, en Europe occidentale, tandis qu'aux Etats-Unis les distributeurs indépendants parvenaient à s'octroyer une portion de plus en plus importante du marché de l'essence. Le livre décrit alors la manière dont les « sept sœurs » amenèrent ces concurrents à résipiscence et préparèrent le terrain pour l'explosion des prix de 1973-1974. Selon l'auteur, le contrôle exercé par les « sept sœurs » sur le prix du pétrole raffiné leur a permis de profiter des majorations du pétrole brut décidées par l'OPEP et de réaliser des bénéfices sans précédent.

L'auteur prétend également que, en réduisant la production de pétrole au cours de l'automne de 1975, les « sept sœurs » apportèrent leur appui aux majorations de prix de l'OPEP. M. Blair, qui est un ardent défenseur de la libre concurrence, propose la démonopolisation verticale des géants du pétrole ; en d'autres termes, il ne leur serait plus permis de traiter le pétrole du puits jusqu'à la pompe à essence.

Si tous les experts s'accordent pour trouver le livre passionnant en raison de la connaissance que l'auteur a de son sujet et de l'extraordinaire travail de recherche auquel il s'est livré, ils ne partagent pas tous son point de vue. Le critique de Times *estime que M. Blair sous-estime la puissance de l'OPEP. M. Walter Levy, un des spécialistes les plus éminents du pétrole, pense que les choses ont beaucoup évolué et que les pays de l'OPEP ont ravi aux pétroliers une grande partie de leur pouvoir.* The Nation *s'élève contre la solution préconisée par M. Blair :* « Le morcellement des grandes firmes pétrolières, *écrit ce journal*, n'aboutirait pas plus à battre en brèche leur politique dominatrice que la décision de la Cour suprême en 1911 de diviser la Standard Oil en cinq sociétés n'empêcha ces dernières de coordonner leur politique et de coopérer étroitement : complices pour ne pas être rivales. »

LOUIS WIZNITZER.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES SICAV DES CAISSES D'EPARGNE
gérées par la caisse des dépôts et consignations

LE LIVRET PORTEFEUILLE	S.N. FRANCE OBLIGATIONS
36,98 % Obligations en francs (dont 7,22 % convertibles)	Obligations en francs 83,44 % (dont 8,40 % convertibles)
8,54 % Obligations étrangères	Obligations étrangères 8,30 %
26,11 % Actions francaises	Actions et droits 1,81 %
24,27 % Actions étrangères	Liquidités et autres éléments d'actif 6,45 %
4,10 % Liquidités et autres éléments d'actif	

Situation au 31 décembre 1976

LE LIVRET PORTEFEUILLE		S.N. FRANCE OBLIGATIONS
F 1 180 868 375	ACTIF NET	F 2 036 926 474
6 278 576	NOMBRE D'ACTIONS EN CIRCULATION	7 723 646
F 188,08	VALEUR LIQUIDATIVE	F 263,72
F 11,19	DIVIDENDE NET + AVOIR (payé en 1976)	F 20,96
22 MARS 1977	PROCHAINE ASSEMBLEE GENERALE	22 MARS 1977
F 11,36	DIVIDENDE 76 PROPOSE (GLOBAL)	F 21,48

OMNIUM DE PUBLICITÉ PRODIL

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Le conseil d'administration du Crédit commercial de France, réuni le 23 février 1977 sous la présidence de M. Jean-Maxime Levêque, a examiné les comptes de l'exercice 1976, qui font ressortir, après déduction de toutes charges, amortissements, provisions et impôts, un bénéfice net de 68 102 992 F se comparant à 72 993 063 F pour l'exercice 1975 et à 35 679 393 F en 1974.

Le total du bilan s'élève au 31 décembre 1976 à 26,8 milliards de *francs au lieu de 22,6 milliards de* francs au 31 décembre 1975 et les dépôts de la clientèle à 12,6 milliards de francs, en hausse de 14,5 % sur l'année *précédente*.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 27 avril 1977, de porter le dividende par action de 7 F, plus avoir fiscal (impôt payé d'avance), de 3,50 F à 7,40 F, plus avoir fiscal de 3,70 F.

Il proposera en outre à cette assemblée de ratifier la cooptation comme administrateur de M. Pierre Liotard-Vogt et de nommer MM. Lucien Hartog et Philippe Thomas, *en remplacement respectivement de* M. Jacques Brunet, atteint par la limite d'âge, et que M. Pierre Jouven, dont le mandat arrive à expiration et qui n'en sollicite pas le renouvellement.

Une assemblée générale extraordinaire sera également convoquée à l'issue de l'assemblée ordinaire en vue de modifier les clauses des statuts relatives à la nominativité des actions et d'autoriser la création d'actions au porteur.

legrand

+ 22 %

Les ventes hors taxes réalisées en janvier 1977 par Legrand S.A. sont en augmentation de 22 % par rapport à celles de janvier 1976 (1). Pour la même période, les ventes réalisées sur les marchés étrangers progressent de plus de 40 %.

Il est rappelé qu'en 1976 la croissance du chiffre d'affaires Groupe a été supérieure à 30 % (1).

(1) A structure comparable.

GROUPE PALUEL-MARMONT

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS - SOBI

26, boulevard d'Italie, Monte-Carlo

La situation comptable arrêtée au *4 janvier 1977 fait ressortir* les éléments suivants :

— Total du bilan ..	F 557 942 480,77
— Total du portefeuille (effets et prélèvements d'office)	F 533 714 662,83
— *Dépôts à terme* de la clientèle y compris les intérêts réinvestis des comptes d'épargne SOBI	F 245 750 627,73

Le prochain avis financier paraîtra dans le courant du mois de *mai 1977*.

France Garantie

Situation au 31 décembre 1976

Actif net	F. 1 147 895 873,95
Répartition de l'actif (en %)	
. obligations classiques	88,74 %
. obligations indexées	1,83 %
. liquidités et autres éléments de l'actif	9,43 %
Nombre d'actions en circulation	5 440 158
Valeur liquidative	F. 211,00
Dividende 1975 (net + Avoir)	F. 16,70
mis en paiement le	22 mars 1976
PROCHAINE ASSEMBLEE GENERALE	15 mars 1977
DIVIDENDE 1976 PROPOSE (Global)	F. 16,83

LES MARCHÉS
LONDRES
BOURSE DE PARIS - 23 FÉV



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
23 FÉVRIER

Marché plus résistant

L'état du marché, dont la faiblesse croissante commençait à inspirer une certaine inquiétude dans les milieux professionnels, s'est très légèrement amélioré ce mercredi. Si la tendance, nettement orientée à la baisse ces derniers jours, ne s'est pas renversée — loin s'en faut encore — du moins est-elle apparue plus résistante.

De fait, le nombre de titres en repli a diminué. Une quarantaine de baisses seulement ont été relevées contre plus de soixante la veille. En même temps, les hausses, devenues rarissimes, se sont multipliées (près de trente contre dix), de sorte que les différents indices n'ont pas ou peu varié d'un jour à l'autre, l'équilibre ayant été, par soldes, à peu près atteint partout. Un seul compartiment a encore un peu souffert : la construction électrique.

Amorce d'une reprise ? L'on ne saurait vraiment dire. Bien qu'un peu plus étoffés, les courants d'échanges sont restés ténus et très éloignés de la normale. De leur côté, les ordres d'achat n'ont guère augmenté. Les « gendarmes » (Caisse de dépôts et autres) ne sont pas intervenus, ou, s'ils l'ont fait, ce fut bien discrètement. Les investisseurs étrangers, quant à eux, ont continué de procéder parcimonieusement à quelques achats. Mais le petit flux de leurs ordres ne s'est pas non plus amplifié. Dans ces conditions, on serait presque tenté d'imputer au ralentissement « relatif » des ventes le coup d'arrêt à la baisse observé ce jour. Un fait est en tout cas certain : l'atmosphère boursière reste empoisonnée par l'environnement préélectoral.

Seul fait marquant de la séance : le nouveau bond en avant de la rente 7 % 1973, qui, derechef, s'est élevé à un sommet jamais atteint, favorisée en cela par la nouvelle montée de l'or, aux Etats-Unis, sur le marché de Londres et, par voie de conséquence, à Paris, où le lingot a encore gagné 75 F à 22.495 F.

LONDRES

Dans l'attente de la publication des résultats de plusieurs grandes entreprises, l'ouverture de la séance de jeudi s'est faite dans le plus grand calme. Quelques gains ont été relevés parmi les valeurs pétrolières et les mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 140 50 contre 139 15

VALEURS	CLOTURE 23 2	COURS 24 2
War Loan 3 1/2 %	27 7/8	27 13/16
Beecham	400 ...	404 ..
British Petroleum	908 ...	908 ...
Shell	508 ...	511 1/2
Vickers	159 ...	159
Imperial Chemical	347 ...	347 1/2
Courtaulds	109 ...	110 ...
De Beers	213 ...	221 1/2
*Western Holdings	13 ...	13 1/2
Rio Tinto Zinc Corp.	188 ...	189
*West Driefontein	16 1/4	16 3/8

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	22 fév.	23 fév.
Valeurs françaises ..	93,3	93,2
Valeurs étrangères ..	98,1	98,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	60,5	60,4

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

C.C.F. — Le bénéfice net pour 1976 s'élève à 68,10 millions de francs contre 72,99 millions de francs. Le dividende global est porté de 10,50 F à 11,10 F.

S.N.I. — Dividende net pour 1976 : 20,88 F contre 19,55 F.

U.F.B. — Bénéfice net pour 1976 : 23 millions de francs contre 21,51 millions de francs. Dividende global inchangé de 12 F, s'appliquant à un capital augmenté d'un tiers par attribution gratuite.

ROUSSEL-UCLAF. — La Food and Drug Administration vient d'accorder à la société le visa qu'elle avait sollicité pour commercialiser aux Etats-Unis une crème dermique à base de corticostéroïde. Ce produit sera distribué sur le marché américain par Hoechst-Roussel Pharmaceuticals.

C.I.M.T. - LORRAINE. — Bénéfice net pour 1976 : 2,68 millions de francs contre 3,37 millions de francs.

SACER. — Compte tenu d'une imposition atténuée par l'imputation fiscale de pertes antérieures, le résultat de l'exercice 1976 devrait être supérieur à 10 millions de francs contre 5,57 millions de francs en 1975.

BANQUE TRANSATLANTIQUE. — Le bénéfice net de 1976 s'est élevé à 6,69 millions de francs contre 6,68 millions en 1975. Le dividende global restera inchangé à 6,50 F.

NEW-YORK
« Wait and see »

Toujours sans ressort, le marché de New-York a continué mercredi de s'enliser lentement et, à l'issue d'une séance marquée par de faibles variations de cours dans les deux sens, l'indice des industrielles s'établissait à 938,25, soit à 1,66 point au-dessous de son niveau de la veille.

Sur 1 872 valeurs traitées, 784 ont fléchi et 601 ont progressé, tandis que 487 d'entre elles reproduisaient leurs cours précédents. Bien qu'accrue, *l'activité est demeurée faible* : 18,24 millions de titres ont changé de mains contre 17,73 millions.

Une fois encore, la peur de l'inflation, avivée par les déclarations de M. Burns, président de la Réserve fédérale, a paralysé les initiatives. M. Burns, qui s'adressait à la *commission économique mixte du* Congrès, n'a pas mis en doute les chances d'expansion des Etats-Unis. « L'économie, a-t-il déclaré, se développera en 1977, soutenue par une forte augmentation des investissements. Mais attention à la flambée des prix. » Selon lui, le danger viendra surtout d'un accroissement des dépenses fédérales. Entre la crainte et l'espoir, de nombreux investisseurs ont, dans ces conditions, préféré adopter une prudente attitude de « wait and see ».

Indices Dow Jones : transports, 222,88 (— 0,78) ; services publics, *105,86 (— 0,35)*.

VALEURS	COURS 22 2	COURS 23/2
Alcoa	54 ...	54 ...
A.T.T.	63 5/8	63 1/2
Boeing	41 3/8	43 1/4
Chase Manhattan Bank	31 1/2	30 1/2
Du Pont de Nemours	128 1/8	122 ..
Eastman Kodak	74 1/4	73 7/8
Exxon	50 1/2	50 5/8
Ford	57 ...	57 ...
General Electric	50 5/8	50 5/8
General Foods	32 1/8	32 1/4
General Motors	70 3/4	70 1/4
Goodyear	21 3/4	21 3/4
I.B.M.	276 3/4	276 7/8
I.T.T.	33 5/8	33 3/4
Kennecott	28 3/4	28 3/4
Mobil Oil	64 7/8	65 ...
Pfizer	27 1/8	27 1/4
Schlumberger	59 ...	58 5/8
Texaco	28 ...	27 3/4
U.A.L. Inc.	21 ...	20 3/4
Union Carbide	60 1/2	58 1/2
U.S. Steel	47 1/2	47 1/4
Westinghouse	16 5/8	16 5/8
Xerox	51 7/8	50 7/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23/2	24/2
1 dollar (en yens)	283 40	283 40

Taux du marché monétaire
Effets privés .... 10 .. %

BOURSE DE PARIS - 23 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours

HORS COTE

SICAV

* Cours précédent

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
285	Dome Mines	247 ..	254 ..	256 .	252 ..
650	Du Pont Nem.	640	634	636	630
350	East Kodak	362 50	371 50	369 ..	368 20
13 50	East Rand	14 30	14 70	14 60	14 65
112	Ericsson	110 ..	109	109 50	109 .
260	Exxon Corp.	253 ..	255 30	256 40	251 50
285	Ford Motor	286 50	285 50	285 50	283 ..

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
11 60	Union Corp.	11 95	12 ..	12 25	12
133	U. Min. 1/10	133 ..	132	132 .	130 90
98	West Driet	98 50	99 ..	100	98 10
38	West Deep	39 80	39 50	38 60	38 80
78	West Hold.	81 ..	80 90	81 90	80 ..
1 33	Zambia Cop.	1 43	1 38	1 40	1 35

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; c : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/2	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 998	4 991	5 ..
Canada ($ can. 1)	4 847	4 836	4 79
Allemagne (100 DM)	209 695	208 200	207 50
Autriche (100 sch.)	29 455	29 300	29 35
Belgique (100 F.)	13 620	13 585	13 45
Danemark (100 krd)	84 910	84 670	83 50
Espagne (100 pes.)	7 223	7 227	7 02
Grande-Bretagne (£ 1)	8 533	8 539	8 67
Italie (1 000 lires)	5 667	5 659	5 525
Norvège (100 k)	95 040	94 600	94 ..
Pays-Bas (100 fl.)	200 550	199 425	199 50
Portugal (100 esc.)	15 250	15 216	14 75
Suède (100 krs)	118 570	118 010	117 50
Suisse (100 fr.)	198 725	197 276	199 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/2
Or fin (kilo en barre)	22390	22460
Or fin (kilo en lingot)	22420	22495
Pièce française (20 fr.)	230 90	232 60
Pièce française (10 fr.)	200 ..	202 80
Pièce suisse (20 fr.)	205	206
Union latine (20 fr.)	193	192 ..
Souverain	215 ..	212 10
Pièce de 20 dollars	1000 80	990 60
Pièce de 10 dollars	539	540
Pièce de 5 dollars	342 .	.. ..
Pièce de 50 pesos	906 ..	910 ..
Pièce de 10 florins	285 .	286 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

AU COMITÉ CENTRAL

Mme Bertrand (P.C.) : le P.S. n'a pas appliqué partout l'accord national

Mme Mireille Bertrand, membre du bureau politique du P.C.F., a présenté, mercredi 23 février, devant le comité central de sa formation, un rapport sur la préparation des élections municipales. Elle indique notamment que l'union de la gauche n'a pu se réaliser dans trente-sept villes de plus de trente mille habitants et dans cent cinquante villes de neuf à trente mille habitants et estime que dans ce cas : « *le parti socialiste n'a pas appliqué l'accord national* » Elle ajoute :

« *Si le parti socialiste maintient son comportement, il est évident que les organisations locales de notre parti dans ces communes devront présenter au premier tour des listes de large union dans lesquelles les communistes auront leur place aux côtés d'autres démocrates.* »

Après avoir contesté la « réussite » du plan Barre, Mme Mireille Bertrand souligne :

« *Qu'on ne s'y trompe pas, les émissions télévisées auxquelles le président de la République vient de participer, ses voyages en province comme ceux de Raymond Barre, ont des motifs électoralistes.*

» *Quand Giscard d'Estaing laisse son masque libéral, de président au-dessus de la mêlée, pour employer « la manière forte », comme l'a souligné la presse, ce n'est pas un hasard.*

» *Quand le premier ministre déclare ouvertement la guerre aux travailleurs et affirme qu'il ne tiendra pas compte de leurs revendications, c'est également en vue des élections.*

» *Leur image de marque leur importe moins que de rassembler toutes les voix de droite et que d'exercer un chantage sur les plus démunis qu'ils veulent écraser sous les difficultés et maintenir dans un climat de peur du changement.*

» *L'opération Chirac à Paris et les prétendus déchirements de la majorité relèvent de la même démarche.*

» *Mais bien que les commentaires continuent d'aller bon train, que l'on s'évertue à vouloir faire pleurer dans les chaumières sur les divisions de la majorité, cette péripétie apparaît de plus en plus comme une manœuvre électorale.* »

En présence de M. Poniatowski

Les républicains indépendants se félicitent de l'unité majoritaire en province

Le conseil politique de la Fédération nationale des républicains indépendants s'est réuni, jeudi matin 24 février, en présence de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, président du comité exécutif. Le texte suivant a été rendu public au terme de la séance :

« *Le conseil politique de la F.N.R.I. se félicite du discours prononcé par le président de la République à Ploermel. Depuis 1962, l'élection du président de la République au suffrage universel a donné à la France des institutions qui ont mis un terme au désordre et à la crise politique premanente. La présence du président de la République assure la stabilité et la continuité de la politique de la France. Son action suppose l'union et l'appui sans équivoque des formations de la majorité qui le soutiennent.*

» *Le conseil politique apporte son soutien au premier ministre, loyal au président, dans l'entreprise de redressement économique et financier actuellement en cours. Il l'assure de son concours dans le combat pour la défesne du franc, l'arrêt de la hausse des prix et la défense de l'emploi Il lui donnera son appui dans le rôle de coordonnateur de la majorité et d'animateur de la campagne nationale législative qui lui a été confiée par le président.*

» *Le conseil se félicite des conditions dans lesquelles les formations de la majorité ont préparé les élections municipales en province. En effet, Paris mis à part, l'unité majoritaire a été réalisée dans la quasi-totalité des communes (...).*

» *Il apporte son entier soutien à M. Michel d'Orano, candidat chargé de conduire les listes d'union de la majorité à Paris, et qui a porté le combat municipal sur son véritable terrain en se présentant dans le 18e arrondissement, actuellement représenté par la coalition socialo-communiste. Il approuve son attitude consistant à mener le vrai combat contre l'opposition ; à se consacrer entièrement à son mandat municipal en renonçant à sa fonction de ministre et à ses responsabilités politiques dans notre formation s'il est élu maire de Paris. Il donne ainsi son véritable sens à la réforme qui a restitué à Paris sa vie municipale normale.* »

● *Mme Nicole de Hauteclocque*, député de Paris, candidate R.P.R. dans le quinzième arrondissement, demande au premier ministre, dans une question écrite, s'il est exact que Mme Françoise Giroud, candidate dans le même arrondissement, a obtenu « *le tarif réservé à la prospection commerciale pour l'affranchissement de sa correspondance électorale* » (*le Monde* du 23 février). Mme de Hauteclocque s'étonne d'autre part que les candidats membres du gouvernement « *puissent disposer d'un terrain de la ville pour y organiser une fête de la jeunesse sans avoir demandé l'autorisation du préfet...* »

Elle demande à M. Barre « *que le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, soit invité à faire respecter la loi par chacun* ».

REMANIEMENT MINISTÉRIEL AU ZAÏRE

Kinshasa (*Reuter*). — Le président Mobutu Sese Seko a remanié son Conseil national exécutif (gouvernement). Neuf commissaires d'Etat (ministres) sont remplacés, trois échangent leurs portefeuilles, neuf conservent leur fonction et deux nouveaux postes de vice-présidents du Conseil sont créés, a annoncé ce jeudi 24 février l'Agence Zaïre-Presse.

Les deux nouveaux vice-présidents, qui conservent leurs attributions ministérielles antérieures sont MM. Nguza Karl-I-Bond (affaires étrangères) et Engulu Baangampongo (affaires politiques).

Parmi les neuf ministres qui quittent le gouvernement figurent ceux de l'économie nationale, de l'agriculture, des transports, de l'énergie, de la santé, des mines, du travail et du « portefeuille » (chargé des investissements d'Etat).

LE MOUVEMENT DE GRÈVE A LA RADIO-TÉLÉVISION VA SE POURSUIVRE

La grève générale des personnels des sociétés issues de l'ex-O.R.T.F. a affecté l'ensemble des programmes du mercredi 23 février : tandis que les chaînes nationales de radio diffusaient un *unique* programme de musique, TF 1, A2 et FR 3 ont respecté la règle du « minimum » prévu.

Ainsi le match France-Allemagne de football du Parc des Princes n'a-t-il *pas été retransmis*. De nombreux téléspectateurs sportifs ont protesté contre l'impossibilité de voir la victoire de l'équipe française, parlant de « privation », de « punition ».

Une assemblée générale des syndicats des personnels de la radio et de la télévision a eu lieu mercredi à la Bourse du travail. Les nombreux grévistes présent ont voté à l'unanimité la poursuite du mouvement. Cependant, aucune date précise n'a été fixée en ce qui concerne du moins les sociétés de télévision.

A la radio, la grève continue depuis ce jeudi matin, elle a été décidée par les personnels techniques de *France-Inter*, *France-Culture* et France-Musique. Ces trois chaînes diffusent à nouveau un programme *commun* et réduit. *Un seul bulletin* d'information est prévu à 19 heures. Le mouvement pourrait être reconduit *le vendredi 25*.

Le principe d'une semaine d'action inter-sociétés qui se déroulerait, soit par secteurs professionnels soit par localisation géographique, a été adopté. Ces grèves tournantes s'achèveraient par une journée de grève de tous les personnels, reconductible.

Des assemblées générales auront lieu les jours prochains. La manifestation qui était prévue après l'assemblée générale de mercredi n'a pas eu lieu.

La prime de fin d'année à la Caisse d'épargne de Paris

DÉBOUTÉS DE LEUR ACTION EN JUSTICE LES SYNDICATS FONT APPEL

Les sections de Paris du Syndicat unifié des agents et cadres des caisses d'épargne (SUACCE) et du Syndicat national du personnel des caisses d'épargne C.F.D.T. ont décidé, ce jeudi 24 février, de faire appel du jugement rendu mercredi par la première chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, présidée par Mme Simone Rozès.

Ce jugement les déboute de l'action qu'ils avaient intentée contre la direction de la Caisse d'épargne de Paris (C.E.P.) pour obtenir le paiement, intégral de la prime de fin d'année et les condamne aux dépens. On se souvient que la réduction de cette prime avait été à l'origine de la grève de trois mois, déclenchée du 6 octobre au 6 janvier, par les employés parisiens.

La première chambre civile a estimé que le SUACCE et la C.F.D.T. n'avaient pas rapporté la preuve du fait que cette prime était entièrement due, même en cas de gestion déficitaire de la Caisse d'épargne de Paris. Cette question, en effet, ne s'est posée qu'une seule fois depuis vingt-cinq ans que cette prime est régulièrement attribuée : en 1975, le compte d'exploitation de la C.E.P. avait été nul, mais la prime avait tout de même été payée en vertu d'un accord spécifique.

Dans un communiqué commun publié ce jeudi, les deux syndicats soulignent : « *Trois de nos arguments n'ont pas été réfutés par le tribunal : la prime de fin d'année était comprise dans le traitement annoncé lors du recrutement ; elle était aussi comprise dans le salaire journalier des temporaires jusqu'en 1976 ; elle était indexée sur les salaires.* »

A PARIS

Les obsèques « politiques » d'Alain Escoffier

Les obsèques d'Alain Escoffier, qui s'était suicidé par le feu, le jeudi 10 février dernier, dans les locaux de l'agence soviétique Aeroflot, sur les Champs-Elysées, ont été célébrées, mercredi 23 février, en l'église Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts dans le 12e arrondissement de Paris. La famille, des amis d'Alain Escoffier, mais aussi de nombreux militants de mouvements d'extrême droite assistaient à cette cérémonie.

Dans l'entrée de l'église, une rangée de scouts en uniforme du mouvement Wiking-jeunesse (mouvement de scoutisme de la jeunesse nationale européenne) ont distribué une pétition réclamant la libération des trois camarades d'Alain Escoffier, incarcérés actuellement à Fresnes et à la Santé. Les membres du comité Alain-Escoffier ont également distribué cette pétition, mercredi soir, devant l'Elysée. Ils ont annoncé qu'une grève de la faim devrait commencer ce jeudi pour soutenir cette pétition.

M. Jean-Marie Le Pen, président du parti des Forces nouvelles, a assisté aux obsèques et a reconnu la signification politique de cette cérémonie qui était pour lui l'occasion de dénoncer le communisme international. L'office, célébré selon le rite de saint Pie V, a été marqué par l'homélie particulièrement virulente du R.P. Baylaud. En rappelant que « *Dieu était présent dans la famille, le travail et la patrie* », Il a évoqué l'action « *de ce jeune Français lucide sur le mal dont souffre l'Occident chrétien et sur la perversité intrinsèque du marxisme. La France a oublié les déferlements du Front populaire, les atrocités de l'épuration, (...) son élite est en proie au marxisme* », a-t-il dit, avant de dénoncer « *cette Eglise renégate qui condamne un courageux évêque de Lille* ».

Il a enfin invité les participants à s'organiser pour lutter contre l'ennemi de la chrétienté.

Après la cérémonie, le comité Alain-Escoffier invitait ceux qui le voulaient à aller déposer « *sans drapeaux ni chants* » des fleurs devant l'agence Aeroflot sur les Champs-Elysées. De nombreuses forces de police y avaient pris position, des gendarmes mobiles empêchaient les passants d'approcher les locaux de l'agence de voyage. Des jeunes gens ont déposé quelques fleurs sur les barrières métalliques qui entouraient l'agence. Aucun incident n'a été signalé et les forces de police ont quitté les lieux vers 19 h. 15.

A Bruxelles

La Pologne entame avec le Marché commun des négociations difficiles sur la pêche

Les négociations en vue de la conclusion d'un accord de pêche ont débuté, le mercredi 23 février, à Bruxelles, entre la Pologne et la Communauté. La délégation polonaise est conduite par M. Jerzy Olczewski, ministre du commerce extérieur et de l'économie maritime.

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Après les Soviétiques (*le Monde* daté 20-21 février), voici donc les Polonais qui viennent à Bruxelles négocier avec une délégation de la Communauté se présentant comme telle. La signification politique de l'événement est *de même nature*, puisque la Pologne, comme l'U.R.S.S., feignant d'ignorer la C.E.E., n'avait eu jusqu'ici avec elle aucun contact, *au moins à ce niveau politique*.

La négociation d'un accord de pêche *se présente sous un jour difficile*, car la Pologne, contrairement à l'Union soviétique, n'a pas de contrepartie à offrir à la Communauté : *les pêcheurs des Neuf ne* travaillent pratiquement pas dans les eaux polonaises, alors que les chalutiers capturent environ 120 000 tonnes *de poisson par an dans la zone* des 200 milles « communautaires ». En fait, l'objectif avoué des Neuf est d'évincer progressivement les Polonais *de leurs eaux*. Au cours des semaines passées, lorsque, soucieux d'éviter l'épuisement de leurs ressources, *ils ont arrêté* un premier train de mesures visant à restreindre l'activité des pêcheurs des pays tiers ils ont fixé à 3 100 tonnes le tonnage *maximum de poisson* pouvant être pêché par les Polonais au cours du premier trimestre 1977 et à cinq le nombre de leurs chalutiers autorisés à *travailler* dans les eaux *communautaires*.

Les Polonais vont s'efforcer de donner un caractère plus global à *la négociation*, de dépasser le simple aspect « pêche ». M. Olczewski a mis l'accent sur le fort déficit des échanges de la Pologne avec la Communauté et, de façon plus *générale, sur l'ampleur* des difficultés traversées par l'économie polonaise.

Mettant en avant les bonnes relations qu'entretient son pays avec *chacun des Etats membres*, il a demandé en substance à la Communauté de davantage « personnaliser » sa politique extérieure de la pêche, *de ne pas écarter* brutalement la Pologne sous l'unique prétexte qu'elle a peu de poisson à offrir, bref, de consentir en sa faveur un geste significatif. *Tout porte à croire* que celui-ci, même si M. Olczowski est entendu, ne pourra être que fort modeste.

PHILIPPE LEMAITRE.

● *M. de Guiringaud*, ministre des affaires étrangères, *se rendra* en visite officielle en Pologne, du 2 au 4 mars, à l'invitation de son collègue polonais, M. Wojtaszek, annonce-t-on au Quai d'Orsay.

A Strasbourg

LYCÉES FERMÉS POUR CAUSE DE CARNAVAL

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Quelques jours avant le carnaval, lycéens et écoliers strasbourgeois se sont *présentés mardi matin* — Mardi gras, — à l'heure des premiers cours, revêtus de déguisements *les plus* cocasses et les *plus* déconcertants, et armés de gros paquets de farine. Les enseignants *n'ont pu que constater* les chahuts et les jets de farine. Indignés, certains ont tenté de faire cours, mais *force leur fut* de constater très vite que la chose était impossible. Plusieurs établissements scolaires, et notamment les trois lycées, ont dû suspendre leurs cours dans la journée, les uns après les autres : la fête avait pris des allures d'« invasion ». Ceux qui avaient choisi de bouder les cours ayant rendu visite à d'autres établissements — avec, dit-on, le renfort d'éléments extérieurs, — dans un désordre turbulent, qui a réduit *l'administration* au silence. L'après-midi, le carnaval buissonnier des écoliers *s'est déplacé* vers le centre ville, où des passants ont été couverts de farine. — J.-C. P.

NOUVELLES BRÈVES

● *Grève des chemins de fer belges : perturbations à Paris-Nord.* — En raison d'un arrêt de travail de vingt-quatre heures des chemins de fer belges, à partir du jeudi 24 février à 22 heures, le service des trains, au départ de la gare de Paris-Nord, sera modifié comme suit : le jeudi 24, le T.E.E. « Oiseau bleu » (départ 20 h. 29) sera supprimé ; le train de 19 h. 27 limité à Jeumont ; le train de 21 h. 35 pour Copenhague limité à Maubeuge, et le train de 23 h. 17 pour Varsovie limité à Jeumont ; le vendredi 25, les trains T.E.E. pour la Belgique ou en transit seront supprimés, à l'exception de l'« Oiseau bleu », et les autres trains internationaux limités à leur parcours français.

● *Le Rassemblement des Français musulmans d'Algérie* (71, av. Henri-Barbusse, 93 La Courneuve) que préside M. Saïd Leffad, rappelle, dans un communiqué, que « *les membres de cette association et lui-même sont, toujours, demeurés en dehors de tous jeux politique et administratif algériens* ». Il ajoute que « *son président entretient des rapports très fraternels avec ses coreligionnaires demeurés algériens et qu'il a toujours combattu le racisme et les brimades dont ils sont souvent victimes* ».

Le numéro du « Monde » daté 24 février 1977 a été tiré à 562 330 exemplaires.